

# Portrait de territoire

---

## Montsinéry -Tonnegrande



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU CENTRE LITTORAL

**l'agglo**

Septembre 2023

 **compas**



Prise en main du document \_\_\_\_\_ p.4

Méthodologie \_\_\_\_\_ p.5

Présentation du territoire d'étude \_\_\_\_\_ p.6

Les chiffres clés du territoire d'étude \_\_\_\_\_ p.7

## CONTEXTE GÉNÉRAL

Le peuplement \_\_\_\_\_ p.11

Le logement \_\_\_\_\_ p.25

Les niveaux de vie \_\_\_\_\_ p.35

Les ressources du territoire \_\_\_\_\_ p.38

## LES FAMILLES

Les familles avec enfant(s) \_\_\_\_\_ p.41

## LES ENFANTS

Les mineurs \_\_\_\_\_ p.49

La petite enfance \_\_\_\_\_ p.59

L'enfance \_\_\_\_\_ p.64

L'adolescence \_\_\_\_\_ p.65

## LES JEUNES

Les jeunes adultes \_\_\_\_\_ p.70

Les jeunes actifs \_\_\_\_\_ p.74



## LES MÉNAGES SANS ENFANT

Les ménages sans enfant \_\_\_\_\_ p.83

Les personnes vivant seules \_\_\_\_\_ p.85

## LES SENIORS

Les 60 ans et plus \_\_\_\_\_ p.90

Les 55-64 ans \_\_\_\_\_ p.101

Les aînés de 75 ans et plus \_\_\_\_\_ p.103

## LES POPULATIONS FRAGILES

Les populations selon les ressources financières p.108

Les populations selon l'accès à la santé \_\_\_\_\_ p.115

Les personnes en situation de handicap \_\_\_\_\_ p.119

## LES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Les actifs résidents \_\_\_\_\_ p.123

Les personnes en emploi sur le territoire \_\_\_\_\_ p.135

Les établissements \_\_\_\_\_ p.140

**Bibliographie** \_\_\_\_\_ p.143

**Lexique** \_\_\_\_\_ p.145

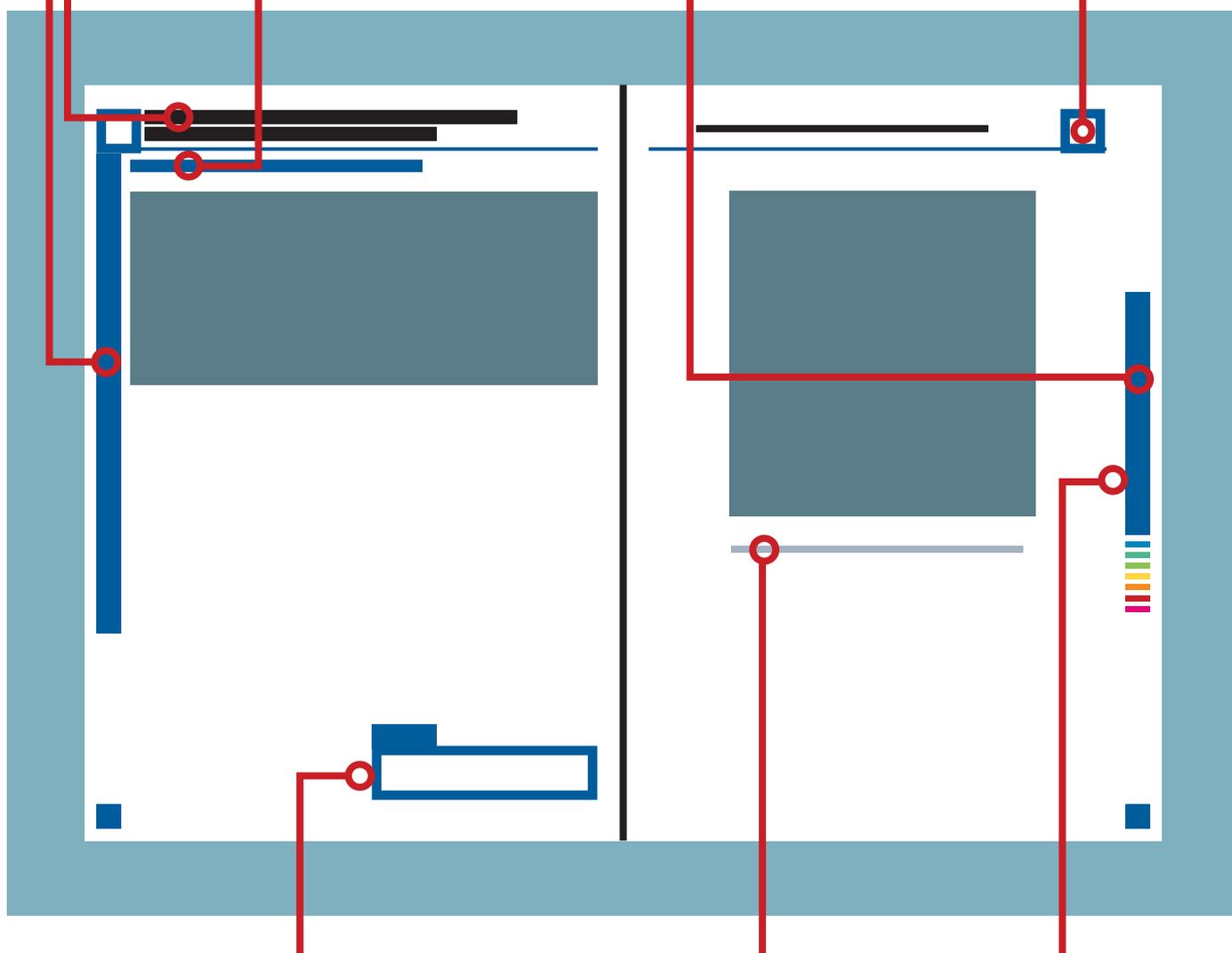
# Prise en main du document

Le document se compose en plusieurs chapitres. Chaque chapitre contient plusieurs publics et chaque public amène à plusieurs questionnements. Ces questionnements sont composés de plusieurs indicateurs.

La barre latérale gauche accompagnée de son icône rappelle le public présenté. La barre latérale droite montre le chapitre du document dans lequel vous êtes. Les titres en haut sont liés aux questionnements et aux indicateurs, ces derniers pouvant être accompagnés d'indicateurs détaillés comme des cartes ou des tableaux.

1. Chapitre
2. Public
3. Questionnement
4. Indicateur

Un icône pour illustrer le public.



Une définition est à retrouver en bas de certaines pages. Il est aussi possible de retrouver ces définitions dans le lexique en fin de document, ainsi que d'autres.

Une clé de lecture pour mieux appréhender les informations contenues dans les tableaux et graphiques.

La barre latérale droite indique le chapitre où vous êtes. Les autres couleurs représentent les autres chapitres du document.



## PRÉCAUTIONS DE LECTURE

Les délais de mise à disposition des données sont variables selon les sources et les échelles géographiques.

## LE RECENSEMENT DE L'INSEE

Concernant les données issues du recensement de la population, rappelons que désormais les enquêtes de recensement sont annuelles, et que le calcul des indicateurs mis à disposition prend en compte 5 années d'enquêtes.

- Pour les communes de moins de 10 000 habitants, une enquête exhaustive a lieu tous les 5 ans.

- Pour les communes de 10 000 habitants ou plus, l'enquête est réalisée auprès d'un échantillon de 8% des logements de la commune chaque année, ainsi 40% des logements sont enquêtés sur 5 ans.

Les données communales détaillées des populations issues du recensement rénové sont diffusées au 1er juillet. Elles correspondent aux données millésimées à l'année N-3 et sont issues des enquêtes des années N-5, N-4, N-3, N-2, N-1. Elles sont donc relativement récentes (la dernière enquête considérée a été réalisée à l'année N-1).

Du fait de la situation sanitaire, la collecte de l'enquête annuelle de recensement (EAR) de 2021 a été reportée à 2022 (à l'exception du territoire de Mayotte et du recensement des bateliers). Jusqu'alors, le calcul d'évolution devait se faire au bout d'un cycle complet de 5 ans. Le report de l'EAR 2021 implique donc que les structures socio-démographiques des communes de moins de 10 000 habitants seront temporairement figées pendant 6 ans au lieu de 5 ans aujourd'hui.

*Il est donc recommandé à partir de la diffusion des populations légales 2019 à la fin de l'année 2021 de faire des comparaisons de résultats du recensement entre deux millésimes distants d'au moins 6 ans, et ce jusqu'au recensement 2023 inclus.*

Ce changement de recommandation permet de garder la rigueur statistique (si on reste sur une période de 5 ans, 20 % des communes de moins de 10 000 habitants n'auraient aucune variation de leurs structures socio-démographiques).

Les données infra-communales sont diffusées au début du 3ème trimestre. Elles sont millésimées également à l'année N-3 et sont issues des enquêtes des années N-5 à N-1.

## AUTRES SOURCES DE DONNÉES

D'autres sources de données sont prises en compte dans cette étude, plus anciennes ou plus récentes selon les cas. Si les dates diffèrent légèrement, les données ainsi collectées nous permettent néanmoins de repérer les dynamiques au sein des territoires et les tendances générales. Les décalages de mise à disposition des sources de données ne nuisent pas à la mise en place d'une bonne photographie du territoire.

## UNE PROJECTION DES POPULATIONS PAR PROLONGEMENT DES TENDANCES DE CONSTRUCTIONS DE LOGEMENTS

Les projections de population présentées ici sont réalisées à partir des données des derniers recensements (depuis 1999). Elles utilisent les tables de mortalité [une espérance de vie qui passe de 85,5 ans en 2021 à 86,8 ans en 2035 pour les femmes, et de 79,5 ans en 2021 à 82,1 ans en 2035 pour les hommes] et de natalité [1,80 enfant par femme en moyenne et un âge moyen à la maternité de 31,8 ans en 2035] par classe d'âge projetées au niveau national (tables Insee Omphale, scénario central) et la structure par âge des migrations résidentielles observées entre 2019 et 2020. Le calcul des naissances et décès réalisé à partir des quotients de natalité et de mortalité Omphale est ajusté via les observations issues des données état-civil.

L'évolution du parc de logement prise en compte reprend, par défaut, le nombre de nouveaux logements observé sur la période 2014-2020. Concernant l'évolution de la diminution de la taille moyenne des ménages, le taux observé entre 2014 et 2020 est prolongé.

Ainsi, les projections de population que nous vous proposons, au-delà de poursuivre le rythme des constructions passées, reposent sur quelques postulats de base :

- elles partent du principe que les logements correspondent et correspondront à un besoin réel et donc qu'ils ne resteront pas vacants

- elles considèrent aussi que le rythme de construction est tenable et qu'il existe donc suffisamment de foncier disponible sur le territoire.

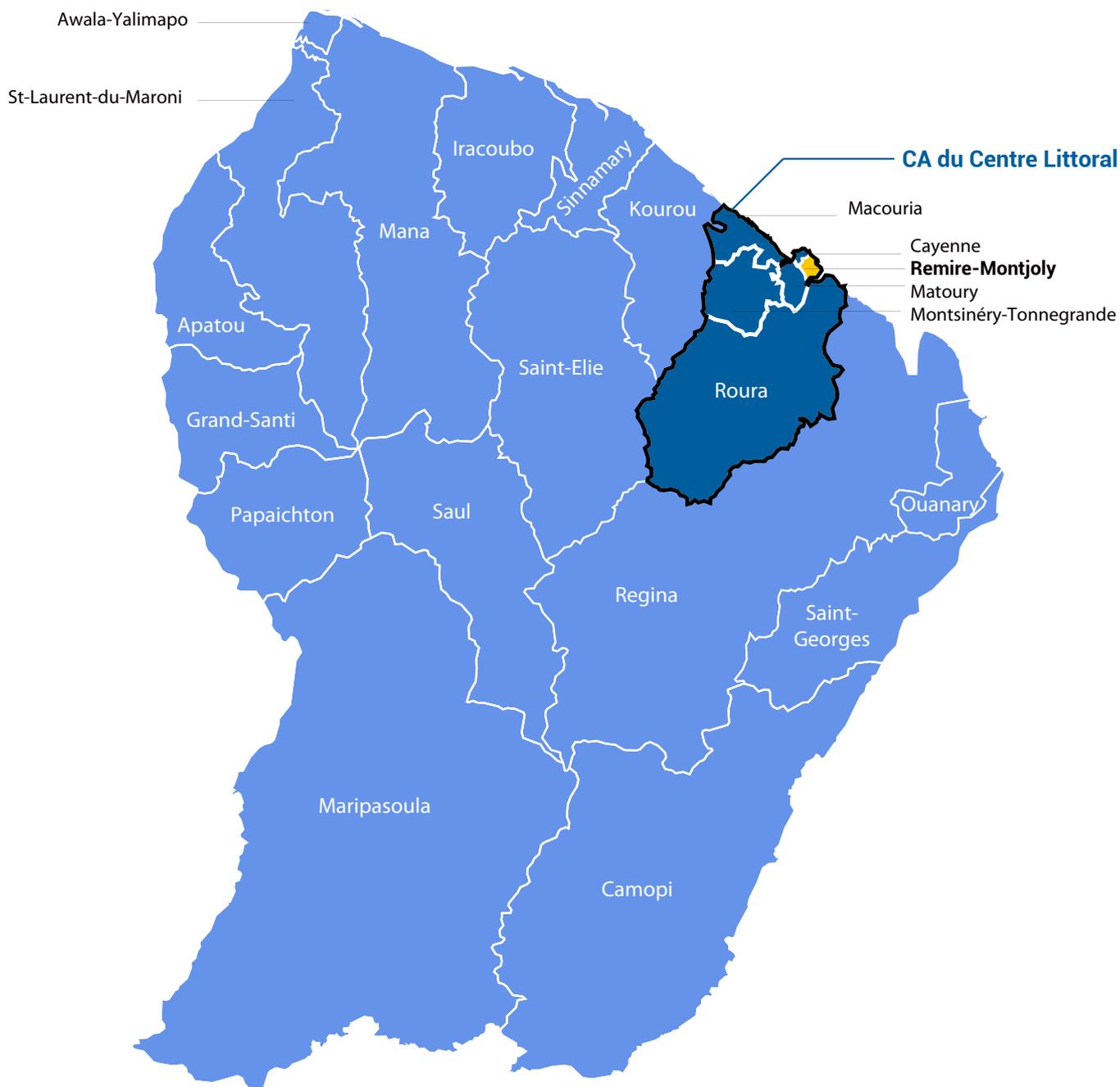
Les méthodes de projections démographiques sont des outils d'aide à la décision et d'analyse. Elles n'indiquent pas une prévision exacte des populations attendues sur le territoire mais une analyse de l'impact sur l'évolution de la population des dynamiques étudiées. Elles sont basées sur un grand nombre d'hypothèses et doivent par conséquent être considérées avec précautions. Une variation sur l'une ou l'autre des hypothèses considérées ferait varier les populations projetées.

## LES DERNIÈRES DONNÉES EN VIGUEUR DE L'INSEE SONT :

**Au niveau communal :** le recensement de la population millésimé 2020, correspondant aux résultats des enquêtes des années 2018, 2019, 2020, 2021 et l'enquête estimée de 2022 / Données Filosofi 2020 / Populations municipales 2020.



## Les communes de la CA du Centre Littoral

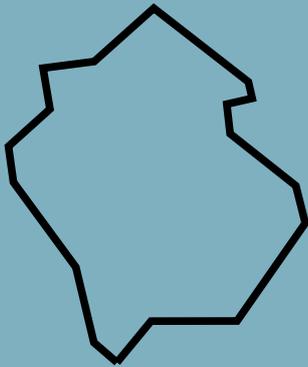


La CA du Centre Littoral rassemble 6 communes pour 151 887 habitants au RP 2020, dont 4 sont irisées. En effet les communes de Roura et Montsinéry-Tonnegrande n'ont pas d'iris.

La population des 4 communes irisées représentent 96% de la population globale de la communauté d'agglomération. Ainsi, dès lors que les données de ce document proviennent de la source « Insee, RP fichiers détail » (uniquement disponible pour les communes irisées), la ligne de la CA a été gardée puisque considérée comme représentative.

# LES CHIFFRES CLÉS

## DE MONTSINÉRY-TONNEGRANDE



**3 141**

habitants au  
1er janvier 2020

2014-2020



**+4,0%**

Évolution annuelle  
de la population



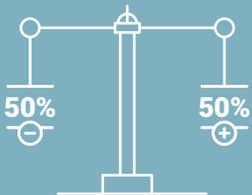
**993** ménages

**3,2** personnes  
par ménage



**205**  
personnes seules

**21%**  
des ménages



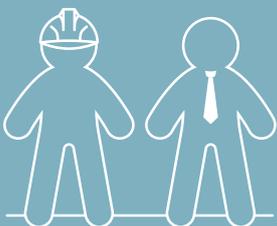
**1 377€**

Le niveau de vie  
mensuel médian



**36%**

Taux de pauvreté  
au seuil de 60%



**387**  
emplois occupés  
sur le territoire



**220**

DEFM de cat. ABC  
(déc. 2022)

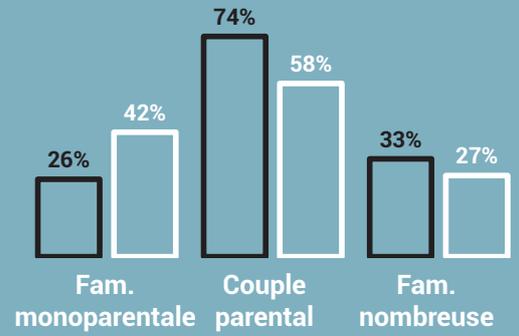
**17%**

Indice de chômage  
estimé



**550**  
**+25%**  
**55%**

familles avec  
enfant(s)  
entre 2014  
et 2020  
des ménages  
sont des familles



Types de familles  
en 1990 et 2020



**1 104**  
**+41%**  
**35%**

enfants de moins  
de 18 ans  
entre 2014  
et 2020  
de la population  
est mineure



**33%**  
des moins de 3 ans  
ont un besoin impératif  
de mode de garde



**194**  
**-11%**  
**6%**

jeunes de 18-24 ans  
entre 2014  
et 2020  
de la population a  
entre 18 et 24 ans

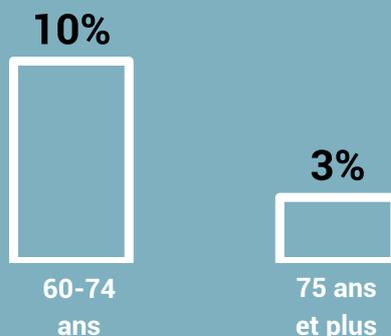


**23%**  
des jeunes sont ni en  
formation ni en emploi



**424**

seniors de 60  
ans et plus



Part parmi la  
population totale



**+34%**  
Projection des 60 ans  
et plus à l'horizon 2030

# CONTEXTE GÉNÉRAL



## LE PEUPEMENT

- Comment l'évolution du peuplement a-t-elle influencé celle des besoins sociaux ? \_\_\_\_\_ p.11
- La structure de la population a-t-elle des effets sur les besoins sociaux ? \_\_\_\_\_ p.14
- Quelle est l'influence des migrations résidentielles sur la structure par âge et la taille des ménages ? \_\_\_\_\_ p.18
- Qui sont les étrangers et les immigrés ? \_\_\_\_\_ p.22

## LE LOGEMENT

- Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ? \_\_\_\_\_ p.25

## LES NIVEAUX DE VIE

- Quelle est la distribution des niveaux de vie ? \_\_\_\_\_ p.35
- Quelle est la pauvreté des populations ? \_\_\_\_\_ p.37

## LES RESSOURCES DU TERRITOIRE

- Quelles sont les ressources financières du territoire ? \_\_\_\_\_ p.38

# CHIFFRES CLÉS

## CONTEXTE GÉNÉRAL



**3 141**

habitants au 1er janvier 2020

2014-2020



**+4,0%**

Évolution annuelle  
de la population

=



**+1,3%**

Évolution annuelle  
due au solde naturel

+



**+2,7%**

Évolution annuelle due  
au solde migratoire



**993** ménages

**3,2** personnes par ménage

**59%** de propriétaires au sein  
des résidences principales

**1 377€**



Niveau de vie  
mensuel médian

**36%**



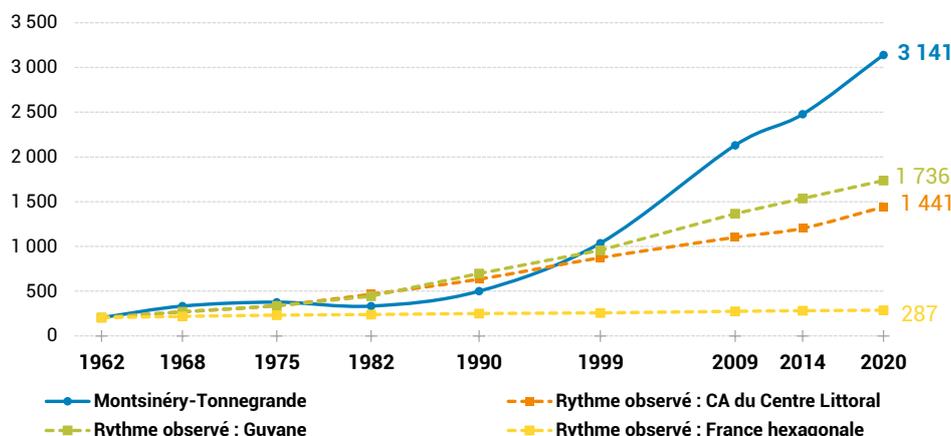
Taux de pauvreté  
au seuil de 60%

# Comment l'évolution du peuplement a-t-elle influencé celle des besoins sociaux ?



## Évolution de la population des années soixante à nos jours

Source : Insee, RP 1962-2020 - Traitements © Compas



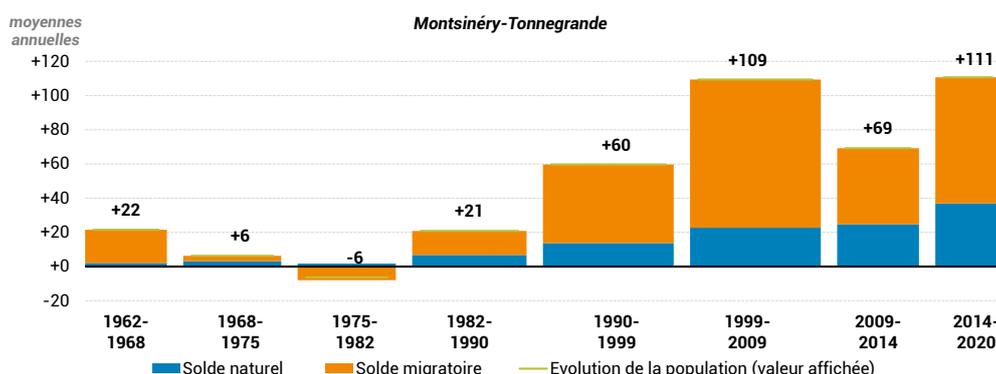
Indique l'évolution qu'aurait connu Montsinéry-Tonnegrande si le territoire avait suivi le rythme observé dans les territoires de comparaison.

Lecture : Montsinéry-Tonnegrande compte 3 141 habitants en 2020. Si Montsinéry-Tonnegrande avait suivi le rythme d'évolution observé sur la CA du Centre Littoral, sa population serait de 1 441 habitants en 2020.

Montsinéry-Tonnegrande compte 3 141 habitants en 2020 contre 204 habitants cinquante ans plus tôt. Depuis 1962, Montsinéry-Tonnegrande a gagné 2 937 habitants, soit en moyenne une augmentation de 51 habitants par an (+4,8%). Si Montsinéry-Tonnegrande avait suivi le rythme d'évolution de la population observé en France hexagonale, sa population serait de 290 habitants en 2020, soit 2 850 habitants de moins. Entre 2014 et 2020, Montsinéry-Tonnegrande a connu une augmentation de sa population de +4,0% par an : +1,3% par an dû au solde naturel et +2,7% par an dû au solde migratoire.

## Soldes migratoires et naturels, des années soixante à nos jours

Source : Insee, RP 1962-2020 - Traitements © Compas



Lecture : L'évolution de la population observée sur la période 2014-2020 de +111 personnes en moyenne par an s'explique par un solde naturel positif, soit +37 personnes par an et par un solde migratoire positif de +74 personnes par an.

Compte tenu des taux de mortalité (10 décès par an en moyenne, soit 3 décès pour 1 000 habitants) et de natalité (40 naissances par an en moyenne, soit 16 naissances pour 1 000 habitants) observés à Montsinéry-Tonnegrande entre 2014 et 2020, le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) est positif (+40 habitants par an) : les naissances sont plus nombreuses que les décès.

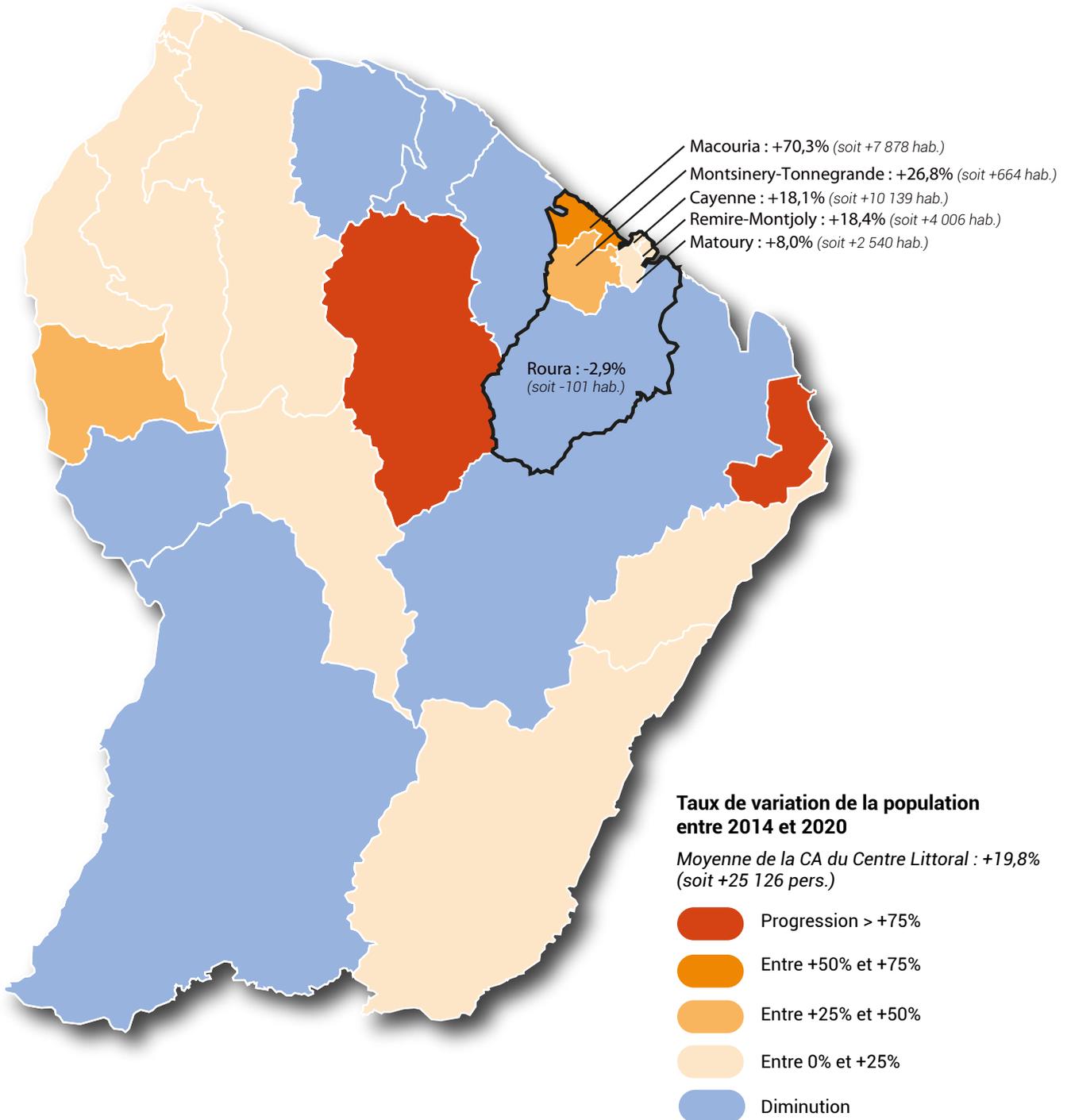
Le solde migratoire est la deuxième composante de l'évolution de la population. Entre 2014 et 2020, il est positif puisque l'on observe un excédent de 70 arrivées (au regard des départs) chaque année.





## Évolution de la population entre 2014 et 2020

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas



## TABLEAU DÉTAILLÉ



### Évolutions détaillées de la population des années soixante à nos jours

Source : Insee, RP 1962-2020 - Traitements © Compas

	Population municipale									Taux d'évolution en %
	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020	2014-2020
Cayenne	18 615	24 518	30 461	38 091	41 067	50 594	57 047	55 817	65 956	+18,2
Macouria	586	384	490	446	2 069	5 050	9 096	11 209	19 087	+70,3
Matoury	517	567	1 133	2 532	10 152	18 032	26 383	31 934	34 474	+8,0
Remire-Montjoly	1 181	2 062	2 950	6 773	11 701	15 555	18 873	21 787	25 793	+18,4
Roura	402	393	401	943	1 314	1 791	2 594	3 537	3 436	-2,9
Montsinéry-Tonnegrande	204	333	377	333	500	1 037	2 131	2 477	3 141	+26,8
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>21 505</b>	<b>28 257</b>	<b>35 812</b>	<b>49 118</b>	<b>66 803</b>	<b>92 059</b>	<b>116 124</b>	<b>126 761</b>	<b>151 887</b>	<b>+19,8</b>
Guyane	33 505	44 392	55 125	73 022	114 678	157 213	224 469	252 338	285 133	+13,0
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	951 394	1 086 259	1 172 480	1 234 671	1 425 504	1 631 506	1 838 791	1 879 202	1 893 000	+0,7
France hexagonale	46 425 393	49 711 853	52 591 584	54 334 871	56 615 155	58 518 395	62 465 709	64 027 784	65 269 154	+1,9
France entière	47 376 787	50 798 112	53 764 064	55 569 542	58 040 659	60 149 901	64 304 500	65 906 986	67 162 154	+1,9

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : la CA du Centre Littoral compte 151 887 habitants en 2020. Leur nombre a augmenté de 19,8% entre 2014 et 2020.

CONTEXTE GÉNÉRAL

### Densités de population

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas

	Densité de population (habitants au km <sup>2</sup> )	
	2014	2020
Cayenne	2 365,1	2 794,7
Macouria	29,7	50,6
Matoury	232,8	251,3
Remire-Montjoly	472,5	559,4
Roura	0,9	0,9
Montsinéry-Tonnegrande	4,1	5,2
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>24,9</b>	<b>29,9</b>
Guyane	3,0	3,4
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	21,2	21,3
France hexagonale	117,7	120,0
France entière	104,2	106,2

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

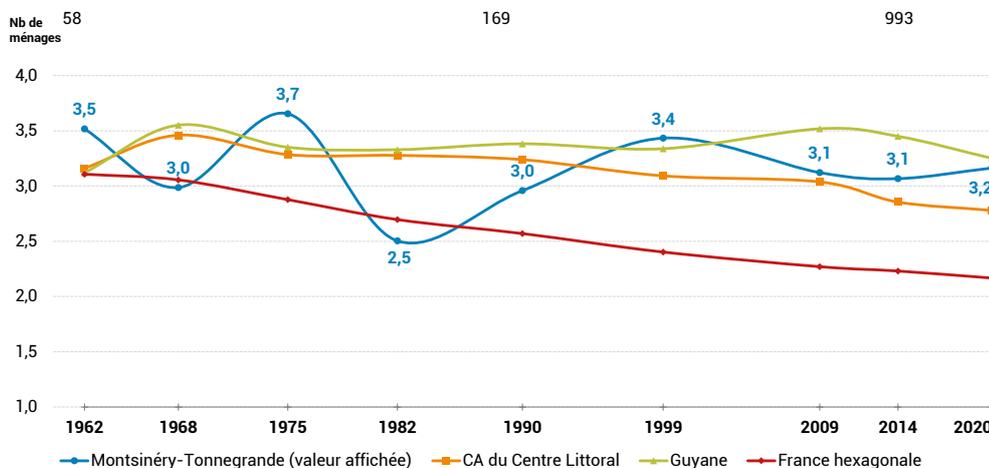
Lecture : la CA du Centre Littoral compte 29,9 habitants par km<sup>2</sup> en 2020.



# La structure de la population a-t-elle des effets sur les besoins sociaux ?

## Évolution de la taille moyenne des ménages

Source : Insee, RP 1962-2020 - Traitements © Compas



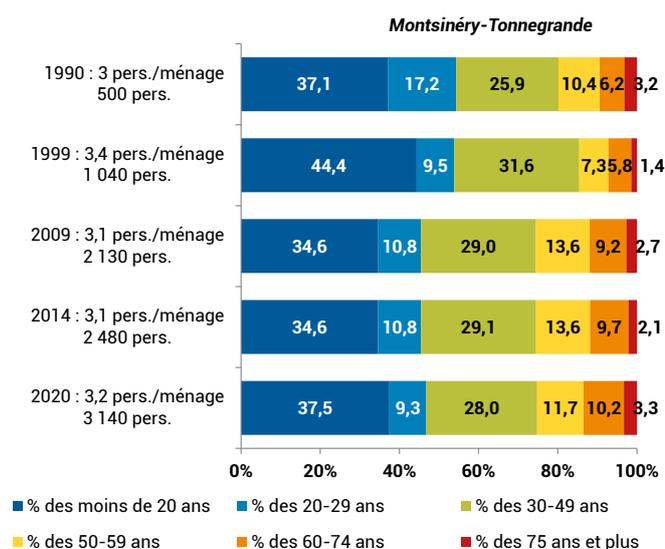
Lecture : En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte en moyenne 3,2 personnes par ménage contre 3,5 en 1962.

L'observation de la baisse du nombre moyen de personnes par ménage est un constat récurrent sur les territoires. Le plus souvent, elle est en premier lieu à rapprocher des effets d'un vieillissement de la population locale principalement lié à un « glissement des âges » des populations déjà sur place.

Depuis le début des années 60, la taille moyenne des ménages ne cesse de diminuer à Montsinéry-Tonnegrande. En 1962, Montsinéry-Tonnegrande comptait ainsi 3,5 personnes par ménage en moyenne contre 3,2 en 2020.

## Évolution de la structure par âge et de la taille moyenne des ménages

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, les moins de 20 ans représentent 37,5% de la population de Montsinéry-Tonnegrande contre 37,1% en 1990.

La classe d'âge des 30-49 ans correspond à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte. Ainsi, au-delà de la proportion des moins de 20 ans, une taille moyenne des ménages élevée est souvent liée à une proportion importante des 30-49 ans dans la population.

Chez les 50-59 ans, souvent, tous les enfants ne vivent plus à domicile : cette classe d'âge correspond au passage à une vie à deux.

À partir de 60 ans, les enfants ont quitté le domicile, et l'isolement intervient le plus souvent chez les 75 ans et plus.

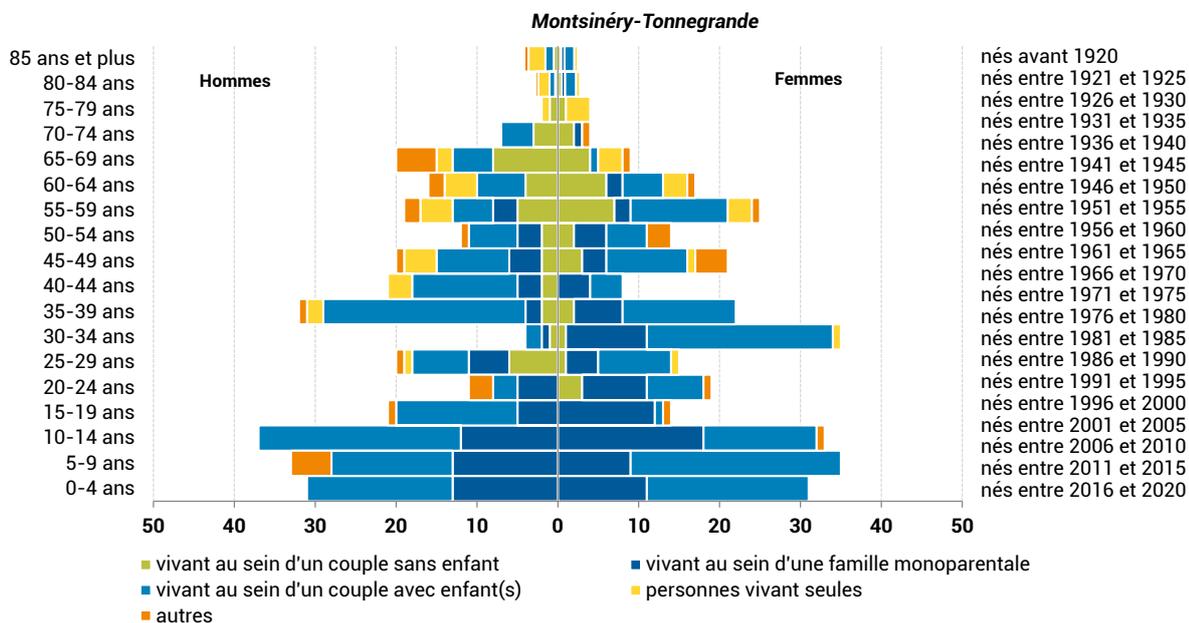
A Montsinéry-Tonnegrande, depuis le début des années 1990, la principale hausse démographique constatée concerne l'augmentation de la population âgée de 60 à 74 ans. Ils représentent 10% de la population en 2020 (soit 320 personnes) contre 6% en 1990 (30 personnes).

# La structure de la population a-t-elle des effets sur les besoins sociaux ?



## Pyramide des âges de la population selon la situation familiale

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Environ 190 enfants de moins de 5 ans vivent au sein d'un couple avec enfant(s) à Montsinéry-Tonnegrande.

Les moins de 15 ans représentent 30% de la population de Montsinéry-Tonnegrande (950 personnes). 17% des habitants sont des adolescents ou jeunes adultes (âgés de 15 à 29 ans), soit 520 personnes. Le cœur de la pyramide des âges regroupe 40% de la population : 20% des habitants ont entre 30 et 44 ans (640 personnes) et 19% entre 45 et 59 ans (600 personnes). Enfin, 13% de la population est formée des tranches d'âge les plus élevées, avec 10% d'habitants âgés de 60 à 74 ans (320 personnes) et 3% de seniors de 75 ans ou plus (100 personnes).

Finalement, dès la lecture de la pyramide des âges, des enjeux sociaux apparaissent : déséquilibre entre générations, isolement des personnes âgées, enfants de familles monoparentales (notamment des adolescents), situation des femmes (monoparentalité puis isolement).

CONTEXTE GÉNÉRAL



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Structure par âge de la population

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

Répartition de la population selon l'âge (%)	2009					2020				
	Moins de 20 ans	20-39 ans	40-59 ans	60-74 ans	75 ans et plus	Moins de 20 ans	20-39 ans	40-59 ans	60-74 ans	75 ans et plus
Cayenne	39,3	29,2	21,9	6,5	3,1	36,7	28,8	22,2	9,1	3,2
Macouria	43,6	27,0	24,0	4,2	1,1	44,3	25,7	22,9	6,0	1,2
Matoury	43,7	26,4	23,8	5,1	1,0	39,9	24,9	23,2	9,7	2,3
Remire-Montjoly	33,9	28,0	28,5	7,5	2,0	30,6	28,8	26,8	10,4	3,4
Roura	38,6	27,3	25,6	7,1	1,6	30,8	30,1	26,3	10,6	2,3
Montsinéry-Tonnegrande	34,6	23,9	29,5	9,2	2,7	37,5	24,1	24,9	10,2	3,3
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>39,7</b>	<b>28,0</b>	<b>23,8</b>	<b>6,2</b>	<b>2,3</b>	<b>37,2</b>	<b>27,5</b>	<b>23,4</b>	<b>9,1</b>	<b>2,7</b>
Guyane	44,5	29,2	20,0	4,7	1,6	42,2	27,5	21,3	7,0	2,0
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	33,0	26,0	26,6	9,9	4,4	29,3	22,5	27,6	14,3	6,3
France hexagonale	24,5	25,6	27,3	13,7	8,8	23,8	23,7	26,0	16,9	9,6
France entière	24,8	25,7	27,2	13,6	8,7	23,9	23,7	26,1	16,9	9,5

Lecture : En 2020, les personnes âgées de 75 ans et plus représentent 2,7% de la population de la CA du Centre Littoral.

### Composition et taille moyenne des ménages

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Composition des ménages (%)					taille des ménages
	personnes seules	couples sans enfant	familles monoparentales	couples parentaux	autres	
Cayenne	32,8	12,3	28,5	20,1	6,3	2,58
Macouria	20,6	13,9	32,6	31,1	1,7	3,25
Matoury	21,8	15,2	28,9	30,5	3,6	3,11
Remire-Montjoly	29,7	19,6	16,8	29,3	4,7	2,58
Roura	27,1	26,6	19,9	29,8	-3,4	3,08
Montsinéry-Tonnegrande	20,6	17,6	23,2	32,2	6,3	3,16
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>28,3</b>	<b>14,7</b>	<b>26,7</b>	<b>25,5</b>	<b>4,8</b>	<b>2,78</b>
Guyane	24,8	13,5	31,1	27,4	3,2	3,25
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	33,0	17,2	20,0	21,0	8,7	2,42
France hexagonale	37,6	26,4	7,8	23,0	5,3	2,17
France entière	37,4	26,1	8,1	23,0	5,4	2,17

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

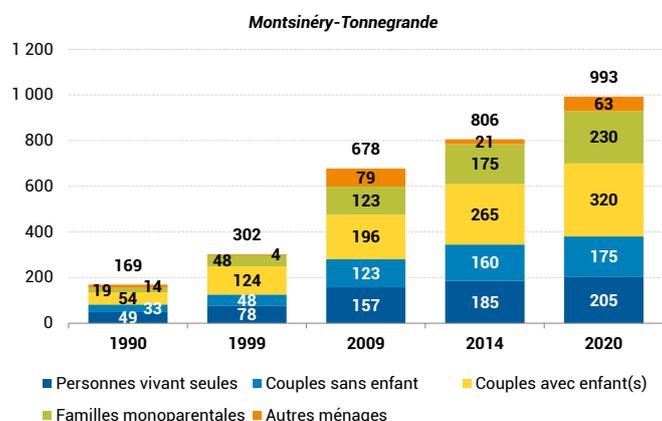
Lecture : 28,3% des ménages de la CA du Centre Littoral sont des personnes seules.

# La structure de la population a-t-elle des effets sur les besoins sociaux ?



## Composition des ménages

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



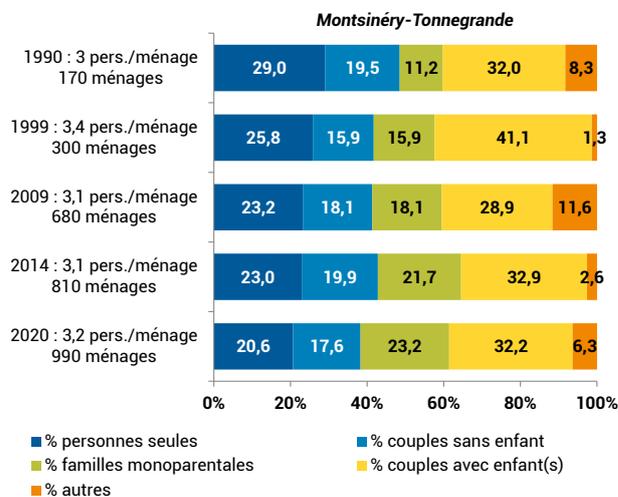
Lecture : En 2020, 205 ménages sont composés d'une personne seule.

Montsinéry-Tonnegrande compte 990 ménages au recensement de 2020, soit 820 de plus qu'en 1990. Parmi eux, 210 (21% des ménages) sont composés d'une personne seule contre 50 (29% des ménages) en 1990.

On compte par ailleurs 180 couples sans enfant en 2020, soit 140 de plus qu'en 1990. Alors qu'ils représentaient 20% des ménages de Montsinéry-Tonnegrande en 1990, ils ne représentent plus que 18% des ménages en 2020.

## Évolution de la structure des ménages et de la taille moyenne des ménages

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, les personnes seules représentent 20,6% des ménages de Montsinéry-Tonnegrande contre 29,0% en 1990.

Les 550 familles avec enfant(s) représentent 55% des ménages de Montsinéry-Tonnegrande. Elles sont plus nombreuses qu'en 1990 (70, soit 43% des ménages). Cette augmentation du nombre de familles avec enfant(s) s'explique surtout par la hausse du nombre de couples avec enfant(s), soit 270 de plus entre 1990 et 2020.

### DÉFINITIONS

**Ménage** : l'ensemble des personnes partageant une même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par un lien de parenté. Il peut être constitué d'une seule personne. Les personnes vivant dans des habitations mobiles, les mariniers, les sans-abris, et les personnes vivant en communauté (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, maisons de détention ...) sont considérées comme vivant hors ménage. Le nombre de ménages et le nombre de résidences principales sont égaux.

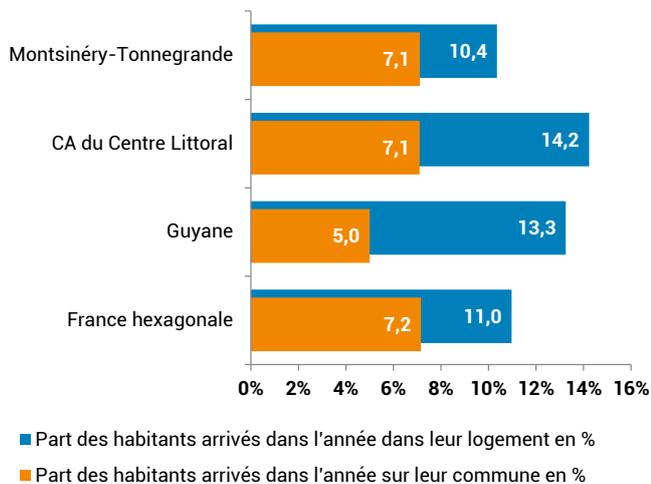
**Taille moyenne des ménages** : nombre de personnes par ménage (ou résidence principale)



# Quelle est l'influence des migrations résidentielles sur la structure par âge et la taille des ménages ?

## Mobilités résidentielles dans l'année

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



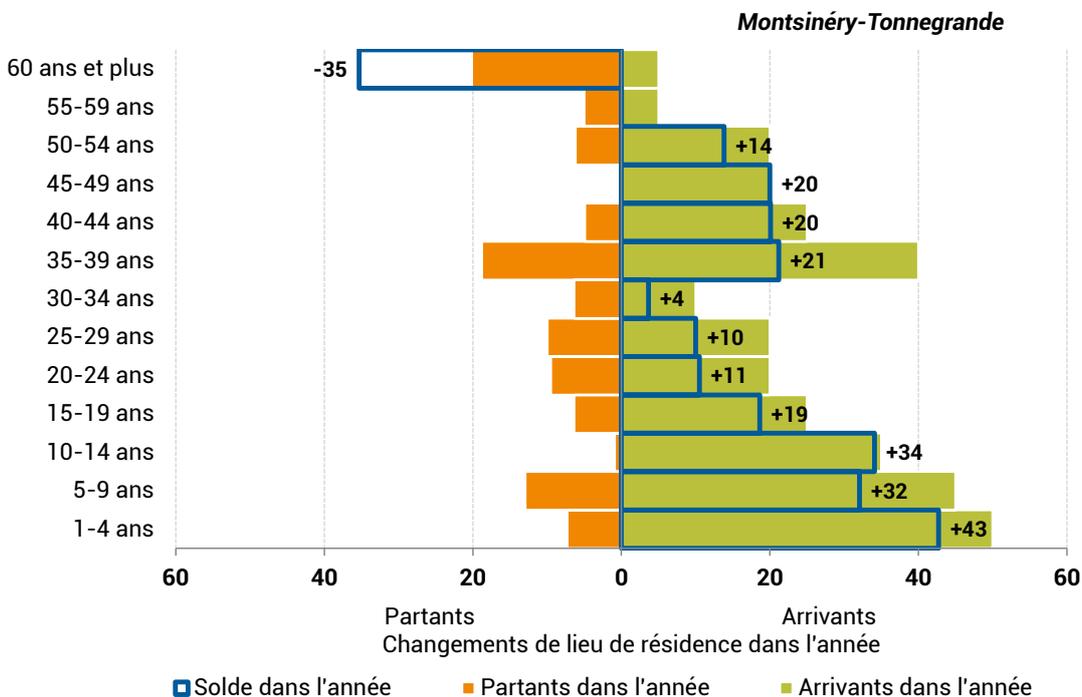
10% des habitants de Montsinéry-Tonnegrande ont emménagé dans leur logement dans l'année (320 personnes), et parmi eux 69% ont changé de commune. Ainsi, les 220 habitants ayant changé de commune au cours de l'année représentent 7% de la population de Montsinéry-Tonnegrande.

Le profil des populations ayant connu une mobilité résidentielle dans l'année diffère de celui des habitants de Montsinéry-Tonnegrande. A l'image des tendances habituelles, les mobilités résidentielles concernent des populations plus jeunes que l'ensemble de la population de Montsinéry-Tonnegrande : la part des 55 ans et plus n'y est que de 11% pour les personnes ayant changé de commune de résidence dans l'année et de 9% pour l'ensemble de celles ayant changé de logement, contre 19% pour l'ensemble de la population.

Lecture : 10,4% des habitants de Montsinéry-Tonnegrande ont emménagé dans leur logement dans l'année ; 7,1% sont arrivés sur la commune.

## Pyramide des âges des mobilités résidentielles

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



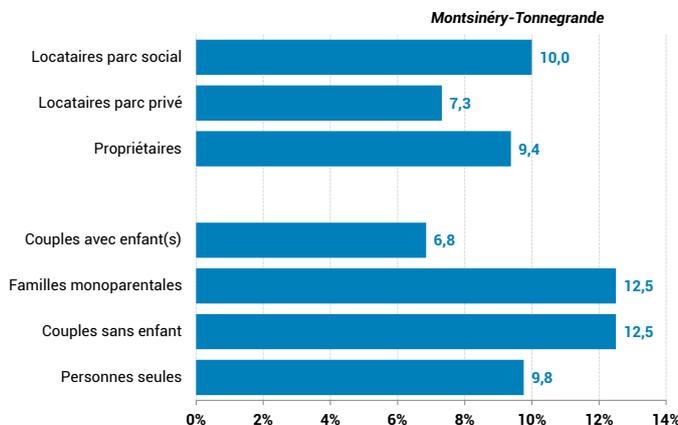
Lecture : Entre 2019 et 2020, 20 personnes âgées de 25-29 ans sont arrivées à Montsinéry-Tonnegrande et 10 personnes de la même tranche d'âge ont quitté le territoire. Cela se traduit ainsi par un solde migratoire positif pour les 25-29 ans.

# Quelle est l'influence des migrations résidentielles sur la structure par âge et la taille des ménages ?



## Part des nouveaux arrivants par catégorie de ménages

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



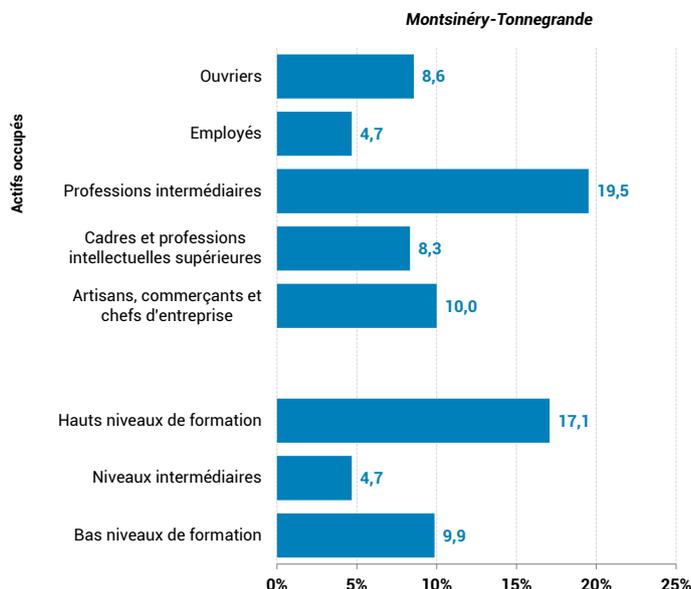
Le renouvellement de la population est maximal parmi les ménages locataires du parc privé : 10% d'entre eux n'habitaient pas à Montsinéry-Tonnegrande l'année précédente.

La mobilité résidentielle, mesurée par la part des ménages nouvellement arrivés à Montsinéry-Tonnegrande (part des ménages qui ne résidaient pas à Montsinéry-Tonnegrande l'année précédente), concerne 10% des personnes seules, 7% des couples parentaux, 13% des familles monoparentales et 13% des couples sans enfant.

Lecture : 9,8% des personnes seules vivant à Montsinéry-Tonnegrande sont arrivées dans l'année.

## Part des nouveaux arrivants chez les 15 ans et plus

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



8% des cadres et professions intellectuelles supérieures actifs occupés n'habitaient pas à Montsinéry-Tonnegrande l'année précédente. Ce taux est de 9% pour les ouvriers.

Enfin, la part des nouveaux arrivants est de 17% pour les habitants de 15 ans et plus avec de hauts niveaux de formation.

Lecture : 4,7% des employés vivant à Montsinéry-Tonnegrande sont arrivés dans l'année.

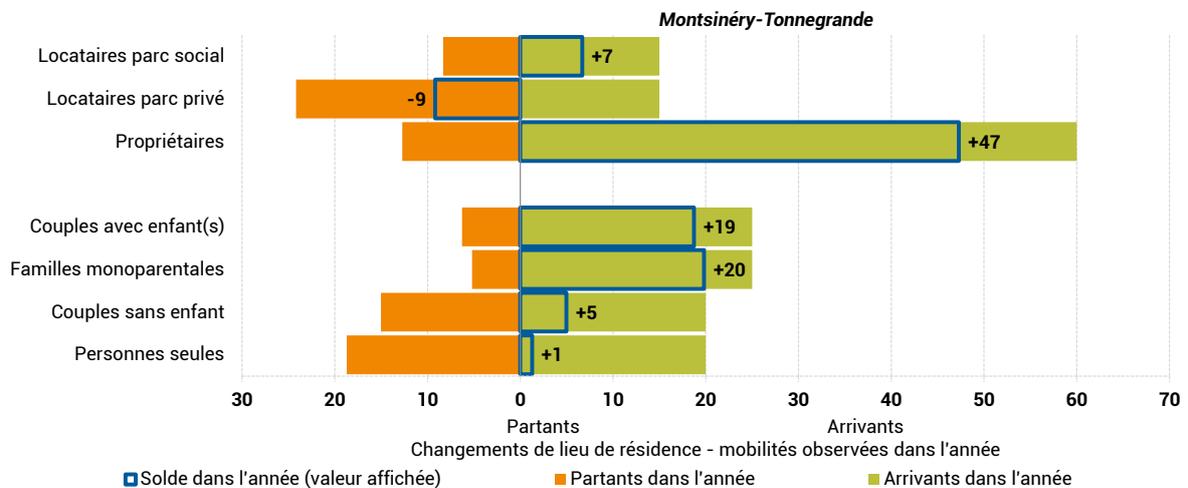




# Quelle est l'influence des migrations résidentielles sur la structure par âge et la taille des ménages ?

## Structure des mobilités résidentielles des ménages

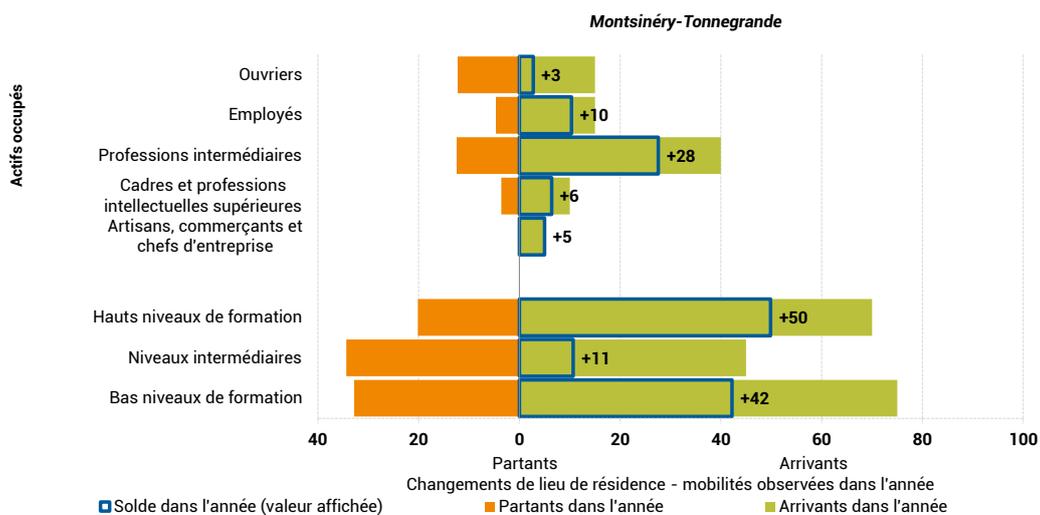
Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Entre 2019 et 2020, Montsinéry-Tonnegrande présente un solde migratoire positif pour les familles monoparentales (+20 ménages).

## Structure des mobilités résidentielles des populations de 15 ans et plus

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Entre 2019 et 2020, Montsinéry-Tonnegrande présente un solde migratoire positif pour les employés (+10 personnes).

# Quelle est l'influence des migrations résidentielles sur la structure par âge et la taille des ménages ?



## Commune de provenance et destination des populations

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas

110 personnes de 1 an et plus ont quitté Montsinéry-Tonnegrande dans l'année		1 000 ménages habitent à Montsinéry-Tonnegrande en 2020		320 personnes de 1 an et plus nouvellement arrivées à Montsinéry-Tonnegrande dans l'année	
Commune de destination	Pop. Partie	Commune de résidence	Pop. 2020	Commune de provenance	Pop. Arrivée
Ferrières-en-Gâtinais	20	Montsinéry-Tonnegrande	3 050	Kourou	60
Matoury	13			Matoury	50
Lille	10			Saint-Laurent-du-Maroni	45
Macouria	8			Etranger	40
Roura	6			Tourves	40
Nîmes	6			Cayenne	35
Châtenois	5			Remire-Montjoly	20
Jouy-le-Moutier	5			Soula	15
Elne	5			Pau	5
Toulouse	5			Villeneuve-lès-Maguelone	5
...				...	
Département de destination	Pop. Partie	Solde migratoire	Pop.	Département de provenance	Pop. Arrivée
Même département	33	Même département	+180	Même département	210
Autres départements	75	Autres départements	+30	Autres départements	110

Lecture : Parmi les 110 personnes de 1 an et plus ont quitté Montsinéry-Tonnegrande dans l'année, 20 sont parties vivre à Ferrières-en-Gâtinais.

Les populations quittant Montsinéry-Tonnegrande rejoignent, le plus souvent, une commune du bassin de vie de Cayenne, puis des communes du bassin de vie de Ferrières-en-Gâtinais. 30 personnes quittent Montsinéry-Tonnegrande dans l'année pour rejoindre une autre commune du département et 0 personnes changent de département pour rejoindre un département limitrophe. Enfin 80 personnes rejoignent un autre département. Le solde migratoire est positif avec les autres communes du département : les départs vers d'autres communes du département sont moins nombreux que les arrivées.

Pour les besoins sociaux de la commune, les flux migratoires sont importants. Les personnes nouvellement arrivées doivent s'approprier les codes du territoire, les lieux d'accès aux droits, les services et les politiques publiques locales mises en œuvre. La commune doit donc accueillir, informer, orienter les nouveaux arrivants. Mieux connaître ces arrivants est fondamental pour un territoire car ce sont des ménages inconnus qui arrivent avec des réalités sociales qui peuvent être différentes de celles des présents. Pour autant ce sont des ménages qui ne seront pas toujours repérés. L'accueil de ces arrivants est donc l'un des enjeux sociaux.



### MÉTHODOLOGIE

Les flux migratoires présentés ci-après sont obtenus par analyse des données de migrations communales entre 2019 et 2020. Sont étudiés ici les lieux de résidence au 1er janvier 2019 et au 1er janvier 2020, sans tenir compte des mobilités ayant pu avoir lieu entre ces deux dates.

L'ensemble des informations relatives aux caractéristiques des populations (situation familiale, statut d'occupation du logement, niveau de formation, catégorie socioprofessionnelle...) concernent les situations recensées au 1er janvier 2020.

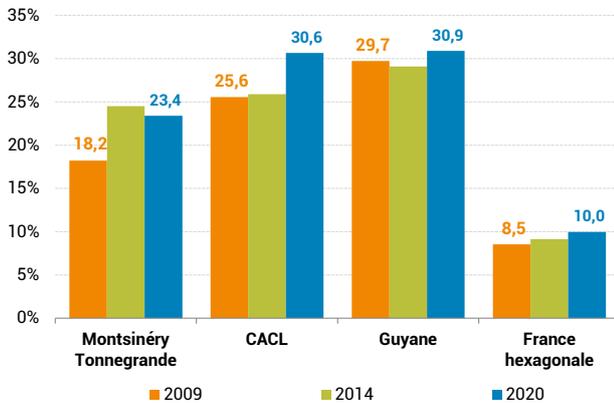
Si le recensement de la population permet de connaître les populations qui résidaient à l'étranger en 2019 et résident en 2020 sur le territoire français, l'inverse n'est pas vrai. Nous ne disposons donc pas des populations ayant quitté le territoire français pour l'étranger entre 2019 et 2020.



# Qui sont les étrangers et les immigrés ?

## Évolution de la part de la population immigrée

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, la part des personnes immigrées dans la population totale est de 23,4% à Montsinéry-Tonnegrande.

En 2020, les 740 personnes immigrées recensées à Montsinéry-Tonnegrande représentent 23% de la population (contre 18% en 2009, soit 390 personnes). Ainsi, le nombre de personnes immigrées a augmenté de 89% en 10 ans (350 personnes immigrées de plus).

## Évolution de la population immigrée

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

	2009		2014		2020		Evolution 2009 - 2020 en %
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	
Cayenne	15 713	27,5	15 363	27,5	22 995	34,9	+46,3
Macouria	2 287	25,1	2 422	21,6	5 021	26,3	+119,6
Matoury	6 869	26,0	9 154	28,7	11 139	32,3	+62,2
Remire-Montjoly	3 705	19,6	4 325	19,9	5 696	22,1	+53,7
Roura	714	27,5	941	26,6	966	28,1	+35,2
Montsinéry-Tonnegrande	388	18,2	607	24,5	735	23,4	+89,3
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>29 675</b>	<b>25,6</b>	<b>32 812</b>	<b>25,9</b>	<b>46 551</b>	<b>30,6</b>	<b>+56,9</b>
Guyane	66 700	29,7	73 404	29,1	88 095	30,9	+32,1
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	107 432	5,8	119 045	6,3	139 854	7,4	+30,2
France hexagonale	5 326 523	8,5	5 848 314	9,1	6 503 843	10,0	+22,1
France entière	5 433 955	8,5	5 967 359	9,1	6 643 698	9,9	+22,3

Lecture : En 2020, la population immigrée représente 30,6% de la population de la CA du Centre Littoral, soit 46 551 personnes.

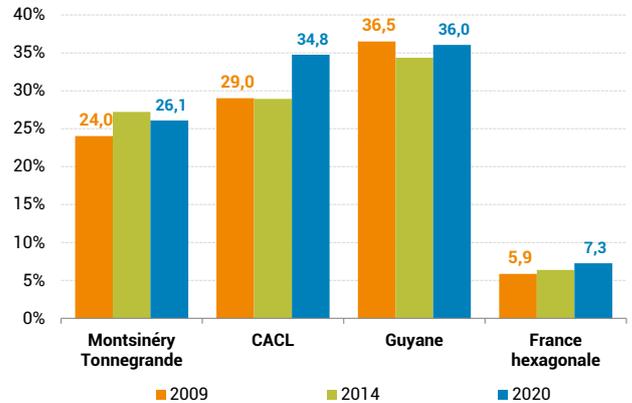
## DÉFINITIONS

**Étranger** : un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française.

**Immigré** : un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers.

## Évolution de la part de la population étrangère

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, la part des personnes étrangères dans la population totale est de 26,1% à Montsinéry-Tonnegrande.

26% de la population de Montsinéry-Tonnegrande est étrangère en 2020, soit 820 personnes (contre 24% en 2009, soit 510 personnes étrangères). Depuis 2009, le nombre de personnes étrangères a augmenté (+310 personnes, soit +60%). Pour comparaison, la part des personnes étrangères est de 35% pour la CA du Centre Littoral et de 7% en France hexagonale.



## Population immigrée selon le sexe et l'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

Montsinéry-Tonnegrande	Répartition de la population immigrée selon l'âge				Ensemble
	Moins de 15 ans	15-24 ans	25-54 ans	55 ans ou plus	
Immigrés	105	85	416	129	735
dont femmes	49	52	242	59	402
Ensemble de la population	948	350	1 250	593	3 141
Part des personnes immigrées parmi l'ensemble de la population (en %)	11,1	24,3	33,3	21,8	23,4

Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 33,3% des habitants âgés de 25-54 ans sont immigrés, soit 416 personnes (dont 242 femmes).

La part de personnes immigrées parmi l'ensemble de la population atteint 33% chez les 25 à 54 ans contre 11% chez les moins de 15 ans à Montsinéry-Tonnegrande. Par ailleurs, on recense 400 femmes parmi les personnes immigrées en 2020 (dont 60 sont âgées de 55 ans et plus, soit 15%).

## Population étrangère selon le sexe et l'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

Montsinéry-Tonnegrande	Répartition de la population étrangère selon l'âge				Ensemble
	Moins de 15 ans	15-24 ans	25-54 ans	55 ans ou plus	
Etrangers	300	79	352	88	819
dont femmes	147	47	199	36	429
Ensemble de la population	948	350	1 250	593	3 141
Part des personnes étrangères parmi l'ensemble de la population (en %)	31,6	22,6	28,2	14,8	26,1

Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 28,2% des habitants âgés de 25-54 ans sont étrangers, soit 352 personnes (dont 199 femmes).

32% des habitants âgés de moins de 15 ans sont étrangers à Montsinéry-Tonnegrande contre 15% de ceux âgés de 55 ans ou plus. En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte 430 femmes parmi les personnes étrangères (dont 40 sont âgées de 55 ans et plus, soit 8%).





## Qui sont les étrangers et les immigrés ?

### Comment mesurer l'évolution des populations migrantes qui arrivent sur le territoire ? Quels besoins sociaux y sont associés ?

**Pour mesurer les populations migrantes** qui arrivent sur le territoire, il faut d'abord définir cette catégorie de la population. L'Insee, mobilise la définition du Haut Conseil à l'Intégration selon laquelle un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont pas comptabilisées.

Quant aux migrants, il n'existe pas de définition internationalement reconnue. Ces personnes sont amenées à se déplacer hors de leurs pays pour des raisons multiples : sanitaires, politiques, poursuite d'études, recherche d'emploi... Pour les personnes contraintes de quitter leur lieu de résidence on parle plutôt de réfugié.

La différence entre un immigré et un migrant peut se situer au niveau de la date d'arrivée, on peut considérer qu'un migrant est une personne arrivée plus récemment sur le territoire lors des vagues de migration ayant eu lieu ces cinq dernières années.

Mesurer l'évolution des populations migrantes sur un territoire se révèle assez complexe du fait de l'absence de statistique nationale pour cette catégorie de population mais aussi en raison des arrivées clandestines.

Néanmoins, il serait possible éventuellement de recouper plusieurs chiffres comme les chiffres récents des préfectures concernant les demandes de carte de séjour<sup>1</sup>, les demandes d'asile et les certificats de travail. Il est également possible de s'appuyer sur les CCAS qui enregistre les domiciliations des personnes n'ayant pas de résidence comme les SDF, les voyageurs itinérants, les Roms et les migrants. Mais, s'appuyer sur ce dernier chiffre suppose que la personne ait fait des démarches pour être domiciliée dans un CCAS.

<sup>1/</sup> Risque de double compte cependant lié au renouvellement des titres de séjour.

Enfin, il serait aussi possible d'étudier le nombre de bénéficiaires de l'Aide Médicale d'État (AME) accordé aux personnes en situation irrégulière. Cependant, le non recours à cette aide est assez élevé. D'après l'IRDES, seulement 51% des personnes éligibles bénéficient de l'AME.

Le Conseil de l'Europe a recensé plusieurs besoins urgents pour les migrants. D'abord, les besoins prioritaires et nécessaires à leur survie comme l'hébergement, la fourniture de repas, la possibilité de prendre des douches et de trouver des vêtements et les besoins sanitaires comme l'accès aux soins et aux médicaments.

D'autres besoins souvent assurés par des associations qui accompagnent les migrants sont également recensés comme le besoin d'orientation et d'information sur le traitement de leurs demandes administratives (aide juridique) mais aussi l'accès au numérique (recharge de téléphone, accès à internet), et à plus long terme l'accès à un emploi (démarche pour les autorisations de travail, la valorisation des compétences, l'accès à la formation), l'accès à l'éducation pour leurs enfants...

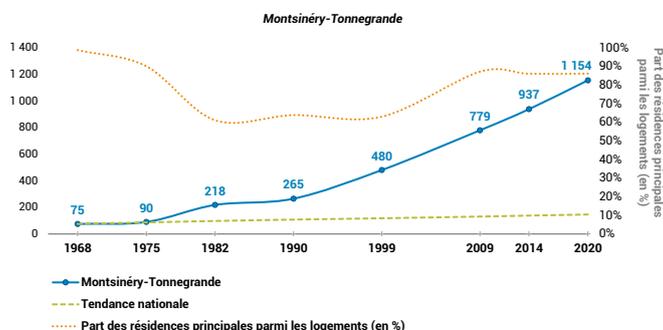
**Les sources sont présentées en Bibliographie.**

# Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?



## Évolution des logements

Source : Insee, RP 1968-2020 - Traitements © Compas



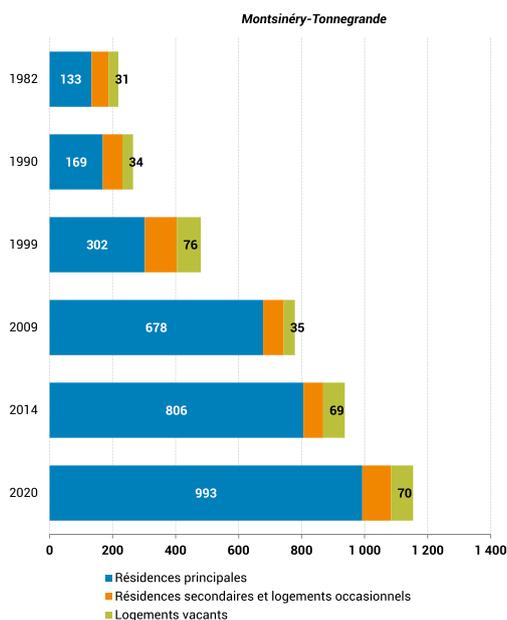
Depuis la fin des années 60, le nombre de logements a été multiplié par 15 à Montsinéry-Tonnegrand, soit 1 080 logements de plus. A titre de comparaison, l'évolution a été moins rapide en France hexagonale.

La part des résidences principales est en hausse sur le territoire : les 990 résidences principales que compte Montsinéry-Tonnegrand en 2020 représentent 86% des logements contre 63% à la fin des années 90.

Lecture : En 2020, 1 154 logements sont recensés à Montsinéry-Tonnegrand contre 75 en 1968.

## Évolution du nombre de logements

Source : Insee, RP 1982-2020 - Traitements © Compas



Entre 1982 et 1999, le nombre de résidences principales a doublé, soit 230 résidences principales supplémentaires. Depuis 2009, le nombre de logements a continué d'augmenter. Montsinéry-Tonnegrand compte ainsi 1 150 logements en 2020. La progression de leur nombre s'est principalement opérée par une hausse du nombre de résidences principales (+320).

Depuis 1990, le nombre de résidences principales a été multiplié par 6 à Montsinéry-Tonnegrand soit 820 résidences principales de plus. De la même façon, le nombre de résidences secondaires a eu tendance à augmenter, soit une hausse de 30 résidences secondaires entre 1990 et 2020. Enfin, le nombre de logements vacants a également augmenté depuis 1990, Montsinéry-Tonnegrand en compte ainsi 70 en 2020.

Pour les acteurs du social, remettre « sur le marché » les logements vacants est un objectif important. Pour cela, il faut accompagner les propriétaires notamment par l'aide à l'amélioration de l'habitat ou encore aider les familles pour accélérer les successions. Pour la vacance liée à la spéculation, les solutions ne sont pas nombreuses, en dehors éventuellement de taxes incitatives.

Lecture : En 2020, 993 logements sont des résidences principales.

## Évolution du parc de logements

Source : Insee, RP 1968-2020 - Traitements © Compas

Montsinéry-Tonnegrand		1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Résidences principales	Nbre	74	81	133	169	302	678	806	993
	Part (%)	98,7	90,0	61,0	63,8	62,9	87,1	86,0	86,0
Résidences secondaires et logements occasionnels	Nbre	0	1	54	62	102	65	63	91
	Part (%)	0,0	1,1	24,8	23,4	21,3	8,4	6,7	7,9
Logements vacants	Nbre	1	8	31	34	76	35	69	70
	Part (%)	1,3	8,9	14,2	12,8	15,8	4,5	7,3	6,1
Ensemble des logements	Nbre	75	90	218	265	480	779	937	1 154
	Part (%)	100	100	100	100	100	100	100	100

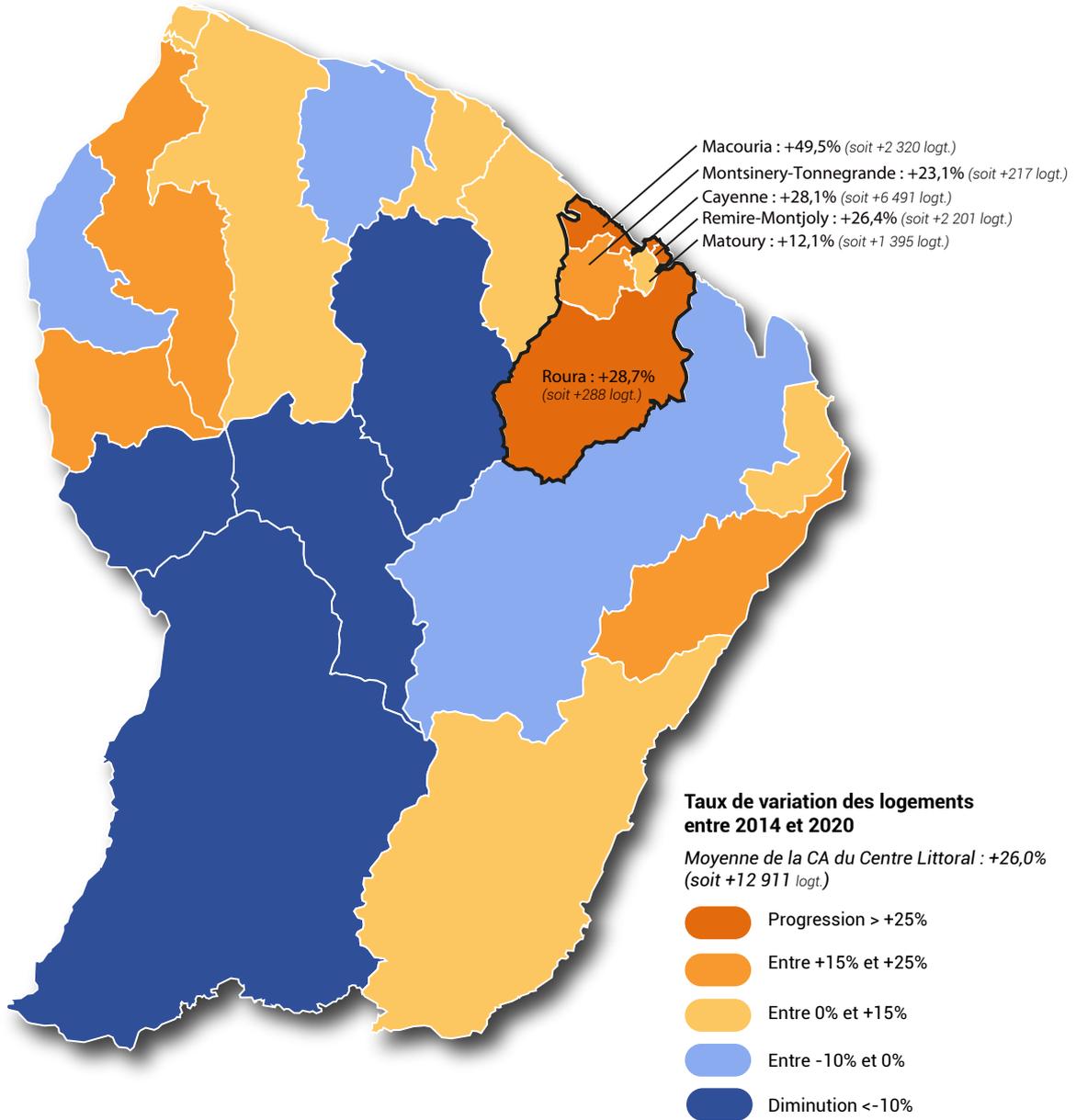
Lecture : En 2020, parmi les 1 154 logements de Montsinéry-Tonnegrand, 86% sont des résidences principales, 7,9% des résidences secondaires ou occasionnelles et 6,1% des logements vacants.





## Évolution des logements

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas



## Évolutions détaillées des logements

Source : Insee, RP 1968-2020 - Traitements © Compas

	Ensemble des logements								Taux d'évolution en % 2014-2020
	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020	
Cayenne	7 115	9 410	12 837	14 675	18 878	20 517	23 130	29 621	+28,1
Macouria	180	178	220	530	1 679	2 886	4 684	7 004	+49,5
Matoury	221	410	884	3 126	5 790	9 060	11 489	12 884	+12,1
Remire-Montjoly	679	827	2 164	3 712	5 261	6 521	8 320	10 521	+26,4
Roura	182	114	357	344	743	953	1 004	1 292	+28,7
Montsinéry-Tonnegrande	75	90	218	265	480	779	937	1 154	+23,1
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>8 452</b>	<b>11 029</b>	<b>16 680</b>	<b>22 652</b>	<b>32 831</b>	<b>40 716</b>	<b>49 565</b>	<b>62 476</b>	<b>+26,0</b>
Guyane	13 071	16 840	24 676	38 363	54 191	69 857	81 392	97 188	+19,4
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	263 635	313 584	372 939	460 718	612 820	777 661	857 244	936 393	+9,2
France hexagonale	18 261 345	21 078 323	23 717 109	26 239 240	28 692 235	32 173 904	33 943 137	35 879 394	+5,7
France entière	18 524 980	21 391 907	24 090 048	26 699 958	29 305 055	32 951 565	34 800 382	36 815 787	+5,8

Lecture : En 2020, 62 476 logements sont recensés sur la CA du Centre Littoral contre 49 565 en 2014, soit une évolution de +26,0%.

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

# Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?



## Typologie du bâti des résidences principales

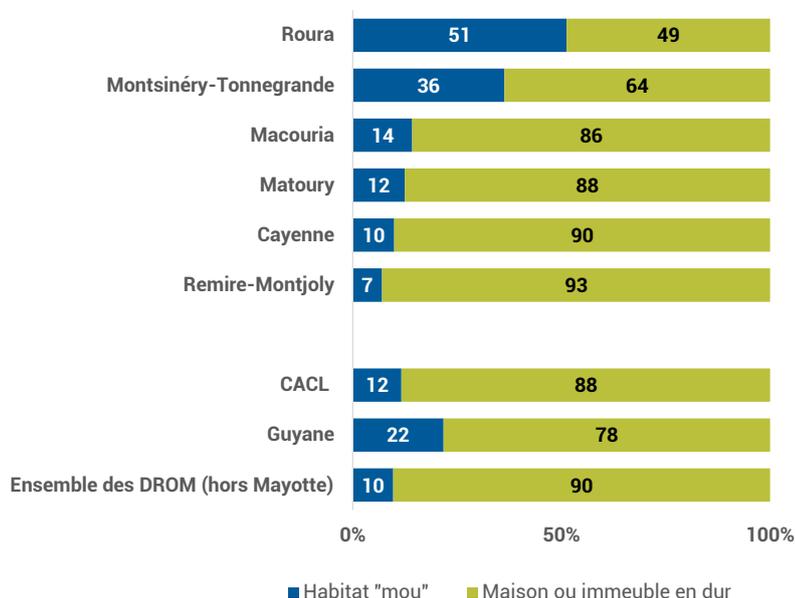
Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Type d'habitation des résidences principales				Habitat "mou" (%)	Maison ou immeuble en dur (%)
	Habitation de fortune	Cases traditionnelles	Maisons ou immeubles en bois	Maisons ou immeubles en dur		
Cayenne	1 552	87	868	22 726	9,9	90,1
Macouria	177	9	648	5 018	14,3	85,7
Matoury	429	55	893	9 682	12,5	87,5
Remire-Montjoly	384	31	262	8 942	7,0	93,0
Roura	53	17	453	498	51,2	48,8
Montsinéry-Tonnegrande	78	9	274	632	36,4	63,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2 673</b>	<b>208</b>	<b>3 398</b>	<b>47 499</b>	<b>11,7</b>	<b>88,3</b>
Guyane	3 508	2 445	12 412	66 088	21,7	78,3
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	7 889	27 027	39 793	694 139	9,7	90,3

Lecture : En 2020, 78 résidences principales sont des habitations de fortune à Montsinéry-Tonnegrande.

## Répartition des résidences principales selon la typologie du bâti

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 64% des résidences principales de Montsinéry-Tonnegrande sont des maisons ou immeubles en dur.

En Guyane, la proportion d'habitat «mou» est très élevée atteignant 22% des résidences principales en 2020, contre 10% en moyenne dans les DROM (hors Mayotte).

Ce taux est de 12% pour la CA du Centre Littoral et de 36% à Montsinéry-Tonnegrande.

Vigilance à apporter à l'analyse de ces données : selon l'AUDeG Observatoire de l'habitat de la Guyane - L'habitat en Guyane en 2020 -, environ 24% de la population vit dans un logement indigne et informel en Guyane.

Le recensement de l'Insee ne permet malheureusement pas de comptabiliser de manière exhaustive l'ensemble des logements du territoire, dès lors que certains sont informels. En effet, selon la comptabilisation par repérage aérien, la CACL compterait 7 000 logements potentiellement indignes, soit 720 de plus que les habitats «mou» comptabilisés grâce au RP 2020 de l'Insee.

### DÉFINITION

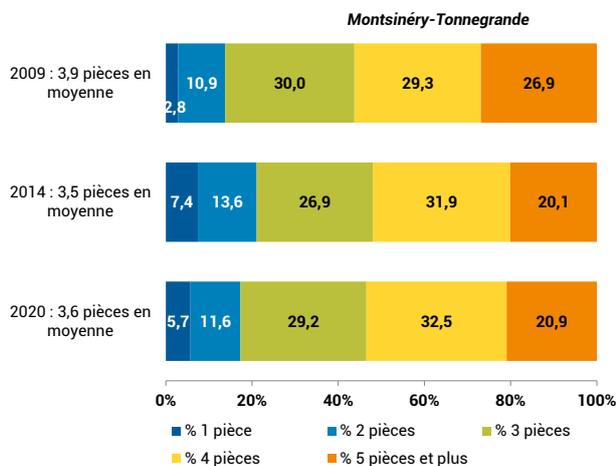
Habitat mou : Résidences principales regroupant les cases traditionnelles, les habitations de fortune et les maisons ou immeubles en bois.



# Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?

## Évolution du nombre de pièces des résidences principales

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

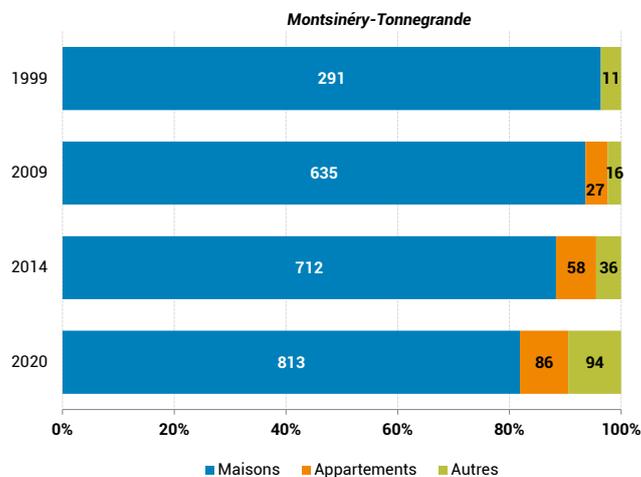


Lecture : En 2020, 20,9% des résidences principales disposent de 5 pièces ou plus à Montsinéry-Tonnegrande.

Les logements de Montsinéry-Tonnegrande comptent 3,6 pièces en moyenne en 2020. 22% des logements occupés de Montsinéry-Tonnegrande recensés en 2009 étaient des petits logements (1 ou 2 pièces). Ils représentent 17% des résidences principales en 2020.

## Évolution des résidences principales selon leur type

Source : Insee, RP 1999-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 813 résidences principales sont des maisons à Montsinéry-Tonnegrande, soit 81,9%.

9% des résidences principales de Montsinéry-Tonnegrande sont des appartements (soit 90) et 82% sont des maisons (soit 810). Depuis 1999, on observe une progression plus marquée du nombre de maisons (+520) que d'appartements (+90). D'autres types de logements sont également recensés parmi les résidences principales (90 soit 9,5%) : logements-foyers, chambres d'hôtels, logements de fortune...

En 2019, la majorité des résidences principales de Montsinéry-Tonnegrande ont une surface de moins de 100 m<sup>2</sup> (71%, soit 660 logements). Le nombre de résidences principales de moins de 100 m<sup>2</sup> a augmenté de 26% depuis 2008 (+140 logements). Parallèlement, le nombre de résidences principales ayant une surface de 100 m<sup>2</sup> ou plus a augmenté de 121% (+150 logements, soit 270 résidences principales en 2019).



## Parc de logements

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Résidences principales		Résidences secondaires et occasionnelles		Logements vacants	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	25 234	85,2	865	2,9	3 522	11,9
Macouria	5 851	83,5	216	3,1	937	13,4
Matoury	11 059	85,8	278	2,2	1 547	12,0
Remire-Montjoly	9 620	91,4	183	1,7	718	6,8
Roura	1 021	79,0	55	4,3	216	16,7
Montsinéry-Tonnegrande	993	86,0	91	7,9	70	6,1
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>53 778</b>	<b>86,1</b>	<b>1 688</b>	<b>2,7</b>	<b>7 009</b>	<b>11,2</b>
Guyane	84 454	86,9	2 990	3,1	9 744	10,0
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	768 848	82,1	53 025	5,7	114 520	12,2
France hexagonale	29 453 836	82,1	3 529 237	9,8	2 896 321	8,1
France entière	30 222 685	82,1	3 582 262	9,7	3 010 841	8,2

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2020, 86,1% des logements de la CA du Centre Littoral sont des résidences principales.

## Évolutions des résidences principales de petite taille

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

	Petites résidences principales (1 ou 2 pièces)									
	1990		1999		2009		2014		2020	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	5 080	38,6	5 432	32,1	5 555	28,7	6 394	30,6	9 825	38,9
Macouria	163	33,1	232	16,4	396	14,9	487	14,3	982	16,8
Matoury	563	20,4	832	16,2	1 611	20,3	2 137	21,2	2 167	19,6
Remire-Montjoly	859	24,7	880	17,9	940	15,3	1 424	18,4	2 014	20,9
Roura	75	24,7	146	33,3	174	23,7	172	19,1	232	22,7
Montsinéry-Tonnegrande	59	34,9	66	21,9	93	13,7	170	21,1	172	17,3
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>6 799</b>	<b>33,4</b>	<b>7 588</b>	<b>26,0</b>	<b>8 770</b>	<b>23,4</b>	<b>10 783</b>	<b>24,6</b>	<b>15 393</b>	<b>28,6</b>
Guyane	13 424	40,3	14 495	31,4	16 101	25,6	18 510	25,6	23 093	27,3
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	79 293	19,3	89 257	16,6	99 473	14,9	108 302	15,0	117 121	15,2
France hexagonale	4 097 290	19,0	4 554 817	19,1	4 894 427	18,2	5 162 140	18,4	5 529 641	18,8
France entière	4 176 583	19,0	4 644 074	19,1	4 993 899	18,1	5 270 442	18,3	5 646 763	18,7

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2020, 28,6% des résidences principales de la CA du Centre Littoral sont des petits logements (1 ou 2 pièces).



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Répartition des résidences principales selon leur surface

Source : Insee, RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Moins de 30 m <sup>2</sup>		De 30 à moins de 40 m <sup>2</sup>		De 40 à moins de 60 m <sup>2</sup>		De 60 à moins de 80 m <sup>2</sup>		De 80 à moins de 100 m <sup>2</sup>		De 100 à moins de 120 m <sup>2</sup>		120 m <sup>2</sup> ou plus	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	3 241	13,1	3 569	14,4	6 098	24,6	6 052	24,4	3 461	14,0	1 438	5,8	941	3,8
Macouria	175	3,6	258	5,2	555	11,3	1 279	25,9	1 605	32,5	693	14,0	370	7,5
Matoury	675	6,5	861	8,3	1 608	15,4	2 013	19,3	2 916	27,9	1 280	12,3	1 085	10,4
Remire-Montjoly	400	4,2	708	7,4	1 323	13,9	1 971	20,7	2 319	24,3	1 554	16,3	1 257	13,2
Roura	64	6,4	94	9,4	124	12,4	185	18,5	235	23,5	181	18,1	117	11,7
Montsinéry-Tonnegrande	54	5,7	69	7,4	101	10,8	190	20,3	249	26,7	139	14,9	133	14,2
<b>la CA du Centre Littoral</b>	<b>4 610</b>	<b>8,9</b>	<b>5 559</b>	<b>10,8</b>	<b>9 809</b>	<b>19,0</b>	<b>11 691</b>	<b>22,6</b>	<b>10 785</b>	<b>20,9</b>	<b>5 285</b>	<b>10,2</b>	<b>3 903</b>	<b>7,6</b>
Guyane	7 424	9,0	9 915	12,1	16 402	20,0	18 972	23,1	16 383	20,0	7 863	9,6	5 086	6,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	31 205	4,1	53 653	7,1	126 060	16,6	208 580	27,4	187 779	24,7	92 169	12,1	61 092	8,0
France hexagonale	1 427 304	4,9	1 697 160	5,8	4 325 276	14,8	6 315 830	21,6	6 600 661	22,6	4 300 792	14,7	4 534 681	15,5
France entière	1 458 509	4,9	1 750 813	5,8	4 451 336	14,9	6 524 410	21,8	6 788 439	22,7	4 392 961	14,7	4 595 774	15,3

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2019, 8,9% des résidences principales de la CA du Centre Littoral ont une superficie de moins de 30 m<sup>2</sup>.

### Répartition des résidences principales selon leur type et leur surface

Source : Insee, RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Répartition des résidences principales selon le type (part %)					
	Appartements			Maisons		
	Moins de 60 m <sup>2</sup>	De 60 à moins de 100 m <sup>2</sup>	100 m <sup>2</sup> ou plus	Moins de 60 m <sup>2</sup>	De 60 à moins de 100 m <sup>2</sup>	100 m <sup>2</sup> ou plus
Cayenne	56,7	39,5	3,8	34,2	43,7	22,1
Macouria	27,5	67,2	5,3	15,5	57,5	27,0
Matoury	49,4	46,1	4,5	21,1	49,0	29,9
Remire-Montjoly	51,9	44,8	3,3	11,3	45,7	43,0
Roura	42,5	54,8	2,7	21,5	43,5	35,0
Montsinéry-Tonnegrande	19,8	70,9	9,3	18,8	47,6	33,6
<b>la CA du Centre Littoral</b>	<b>53,5</b>	<b>42,6</b>	<b>3,9</b>	<b>21,9</b>	<b>47,6</b>	<b>30,5</b>
Guyane	53,5	42,4	4,1	31,2	45,8	23,0
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	45,2	50,2	4,6	18,7	53,5	27,8
France hexagonale	49,7	44,6	5,7	6,0	44,4	49,5
France entière	49,6	44,7	5,7	6,4	44,7	48,9

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2019, 53,5% des appartements de la CA du Centre Littoral ont une superficie de moins de 60 m<sup>2</sup>.

# Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?



## Comment mesurer la précarité énergétique ? Quel impact sur le budget des ménages ?

La **précarité énergétique** a été définie par la loi « Grenelle II » datant de 2010 qui porte sur l'engagement national pour l'environnement. Une personne est considérée comme étant en situation de précarité énergétique si elle éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. La précarité énergétique est donc uniquement analysée à partir des conditions de logement et ne questionne pas la consommation de carburant nécessaire à la mobilité et pouvant aussi peser dans le budget de certains ménages précaires.

**L'observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) a publié une étude thématique en 2019 : Qui sont les ménages en précarité énergétique dans les Territoires d'Outre-Mer ?**

En voici quelques extraits :

En métropole, les principaux indicateurs utilisés pour caractériser ce phénomène sont liés au besoin en chauffage corrélé aux revenus du ménage, ou au froid ressenti. Or, les conditions climatiques et les contextes socio-économiques très différents de ces territoires impliquent des usages et des besoins différents. La caractérisation des ménages en précarité énergétique dans les territoires ultra-marins pose donc la question d'une définition spécifique et d'une adaptation des indicateurs utilisés en métropole, notamment dans le cadre des travaux de l'ONPE. (p.6)

Dans son étude « La précarité énergétique en Guadeloupe, une approche socio-anthropologique pour une définition de la précarité énergétique en milieu tropical », Jérémie Broussin (2018) propose la définition de la précarité énergétique suivante :

« Est en situation de précarité énergétique un individu qui ne dispose pas des ressources économiques, sociales, ni des compétences techniques et administratives nécessaires pour maintenir un niveau de dépenses liées au transport et à l'énergie domestique adapté à son niveau de vie et/ou pour disposer d'un environnement sociotechnique ne portant pas atteinte à l'intégrité de sa personne. »

Cette définition met particulièrement l'accent sur :

- L'articulation de la consommation d'énergie domestique et de la mobilité quotidienne.
- La possession d'équipements vieillissants, énergivores, et des pratiques de consommation inadaptées, notamment des appareils de réfrigération.
- L'information pouvant être difficilement perçue par les ménages les plus fragiles et leur accès aux institutions pouvant s'avérer compliqués.
- Les installations électriques qui ne sont pas forcément réalisées dans les règles de l'art, peuvent présenter des risques pour les usagers. (p.27)

Aussi semble-t-il pertinent d'interroger la notion de « besoins élémentaires » inscrite dans la définition de la précarité énergétique de la loi Grenelle 2 – pour mémoire : « des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat » - cette définition pouvant tout à fait s'appliquer aux territoires ultra-marins. De futurs travaux de recherche sur les besoins élémentaires de ces populations permettraient d'affiner la compréhension du phénomène de la précarité énergétique dans ces territoires, notamment en raison de leurs particularités et différences. (P.28)



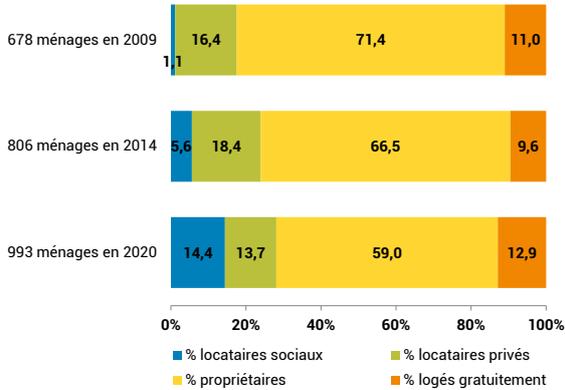


# Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?

## Répartition des ménages selon le statut d'occupation de leur logement

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

Montsinéry-Tonnegrande



Lecture : En 2020, 586 ménages sont propriétaires de leur logement à Montsinéry-Tonnegrande, soit 59,0% des résidences principales.

En 2009, 71% des résidences principales étaient occupées par des propriétaires, contre 16% par des ménages locataires du parc privé et 1% par des ménages locataires du parc social.

En 2020, 59% des ménages sont propriétaires de leur logement, 14% sont locataires du parc privé et 14% du parc social.

## Logements locatifs des bailleurs sociaux

Source : Répertoire du Parc Locatif des bailleurs sociaux (RPLS), 2022 - Traitements © Compas

Nombre de logements locatifs des bailleurs sociaux	
Montsinéry-Tonnegrande	166
CA du Centre Littoral	13 196
Guyane	20 310
France hexagonale	5 195 098

Lecture : Montsinéry-Tonnegrande compte 166 logements sociaux en 2022.

D'après les données issues du Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS), Montsinéry-Tonnegrande possède 166 logements sociaux. Ces données ne tiennent compte que des logements des bailleurs et non de l'intégralité des logements à loyer modéré (au sens de la loi SRU).

A noter que le mode de calcul tel qu'utilisé par la loi SRU prend en compte plus de logements que le seul parc des bailleurs sociaux. En effet, au sens de la loi SRU, sont pris en compte les logements sociaux vendus à leur occupant (pendant une durée maximale de 10 ans), les logements en accession via les dispositifs de PSLA (prêt social location accession) (pendant la phase locative, et pendant une durée de 5 ans à compter de la levée d'option) et de BRS (bail réel solidaire). A la différence de la loi SRU, la notion de logement social utilisée par l'Insee repose sur du déclaratif.

Pour un territoire, le type de logement est fondamental. Pour autant, les besoins sociaux « transcendent » la structure car parmi les propriétaires, il peut y avoir des ménages en situation de sur-endettement. De même, beaucoup de locatifs privés sont des locatifs sociaux « de fait », c'est à-dire que ce sont des logements qui accueillent des populations très précaires à l'image de ce que peuvent faire les bailleurs sociaux. Parfois même, les locatifs privés accueillent des publics qui ne trouveraient pas leur place dans du logement social au regard de leurs ressources. La connaissance du parc est ainsi fondamentale pour les acteurs du social au-delà même du statut du ménage dans le logement.

# Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?



## Quelles sont les tendances et modalités de vente des logements sociaux ?

La loi Elan (Évolution du logement de l'aménagement et du numérique) votée en 2018, a pour objectif d'accélérer la vente de logements sociaux et de favoriser l'accession à la propriété des ménages modestes.

Le gouvernement souhaiterait que 40 000 logements soient vendus par an. Un objectif difficilement réalisable selon l'Union Sociale pour l'Habitat (USH), organisation représentative du secteur HLM, car peu de logements sont mis en vente. D'après celle-ci, les organismes HLM vendaient habituellement environ 9 000 logements par an. Début 2020, ce chiffre atteindrait 10 500 logements auxquels il faut rajouter 5 224 logements vendus par l'Opérateur national de ventes HLM (ONV) appartenant à Action Logement<sup>1</sup>, soit un peu plus de 15 224 logements au total.

Concernant les modalités de vente, d'après l'USH, l'organisme HLM doit d'abord proposer le logement aux locataires de son parc dans le département et aux gardiens d'immeuble. Si personne n'est intéressé au bout de deux mois, les collectivités locales et les particuliers hors parc social peuvent l'acheter. Si plusieurs candidats se présentent, la priorité est accordée aux locataires du parc social, y compris dans des immeubles gérés par d'autres organismes HLM que celui qui met le bien en vente. Le logement est vendu au premier qui souhaite l'acquérir quels que soient ses revenus. Pour acheter le logement social dont on est locataire, la procédure est différente : il faut être dans les lieux depuis 3 ans au moins et faire la demande auprès du bailleur qui a deux mois pour répondre.

Le prix du logement est défini lors des conseils d'administration des organismes HLM, en fonction des prix pratiqués sur le marché pour des logements situés eux aussi dans le parc social et ayant des caractéristiques similaires. Le coût global doit être abordable pour permettre aux familles modestes d'acheter sans que cela ne pèse trop sur leur budget. Enfin, les organismes HLM ont interdiction de mettre en vente des biens ayant une performance énergétique inférieure à la catégorie E. Différentes aides existent pour soutenir les ménages dans l'acquisition d'un logement social : le prêt à taux zéro (PTZ) ou encore le prêt à l'accession sociale (PAS) qui apporte aux banques un fond de garantie en cas de non remboursement, ce qui leur permet de plus facilement accorder des prêts aux ménages ayant un faible budget et considérés comme moins solvables.

<sup>1/</sup> Groupe privé reconnu d'utilité sociale, gestionnaire paritaire de la PEEC (Participation des employeurs à l'effort de construction) et financeur de la politique de renouvellement urbain.

Concernant la copropriété, elle peut être partagée pendant longtemps avec le bailleur social, puisqu'il est rare que tous les logements d'un même lot soient vendus. D'après l'association Consommation Logement Cadre de Vie (CLCV), la copropriété rassemble alors les particuliers ayant acquis un logement et l'organisme HLM propriétaire des logements en location. Le bailleur social, s'il a la majorité des droits de vote, est libre de décider certains points sans l'accord des autres copropriétaires notamment la réalisation de travaux dans les parties communes.

Cela amène à souligner certains risques concernant la vente de logements sociaux. En effet, le locataire souhaitant acquérir un logement social ne doit pas uniquement comparer le loyer qu'il paie avec les mensualités du crédit qu'il aura à rembourser. Le passage à la propriété, impose le paiement de charges supplémentaires qui sont à prendre en compte dans le budget du ménage comme : la taxe foncière, une assurance habitation plus chère, les charges de copropriété avec parfois des travaux dans les parties communes. Selon la CLCV, il faut compter environ 30% de charges en plus. Le locataire doit également penser qu'une fois propriétaire, il ne sera plus éligible aux aides au logement (aide personnalisée au logement, allocation de logement sociale, allocation de logement familiale). Celles-ci peuvent être maintenues pour les allocataires accédant à la propriété seulement sur certaines zones géographiques et en fonction des revenus de la personne.

**Les sources sont présentées en Bibliographie.**





## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Détail du nombre de résidences principales par statut d'occupation

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Statut d'occupation des résidences principales en nombre de logements				Ensemble des résidences principales
	propriétaires	locataires du parc privé	locataires sociaux	logés gratuitement	
Cayenne	5 477	13 154	4 862	1 741	25 234
Macouria	2 618	1 386	1 541	307	5 851
Matoury	5 080	3 884	1 547	547	11 059
Remire-Montjoly	4 356	3 532	1 368	363	9 620
Roura	649	131	78	163	1 021
Montsinéry-Tonnegrande	586	136	143	128	993
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>18 766</b>	<b>22 223</b>	<b>9 539</b>	<b>3 250</b>	<b>53 778</b>
Guyane	34 353	29 022	13 981	7 098	84 454
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	401 189	198 348	126 241	43 071	768 848
France hexagonale	16 976 638	7 541 665	4 310 546	624 986	29 453 836
France entière	17 377 827	7 740 013	4 436 787	668 058	30 222 685

Lecture : En 2020, 18 766 ménages de la CA du Centre Littoral sont propriétaires de leur logement.

### Détail des statuts d'occupation des résidences principales

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Statut d'occupation des résidences principales (%)				Ensemble des résidences principales
	propriétaires	locataires du parc privé	locataires sociaux	logés gratuitement	
Cayenne	21,7	52,1	19,3	6,9	25 234
Macouria	44,7	23,7	26,3	5,3	5 851
Matoury	45,9	35,1	14,0	5,0	11 059
Remire-Montjoly	45,3	36,7	14,2	3,8	9 620
Roura	63,6	12,8	7,6	16,0	1 021
Montsinéry-Tonnegrande	59,0	13,7	14,4	12,9	993
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>34,9</b>	<b>41,3</b>	<b>17,7</b>	<b>6,0</b>	<b>53 778</b>
Guyane	40,7	34,4	16,6	8,4	84 454
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	52,2	25,8	16,4	5,6	768 848
France hexagonale	57,6	25,6	14,6	2,1	29 453 836
France entière	57,5	25,6	14,7	2,2	30 222 685

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2020, 34,9% des ménages de la CA du Centre Littoral sont propriétaires de leur logement.

# Quelle est la distribution des niveaux de vie ?



## Répartition par quartile des niveaux de vie estimés

Source : Traitements & estimations © Compas d'après les données Insee, RP 2019

	1er quartile	Médiane	3ème quartile	Ecart inter-quartiles
Cayenne	788 €	1 224 €	1 865 €	1 076 €
Macouria	802 €	1 268 €	1 882 €	1 080 €
Matoury	799 €	1 249 €	1 838 €	1 039 €
Remire-Montjoly	1 036 €	1 732 €	2 684 €	1 648 €
Roura	861 €	1 446 €	2 151 €	1 290 €
Montsinéry-Tonnegrande	883 €	1 377 €	2 015 €	1 132 €
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>842 €</b>	<b>1 336 €</b>	<b>2 030 €</b>	<b>1 188 €</b>
Guyane	731 €	1 197 €	1 828 €	1 097 €

Montants de référence en €	2017	2018	2019
RSA personne seule	537	545	560
Seuil de pauvreté Insee à 50%	867	885	918
Seuil de pauvreté Insee officiel (à 60%)	1 041	1 063	1 102

Lecture : En 2020, le niveau de vie médian estimé de la population de Montsinéry-Tonnegrande est de 1 377€.

En France hexagonale, le seuil de pauvreté officiel, correspondant à 60% du niveau de vie observé, est de 1 102€ par mois en 2019. Toutes les personnes qui vivent dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur à ce seuil sont considérées comme pauvres. Dans le tableau ci-dessus, les cases colorées en orange pâle correspondent aux niveaux de vie inférieurs à ce seuil. (Sont colorées en orange moyen celles pour lesquels le niveau de vie est inférieur à 50% du niveau de vie médian de France hexagonale et en orange foncé celles dont le niveau de vie est inférieur au seuil du montant du RSA attribué à une personne seule.)

Le niveau de vie médian de Montsinéry-Tonnegrande est de 1 377€ : 50% de la population vit avec moins de 1 377€ par mois quand l'autre moitié dispose de plus de 1 377€. Ce niveau de vie médian est supérieur de 180€ à celui observé pour la Guyane.

Le 1<sup>er</sup> quartile correspond au niveau de vie le plus élevé des 10% de la population la plus pauvre : 10% de la population de Montsinéry-Tonnegrande vit avec moins de 883€ par mois (et 90% avec plus de 883€ par mois). Ce 1<sup>er</sup> quartile est supérieur de 152€ à celui observé pour la Guyane.

Le 9<sup>ème</sup> quartile correspond au niveau de vie le plus faible des 10% de la population la plus riche : 90% de la population de Montsinéry-Tonnegrande vit avec moins de 2 015€ par mois (et 10% avec plus de 2 015€ par mois). Ce 9<sup>ème</sup> quartile est supérieur de 187€ à celui observé pour la Guyane.

### MÉTHODOLOGIE

**Estimation des niveaux de vie en Guyane** : Les données fiscales Filosofi n'étant pas disponibles pour la Guyane, une estimation des niveaux de vie est proposée ci-dessus. Elle est calculée à partir de différentes variables issues du recensement de la population (statuts d'occupation, type de logement, PCS, taux de chômage, typologie des familles) et de leur corrélation avec les niveaux de vie de la Réunion et de la Martinique (seuls DROM pour lesquels les données fiscales sont disponibles). Les mêmes niveaux de corrélation sont ensuite appliqués aux indicateurs de la Guyane.

L'Insee estime à partir de l'enquête Budget des familles 2017, un niveau de vie médian de 920€ pour la Guyane, en précisant que les montants calculés sont sous-estimés par rapport aux données fiscales, pour la Réunion, la Martinique et la Métropole. Cette publication de l'Insee ne précise pas les montants à une échelle infra-départementale.

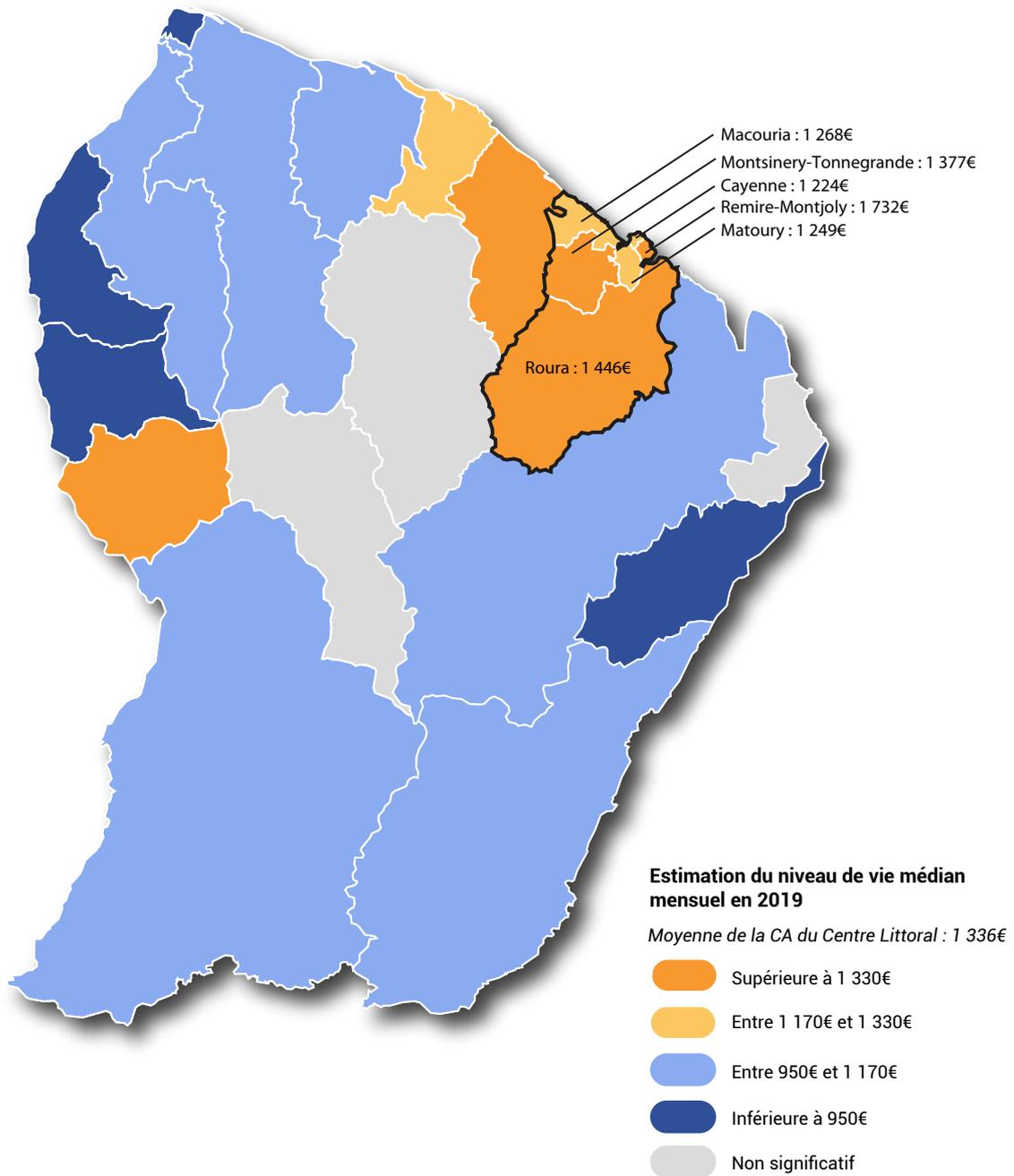
Le calcul présenté ici permet de disposer à l'échelle communale du niveau de vie médian et des premiers et troisièmes quartiles du niveau de vie. Ces estimations sont à utiliser avec précaution, elles sont probablement sur-estimées au regard des montants issus de l'enquête Budget des familles 2017.





## Niveau de vie médian

Source : Insee, Filosofi 2019 - Traitements © Compas

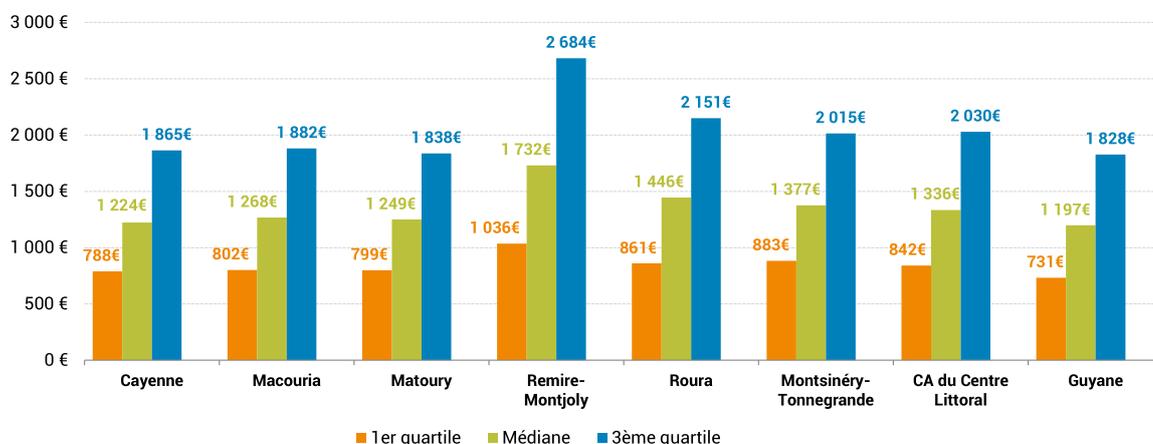


# Quelle est la pauvreté des populations ?



## Répartition par quartile des niveaux de vie estimés

Source : Traitements & estimations © Compas d'après les données Insee, RP 2019



Lecture : En 2019, le niveau de vie médian de la population de Montsinéry-Tonnegrande est estimé à 1 377€.

Le niveau de vie médian de la CA du Centre Littoral est estimé à 1 336€ en 2019. Suivant les communes de la CA, il est estimé à 1 224€ à Cayenne, 1 377€ à Montsinéry-Tonnegrande et 1 732€ à Remire-Montjoly.

## Taux de pauvreté estimé

Source : Traitements & estimations © Compas d'après les données Insee, RP 2019

	Taux de pauvreté estimé (au seuil de 60%)
Cayenne	43,0%
Macouria	41,1%
Matoury	41,9%
Remire-Montjoly	27,4%
Roura	35,3%
Montsinéry-Tonnegrande	36,1%
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>38,2%</b>
Guyane	44,9%

Lecture : En 2019, 36% des habitants de Montsinéry-Tonnegrande sont pauvres (au seuil de 60%).

En 2019, environ 36% de la population de Montsinéry-Tonnegrande vit sous le seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté est estimé à 45% pour la Guyane. Pour comparaison, le taux de pauvreté fourni par l'Insee (Filosofi) est de 15% pour la France hexagonale.

## DÉFINITIONS

**Taux de pauvreté** : pourcentage de la population dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

Les taux de pauvreté sont diffusés dans les zones comptant au moins 1000 ménages ou 2000 personnes, dans lesquelles au moins 11 ménages et au moins 200 personnes sont pauvres. Lorsque les taux sont compris dans l'intervalle [0;5], la valeur exacte n'est pas affichée et est remplacée par 5%.

**Seuil de pauvreté** : il est égal à 60% du niveau de vie médian de l'ensemble de la population.

Le niveau de vie est toujours calculé sur la base de l'analyse des revenus du ménage. La pauvreté est mesurée de la même manière. Dès lors, le calcul du niveau de vie impose de prendre en compte l'ensemble des ressources du ménage (revenus du travail, de la retraite, de société, du patrimoine, de redistribution, et des prestations sociales, familiales, logement) auxquelles sont soustraits les impôts directs payés.

Le seuil de pauvreté est déterminé sur la base de 60% du revenu médian par unité de consommation (les unités de consommation permettent de prendre en considération la composition du ménage). Par conséquent toute personne vivant dans un ménage dont le revenu disponible par unité de consommation est inférieur à ce seuil est donc considérée comme pauvre. Ce mode de calcul est commun à l'ensemble des pays de l'Union Européenne et permet donc des comparaisons entre territoires en s'appuyant sur le niveau de vie propre à chacun des pays.

Les effets de la pauvreté sur les besoins sociaux de la population sont très nombreux. Le taux de pauvreté est l'un des indicateurs clés pour comprendre un territoire. Si les communes n'ont pas les moyens de réduire aisément la part de la pauvreté, il s'agit ici de la connaissance de la population qui est au cœur des préoccupations des services publics. Ces derniers doivent pouvoir être utilisés par les populations les plus fragiles. Les communes ont une fonction de médiation pour l'accès aux activités culturelles, de loisirs ou sportives par exemple par les enfants des ménages pauvres.

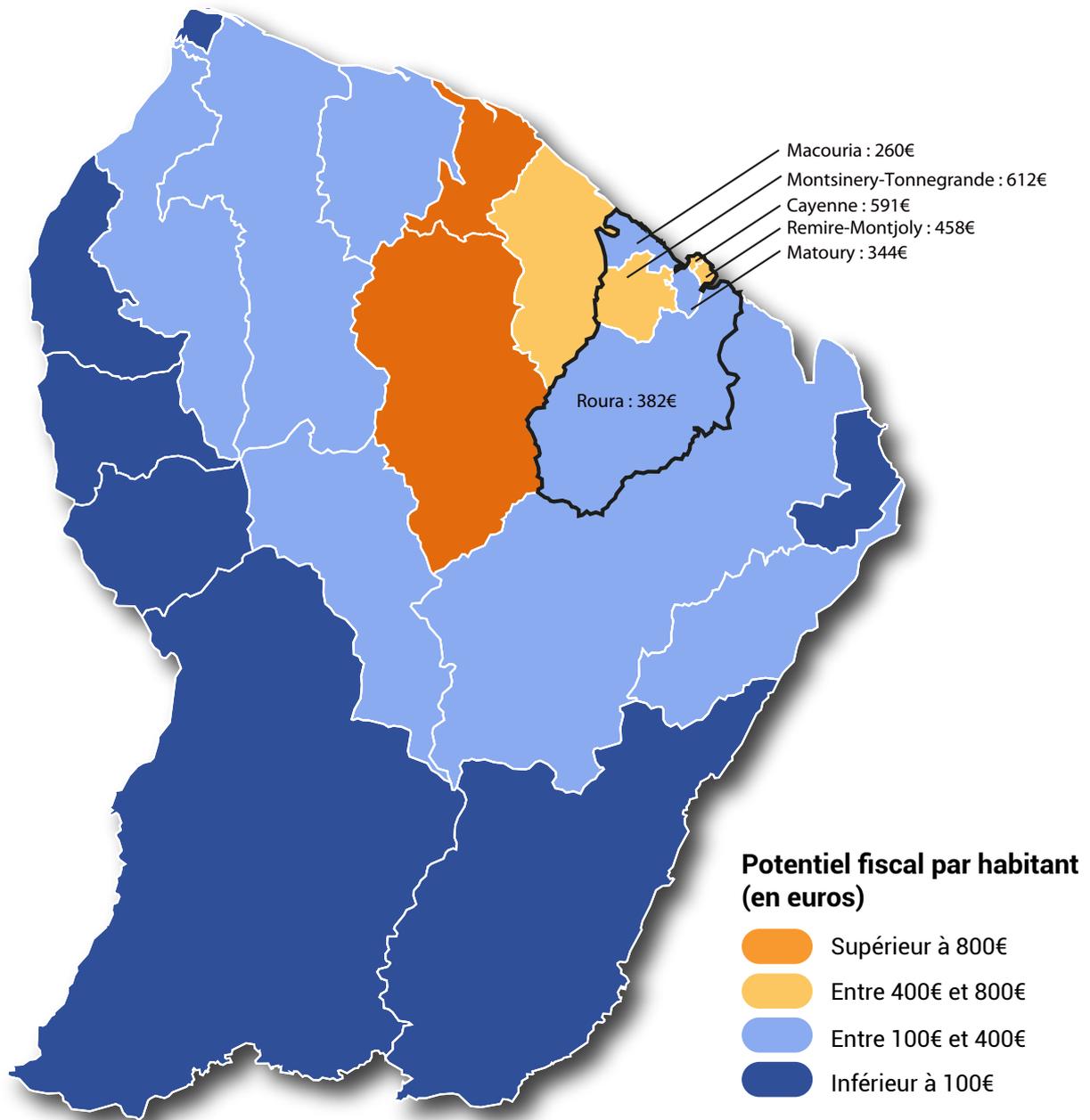




# Quelles sont les ressources financières du territoire ?

## Potentiel fiscal par habitant

Source : DGCL, 2021 - Traitements © Compas



Le potentiel fiscal permet de définir la richesse d'une commune en prenant en compte le niveau de richesse et de patrimoine tant des ménages que des entreprises. Ainsi, certaines communes peuvent avoir un développement entièrement axé sur le résidentiel, d'autres sur l'économique et enfin certaines sur les deux axes.

Le niveau du potentiel fiscal (qui est intégré dans l'attribution de la Dotation Globale de Fonctionnement) est important pour comprendre à la fois la dynamique d'un territoire, mais aussi la richesse potentielle de ses communes.

### DÉFINITION

Le potentiel fiscal est un indicateur qui peut permettre de comparer la richesse fiscale potentielle des collectivités les unes par rapport aux autres.

Un produit fiscal théorique est ainsi calculé, correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens.

Ce potentiel fiscal est rapporté au nombre d'habitants afin de permettre des analyses et des comparaisons que les montants bruts ne peuvent autoriser à eux seuls.

# LES FAMILLES

---



## LES FAMILLES AVEC ENFANT(S)

Familles d'hier, familles d'aujourd'hui, quelles évolutions ? \_\_\_\_\_ p.41

# CHIFFRES CLÉS

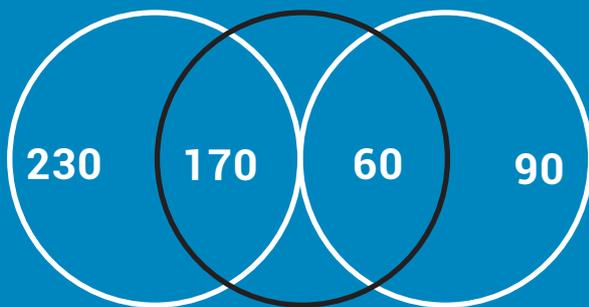
## LES FAMILLES



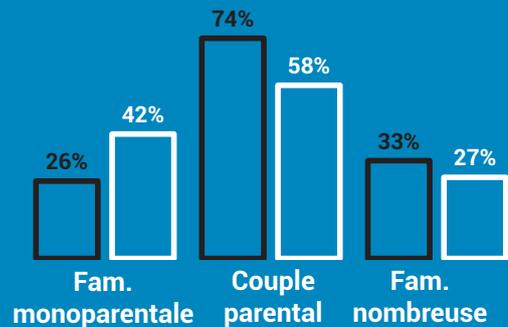
**550** familles avec enfant(s)  
**+25%** entre 2014 et 2020  
**55%** des ménages sont des familles avec enfant(s)

**400**  
fam. avec  
1 ou 2 enf.

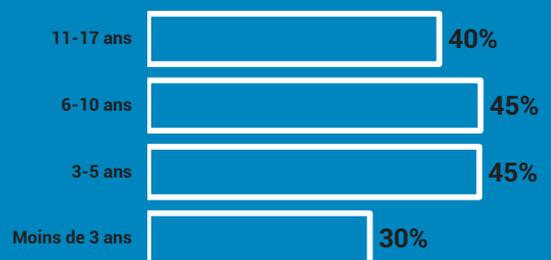
**150**  
fam.  
nombreuses



**230**  
fam. monoparentales



Types de familles  
en 1990 et 2020



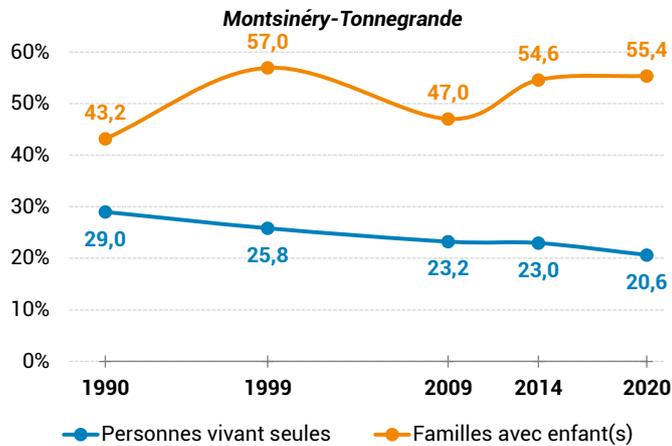
Part des enfants  
en fam. monoparentale

# Familles d'hier, familles d'aujourd'hui, quelles évolutions ?



## Évolution de la part des familles avec enfant(s) parmi les ménages

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 55,4% des ménages sont des familles avec enfant(s).

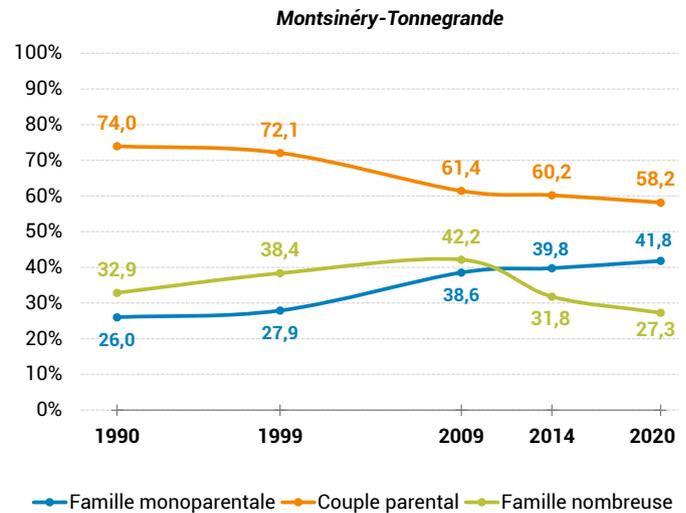
Depuis le début des années 90, la part de personnes seules diminue et le poids des familles avec enfant(s) a tendance à augmenter.

Entre 2014 et 2020, la part de personnes vivant seules parmi les ménages a diminué passant de 23% à 21% ; dans le même temps, la part de familles avec enfant(s) s'est stabilisée à 55%.

Ainsi, en 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte 205 personnes vivant seules (contre 185 en 2014) et 550 familles avec enfant(s) (contre 440 en 2014).

## Type de familles avec enfant(s)

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, les familles nombreuses représentent 27,3% des familles avec enfant(s) de Montsinéry-Tonnegrande.

Depuis le début des années 90, la part de familles monoparentales augmente et celle des couples parentaux et des familles nombreuses diminue.

Entre 2014 et 2020, la part de familles monoparentales a augmenté passant de 40 à 42%, soit 2 points de plus en 6 ans. Dans le même temps, l'évolution des couples parentaux a été de -2 points, passant de 60% en 2014 à 58% en 2020. Enfin, la part de familles nombreuses a également diminué (32% en 2014 contre 27% en 2020).

## Part des familles avec enfant(s) parmi les ménages

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Personnes seules		Familles avec enfant(s)	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	8 273	32,8	12 269	48,6
Macouria	1 205	20,6	3 730	63,7
Matoury	2 407	21,8	6 573	59,4
Remire-Montjoly	2 852	29,7	4 431	46,1
Roura	277	27,1	508	49,7
Montsinéry-Tonnegrande	205	20,6	550	55,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>15 219</b>	<b>28,3</b>	<b>28 060</b>	<b>52,2</b>
Guyane	20 934	24,8	49 432	58,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	253 921	33,0	315 555	41,0
France hexagonale	11 060 614	37,6	9 076 713	30,8
France entière	11 314 535	37,4	9 392 267	31,1

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Les familles avec enfant(s) représentent 52,2% des ménages de la CA du Centre Littoral.



# Familles d'hier, familles d'aujourd'hui, quelles évolutions ?

## Familles recomposées : quelle évolution ? quels besoins sociaux ?

### Le nombre de familles recomposées a triplé en 30 ans

Si les familles recomposées ont toujours existé, elles sont davantage liées aujourd'hui à un divorce qu'à un décès de l'un des parents, offrant la possibilité aux enfants de maintenir le lien avec les deux parents.

La proportion d'enfants vivant dans une famille recomposée a presque triplé entre 1985 et 2011 passant de 4% à 11% en France hexagonale. Entre 1990 et 2010, le nombre d'enfants concernés est passé de 750 000 à 1,5 million. Depuis 2011, ces chiffres restent stables avec une proportion de 11% d'enfants vivant dans une famille recomposée.

### Quels nouveaux besoins sociaux ?

Les parents des familles recomposées sont moins diplômés et moins souvent en emploi que dans les familles « traditionnelles ». En effet, par comparaison aux familles traditionnelles, que cela soit la mère ou le père, leur niveau de diplôme est plus souvent inférieur au baccalauréat.

Dans les familles recomposées, les adultes sont également moins souvent en emploi. Cela peut être lié au niveau de diplôme plus faible mais aussi aux enfants plus nombreux qu'ont ces familles.

Les enfants de familles recomposées, comme ceux des familles monoparentales, vivent plus souvent dans un logement surpeuplé. En effet, les familles recomposées sont plus souvent des familles nombreuses. ¼ des familles recomposées ayant 3 enfants considèrent que le nombre de pièces est insuffisant ou très insuffisant compte tenu du nombre de personnes vivant dans le ménage (surpeuplement ressenti). Mais, un peu moins d'une famille sur 6, vit effectivement dans un logement surpeuplé (surpeuplement mesuré). Le surpeuplement mesuré pour une famille recomposée de 3 enfants est légèrement supérieur aux familles « traditionnelles » ayant aussi 3 enfants mais il est bien plus faible que pour les familles monoparentales ayant 3 enfants.

Si l'on étudie le statut d'occupation du logement, les familles recomposées se rapprochent davantage des familles « traditionnelles » que monoparentales : elles sont plus souvent en accession à la propriété et moins souvent locataires d'un logement dans le parc social par comparaison avec les familles monoparentales. Toutefois, elles sont plus souvent locataires que les familles « traditionnelles ».

Ainsi, les conditions de logement des familles recomposées sont meilleures que celles des parents sans conjoint, mais restent moins favorables que celles des autres familles.

Les familles recomposées vivent plus fréquemment hors des grandes zones urbaines. Ce choix de localisation leur permet sans doute d'avoir davantage d'espace et de réduire ainsi le surpeuplement du logement. Enfin, on peut s'interroger sur l'impact de ces localisations sur les mobilités de ces familles, sans doute plus utilisatrices de la voiture.

*Les sources sont présentées en Bibliographie.*

### DÉFINITIONS

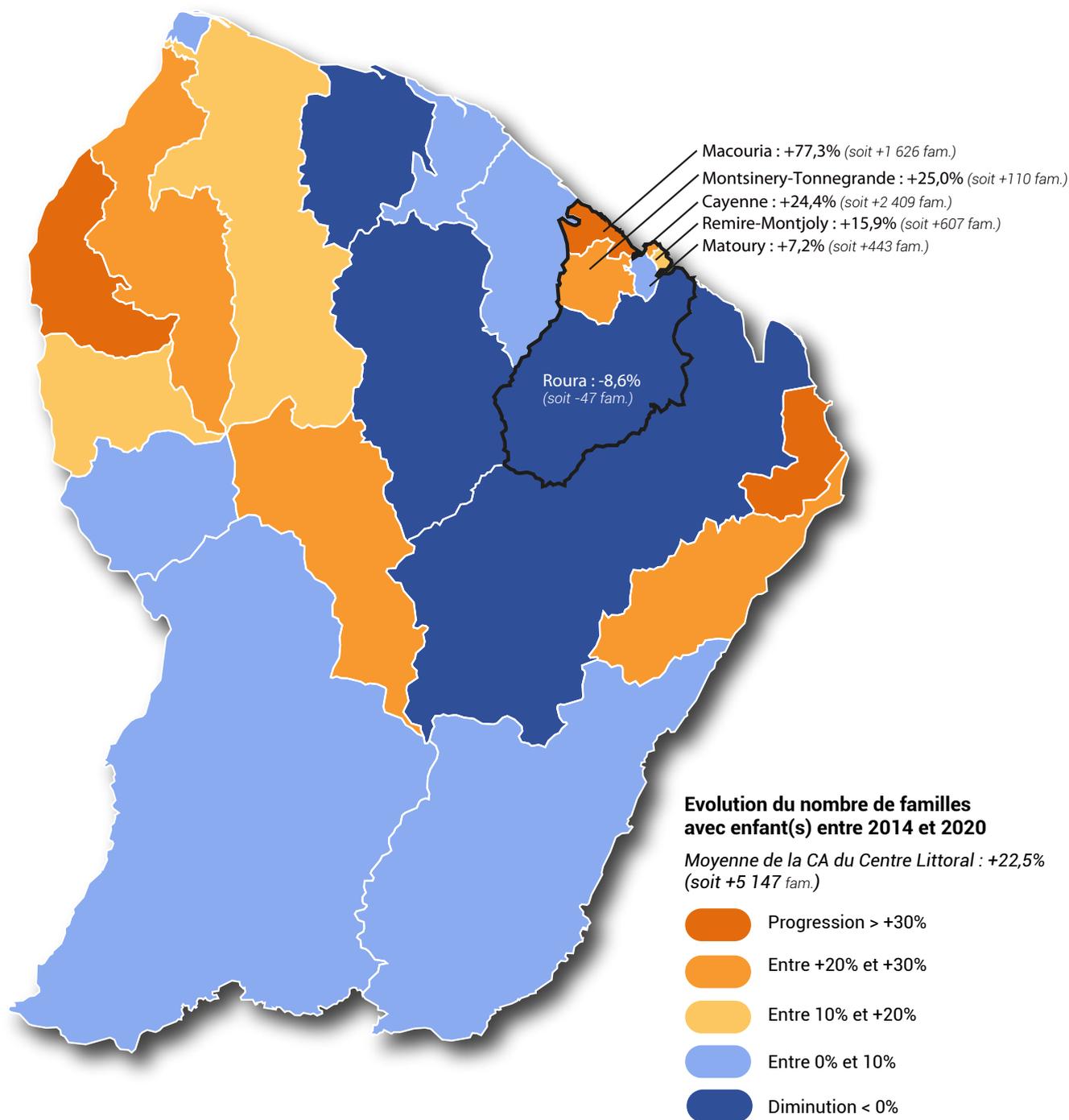
Famille monoparentale : famille constituée d'un adulte isolé ayant la charge d'un ou plusieurs enfant(s).

Famille nombreuse : famille constituée d'au moins trois enfants.



## Évolution du nombre de familles

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas





## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Évolution des familles avec enfant(s)

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas

	Familles avec enfant(s)		Evolution entre 2014 et 2020		Part parmi les ménages (%)	
	2014	2020	Nbre	Part (%)	2014	2020
Cayenne	9 860	12 269	+2 409	+24,4	47,3	48,6
Macouria	2 104	3 730	+1 626	+77,3	61,6	63,7
Matoury	6 130	6 573	+443	+7,2	61,0	59,4
Remire-Montjoly	3 824	4 431	+607	+15,9	49,4	46,1
Roura	555	508	-47	-8,6	61,7	49,7
Montsinéry-Tonnegrande	440	550	+110	+25,0	54,6	55,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>22 913</b>	<b>28 060</b>	<b>+5 147</b>	<b>+22,5</b>	<b>52,3</b>	<b>52,2</b>
Guyane	41 463	49 432	+7 968	+19,2	57,3	58,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	323 051	315 555	-7 496	-2,3	44,8	41,0
France hexagonale	9 046 434	9 076 713	+30 279	+0,3	32,3	30,8
France entière	9 369 484	9 392 267	+22 783	+0,2	32,6	31,1

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : la CA du Centre Littoral compte 28 060 familles avec enfant(s) en 2020, soit 22,5% de plus qu'en 2014.

Les familles avec enfant(s)

### Part des familles selon le type parmi l'ensemble des familles avec enfant(s)

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Couples parentaux		Familles monoparentales		Familles nombreuses	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	5 082	41,4	7 186	58,6	3 196	26,1
Macouria	1 821	48,8	1 909	51,2	1 326	35,5
Matoury	3 376	51,4	3 196	48,6	1 986	30,2
Remire-Montjoly	2 819	63,6	1 611	36,4	935	21,1
Roura	304	60,0	203	40,0	133	26,2
Montsinéry-Tonnegrande	320	58,2	230	41,8	150	27,3
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>13 723</b>	<b>48,9</b>	<b>14 336</b>	<b>51,1</b>	<b>7 726</b>	<b>27,5</b>
Guyane	23 131	46,8	26 301	53,2	17 755	35,9
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	161 427	51,2	154 128	48,8	63 030	20,0
France hexagonale	6 775 561	74,6	2 301 151	25,4	1 620 014	17,8
France entière	6 936 988	73,9	2 455 280	26,1	1 683 044	17,9

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : la CA du Centre Littoral compte 14 336 familles monoparentales, soit 51,1% des familles.

# Familles d'hier, familles d'aujourd'hui, quelles évolutions ?

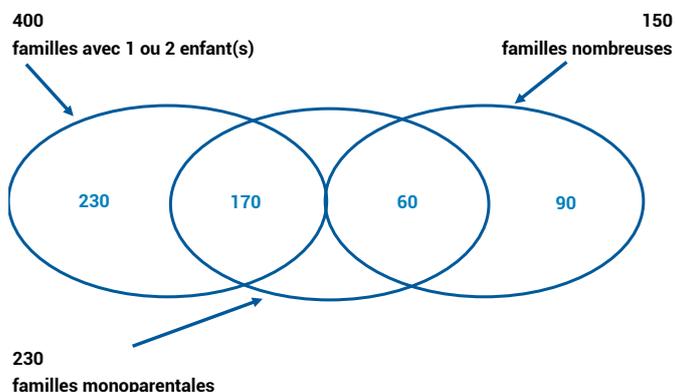


## Structures familiales

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas

### Montsinéry-Tonnegrande

Situation en 2020 des 550 familles avec enfant(s) de moins de 25 ans

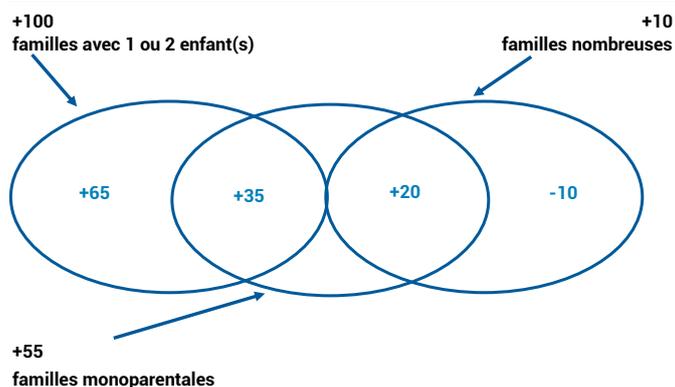


En 2020, 550 familles avec enfant(s) de moins de 25 ans sont recensées à Montsinéry-Tonnegrande, dont 400 familles avec 1 ou 2 enfants (73%) et 150 familles nombreuses (3 enfants ou plus) (27%).

Entre 2014 et 2020 on compte au total 110 familles de plus : +100 familles avec 1 ou 2 enfants et +10 familles nombreuses. Concernant l'ensemble des familles monoparentales, soit 230 en 2020, on en recense 60 de plus qu'en 2014.

Les besoins sociaux des familles monoparentales sont nombreux pour les acteurs du social : niveau de vie (il n'y a qu'une seule source de revenus dans le ménage), coût du logement équivalent à celui d'un couple, parentalité, gestion du temps de l'adulte, ...

Evolution des familles entre 2014 et 2020 (+110 familles)



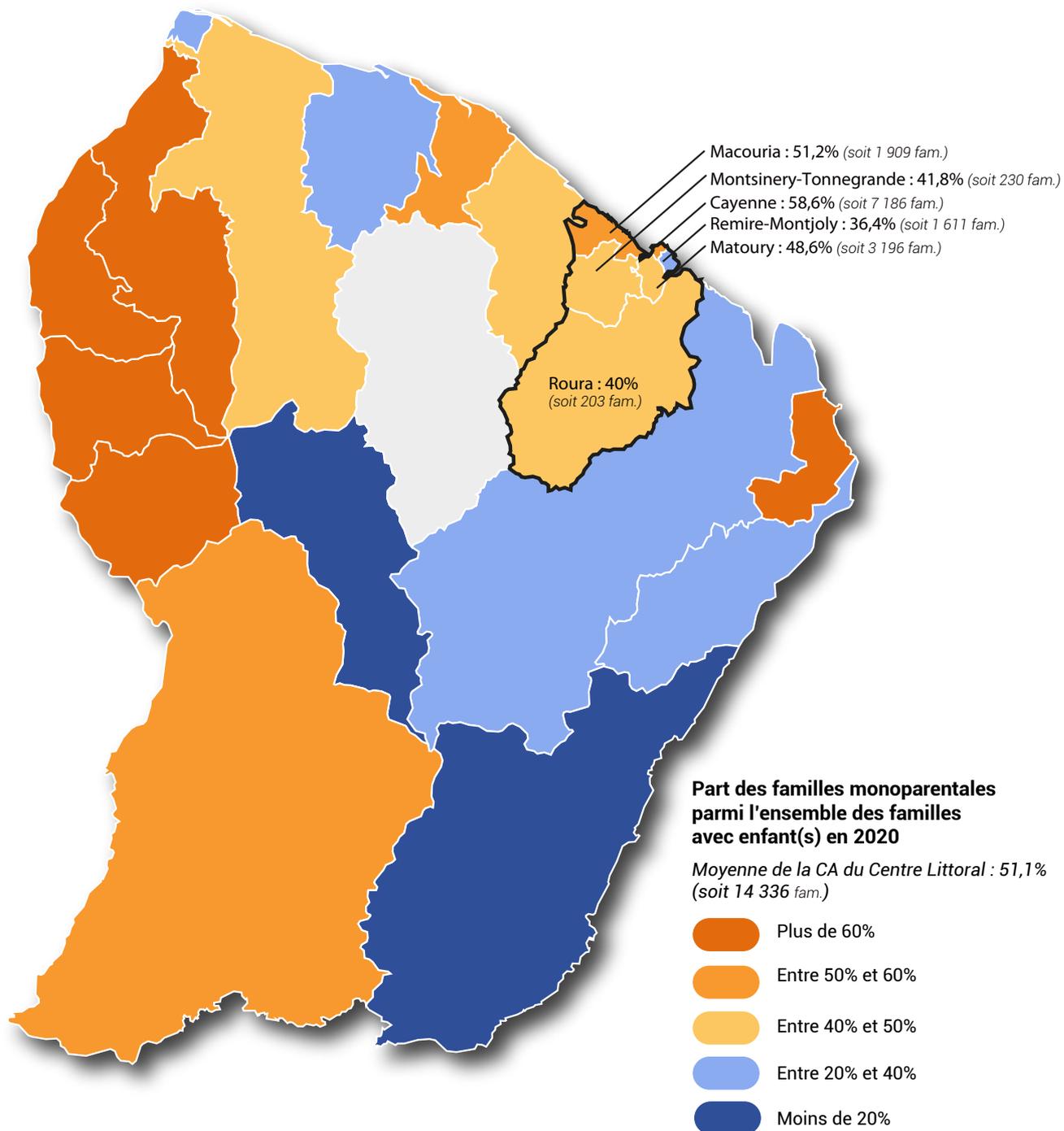
Lecture : 150 familles nombreuses sont recensées en 2020 à Montsinéry-Tonnegrande, soit 10 de plus qu'en 2014.



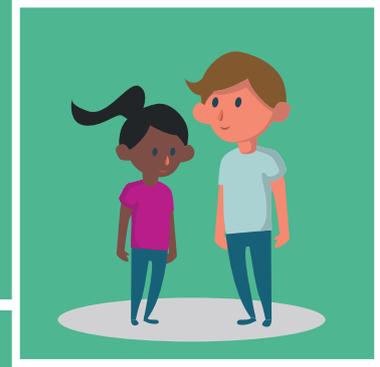
## Part des familles monoparentales parmi l'ensemble des familles

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

Les familles avec enfant(s)



# LES ENFANTS



## LES MINEURS

- Qui sont les enfants mineurs ? \_\_\_\_\_ p.49
- Dans quels types de familles vivent-ils ? \_\_\_\_\_ p.52
- Quelle est l'articulation entre la natalité et les besoins de la petite enfance à l'adolescence ? \_\_\_\_\_ p.54
- Quelles sont les fragilités des enfants ? \_\_\_\_\_ p.57
- Baromètre - La fragilité des enfants \_\_\_\_\_ p.58

## LA PETITE ENFANCE

- Quels sont les besoins en modes de garde ? \_\_\_\_\_ p.59
- Quelle est la tension sur les modes de garde ? \_\_\_\_\_ p.62

## L'ENFANCE

- Quels sont les besoins en accompagnement de l'enfance ? \_\_\_\_\_ p.64

## L'ADOLESCENCE

- Quel est l'environnement familial et professionnel des adolescents ? \_\_\_\_\_ p.65

# CHIFFRES CLÉS

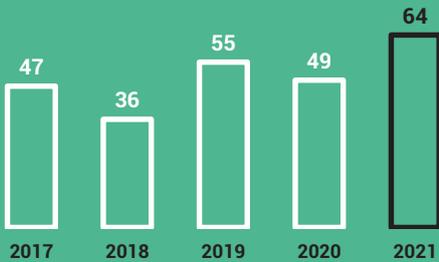
## LES ENFANTS



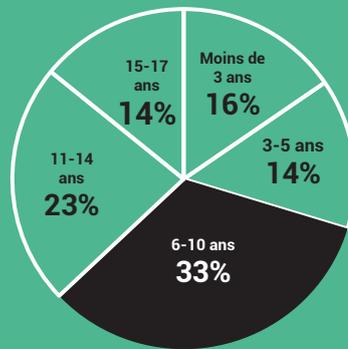
**1 104** enfants de moins de 18 ans

**+41%** entre 2014 et 2020

**35%** de la population est mineure



Naissances domiciliées



Répartition des tranches d'âge parmi les mineurs



**41%**

des moins de 11 ans en fam. monoparentale

**33%**  
des moins de 3 ans ont un besoin impératif de mode de garde



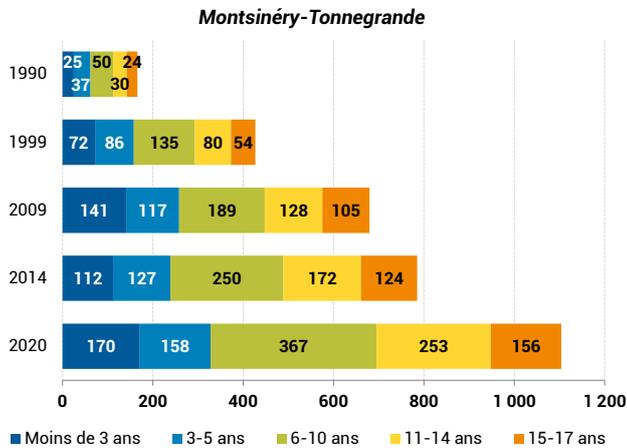
**31%**  
des mineurs en situation de vulnérabilité

# Qui sont les enfants mineurs ?



## Évolution du nombre de mineurs

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : 170 enfants de moins de 3 ans vivent à Montsinéry-Tonnegrande en 2020.

Entre 2009 et 2020, le nombre de mineurs a progressé d'environ 420 enfants à Montsinéry-Tonnegrande (+62%). Au dernier recensement, ils atteignent un total de 1 100, dont 370 âgés de 6-10 ans.

Entre 2009 et 2020, la plus grande évolution en volume se retrouve sur la génération des 6-10 ans, soit +180 enfants en 11 ans.

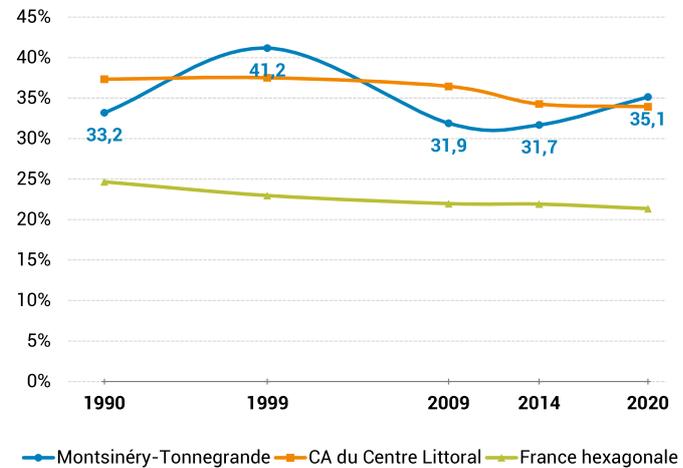
L'évolution du nombre d'enfants sur un territoire dépend surtout des tendances migratoires, qui vont permettre ou non le renouvellement des populations en place et de l'évolution suffisante et nécessaire du nombre de logements.

La construction de nouveaux logements offre la possibilité aux familles ayant déjà des enfant(s) ou projetant d'en avoir de pouvoir s'installer dans la commune. Ce nombre de nouveaux logements, plus ou moins important, peut permettre le renouvellement, ou non, des effectifs d'enfants présents. À l'inverse, une contraction de l'offre de logements impacte au même titre que les autres populations la présence d'enfants.

La prise en compte de ces deux paramètres – mobilité des familles et perspectives de développement du parc de logements – est indispensable pour se donner une vision prospective de l'évolution des effectifs d'enfants nécessaire à l'anticipation des besoins en équipements et services aux familles et à leur pérennité.

## Évolution de la part de mineurs dans la population

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : 35,1% de la population a moins de 18 ans à Montsinéry-Tonnegrande en 2020.

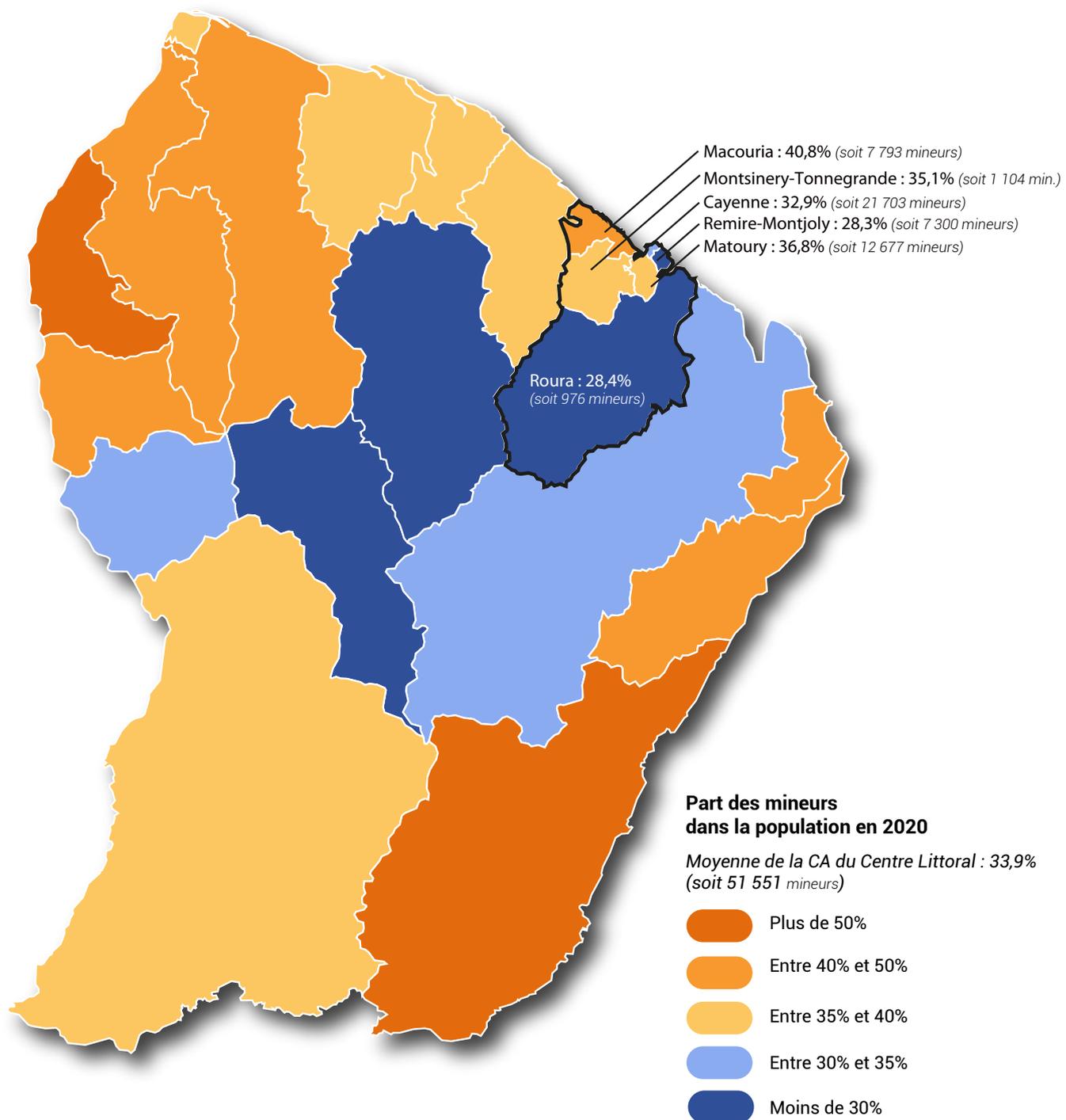
Entre 1990 et 2020, la proportion de mineurs a progressé de 2 points et est ainsi passée de 33 à 35% à Montsinéry-Tonnegrande. Au dernier recensement, la proportion est supérieure de 1,2 point à celle de la CA du Centre Littoral.

La structure des ménages est donc moins familiale qu'elle ne l'a été. Cela modifie les besoins sociaux de la population, d'où une nécessité de modifier les réponses apportées par les acteurs du social et des politiques locales. Il peut aussi être intéressant de s'interroger sur les outils à mettre en œuvre pour faire progresser la part des mineurs sur le territoire et conserver l'attractivité de ce dernier.



## Part des mineurs parmi la population totale

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas





## Évolution du nombre de mineurs

Source : Insee, RP -2009-2020 - Traitements © Compas

	Nombre de mineurs aux différents RP			Part des mineurs en %* au RP 2020	Evolution des mineurs entre 2009 et 2020	
	2009	2014	2020		Nbre	%
Cayenne	20 681	18 558	21 702	32,9	+1 022	+4,9
Macouria	3 622	4 249	7 792	40,8	+4 170	+115,1
Matoury	10 585	12 157	12 677	36,8	+2 091	+19,8
Remire-Montjoly	5 839	6 559	7 300	28,3	+1 461	+25,0
Roura	921	1 133	976	28,4	+55	+5,9
Montsinéry-Tonnegrande	680	785	1 104	35,1	+424	+62,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>42 327</b>	<b>43 441</b>	<b>51 551</b>	<b>33,9</b>	<b>+9 223</b>	<b>+21,8</b>
Guyane	92 201	100 109	110 551	38,8	+18 350	+19,9
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	548 291	529 472	500 833	26,5	-47 458	-8,7
France hexagonale	13 723 846	14 029 241	13 939 839	21,4	+215 992	+1,6
France entière	14 272 138	14 558 714	14 440 672	21,5	+168 534	+1,2

\* Au sein de la population municipale

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

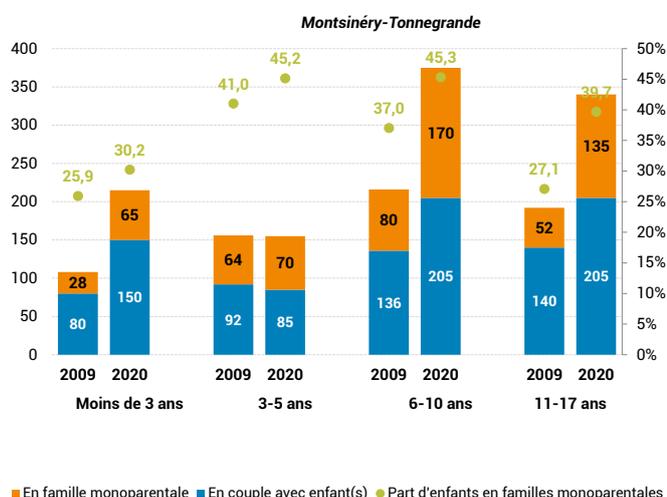
Lecture : En 2020, 33,9% de la population de la CA du Centre Littoral a moins de 18 ans. Leur nombre a progressé de 21,8% par rapport à 2009.



# Dans quels types de familles vivent-ils ?

## Répartition par type de familles des enfants mineurs

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 65 enfants de moins de 3 ans vivent dans une famille monoparentale, soit 30,2% des enfants de cet âge.

En 2020, si 30% des moins de 3 ans de Montsinéry-Tonnegrande vivent en familles monoparentales, c'est le cas de 40% des 11-17 ans (respectivement 12 et 25% à l'échelle de la France hexagonale). Sur cette tranche d'âge, la proportion a progressé de 13 points par rapport à 2009. On compte ainsi en 2020, 210 adolescents vivant au sein d'un couple et 140 vivant au sein d'une famille monoparentale.

En général, plus un enfant avance en âge, plus la probabilité qu'il vive en famille monoparentale s'élève. De fait, les enfants de moins de 3 ans ne représentent qu'une part relativement faible des enfants de moins de 11 ans vivant au sein d'une famille monoparentale. L'enjeu porte dès lors davantage sur les enfants en âge d'être scolarisés en primaire et pour lesquels la structure familiale peut modifier le besoin et la demande en services scolaires et périscolaires (plus grande dépendance aux services municipaux pour la garde des enfants, contraintes plus importantes d'organisation familiale autour des enfants...). L'accès à un mode de garde représente néanmoins un enjeu important pour le maintien ou l'accès à l'emploi et à la formation des parents isolés d'enfants de moins de 3 ans.

Les différences de taux d'enfants vivant en famille monoparentale entre territoires ne signifient pas que les parents se séparent plus ou moins qu'ailleurs en France. Elles reflètent plutôt des dynamiques migratoires de territoires plus ou moins attractifs pour les couples parentaux ou pour les familles monoparentales.

Les familles monoparentales, souvent moins mobiles que les couples, sont plus captives de leur environnement et sont plus à même que les autres à rencontrer des difficultés dans leur parcours résidentiel.

L'importance du nombre de familles monoparentales avec adolescent(s) est une interpellation pour les communes et l'ensemble des acteurs qui travaillent sur la parentalité ou tout simplement sur le bien-être des familles. Ainsi, les réponses de soutien à la parentalité sont très fortes pour les jeunes parents et les parents de jeunes enfants en général (PMI, système scolaire, système de santé, grands-parents, associations liées à la parentalité, ...). Par contre, il n'y a que très peu d'acteurs pour le travail sur la relation entre les parents et leurs adolescents. Pourtant les besoins sont nombreux pour cette tranche d'âge. La maison des adolescents (s'il en existe une sur le territoire) peut être une réponse mais il faut un réseau autour de ces familles pour que les parents isolés se sentent soutenus et accompagnés.

Comme pour beaucoup de ménages, la fracture numérique ne facilite pas le soutien à la parentalité notamment pour les parents d'adolescents. De plus en plus d'informations entre l'école et la famille transitent par le numérique (notes, rendez-vous avec les enseignants, conseil d'orientation, ...). Tout cela complexifie la vie des parents qui ne maîtrisent pas l'outil informatique et ne facilite pas la fonction parentale.

Les périodes de confinements ont également mis en évidence les différences de niveaux d'équipement informatique. Les familles monoparentales, qui sont parmi les ménages les plus pauvres de la commune, sont dissuadées par le coût des équipements. Pour les acteurs du social, ces réalités sont autant de perspectives d'actions.



## Nombre de mineurs selon le type de familles

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Les mineurs en famille monoparentale		Part parmi les mineurs en % (RP 2020)	Les mineurs au sein d'un couple parental		Part parmi les mineurs en % (RP 2020)
	2009	2020		2009	2020	
Cayenne	9 691	11 474	55,1	9 662	9 354	44,9
Macouria	1 165	3 849	50,6	2 379	3 757	49,4
Matoury	4 229	5 683	46,9	5 902	6 443	53,1
Remire-Montjoly	1 835	2 312	32,6	3 722	4 770	67,4
Roura	228	325	36,1	660	574	63,9
Montsinéry-Tonnegrande	215	440	40,6	430	645	59,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>17 363</b>	<b>24 082</b>	<b>48,5</b>	<b>22 754</b>	<b>25 543</b>	<b>51,5</b>
Guyane	35 705	54 169	51,5	50 701	51 061	48,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	207 040	227 511	46,8	326 199	258 479	53,2
France hexagonale	2 402 973	2 834 642	20,8	11 039 327	10 810 497	79,2
France entière	2 610 013	3 062 153	21,7	11 365 526	11 068 976	78,3

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

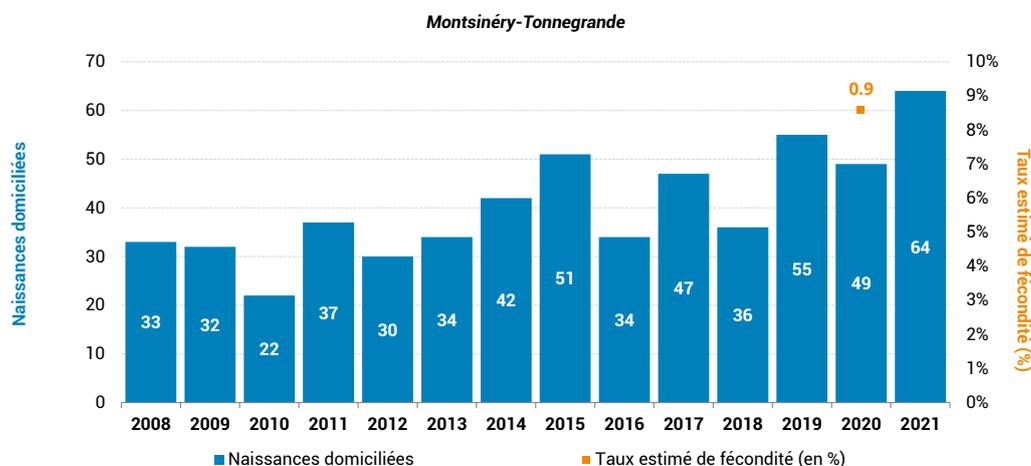
Lecture : En 2020, 24 082 mineurs de la CA du Centre Littoral vivent au sein d'une famille monoparentale, soit 48,5% des mineurs.



# Quelle est l'articulation entre la natalité et les besoins de la petite enfance à l'adolescence ?

## Naissances domiciliées et taux estimé de fécondité

Sources : Insee, Etat-Civil 2008-2021 & RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 49 naissances sont dénombrées à Montsinéry-Tonnegrande, soit un taux de fécondité estimé de 8,6 enfants pour 100 femmes en âge d'avoir des enfants (moyenne sur trois années glissantes, calculée à partir des naissances de 2019 à 2021).

60 naissances domiciliées sont dénombrées en 2021 pour Montsinéry-Tonnegrande. Sur la période 2008-2021, il y a eu en moyenne 40 naissances par an. Avec 60 naissances observées par an en moyenne entre le 31/12/2019 et le 31/12/2021, le taux estimé de fécondité de Montsinéry-Tonnegrande est de 9 enfants pour 100 femmes en âge d'avoir des enfants (15-44 ans) en 2020.

Le nombre de naissances domiciliées enregistré sur un territoire est lié à la présence de femmes en âge d'avoir des enfants parmi la population ainsi qu'aux caractéristiques de ces femmes. En effet, le nombre de naissances sera plus élevé sur un territoire à forte présence de jeunes femmes actives ou de jeunes trentenaires parmi les femmes en âge d'avoir des enfants que sur un territoire à forte présence de jeunes quadragénaires ayant déjà eu leurs enfants pour certaines, ou à forte présence de populations étudiantes parmi les femmes. Le taux estimé de fécondité est le reflet de ce plus ou moins grand potentiel de naissances au regard des caractéristiques des femmes en âge d'avoir des enfants.

L'évolution dans le temps du nombre de naissances va surtout dépendre du renouvellement – ou pas - de ces populations de femmes dans le territoire.

Pour le territoire, le nombre de naissances est un élément important notamment pour le développement des services en direction de la petite enfance mais aussi pour l'accompagnement des parents. Afin d'éviter le départ des ménages après la naissance (dans le cas de logements qui deviennent trop petits), l'articulation entre le social et l'urbanisme (en particulier le développement de l'offre de logements adaptée aux familles) est essentielle.

### DÉFINITIONS

**Naissances :** les statistiques annuelles, concernant les naissances domiciliées, sont élaborées par l'Insee à partir des bulletins statistiques de l'état civil. Le lieu de l'événement est celui du domicile de la mère.

**Taux estimé de fécondité :** est le rapport entre la moyenne des naissances au cours des trois dernières années et la population féminine âgée de 15 à 44 ans (en âge d'avoir des enfants). Il diffère de l'indice conjoncturel de fécondité calculé par l'Insee.

## TABLEAU DÉTAILLÉ



### Nombre de naissances domiciliées et taux estimé de fécondité

Sources : Insee, Etat-Civil 2008-2021 & RP 2020 - Traitements © Compas

	Nombre de naissances domiciliées (moyenne lissée sur 3 ans)					Taux estimé de fécondité en 2020
	moy. 2007 - 2008 - 2009	moy. 2010 - 2011 - 2012	moy. 2013 - 2014 - 2015	moy. 2016 - 2017 - 2018	moy. 2019 - 2020 - 2021	
Cayenne	1 529	1 432	1 565	1 942	1 753	10,7
Macouria	198	207	280	373	450	10,0
Matoury	618	635	672	886	892	11,4
Remire-Montjoly	331	362	367	430	406	7,4
Roura	48	60	54	55	56	9,5
Montsinéry-Tonnegrande	32	30	42	39	56	8,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2 757</b>	<b>2 725</b>	<b>2 980</b>	<b>3 725</b>	<b>3 614</b>	<b>10,2</b>
Guyane	6 268	6 317	6 624	7 774	8 074	12,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	31 987	30 430	29 743	29 417	29 511	8,1
France hexagonale	790 300	793 648	772 500	729 520	702 738	6,0
France entière	822 287	824 079	802 243	758 937	742 105	6,1

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Entre le 31/12/2019 et le 31/12/2021, la CA du Centre Littoral enregistre 3 614 naissances en moyenne par an. Le taux estimé de fécondité est de 10,2 enfants pour 100 femmes en âge d'avoir des enfants (15-44 ans) en 2020.

### Solde migratoire des moins de 15 ans depuis la naissance

Sources : Insee, Etat-Civil 2005-2019 & RP 2020 - Traitements © Compas

	Moins de 3 ans		3-5 ans		6-8 ans		9-11 ans		12-14 ans	
	RP 2020*	Solde migratoire**	RP 2020	Solde migratoire						
Cayenne	4 029	-1 770	3 714	-1 293	3 467	-1 017	3 505	-808	3 601	-1 297
Macouria	1 262	+47	1 340	+418	1 234	+559	1 376	+784	1 321	+783
Matoury	2 228	-583	2 000	-191	2 076	+139	2 085	+259	1 971	+45
Remire-Montjoly	1 214	-46	1 106	-66	1 266	+144	1 219	+253	1 245	+216
Roura	168	-15	146	+10	184	+10	166	+3	150	-4
Montsinéry-Tonnegrande	170	+32	158	+31	221	+120	205	+118	194	+111
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>9 072</b>	<b>-2 334</b>	<b>8 463</b>	<b>-1 092</b>	<b>8 448</b>	<b>-45</b>	<b>8 556</b>	<b>+609</b>	<b>8 481</b>	<b>-147</b>
Guyane	19 419	-4 737	18 492	-2 175	18 477	-865	18 616	+115	17 990	-670
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	73 509	-14 922	78 389	-10 612	82 900	-7 603	86 861	-6 996	89 221	-10 057
France hexagonale	2 079 464	-78 617	2 252 114	-28 185	2 370 983	+11 173	2 419 300	+31 919	2 401 119	+48 426
France entière	2 152 973	-103 307	2 330 503	-38 797	2 453 883	+3 570	2 506 161	+24 923	2 490 341	+38 370

\* Présents au RP 2020

\*\* Solde migratoire depuis la naissance

Lecture : La génération des enfants âgés de 6-8 ans au recensement 2020 correspond à 8 176 enfants nés sur la CA du Centre Littoral et 8 448 enfants recensés en 2020. Cette génération a connu un solde migratoire négatif entre la naissance et le 1er janvier 2020 avec 45 départs de plus que les arrivées.

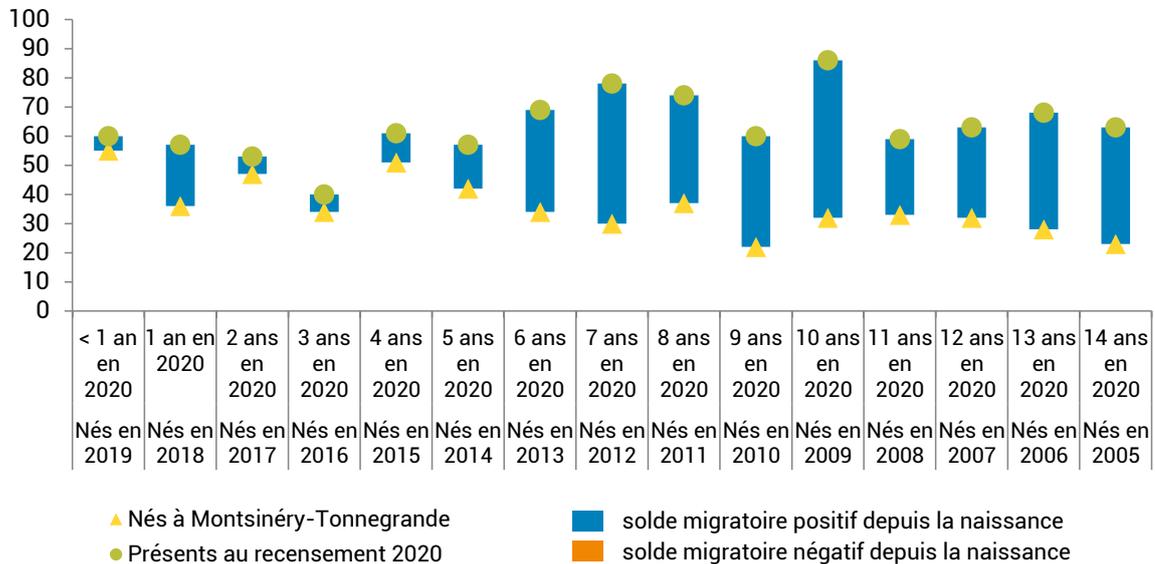


# Quelle est l'articulation entre la natalité et les besoins de la petite enfance à l'adolescence ?

## Solde migratoire des moins de 15 ans depuis la naissance

Sources : Insee, Etat-Civil 2005-2019 & RP 2020 - Traitements © Compas

### Montsinéry-Tonnegrande



Lecture : La génération des enfants âgés de 6 ans au recensement 2020 (01/01/2020) correspond à 34 enfants nés en 2013 à Montsinéry-Tonnegrande et 69 enfants recensés au 1er janvier 2020. Cette génération a connu un solde migratoire positif entre la naissance et le 1er janvier 2020 avec 35 arrivées de plus que les départs.

Le solde migratoire des jeunes enfants, entre la naissance et le recensement de 2020 reflète les mobilités différenciées des familles selon l'âge des enfants.

La tendance est à l'arrivée pour les enfants de moins de 5 ans (60 arrivées de plus que les départs ont eu lieu entre la naissance et 2020).

Pour les enfants de 6 à 10 ans, le solde migratoire est également positif, la tendance est aux arrivées pour ces générations (210 arrivées de plus que les départs).

Enfin, les enfants de 11 à 14 ans sont aussi plus nombreux que les naissances correspondant à ces générations. Ils sont moins nombreux (140) à avoir quitté le territoire qu'à l'avoir rejoint depuis leur naissance.

Le solde migratoire des enfants reflète l'attractivité d'un territoire pour les familles avec enfant(s). Beaucoup d'agglomérations présentent un solde migratoire négatif dans la ville centre, qui voit les familles quitter la commune pour s'installer dans sa périphérie, avec a contrario un solde positif dans les communes situées en 1ère ou 2ème couronne et qui attirent des familles désireuses de trouver un logement plus adapté à l'évolution de la taille de la famille ou plus conforme à leurs aspirations (accès à la propriété, ...).

La mobilité résidentielle des familles est courante, l'agrandissement de la famille est un des facteurs qui poussent les français à déménager. De fait, un enfant né domicilié dans un territoire n'entrera pas forcément à l'école dans ce même territoire et ne fera pas forcément toute sa scolarité dans le même groupe scolaire ou la même commune.

De même que les enfants scolarisés dans un territoire n'y sont pas forcément nés et n'y ont pas forcément grandi. Dès lors, il devient difficile de concevoir des politiques de « parcours de la jeunesse » allant de la petite-enfance à l'âge de l'acquisition de leur autonomie à une échelle territoriale trop réduite.

L'importance des mobilités résidentielles des familles avec de jeunes enfants montre aussi qu'à lui seul, l'indicateur du nombre de naissances n'est pas suffisant pour anticiper les effectifs d'enfants ayant potentiellement besoin d'un mode d'accueil de la petite-enfance, de même que les effectifs scolaires, et ce même à relativement court terme.

# Quelles sont les fragilités des enfants ?



L'indice de vulnérabilité des mineurs © Compas permet d'appréhender le nombre d'enfants qui pourraient présenter des difficultés socio-éducatives temporaires ou plus durables à un moment ou un autre de leur parcours scolaire.

Sa construction repose sur l'approche de facteurs de risques cumulés. Aucun des 7 critères ne constitue à lui seul un facteur majeur de fragilité des enfants et n'est le signe avéré d'une difficulté scolaire ou éducative. En revanche, la probabilité qu'un enfant présente des difficultés socio-éducatives augmente fortement dès qu'il se retrouve dans plusieurs des situations décrites. C'est le cumul de plusieurs de ces facteurs de risque qui crée la vulnérabilité et ce, quel que soit le quartier d'habitation de l'enfant.

Le choix de ces 7 critères (cf. ci-contre) permet de retrouver les principales dimensions en lien avec la réussite éducative, sans qu'il y ait nécessairement une relation causale. Elles s'articulent autour de l'origine socio-économique (capital culturel, ressources des ménages, reproduction des schémas parentaux ...), de la structure familiale (monoparentalité, effet de la taille des fratries) et des conditions de logements. Plusieurs indicateurs ont été retenus pour approcher le critère économique (risque plus élevé de pauvreté dans une famille nombreuse, monoparentale ou chez les locataires du parc locatif en logement collectifs ancien par exemple).

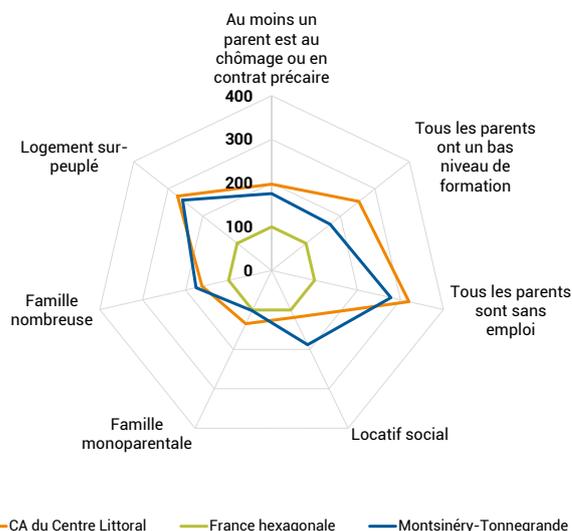
## DÉFINITION

**Indice de vulnérabilité :** nous considérons qu'un enfant est vulnérable, et pourrait potentiellement avoir besoin d'un soutien scolaire, dès lors qu'il cumule 4 de ces 7 facteurs de risques :

- vivre dans une famille monoparentale
- vivre dans famille nombreuse (3 enfants et plus)
- vivre au sein d'une famille où « tous les parents » ont un bas niveau de formation (BEPC ou brevet des collèges au plus)
- vivre dans une famille comptant au moins un parent se déclarant au chômage ou occupant un emploi précaire
- vivre dans une famille sans aucun adulte actif en emploi
- vivre en appartement locatif social dans un immeuble ancien
- vivre dans un logement surpeuplé

## Indice de fragilité des enfants

Source : Insee, RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas



Lecture : La part de mineurs vivant dans une famille locataire du parc social à Montsinéry-Tonnegrande est 1,9 fois plus élevée que celle de la France hexagonale.

L'indice de fragilité des enfants est de 31 à Montsinéry-Tonnegrande contre 12 en France hexagonale : la situation y est donc moins favorable qu'en moyenne nationale.

Les sur-représentations observées à Montsinéry-Tonnegrande, par rapport à la France hexagonale, pouvant être mises en avant pour les indicateurs composant l'indice sont :

- la part des mineurs dont au moins un parent est au chômage ou en contrat précaire (45% contre 25%),
- la part des parents sans diplôme (17% contre 10%),
- la part de mineurs dont tous les parents sont sans emploi (31% contre 11%),
- la part de mineurs vivant dans un logement social (45% contre 24%),
- la part de mineurs vivant dans une famille nombreuse (55% contre 31%),
- la part des logements sur-peuplés (61% contre 24%).



# Baromètre - La fragilité des enfants

## Détail des facteurs de risque relatifs à la fragilité des enfants

Source : Insee, RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Mineurs vulnérables 0-17 ans	Indice de fragilité des enfants	Au moins un parent au chômage ou en contrat précaire		Parents sans diplôme		Parents sans emploi	
	Nb		Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	9 856	45	11 772	54,2	5 835	26,9	9 129	42,0
Macouria	2 712	42	3 470	54,1	1 539	24,0	2 162	33,7
Matoury	4 382	35	6 243	50,4	3 481	28,1	4 418	35,7
Remire-Montjoly	1 608	21	2 793	37,2	1 291	17,2	1 454	19,4
Roura	215	22	343	35,0	266	27,2	206	21,1
Montsinéry-Tonnegrande	320	31	464	44,7	175	16,8	319	30,7
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>19 092</b>	<b>38</b>	<b>25 085</b>	<b>50,1</b>	<b>12 588</b>	<b>25,2</b>	<b>17 689</b>	<b>35,4</b>
Guyane	53 735	49	61 159	55,8	31 274	28,5	53 255	48,6
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	157 316	31	246 591	48,7	91 454	18,1	186 544	36,9
France hexagonale	1 675 545	12	3 524 379	25,4	1 378 031	9,9	1 535 255	11,1
France entière	1 832 861	13	3 770 970	26,2	1 469 486	10,2	1 721 799	12,0

	Locatif privé dans collectif ancien		Locatif social		Famille monoparentale		Famille nombreuse		Logement sur-peuplé	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	3 871	17,8	6 539	30,1	8 077	37,2	10 459	48,2	15 258	70,3
Macouria	63	1,0	2 442	38,1	2 000	31,2	3 633	56,7	4 124	64,3
Matoury	714	5,8	2 716	21,9	3 355	27,1	6 859	55,4	8 348	67,4
Remire-Montjoly	154	2,0	1 659	22,1	1 930	25,7	3 073	40,9	3 412	45,4
Roura	<10	-	213	21,8	174	17,8	521	53,2	607	62,0
Montsinéry-Tonnegrande	nd	-	462	44,5	248	23,8	567	54,5	636	61,2
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>4 808</b>	<b>9,6</b>	<b>14 032</b>	<b>28,0</b>	<b>15 784</b>	<b>31,5</b>	<b>25 112</b>	<b>50,2</b>	<b>32 385</b>	<b>64,7</b>
Guyane	5 604	5,1	31 163	28,4	31 740	29,0	70 618	64,5	81 540	74,4
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	22 039	4,4	150 969	29,8	183 312	36,2	195 734	38,7	231 342	45,7
France hexagonale	1 010 592	7,3	3 282 781	23,6	3 248 974	23,4	4 311 426	31,0	3 294 083	23,7
France entière	1 032 631	7,2	3 433 750	23,8	3 432 287	23,8	4 507 160	31,3	3 525 425	24,5

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : L'indice de fragilité des enfants de la CA du Centre Littoral est de 38.

### A noter :

L'indice de vulnérabilité des enfants a été construit pour traiter l'ensemble des territoires français, les critères de logement social et de logement sur-peuplé sont des critères à nuancer pour le territoire guyanais.

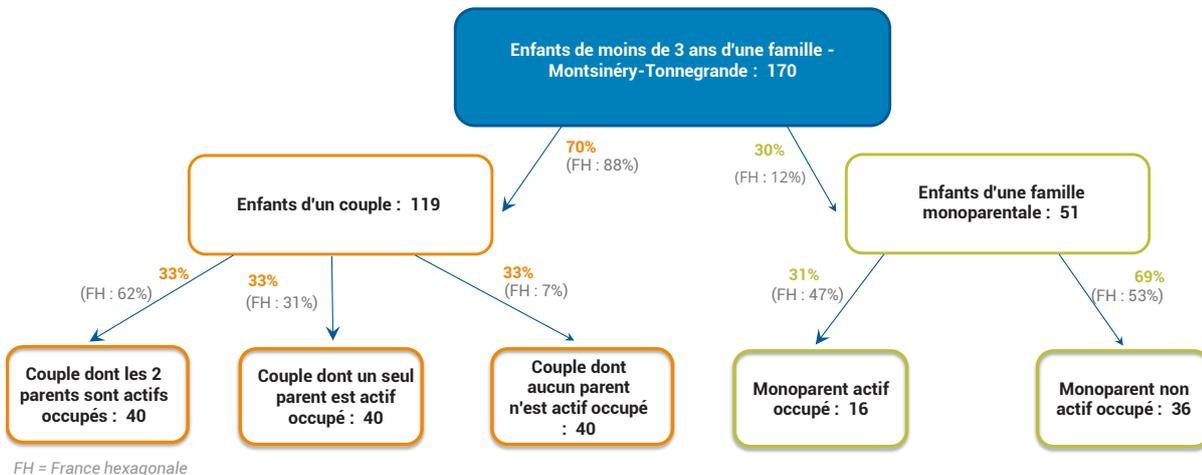
En effet, le logement social est un plus dans le parcours résidentiel de ménages quittant l'habitat informel et le logement surpeuplé peut aussi être lié aux modes d'habiter des populations : présence de plusieurs générations dans le même logement avec des constructions de logement répondant peu à cet enjeu. La présence de plusieurs générations est aussi une réponse auto-organisée pour le mode de garde des enfants.

# Quels sont les besoins en modes de garde ?



## Enfants de moins de 3 ans selon le type de famille et l'activité des parents

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 40 enfants de moins de 3 ans vivent au sein d'une famille avec les deux adultes actifs occupés, représentant 33% des enfants vivant au sein d'un couple parental.

70% des enfants de moins de 3 ans de Montsinéry-Tonnegrande vivent avec leurs deux parents, soit 119 enfants. Cette proportion est moins élevée que la moyenne de la France hexagonale. Ainsi, 30% des enfants de moins de 3 ans vivent au sein d'une famille monoparentale (soit 51 enfants) : le risque de précarité sociale et économique est plus élevé pour ces enfants vivant avec un parent isolé.

56 enfants de moins de 3 ans ont tous leurs parents (en couple ou monoparent) qui travaillent et par conséquent ont peut-être plus que d'autres besoin d'être pris en charge, que le mode de garde soit institutionnel, de voisinage, familial... Cela concerne 40 enfants de moins de 3 ans vivant dans une famille composée d'un couple (bi-activité des parents) et 16 enfants vivant au sein d'une famille monoparentale.

76 enfants n'ont aucun de leurs parents en emploi : ils représentent 40 enfants de moins de 3 ans vivant avec leurs deux parents et 36 enfants vivant au sein d'une famille monoparentale. Une situation de non emploi chez les parents est facteur de risque pour eux et pour leurs enfants, sur un plan monétaire mais aussi social.

Deux autres paramètres sont à considérer pour une évaluation du besoin : la part des femmes travaillant à temps partiel (16% pour Montsinéry-Tonnegrande contre 26% en moyenne pour la France hexagonale) et la proportion d'actifs occupés âgés de 15 ans ou plus résidant dans le territoire mais n'y travaillant pas (67% pour Montsinéry-Tonnegrande). Ces deux proportions donnent une indication sur la disponibilité des parents pour s'occuper de leur(s) enfant(s) et permettent d'approcher les besoins en mode de garde.



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Répartition des jeunes enfants vivant au sein d'une famille où tous les parents travaillent

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Enfants de moins de 3 ans vivant au sein d'une famille dont tous les parents sont actifs en emploi			Enfants de 3-5 ans vivant au sein d'une famille dont tous les parents sont actifs en emploi		
	ensemble	au sein d'un couple parental	au sein d'une famille mono.	ensemble	au sein d'un couple parental	au sein d'une famille mono.
Cayenne	1 026	519	507	1 228	580	647
Macouria	416	214	201	497	237	260
Matoury	610	332	278	659	342	316
Remire-Montjoly	625	441	184	715	495	220
Roura	34	27	7	60	47	13
Montsinéry-Tonnegrande	55	40	16	56	31	25
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2 773</b>	<b>1 582</b>	<b>1 191</b>	<b>3 219</b>	<b>1 735</b>	<b>1 484</b>

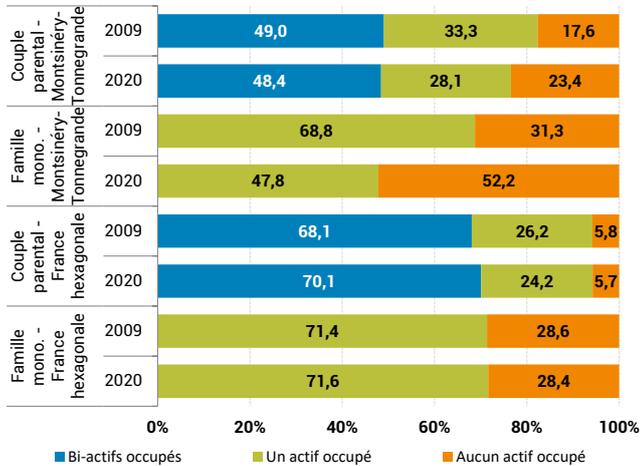
Lecture : Sur la CA du Centre Littoral, 2 773 enfants de moins de trois ans vivent au sein d'une famille où tous les parents travaillent, dont 1 582 enfants au sein d'un couple bi-actif en emploi et 1 191 enfants au sein d'une famille monoparentale active en emploi.

# Quels sont les besoins en modes de garde ?



## Taux d'activité de l'ensemble des parents selon le type de famille

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 48,4% des couples parentaux sont bi-actifs occupés (les deux parents travaillent).

En 2020, 48% des couples parentaux et 48% des familles monoparentales vivant à Montsinéry-Tonnegrande comptent tous les parents en emploi, soit respectivement -21,7 points et -23,8 points par rapport à la France hexagonale. De plus, 28% des couples parentaux ne comptent qu'un actif en emploi sur les deux parents, soit +3,9 points par rapport à la France hexagonale. Par ailleurs, 23% des couples parentaux et 52% des familles monoparentales du territoire ne comptent aucun parent en emploi.

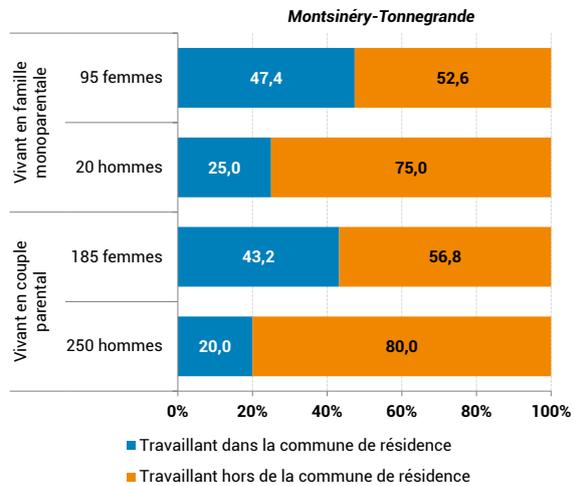
La part des couples parentaux dont les deux parents sont en emploi a eu tendance à baisser sur les 11 dernières années : -0,6 point sur la période 2009-2020. Par ailleurs, la part des familles monoparentales actives en emploi est moins élevée que 11 ans plus tôt (-20,9 points).

La garde des enfants reste très largement l'affaire des mères, même si les tendances montrent une légère réduction des inégalités femmes-hommes en la matière depuis la mise en place de la PreParE (prestation partagée d'éducation de l'enfant) en 2015. En France hexagonale, 6% des bénéficiaires de cette prestation sont des hommes. Le nombre d'enfants à charge impacte par ailleurs de manière discriminante les femmes dans leur activité, notamment à partir du 3ème enfant (baisse du taux d'activité, augmentation du travail à temps partiel).

Pour autant, la majorité des mères sont actives et ce quel que soit le nombre d'enfant. En France, le taux d'activité des femmes ne cesse de s'accroître et tend ainsi à se rapprocher de celui des hommes. L'accès à un mode d'accueil pour leur(s) enfant(s) est un enjeu primordial pour faciliter la conciliation d'une vie professionnelle avec une vie familiale.

## Lieu de travail des parents

Source : Insee, RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas



Lecture : Parmi les 95 femmes vivant en familles monoparentales, 47,4% travaillent dans leur commune de résidence.

L'inactivité des femmes peut être plus importante sur les territoires qui comptent plus de femmes en âge d'avoir des jeunes enfants. Ne pas travailler (ou travailler à temps partiel) pour s'occuper de ses enfants peut être un choix (parfois plus ou moins contraint par des questions économiques ou autres) mais constitue néanmoins un facteur de risque de précarité pour les femmes en cas de séparation par exemple.

Dans les familles monoparentales, l'occupation d'un emploi en dehors de la commune de résidence concerne 75% des hommes (20 hommes) et 53% des femmes (50 femmes) à Montsinéry-Tonnegrande. Ces proportions sont respectivement de 80 et 57% pour les couples parentaux (soit 200 hommes et 110 femmes).

Les travaux menés par la Cnaf révèlent que plus de la moitié des mères ont songé à réduire leur activité professionnelle au moment où elles s'interrogeaient sur la garde de leur enfant et plus d'un quart ont finalement réduit ou cessé leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant.

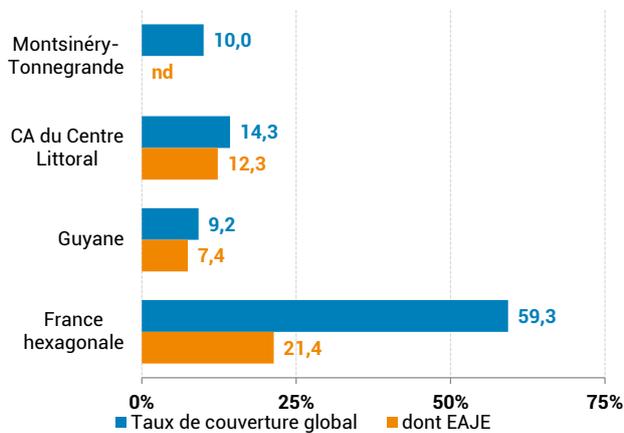
Le taux d'emploi des mères diminue avec le nombre total d'enfants mineurs à charge, surtout si l'un des enfants est en bas âge. Alors que près de trois femmes sur quatre en couple avec un seul enfant âgé de moins de 3 ans, sont en emploi, elles ne sont plus que quatre sur dix lorsqu'elles sont mères de famille nombreuse (trois enfants ou plus) avec au moins un enfant de moins de 3 ans.



# Quelle est la tension sur les modes de garde ?

## Capacité théorique d'accueil des 0-2 ans par les modes d'accueil « formels »

Sources : Cnaf, 2018 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Montsinéry-Tonnegrande compte 10 places d'accueil formel pour 100 enfants de moins de 3 ans.

La Cnaf identifie quatre types de modes d'accueil formels de la petite enfance : les salarié(e)s à domicile, les assistant(e)s maternel(le)s employé(e)s directement par des particuliers, l'accueil en EAJE (collectif, familial et parental, micro-crèches) et l'école maternelle.

En 2018, la capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans par les modes d'accueil «formels» de Montsinéry-Tonnegrande est de 10%. Ce taux de couverture peut être supérieur à 100 lorsque l'offre du territoire intègre des enfants résidant sur d'autres territoires.

Le critère financier est un frein dans la possibilité de réduire ou de cesser son activité professionnelle. Il est plus important pour les pères que pour les mères, puisque ce sont bien souvent eux qui ont les revenus les plus élevés dans le couple.

Les femmes issues des classes populaires travaillent souvent à temps partiel et songent alors davantage à arrêter leur activité en raison du coût financier de la garde. Le manque de places en établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) pénalise donc souvent les parents les moins fortunés, ce mode de garde restant le moins onéreux.

Le nombre de places en Eaje comprend les places en accueil collectif (y compris les micro-crèches financées par la prestation unique Caf) de même que les places en crèches familiales. Une place d'accueil pouvant être occupée par plusieurs enfants (contrats d'accueils à temps partiel, renouvellement de la population accueillie) le nombre total d'enfants accueillis est généralement nettement supérieur à celui des places offertes.

Le taux d'équipement rapporte le nombre de places au nombre d'enfants de moins de 3 ans. Si les Eaje municipaux accueillent généralement en priorité les enfants domiciliés sur la commune, les établissements privés (micro-crèches, crèches d'entreprises) accueillent le plus souvent les enfants sans condition de lieu de résidence. De fait, l'offre d'Eaje à laquelle peuvent prétendre les familles est à considérer au-delà du territoire communal.

L'offre en Eaje est souvent plus développée sur les villes les plus importantes des agglomérations que sur les petites communes périurbaines ou les communes rurales qui présentent en revanche des taux élevés d'équipement en places d'accueil chez les assistantes maternelles indépendantes.

### DÉFINITION

Modes d'accueil « formels » :

- Assistant(e) maternel(le) employé(e) directement par des particuliers
- Salarié(e) à domicile
- Accueil en Eaje (collectif, familial et parental, micro-crèches)
- École maternelle

La capacité d'accueil théorique correspond à l'ensemble des places offertes aux enfants de moins de 3 ans à un instant donné sur le territoire observé. Ces informations n'étant pas toutes disponibles, elle sont parfois approchées en mobilisant des données sur l'accueil constaté. C'est le cas de l'accueil effectué par un(e) salarié(e) au domicile des parents, de l'école ou de l'accueil dans les micro-crèches financées par la Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) versée par la Caf. La capacité d'accueil comptabilise des places d'accueil proposées à un instant donné, et non un nombre d'enfants gardés. Ainsi, on ignore le fait que certaines places peuvent être utilisées par plusieurs enfants à temps partiel : ce peut être le cas de places en établissement d'accueil du jeune enfant. De même, d'autres places ne combleront pas tout à fait les besoins : ce peut être le cas des places à l'école, utilisées souvent pour la tranche d'âge des 2-3 ans à mi-temps, et qui nécessitent un complément d'accueil. Un enfant peut donc occuper plusieurs places d'accueil (école et assistant(e) maternel(le) par exemple). Cette capacité est présentée à plusieurs échelles territoriales, il s'agit d'une capacité d'offre sur un territoire donné. Ainsi sur certains territoires, le taux de couverture peut être supérieur à 100 lorsque l'offre d'un territoire intègre des enfants résidant sur d'autres territoires.

Pour le détail de la méthodologie, on pourra se reporter au rapport annuel de l'Observatoire national de la petite enfance.



## Capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans par les modes d'accueil « formels » pour 100 enfants de moins de 3 ans

Sources : Cnaf, 2013-2018 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Taux de couverture global (%)			dont EAJE (%)
	2013	2018	Evolution 2013-2018	2018
Cayenne	18,2	13,0	-5,2	11,8
Macouria	4,7	11,7	+7,0	6,4
Matoury	11,9	13,8	+1,9	13,3
Remire-Montjoly	21,0	21,7	+0,7	21,8
Roura	10,9	5,5	-5,4	-
Montsinéry-Tonnegrande	9,3	10,0	+0,7	-
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>15,6</b>	<b>14,3</b>	<b>-1,3</b>	<b>12,3</b>
Guyane	10,0	9,2	-0,8	7,4
France entière	57,3	59,3	+2,0	21,4

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

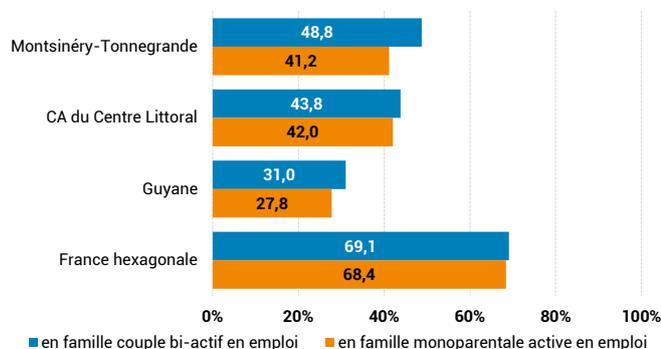
Lecture : En 2018, la CA du Centre Littoral compte 14,3 places d'accueil formel pour 100 enfants de moins de 3 ans (-1,3 points par rapport à 2013). Parmi celles-ci, 12,3 places sont en EAJE.



# Quels sont les besoins en accompagnement de l'enfance ?

## Enfants âgés de 6 à 10 ans vivant au sein d'une famille où tous les parents travaillent

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 48,8% des enfants de 6-10 ans de Montsinéry-Tonnegrande vivent au sein d'un couple parental bi-actif (en emploi).

En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 100 enfants de 6-10 ans vivent au sein d'un couple parental dont les deux parents travaillent, soit 49% d'entre eux. C'est le cas de 70 enfants du même âge vivant en famille monoparentale (41% d'entre eux).

Cette part est moins élevée sur le territoire pour les enfants de 6-10 ans vivant au sein d'un couple parental qu'au niveau de la France hexagonale (-20,3 points). Par ailleurs, la part d'enfants de 6-10 ans vivant en famille monoparentale active est également moins élevée que celle de la France hexagonale (-27,2 points).

Pour comparaison, sur la CA du Centre Littoral, 44% des enfants de la classe d'âge vivent au sein d'un couple parental avec leurs deux parents en emploi (3 220 enfants), pour 42% des enfants du même âge en famille monoparentale (2 830 enfants). C'est le cas de 31 et 28% des enfants de 6-10 ans de la Guyane.

Pour les acteurs du social, l'enjeu réside dans l'accompagnement de ces familles aux services adaptés, tels que le périscolaire ou les centres de loisir. Pour les enfants de familles monoparentales il y a aussi un accompagnement budgétaire afin d'éviter que le coût de la prise en charge de l'enfant ne se traduise par un retrait du parent de son activité professionnelle.

## Répartition des enfants vivant au sein d'une famille où tous les parents travaillent

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Enfants de 6-10 ans vivant au sein d'une famille dont tous les parents sont actifs en emploi		
	ensemble	au sein d'un couple parental	au sein d'une famille mono.
Cayenne	2 290	985	1 305
Macouria	870	446	423
Matoury	1 361	764	597
Remire-Montjoly	1 262	854	408
Roura	94	71	24
Montsinéry-Tonnegrande	166	98	69
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>6 047</b>	<b>3 220</b>	<b>2 826</b>

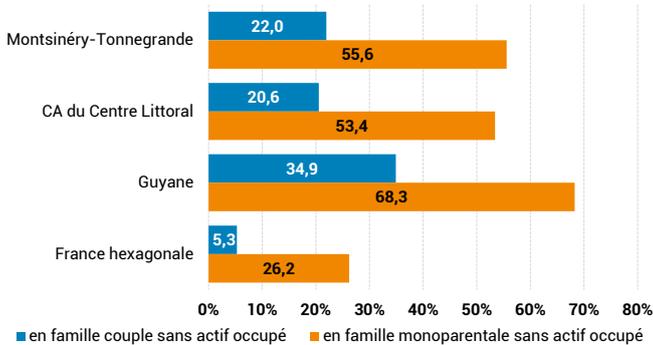
Lecture : Sur la CA du Centre Littoral, 6 047 enfants de 6-10 ans vivent au sein d'une famille où tous les parents travaillent, dont 3 220 enfants au sein d'un couple bi-actif en emploi et 2 826 enfants au sein d'une famille monoparentale active en emploi.

# Quel est l'environnement familial et professionnel des adolescents ?



## Adolescents âgés de 11 à 17 ans dont aucun des parents n'est en emploi

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



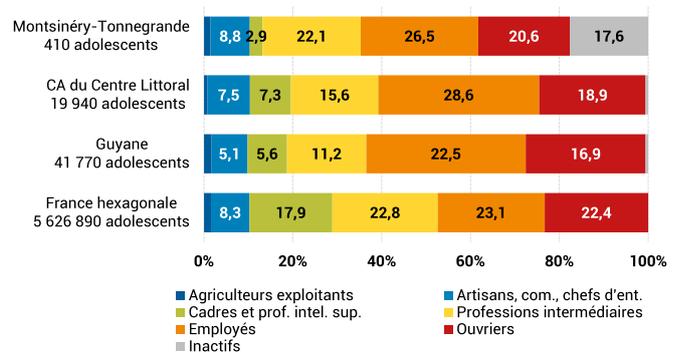
Lecture : A Montsinéry-Tonnegrande, 22% des adolescents de 11-17 ans vivant au sein d'un couple n'ont aucun parent actif occupé.

En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 22% des adolescents de 11-17 ans vivant au sein d'un couple et 56% de ceux vivant au sein d'une famille monoparentale n'ont aucun parent actif occupé, soit respectivement 50 et 90 adolescents. En comparaison, ces parts sont de 21 et 53% pour la CA du Centre Littoral, 35 et 68% pour la Guyane et de 5 et 26% pour la France hexagonale. La situation est moins favorable pour les adolescents du territoire que pour ceux de la France hexagonale.

Cet indicateur met en évidence le besoin d'accompagnement des adolescents quand aucun des parents ne travaille. Ce besoin peut se faire ressentir notamment pour l'obtention du stage de troisième ou lors de la recherche de ces stages en seconde et première professionnelle. L'absence d'emploi du ou des parents réduit le réseau qui permet l'obtention de ces stages.

## Adolescents âgés de 11 à 17 ans selon la PCS du référent du ménage

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 8,8% des adolescents de 11-17 ans habitant à Montsinéry-Tonnegrande ont un référent de ménage artisan, commerçant ou chef d'entreprise.

En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 3% des adolescents de 11-17 ans vivent dans un ménage dont le référent est cadre ou de profession intellectuelle supérieure. Cette proportion est moins importante qu'à l'échelle de la France hexagonale (18%). 26% des adolescents ont un référent employé (soit 3,3 points de plus qu'à l'échelle de la France hexagonale) et 21% ont un référent ouvrier (1,8 points de moins que pour la France hexagonale). Pour comparaison, sur la CA du Centre Littoral, 19% des adolescents de 11-17 ans ont un référent ouvrier. Cette part est de 17% pour la Guyane et de 22% pour la France hexagonale.



# Quel est l'environnement familial et professionnel des adolescents ?

## Stages de troisième : inégalités sociales et territoriales à l'œuvre

Depuis 2005, tous les élèves de troisième doivent réaliser une « séquence d'observation en milieu professionnel ». Ce stage est censé permettre aux élèves de découvrir un environnement professionnel et les aider ensuite dans leur orientation et leur future insertion professionnelle. Or, la recherche et l'obtention de ce stage révèlent de nombreuses inégalités tant sociales que territoriales.

L'INJEP, en partenariat avec le LERFAS (Laboratoire d'Étude de Recherche et de Formation en Action Sociale) et l'Université du Maine, a réalisé une étude auprès de 25 collèges des Yvelines et de la Sarthe en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP) mais aussi hors REP. Leur étude souligne que la recherche puis l'obtention d'un stage sont marquées par le capital social des familles. Les modalités de recherche de stage ne sont pas les mêmes selon les catégories socio-professionnelles. Il est par exemple plus facile de solliciter ses parents quand ils sont en emploi plutôt que quand ils sont au chômage.

En effet, environ la moitié des élèves dont le père est sans activité professionnelle doivent se débrouiller seuls pour trouver un stage, quand c'est le cas de seulement un tiers des élèves dont le père exerce une profession intermédiaire. Or, dans les Yvelines dans les établissements en REP situés dans les quartiers de la politique de la ville, 14 % des parents occupent un poste de cadre ou de profession intermédiaire contre 42 % des collèges hors REP.

Ne pouvant compter sur leurs parents pour prendre contact avec une entreprise, la moitié des collégiens en REP se rendent physiquement sur un potentiel lieu de stage alors que seulement un quart des collégiens hors REP utilisent cette méthode de prise de contact. Les élèves des collèges REP ont également plus tendance à utiliser le téléphone quand leurs camarades des collèges hors REP utilisent plus souvent les courriels.

En plus du capital social, être issu d'une classe supérieure favorise la socialisation à certains codes nécessaires à l'entrée dans le monde professionnel comme la rédaction d'une lettre de motivation ou d'un CV. Pour les élèves qui poursuivent leur recherche de stage seuls, cette expérience peut être très difficile puisqu'ils doivent faire face à de multiples refus et non réponses : près de la moitié des collégiens hors REP des Yvelines ont trouvé un stage suite à un contact, quand près d'un tiers des collégiens en REP des Yvelines ont dû contacter 5 entreprises ou plus. Cette situation peut donner le sentiment d'un échec qui peut plus longuement marquer les trajectoires scolaires et professionnelles des élèves. Au-delà des inégalités sociales entre les collégiens, les types de stages trouvés diffèrent aussi d'un territoire à un autre. Il est plus facile de trouver un stage quand le territoire économique et le marché du travail local est dynamique plutôt que quand le collège est isolé des zones d'activités.

Dans le centre de la Bretagne, les collégiens vont trouver leur stage chez un garagiste, une PME de réparation de matériel agricole ou dans un laboratoire d'analyse médicale quand des élèves du Vème arrondissement de Paris vont décrocher des stages dans des cabinets d'avocats, d'architectes ou à l'Institut Pasteur. Enfin, leurs pairs de la banlieue parisienne vont se retrouver dans la galerie marchande près du quartier quand le manque d'entreprises autour du collège limite le champ des possibles.

Les types de stages trouvés ne sont donc pas les mêmes entre un collège rural, un collège urbain en REP, et un collège prestigieux de centre-ville.

**Les sources sont présentées en Bibliographie.**



## Adolescents de 11-17 ans vivant au sein d'une famille où aucun des parents n'est en emploi

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Adolescents de 11-17 ans vivant au sein d'une famille dont aucun des parents n'est actif occupé					
	ensemble		au sein d'un couple parental		au sein d'une famille monoparentale	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	3 523	42,9	890	25,8	2 633	55,4
Macouria	1 145	37,7	349	23,1	796	52,0
Matoury	1 866	37,3	514	19,4	1 352	57,5
Remire-Montjoly	551	18,8	182	9,7	369	35,3
Roura	168	46,5	51	27,4	117	66,4
Montsinéry-Tonnegrande	144	35,3	54	22,0	90	55,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>7 394</b>	<b>37,1</b>	<b>2 038</b>	<b>20,6</b>	<b>5 356</b>	<b>53,4</b>
Guyane	21 784	52,2	7 044	34,9	14 740	68,3
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	77 728	37,3	22 401	20,2	55 327	56,9
France hexagonale	598 090	10,6	222 035	5,3	376 055	26,2
France entière	675 446	11,6	244 340	5,7	431 106	28,1

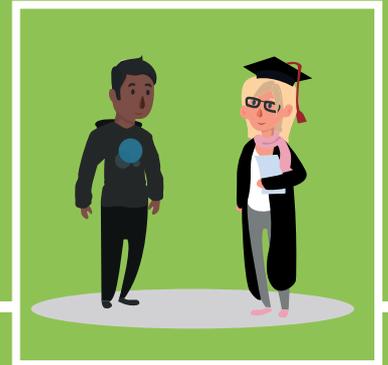
Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Sur la CA du Centre Littoral, 7 394 adolescents de 11-17 ans vivent au sein d'une famille où aucun des parents n'est actif occupé, soit 37,1% des 11-17 ans vivant au sein d'une famille. Parmi eux, 2 038 vivent au sein d'un couple parental où aucun parent n'est en emploi (20,6% des 11-17 ans vivant au sein d'un couple parental) et 5 356 au sein d'une famille monoparentale où le parent n'est pas en emploi (53,4% des 11-17 ans vivant au sein d'une famille monoparentale).

# LES JEUNES



## LES JEUNES ADULTES

Qui sont les jeunes adultes ? \_\_\_\_\_ p.70

## LES JEUNES ACTIFS

Comment se déroule l'insertion professionnelle des jeunes ? \_\_\_\_\_ p.74

# CHIFFRES CLÉS

## LES JEUNES

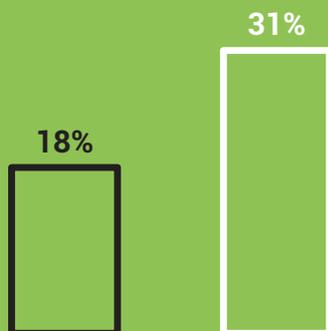


**194** jeunes de 18-24 ans  
**-11%** entre 2014 et 2020  
**6%** de la population a  
entre 18 et 24 ans



**36%**

des jeunes vivent en  
logement autonome



haut niveau    bas niveau  
**Niveaux de formation  
des 20-24 ans**



**46%**

des jeunes sont  
en activité



**23%**

des jeunes ne sont ni en  
formation ni en emploi

CDI,  
fonction  
publique



**22%**

Type de contrat des  
15-24 ans en emploi



**21%**

des moins de 25 ans  
sont demandeurs  
d'emploi (cat. ABC)

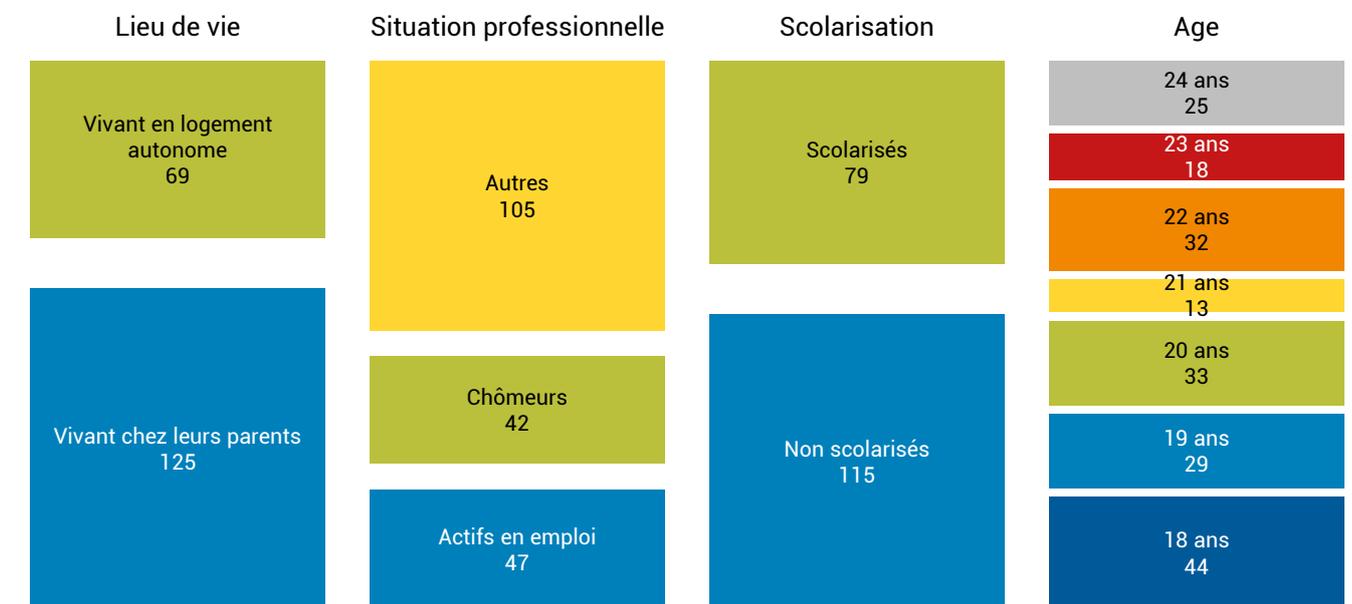


# Qui sont les jeunes adultes ?

## Catégories des jeunes adultes

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

### Les 194 jeunes de 18-24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande



Lecture : En 2020, parmi les 194 jeunes de 18-24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande, 125 vivent chez leurs parents.

La situation professionnelle « Autres » correspond aux jeunes inactifs (étudiants ou non).

En 2020 à Montsinéry-Tonnegrande, 110 femmes et 80 hommes ont 18-24 ans, soit 190 jeunes au total. Le chômage (au sens du recensement) concerne 22% des jeunes soit 40. Par ailleurs, 24% occupent un emploi, soit environ 50. Ils ont moins souvent tendance à être scolarisés : 41% poursuivent leurs études et 59% ne sont plus scolarisés. Enfin, 64% des jeunes de Montsinéry-Tonnegrande vivent chez leurs parents, c'est le cas de 57% d'entre eux sur la CA du Centre Littoral et 53% sur la France hexagonale.

Habituellement, la très grande majorité des jeunes réside chez leurs parents jusqu'à 19 ans. Au-delà, la question du départ du domicile parental se pose plus singulièrement soit dans le cadre d'une entrée dans le monde du travail pour les jeunes ayant suivi un cursus d'études plus court, soit dans le cadre d'une poursuite des études (le plus souvent dans l'enseignement supérieur). La distance séparant le lieu du domicile parental de celui de l'emploi ou des études est naturellement, lorsque celle-ci devient trop grande, un facteur quasi obligatoire de décohabitation juvénile.

L'âge médian auquel le jeune a tendance à quitter le foyer familial a très peu changé depuis de nombreuses années (autour de 23 ans au plan national). Toutefois, l'hébergement extérieur est plus souvent financé par les parents, l'indépendance financière est plus tardive

et l'arrivée du premier enfant repoussée. Ainsi environ un premier départ sur cinq s'avère provisoire, et l'on enregistre deux fois plus de retours chez les parents après un départ aidé qu'après un départ non aidé.

Pour les publics jeunes, l'un des moments phares de vulnérabilité est donc souvent celui du départ du domicile parental associé à la prise d'autonomie financière. La possibilité ou non de se loger à un coût raisonnable compte-tenu de l'inflation générale du montant des loyers ces dernières années (notamment sur les petits logements susceptibles de convenir aux jeunes), le caractère précaire ou non des emplois auxquels les jeunes actifs accèdent, la possibilité ou non d'un soutien financier par la famille,... sont autant de modalités susceptibles d'interférer sur ce risque de vulnérabilité.

La crise sanitaire de 2020 a engendré une crise sociale et économique dont les jeunes sont les principaux concernés. La faiblesse de leurs ressources, l'absence de patrimoine mais aussi la précarité des emplois des jeunes expliquent cette situation. Il apparaît donc important de participer avec les autres acteurs concernés (les services de la ville, de la Région, de la Mission Locale, ...) à une réflexion sur l'accompagnement des jeunes vers leur autonomie.



## Évolution de la population des jeunes adultes

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

	Les jeunes de 18-24 ans			Evolution 2009-2020		Part des 18-24 ans dans la population
	1990	2009	2020	Nbre	Part (%)	2020
Cayenne	5 201	5 624	7 352	+1 728	+30,7	11,1
Macouria	293	975	1 896	+921	+94,5	9,9
Matoury	1 030	2 700	3 312	+613	+22,7	9,6
Remire-Montjoly	1 200	1 857	1 900	+43	+2,3	7,4
Roura	142	263	271	+8	+3,1	7,9
Montsinéry-Tonnegrande	57	180	194	+14	+8,1	6,2
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>7 923</b>	<b>11 599</b>	<b>14 926</b>	<b>+3 327</b>	<b>+28,7</b>	<b>9,8</b>
Guyane	14 046	23 591	29 223	+5 632	+23,9	10,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	197 328	176 135	158 242	-17 893	-10,2	8,4
France hexagonale	6 038 169	5 483 375	5 255 496	-227 879	-4,2	8,1
France entière	6 235 497	5 659 510	5 413 738	-245 772	-4,3	8,1

Valeurs inférieures à celle la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle la CA du Centre Littoral

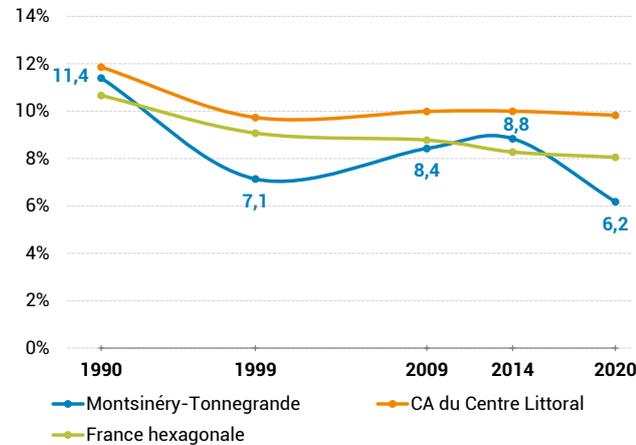
Lecture : la CA du Centre Littoral compte 14 926 jeunes de 18-24 ans en 2020, représentant 9,8% de la population totale du territoire. Entre 2009 et 2020 ils ont connu une évolution de +28,7%, soit +3 327 jeunes de 18-24 ans sur la période.



# Qui sont les jeunes adultes ?

## Part des jeunes adultes dans la population

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, les jeunes de 18-24 ans représentent 6,2% de la population de Montsinéry-Tonnegrande.

Depuis 1990, le nombre de jeunes de 18-24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande a augmenté, passant ainsi de 60 jeunes en 1990 à 190 en 2020. Sur les 11 dernières années (2009-2020), leur nombre a été en hausse de 8%, soit 10 jeunes de plus par rapport à 2009. Sur le même temps, leur part dans la population a baissé, passant de 8% à 6% de la population en 2020.

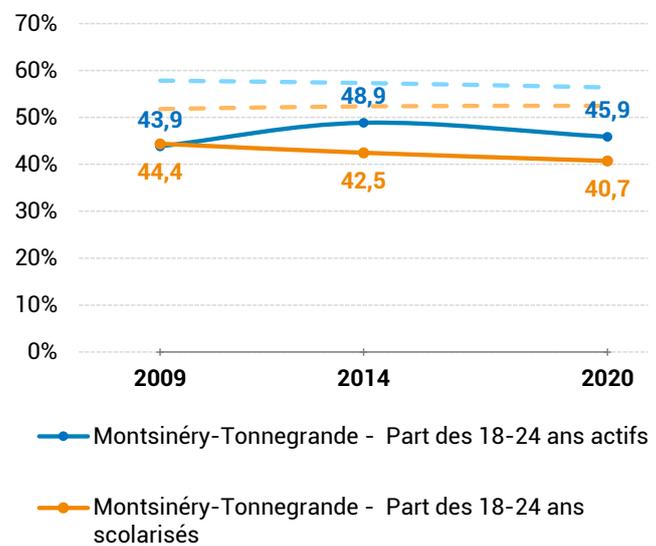
## Jeunes en logement autonome

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 22% des jeunes de 15-24 ans vivent dans un logement autonome, soit 90 jeunes. Les 240 autres jeunes de cet âge vivent chez leurs parents. Cette part est moins importante chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes : 16% des hommes de 15-24 ans vivent en logement autonome (30 personnes) pour 27% des femmes du même âge (60 personnes). Les jeunes autonomes vivent le plus souvent hors famille dans un ménage de plusieurs personnes pour les hommes (80% des hommes de 15-24 ans autonomes) et seuls avec un ou plusieurs enfants pour les femmes (33%).

## Part des actifs et étudiants parmi les jeunes adultes

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 40,7% des jeunes de 18-24 ans sont scolarisés.

On compte 80 jeunes scolarisés et 90 jeunes actifs, soit respectivement 41 et 46% de l'ensemble des 18-24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande en 2020 (un jeune peut être scolarisé et actif, tout comme il peut être non scolarisé et inactif, cf pages suivantes). A titre de comparaison, ces proportions sont respectivement de 52 et 56% sur la France hexagonale. Depuis 2009, la part des jeunes actifs a augmenté de 2 points à Montsinéry-Tonnegrande. Concernant la poursuite des études, la part de jeunes scolarisés a diminué. Elle est passée de 44% à 41% entre 2009 et 2020, soit 4 points de moins.

La poursuite des études et l'entrée dans l'emploi expliquent la plus grande partie des déménagements et mobilités géographiques des jeunes majeurs. Dans ces conditions, et même si les pôles urbains restent, d'une manière générale, très attractifs pour les jeunes, les territoires constituant des pôles étudiants le sont encore davantage... Une proportion importante de jeunes arrive ainsi d'autres départements ou régions, dynamisant et orientant souvent du même coup le développement culturel local.

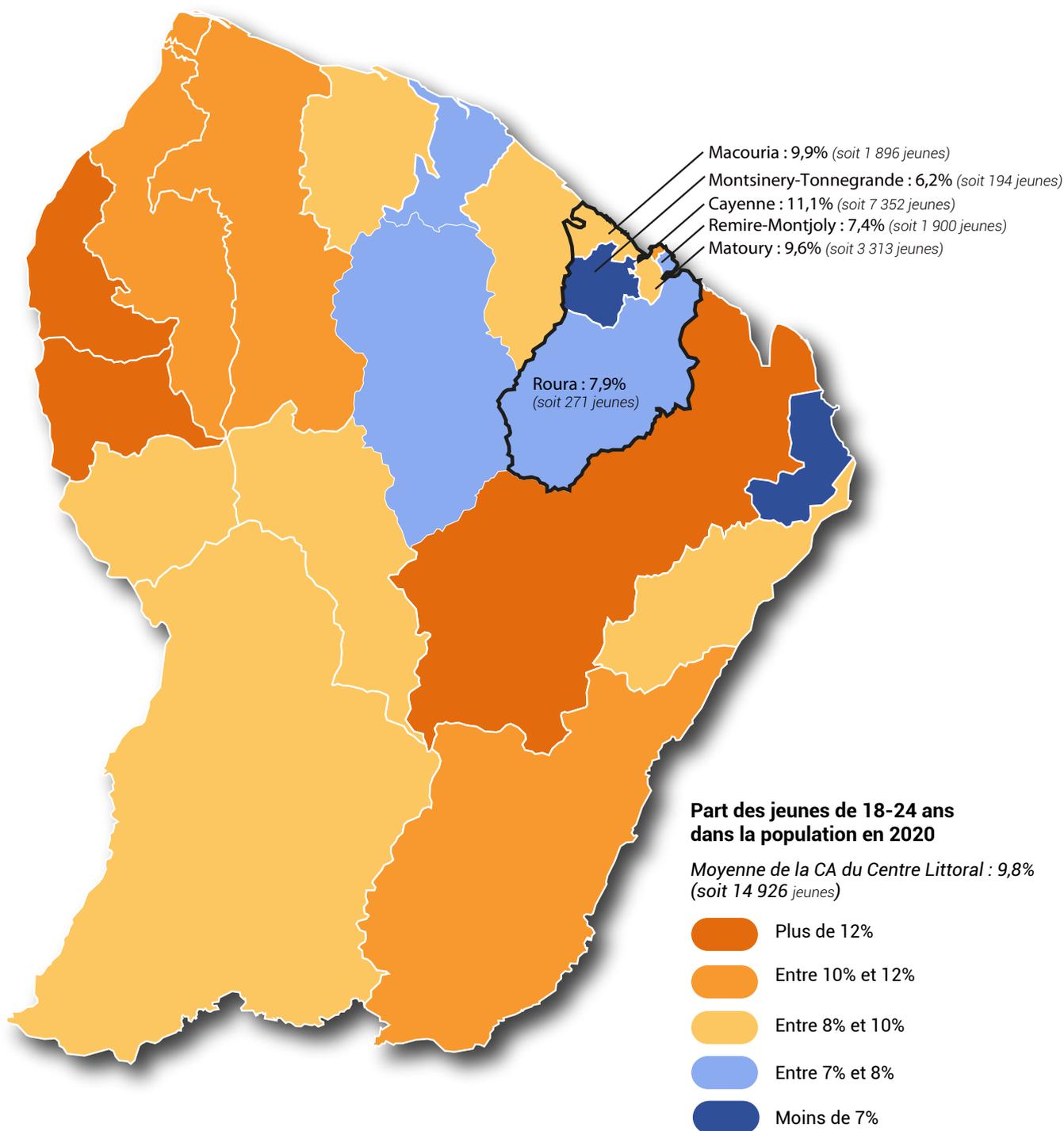
Le niveau de diplôme est un facteur de mobilité car en effet les formations supérieures et les emplois qualifiés sont généralement situés dans ces pôles régionaux. Or le niveau d'études des jeunes générations s'accroît, d'où une hausse de leur mobilité dite « résidentielle ».

La crise économique et sociale va certainement faire accroître la poursuite d'études pour de nombreux jeunes. Par contre les jeunes actifs (occupés ou au chômage) devront bénéficier de l'attention des acteurs sociaux. La question par exemple de la mobilité est une question clé pour le CCAS. Comment accompagner, par exemple, des jeunes dont les parents ne peuvent financer le permis de conduire ?



## Part des jeunes âgés de 18 à 24 ans parmi la population totale

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

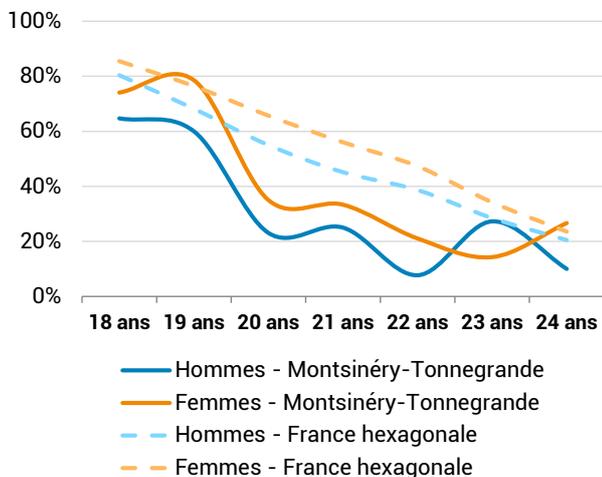




# Comment se déroule l'insertion professionnelle des jeunes ?

## Taux de scolarisation des jeunes adultes

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

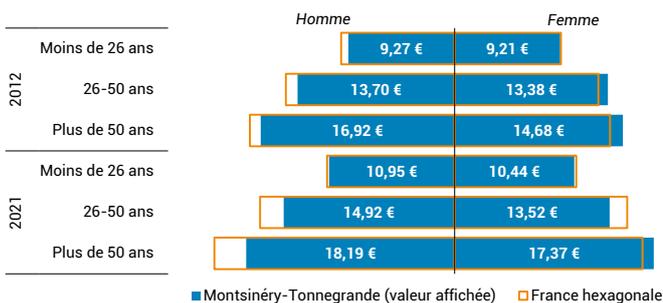


Lecture : En 2020, 26,7% des femmes de 24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande sont scolarisées.

Montsinéry-Tonnegrande compte 80 jeunes de 18-24 ans scolarisés en 2020, soit 41% des jeunes. A l'image de la tendance observée à l'échelle de la France hexagonale, la part de jeunes scolarisés diminue avec l'avancée en âge. A 18 ans, 65% des hommes et 74% des femmes sont scolarisés. Ces proportions sont respectivement de 10 et 27% à 24 ans.

## Salaire net horaire moyen (en euros)

Source : DADS, 2012 & Insee, Base Tous salariés 2021 - Traitements © Compas - Traitements © Compas

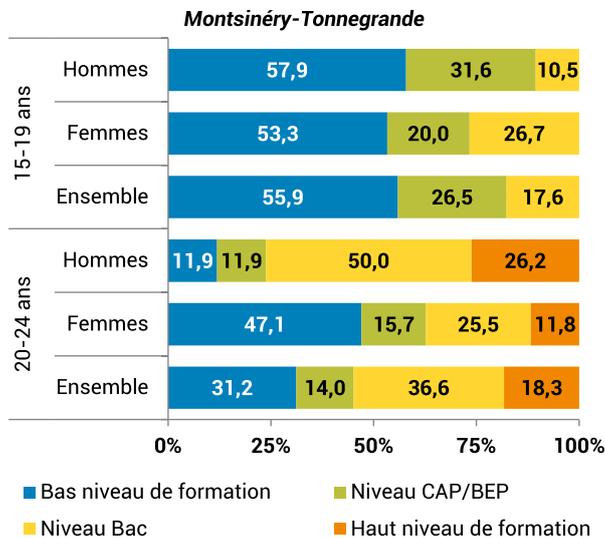


Lecture : En 2021, les hommes de moins de 26 ans habitant à Montsinéry-Tonnegrande perçoivent en moyenne un salaire net horaire de 10,95€.

En 2021, à Montsinéry-Tonnegrande, les hommes de moins de 26 ans perçoivent un salaire net horaire moyen de 10,95€ contre 10,44€ pour les jeunes femmes. Entre 2012 et 2021, l'évolution du salaire net horaire moyen a été de +1,68€ pour les jeunes hommes et de +1,23€ pour les jeunes femmes. Sur la même période, l'écart du salaire net horaire moyen entre hommes et femmes s'est accentué pour les moins de 26 ans (0,06€ contre 0,51€).

## Niveaux de formation des jeunes non scolarisés

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 26,2% des hommes de 20-24 ont un haut niveau de formation.

L'âge avançant, les jeunes ont tendance à avoir un niveau de formation plus élevé. De même, les femmes ont de manière générale plus souvent des niveaux de formation plus «favorables» que les hommes. Dans le cas de Montsinéry-Tonnegrande, 53% des jeunes femmes de 15-19 ans ont un bas niveau de formation (10 femmes) contre 58% pour les hommes (10 hommes), tandis que cela concerne 47% des femmes de 20-24 ans (20 femmes) et 12% des hommes de cette tranche d'âge (10 hommes).

### DÉFINITIONS

**Bas niveau de formation** : sont considérées comme de bas niveaux de formation les personnes de 15 ans et plus non scolarisées, n'ayant aucun diplôme, ou ayant un Certificat d'études primaires, un BEPC ou un brevet des collèges. La population scolarisée est exclue.

**Hauts niveaux de formation** : sont considérées comme de hauts niveaux de formation les personnes de 15 ans et plus non scolarisées, de niveau bac +2 et plus.



## Niveau de formation des jeunes

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	15-19 ans				20-24 ans			
	Bas niveau de formation	Niveau CAP/BEP	Niveau Bac	Haut niveau de formation	Bas niveau de formation	Niveau CAP/BEP	Niveau Bac	Haut niveau de formation
Cayenne	56,5	16,5	25,4	1,6	33,2	20,2	33,1	13,5
Macouria	65,3	17,6	15,1	2,1	37,7	22,3	28,9	11,1
Matoury	54,7	16,4	26,5	2,4	33,8	26,2	27,7	12,3
Remire-Montjoly	66,7	13,8	18,6	0,9	26,1	12,5	37,4	23,9
Roura	59,3	6,3	28,1	6,2	44,8	17,1	30,7	7,4
Montsinéry-Tonnegrande	55,9	26,5	17,6	0,0	31,2	14,0	36,6	18,3
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>58,6</b>	<b>16,2</b>	<b>23,4</b>	<b>1,9</b>	<b>33,1</b>	<b>20,6</b>	<b>31,9</b>	<b>14,3</b>
Guyane	61,1	21,0	16,8	1,1	40,3	23,7	25,9	10,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	47,4	22,4	28,7	1,4	24,1	21,8	36,1	18,0
France hexagonale	44,2	20,6	34,0	1,2	16,0	18,6	34,7	30,7
France entière	44,4	20,7	33,7	1,2	16,3	18,7	34,7	30,3

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

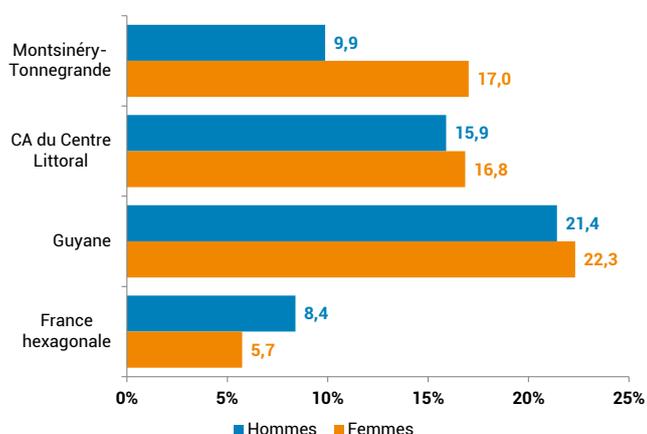
Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2020, 14,3% des 20-24 ans non scolarisés de la CA du Centre Littoral ont un haut niveau de formation.

## Décrochage scolaire des jeunes

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

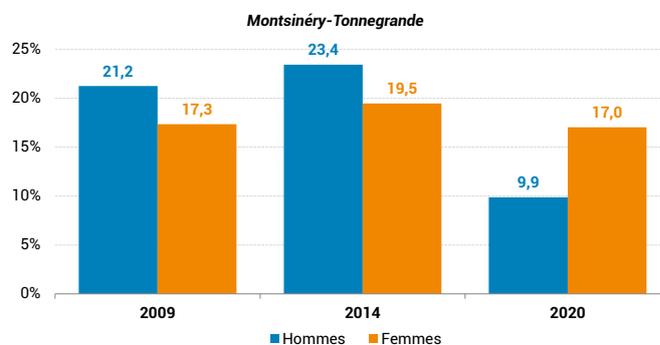


Lecture : En 2020, 17,0% des femmes âgées de 15 à 24 ans de Montsinéry-Tonnegrande sont en situation de décrochage scolaire.

14% des 15-24 ans sont considérés en situation de décrochage scolaire à Montsinéry-Tonnegrande en 2020, soit 50 jeunes. Parmi les jeunes femmes de 15-24 ans, 17% sont non scolarisées et de niveau de formation inférieur ou égal au brevet des collèges. Ce taux est de 10% chez les jeunes hommes.

## Évolution du décrochage scolaire des jeunes

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : 9,9% des jeunes hommes de Montsinéry-Tonnegrande sont en situation de décrochage scolaire en 2020 contre 21,2% en 2009.

Depuis 2009 la part de jeunes hommes en décrochage scolaire diminue passant de 21% à 10% en 2020.

Chez les jeunes femmes cette part est stable entre 2020 et 2009 (17%).

### DÉFINITIONS

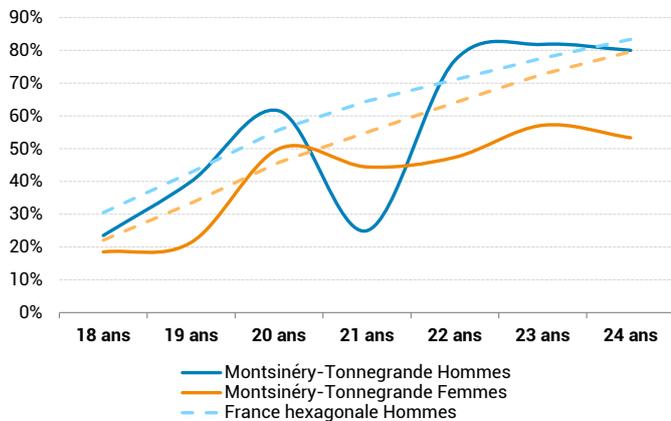
**Décrochage scolaire** : une personne est considérée en décrochage scolaire si elle a quitté le système éducatif avec un niveau inférieur ou égal au brevet des collèges et qu'elle ne se trouve pas en formation.



# Comment se déroule l'insertion professionnelle des jeunes ?

## Taux d'activité des jeunes adultes

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Le taux d'activité des jeunes hommes de 18 ans est de 23,5% en 2020 à Montsinéry-Tonnegrande.

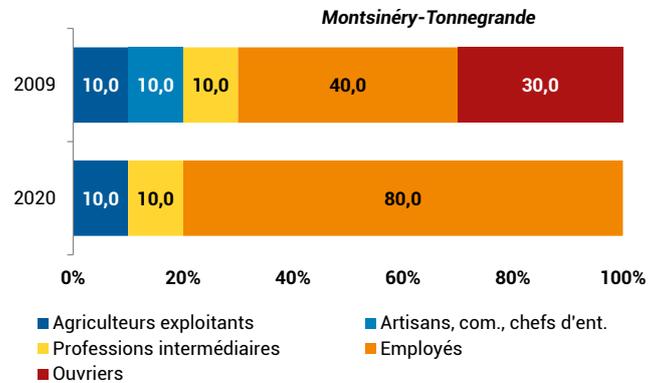
Le taux d'activité augmente avec l'âge. En effet, s'il est de 24 et 19% pour les hommes et les femmes de 18 ans sur le territoire, il est de 25 et 44% à 21 ans et de 80 et 53% à 24 ans. La part des jeunes en activité est plus faible à Montsinéry-Tonnegrande que sur la France hexagonale (10,5 points d'écart pour les 18-24 ans).

En 2020, 90 jeunes de 18-24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande sont actifs (en emploi ou en recherche d'emploi), soit un taux d'activité de 46%. Ce taux est plus élevé chez les hommes que chez les femmes : 55% contre 39%.

De plus, 8 jeunes de 15-17 ans sont également dans le monde actif, dont 6 occupés et 2 en recherche d'emploi, soit un taux d'activité de 5% sur cette tranche d'âge. Ces 8 jeunes seront inclus par la suite dans les analyses concernant les PCS et les différents types de contrats. Cependant, ceux-ci ne représentent que 9% des actifs de 15-24 ans, leur faible poids n'influence alors que très peu les taux d'activité ou de chômage des 15-24 ans présentés plus tard dans le document.

## Professions et catégories socioprofessionnelles des jeunes en emploi

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 80% des jeunes de 15-24 ans en emploi sont employés.

En 2020, dans le territoire d'étude, 10% des jeunes de 15-24 ans en emploi sont de profession intermédiaire (10 jeunes), 10% sont Agriculteurs exploitants (10 jeunes) et 80% sont employés (40 jeunes). La répartition des jeunes selon leur PCS a évolué depuis 2009.

## TABLEAU DÉTAILLÉ



### Professions et catégories socioprofessionnelles des jeunes en emploi

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Agriculteurs exploitants		Artisans, commerçants, chefs d'entreprise		Cadres et prof. intellectuelles sup.		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers	
	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)
Cayenne	0	-	66	3,0	64	2,9	564	25,9	1 004	46,1	480	22,1
Macouria	0	-	9	2,0	12	2,6	140	29,8	191	40,7	117	24,9
Matoury	0	-	14	1,4	23	2,3	205	20,6	455	45,6	300	30,1
Remire-Montjoly	3	0,4	15	2,3	31	4,9	239	38,2	239	38,3	99	15,8
Roura	11	9,6	6	5,5	0	-	36	32,8	28	25,4	29	26,6
Montsinéry-Tonnegrade	5	10,0	0	-	0	-	5	10,0	40	80,0	0	-
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>18</b>	<b>0,4</b>	<b>110</b>	<b>2,5</b>	<b>130</b>	<b>2,9</b>	<b>1 189</b>	<b>26,8</b>	<b>1 957</b>	<b>44,2</b>	<b>1 025</b>	<b>23,1</b>
Guyane	114	1,5	156	2,1	194	2,6	1 739	23,4	3 227	43,5	1 995	26,9
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	316	0,7	1 053	2,3	1 177	2,6	10 346	22,8	19 977	44,0	12 583	27,7
France hexagonale	8 611	0,4	46 172	2,0	165 747	7,0	559 263	23,7	881 906	37,3	702 048	29,7
France entière	8 927	0,4	47 225	2,0	166 924	6,9	569 609	23,6	901 883	37,4	714 630	29,7

\* part parmi les 15-24 ans actifs occupés

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : 1 025 jeunes de 15-24 ans de la CA du Centre Littoral sont ouvriers soit 23,1% des 15-24 ans en emploi.

### Type de contrat des jeunes en emploi

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Salariés en contrat précaire		Salariés à temps partiel	
	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)
Cayenne	1 320	62,8	537	25,6
Macouria	309	67,2	120	26,1
Matoury	644	65,6	257	26,2
Remire-Montjoly	319	52,5	114	18,8
Roura	58	62,1	24	25,2
Montsinéry-Tonnegrade	35	77,8	20	44,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2 685</b>	<b>62,6</b>	<b>1 071</b>	<b>25,0</b>
Guyane	4 629	64,9	1 808	25,4
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	28 407	65,3	11 207	25,8
France hexagonale	1 224 088	53,6	414 755	18,2
France entière	1 252 495	53,8	425 962	18,3

\* part parmi les salariés de 15-24 ans

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

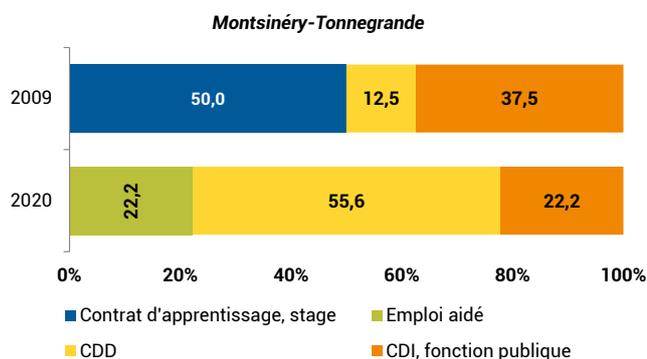
Lecture : 2 685 salariés de 15-24 ans vivant sur la CA du Centre Littoral ont un contrat précaire, soit 62,6% des salariés de cet âge.



# Comment se déroule l'insertion professionnelle des jeunes ?

## Type de contrat des jeunes en emploi

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 22% des jeunes de 15-24 ans en emploi et vivant à Montsinéry-Tonnegrande sont en emploi aidé.

En 2020, 35 jeunes de 15-24 ans vivant à Montsinéry-Tonnegrande sont en emploi précaire (10 en emploi aidé et 25 en CDD), représentant 78% de l'ensemble des jeunes de cet âge ayant un emploi.

Depuis 2009, le nombre de jeunes en emploi précaire a augmenté (+82%). Leur part parmi les jeunes ayant un emploi salarié est en hausse (+15,3 points en 11 ans).

Selon l'Insee, les contrats précaires incluent les CDD (dont emplois saisonniers), contrats d'intérim, emplois aidés, mais aussi les stages rémunérés et les contrats d'apprentissage. Si ces derniers sont effectivement précaires économiquement, on peut toutefois, avant cela, retenir plus positivement la solution de formation qu'ils représentent pour certains jeunes (en France hexagonale, 6% des jeunes de 15 à 24 ans sont en contrat d'apprentissage ; soit 20% des jeunes ayant un emploi – Insee RP 2019).

Une large majorité des jeunes sortis du système scolaire entre dans leur premier emploi par l'un de ces contrats précaires ; et ce d'autant plus qu'ils sont faiblement diplômés. Ce sont les titulaires de diplômes d'écoles de commerce ou d'ingénieurs qui obtiennent le plus fréquemment un premier emploi en CDI. En moyenne, les jeunes entrent dans l'emploi vers 23 ans, mais n'obtiennent leur premier CDI que vers 27 ans.

L'impact de la crise économique issue de la crise sanitaire sera très important pour les personnes en emploi précaire. En effet, ce sont les premiers emplois que les entreprises abandonnent. Or, ce sont des jeunes qui sont en emploi précaire essentiellement. Dès lors, ils sont aujourd'hui les premiers concernés par la progression du chômage. La réforme de l'assurance chômage de la fin de l'année 2019 ne facilitera pas l'autonomie financière de ces jeunes qui pourront alors connaître, sans soutien familial, des difficultés face au paiement de leur loyer et de leurs charges. Ils ne peuvent pas prétendre au RSA, même le RSA jeunes, pour la très grande majorité d'entre eux.

### DÉFINITIONS

Demandeur d'emploi en fin de mois : personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

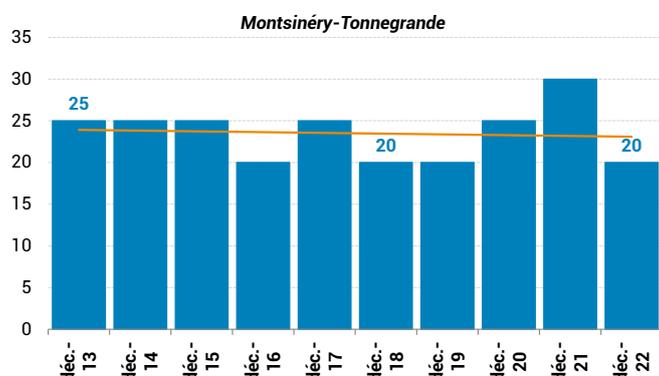
Indice de chômage : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A rapportés à l'ensemble des actifs

# Comment se déroule l'insertion professionnelle des jeunes ?



## Effectifs des jeunes demandeurs d'emploi (catégories ABC)

Source : Dares, 2013-2022 - Traitements © Compas



Lecture : Au 31/12/2022, Montsinéry-Tonnegrande compte 20 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C âgés de moins de 25 ans.

Montsinéry-Tonnegrande compte 20 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C âgés de moins de 25 ans au 4ème trimestre 2022, soit environ 5 de moins que fin du 4ème trimestre 2013.

Le chômage des jeunes n'est pas toujours aisé à mesurer. En effet, non seulement tous les jeunes ne s'inscrivent pas mécaniquement à Pôle emploi aussitôt leurs études achevées, mais ils ne le font parfois pas davantage après le passage par quelques emplois de très courte durée dont ils savent qu'ils ne leur ouvriront aucun droit à indemnisation.

## Jeunes demandeurs d'emploi (catégories ABC)

Sources : Dares, 2021-2022 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Demandeurs d'emploi en fin de mois - cat. ABC Moins de 25 ans		Evolution 2021-2022		Indice de chômage* (%) 31/12/2022
	31/12/2021	31/12/2022	Nbre	Part (%)	
Cayenne	930	985	+55	+5,9	24,0
Macouria	260	280	+20	+7,7	26,2
Matoury	535	545	+10	+1,9	31,2
Remire-Montjoly	225	205	-20	-8,9	19,7
Roura	30	25	-5	-16,7	18,2
Montsinéry-Tonnegrande	30	20	-10	-33,3	20,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2 010</b>	<b>2 060</b>	<b>+50</b>	<b>+2,5</b>	<b>25,1</b>
Guyane	3 860	4 020	+160	+4,1	24,7
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	35 615	36 075	+460	+1,3	40,3
France hexagonale	686 885	654 155	-32 730	-4,8	20,8
France entière	722 500	690 230	-32 270	-4,5	21,4

\* DEFM de moins de 25 ans parmi l'ensemble des actifs de cet âge

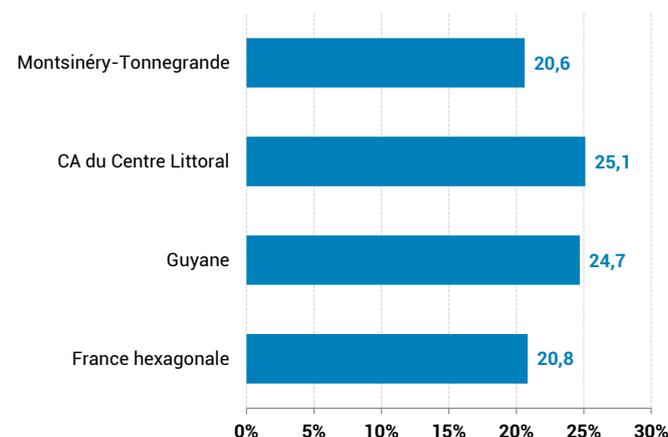
Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

## Indice de chômage des jeunes (catégories ABC)

Sources : Dares, 2022 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Au 4ème trimestre 2022, l'indice de chômage estimé des moins de 25 ans atteint 20,6% à Montsinéry-Tonnegrande.

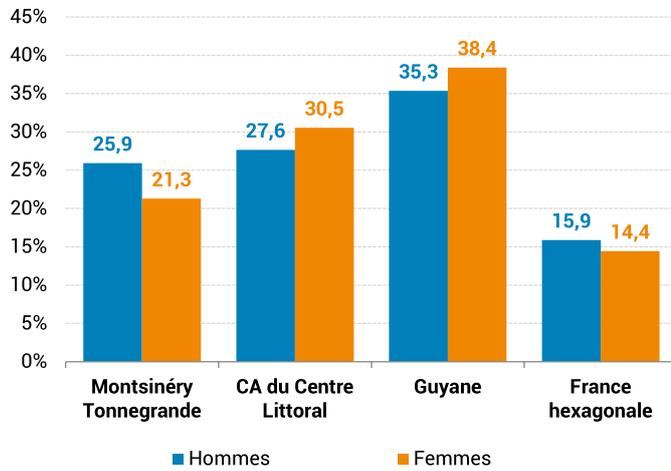
L'indice de chômage estimé des moins de 25 ans atteint 21% au 4ème trimestre 2022 à Montsinéry-Tonnegrande. Cet indice est moins élevé que celui observé sur la CA du Centre Littoral (25%).



# Comment se déroule l'insertion professionnelle des jeunes ?

## Jeunes adultes de 15-24 ans ni en emploi ni en formation

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 25,9% des hommes de 15-24 ans de Montsinéry-Tonnegrande sont ni en emploi ni en formation.

En 2020, 80 jeunes de 15-24 ans ne sont ni en emploi ni en formation à Montsinéry-Tonnegrande, soit 23% des jeunes de cet âge. Les jeunes hommes sont davantage concernés par cette situation puisque 26% d'entre eux ne sont ni en emploi ni en formation (contre 21% pour les femmes de cet âge).

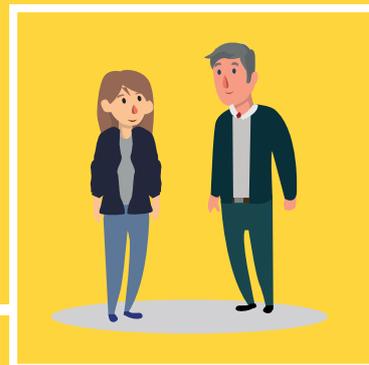
Le nombre de jeunes hommes ni en emploi ni en formation a progressé de 10 depuis 2009 pour atteindre un total de 40 personnes en 2020. 40 femmes de 15-24 ans ne sont également ni en emploi ni en formation en 2020, soit une stabilisation par rapport à 2009.

Ne connaissant pas plus en détail la situation réelle de ces jeunes ni en emploi ni en formation, nous ne pouvons ici que présupposer l'existence chez ces derniers de difficultés « potentielles » d'insertion.

S'ils apparaissent ainsi sans solution d'emploi ou de formation à un instant « t », certains de ces jeunes peuvent toutefois trouver dans d'autres formes d'implication des sources de qualification ou de reconnaissance sociale : c'est le cas par exemple de jeunes s'impliquant sur une période donnée dans des actions citoyennes ou humanitaires, ou encore de jeunes femmes investissant un rôle de mère...

Ces situations sans emploi et sans formation peuvent toutefois devenir problématiques lorsqu'elles sont amenées à perdurer dans le temps. Pour les jeunes femmes les moins qualifiées notamment, et de surcroît pour celles également jeunes mamans, le risque de subir plus que de choisir une « vie au foyer » peut devenir important.

# LES MÉNAGES SANS ENFANT



## LES MÉNAGES SANS ENFANT

Combien de ménages sans enfant ? \_\_\_\_\_ p.83

## LES PERSONNES SEULES

Qui sont les personnes vivant seules ? \_\_\_\_\_ p.85

# CHIFFRES CLÉS

## LES MÉNAGES SANS ENFANT

**443** ménages sans enfant, soit **45%** des ménages



**205**  
personnes seules  
**21%**  
des ménages



**175**  
couples sans enfant  
**18%**  
des ménages



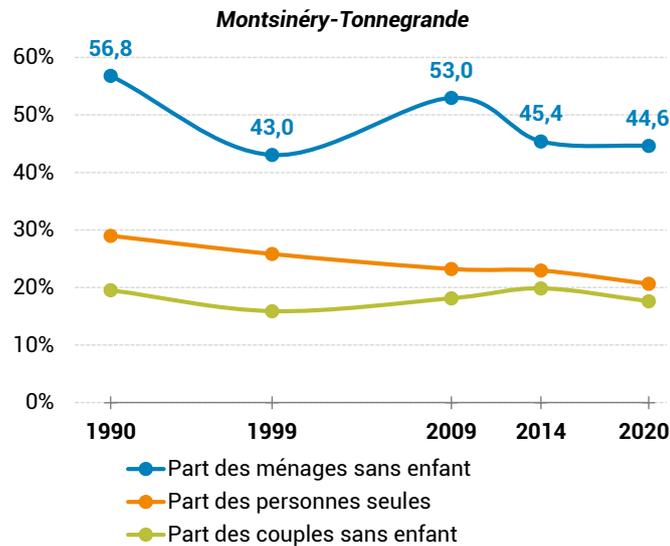
**-8 pts**  
Part des personnes seules  
**-2 pts**  
Part des couples sans enfant

# Combien de ménages sans enfant ?



## Ménages sans enfant

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



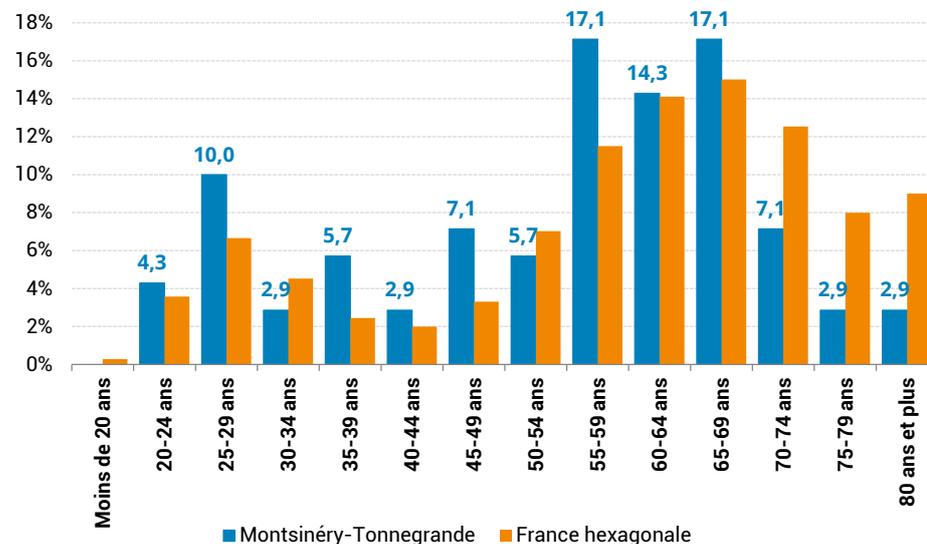
En 2020 comme en 1990, une part considérable des ménages de Montsinéry-Tonnegrande n'a pas d'enfant : 45% en 2020 contre 57% en 1990. Parmi les 440 ménages sans enfant recensés en 2020, 210 sont des personnes vivant seules et 180 sont des couples sans enfant. Les 60 ménages restant peuvent être des ménages composés de colocataires, des cohabitations intergénérationnelles ou encore des ménages complexes sans enfant.

Les ménages sans enfant sont pour beaucoup des personnes qui ne vivent plus avec leurs enfants. Nombre d'entre eux ont encore un lien économique avec leurs enfants (aide financière s'ils sont étudiants ou aide à l'autonomie du jeune, voire pour ceux qui ont des petits enfants, accueil, garde).

Lecture : En 2020, 44,6% des ménages sont des ménages sans enfant.

## Couples sans enfant selon l'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, les 55-59 ans (âge de la personne de référence du ménage) représentent 17,1% des personnes vivant au sein d'un couple sans enfant à Montsinéry-Tonnegrande.

En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 61% des personnes vivant au sein d'un couple sans enfant ont 55 ans ou plus (âge de la personne de référence du ménage), soit 220 personnes.

Dans le détail par âge, les 25-29 ans représentent 10% des couples sans enfant (40 personnes), les 55-59 ans 17% (60 personnes) et les 55-59 ans 17% (60 personnes).

Le vieillissement de la population induit une augmentation de la part des couples sans enfant et des personnes seules parmi l'ensemble des ménages, au détriment de celle des familles. En outre, le phénomène de décohabitation (dans le sens où les enfants quittent le foyer) contribue également à la baisse de la part des familles parmi l'ensemble des ménages, au profit de celle des personnes seules ou des couples sans enfant. Autrement dit, la proportion de personnes seules parmi les ménages sera d'autant plus importante sur un territoire que ce dernier sera vieillissant et/ou attractif pour les personnes seules.

LES MÉNAGES SANS ENFANT



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Ménages sans enfant

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Composition des ménages (%)					
	Ménages sans enfant		Personnes seules		Couples sans enfant	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	12 965	51,4	8 273	32,8	3 095	12,3
Macouria	2 121	36,3	1 205	20,6	815	13,9
Matoury	4 486	40,6	2 407	21,8	1 679	15,2
Remire-Montjoly	5 189	53,9	2 852	29,7	1 886	19,6
Roura	514	50,3	277	27,1	272	26,6
Montsinéry-Tonnegrande	443	44,6	205	20,6	175	17,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>25 718</b>	<b>47,8</b>	<b>15 219</b>	<b>28,3</b>	<b>7 923</b>	<b>14,7</b>
Guyane	35 022	41,5	20 934	24,8	11 368	13,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	453 294	59,0	253 921	33,0	132 510	17,2
France hexagonale	20 377 124	69,2	11 060 614	37,6	7 765 580	26,4
France entière	20 830 417	68,9	11 314 535	37,4	7 898 090	26,1

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

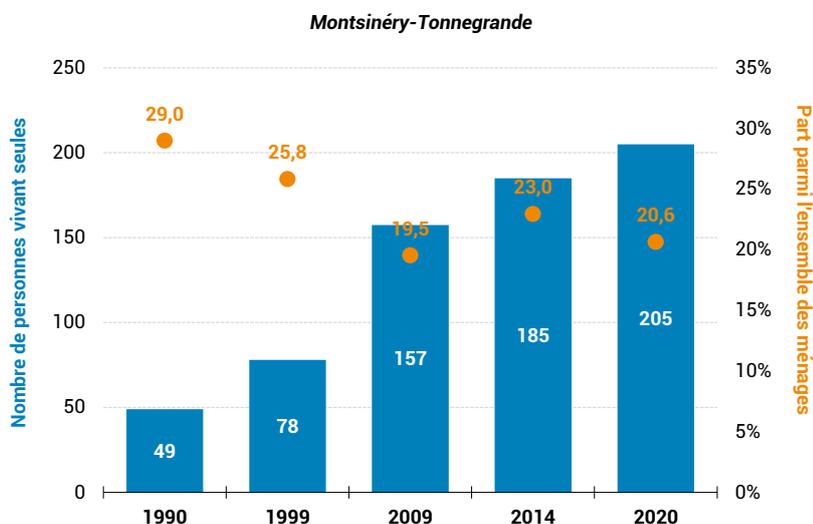
Lecture : la CA du Centre Littoral compte 25 718 ménages sans enfant en 2020, soit 47,8% de l'ensemble des ménages.

# Qui sont les personnes vivant seules ?



## Personnes vivant seules

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

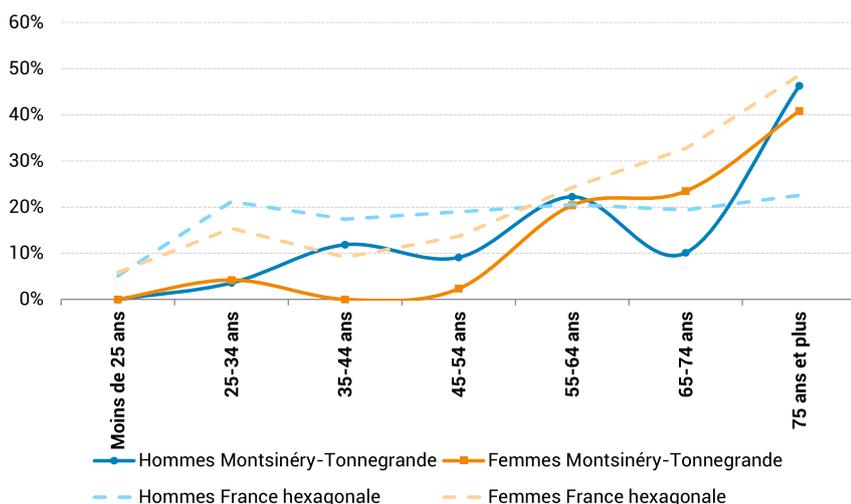


Lecture : En 2020, 205 personnes vivent seules à Montsinéry-Tonnegrande, soit 20,6% de l'ensemble des ménages.

Le nombre de personnes vivant seules augmente à Montsinéry-Tonnegrande depuis 2014. En effet, la hausse de 20 personnes porte à 210 le nombre de personnes vivant seules en 2020. Pourtant, leur part parmi l'ensemble des ménages diminue. Ils représentent ainsi 21% des ménages en 2020 (contre 23% en 2014).

## Personnes vivant seules selon le sexe et l'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 4,2% des femmes de 25-34 ans vivent seules à Montsinéry-Tonnegrande.

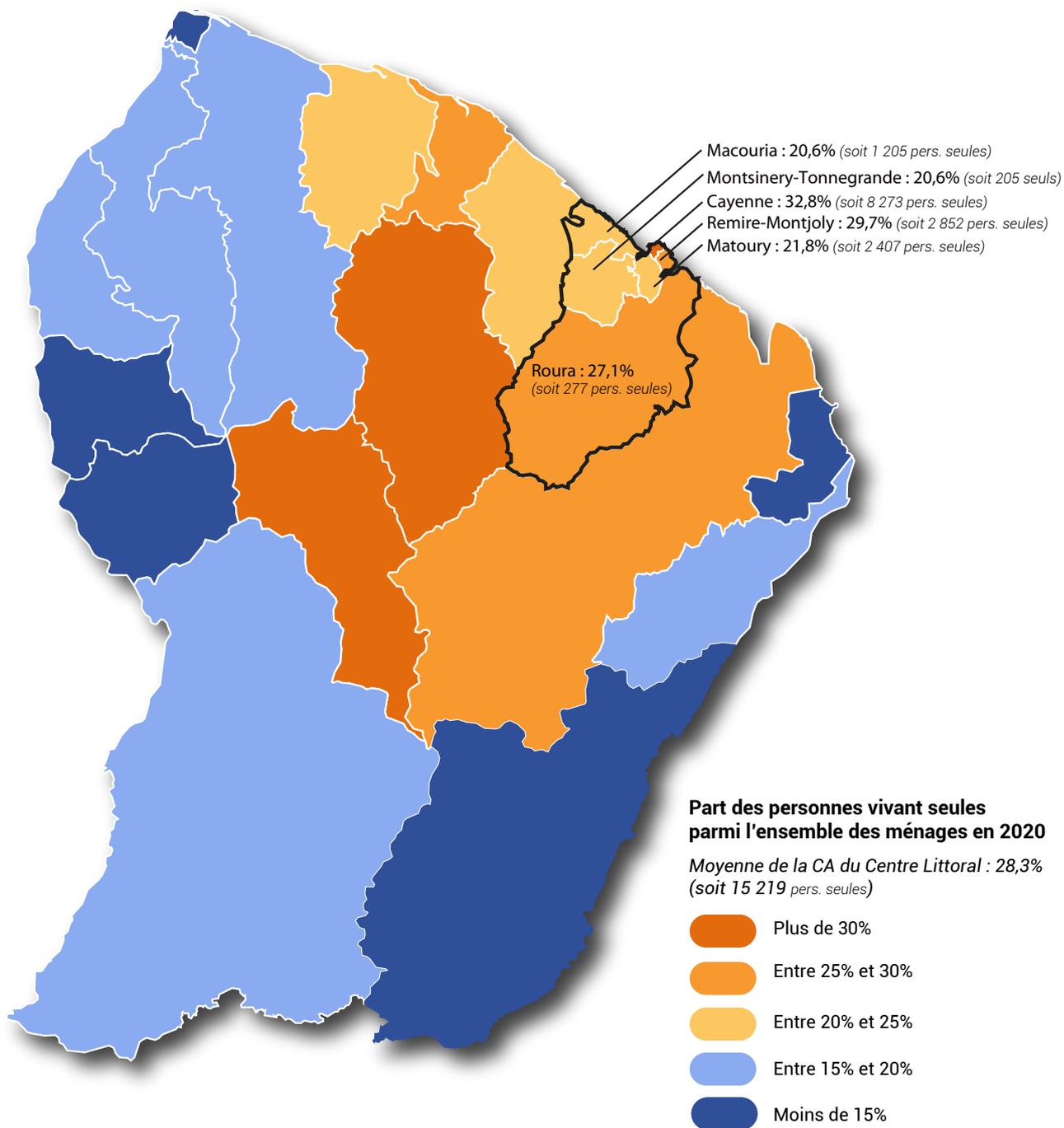
Généralement, jusqu'à 50 ans les hommes vivent plus souvent seuls que les femmes. Dans le territoire d'étude 90% des personnes isolées d'âge actif (35-54 ans) sont des hommes. Par ailleurs, 41% des femmes âgées de 75 ans ou plus vivent seules ; ce qui est le cas de 46% des hommes aux mêmes âges.



## Part des personnes vivant seules parmi l'ensemble des ménages

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

Les personnes seules



# Qui sont les personnes vivant seules ?



## Trois catégories de personnes vivant seules : étudiants, actifs, retraités

Source : Insee, RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Nombre de personnes vivant seules	Répartition des personnes vivant seules			
		% Etudiants	% Actifs	% Retraités	% Autres
Cayenne	7 940	4,5	60,3	22,8	12,4
Macouria	981	0,2	68,4	19,4	11,9
Matoury	2 148	0,4	62,4	25,0	12,1
Remire-Montjoly	2 644	0,2	66,9	26,4	6,6
Roura	256	-	68,3	20,9	10,7
Montsinéry-Tonnegrande	192	0,5	46,1	34,8	18,6
<b>la CA du Centre Littoral</b>	<b>14 160</b>	<b>2,6</b>	<b>62,4</b>	<b>23,7</b>	<b>11,3</b>
Guyane	19 772	2,1	62,8	20,9	14,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	246 742	1,9	50,0	35,6	12,4
France hexagonale	10 816 702	4,8	47,7	41,7	5,9
France entière	11 063 444	4,7	47,7	41,5	6,0

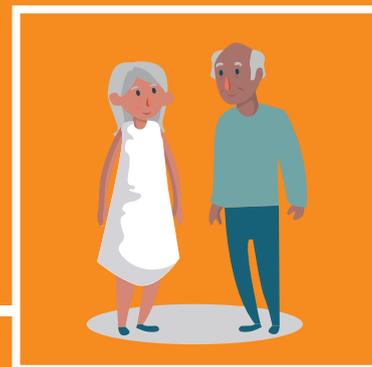
Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2019, 62,4% des personnes vivant seules de la CA du Centre Littoral sont des actifs.

# LES SENIORS



## LES 60 ANS ET PLUS

Quels sont les besoins liés au vieillissement de la population ? \_\_\_\_\_ p.90

Quelle évolution attendue des besoins liée à celle des populations âgées ? \_\_\_\_ p.97

Quelle évolution des besoins en logements pour les personnes âgées ? \_\_\_\_\_ p.99

## LES ACTIFS DE 55-64 ANS

Quel est le lien à l'emploi des 55-64 ans ? \_\_\_\_\_ p.101

## LES 75 ANS ET PLUS

Quelles sont les évolutions des populations âgées de 75 ans et plus ? \_\_\_\_\_ p.103

Quel est le potentiel d'aidants pour les personnes âgées dépendantes ? \_\_\_\_ p.104

# CHIFFRES CLÉS

## LES SENIORS



**424** seniors de 60 ans et plus

**+44%** entre 2014 et 2020

**13%** de la population a 60 ans et plus



**103** personnes âgées de 75 ans et plus

**+94%** entre 2014 et 2020

**3%** de la population a 75 ans et plus



60-74 ans



75 ans et plus

Part parmi la population totale



**+34%**

Projection des 60 ans et plus à l'horizon 2030



**45%**

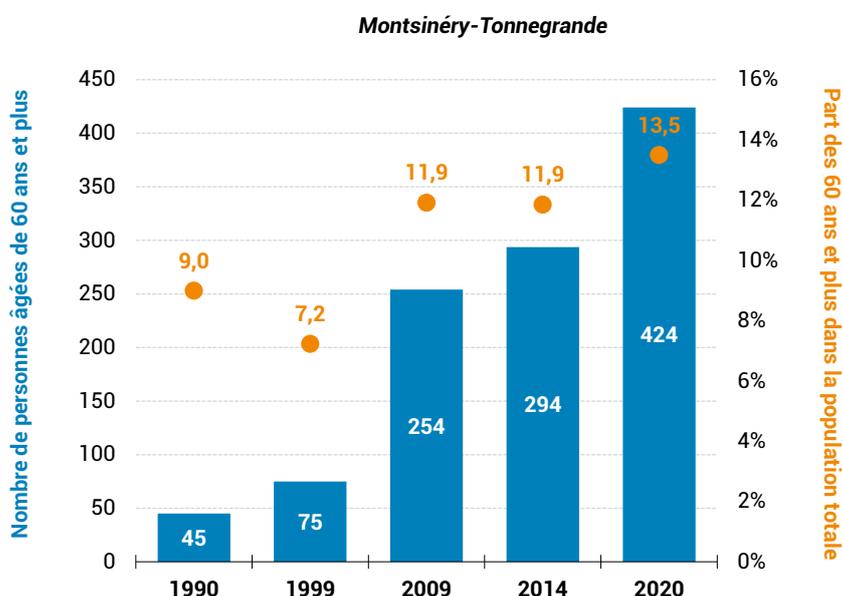
des 75 ans et plus seuls à domicile



# Quels sont les besoins liés au vieillissement de la population ?

## Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

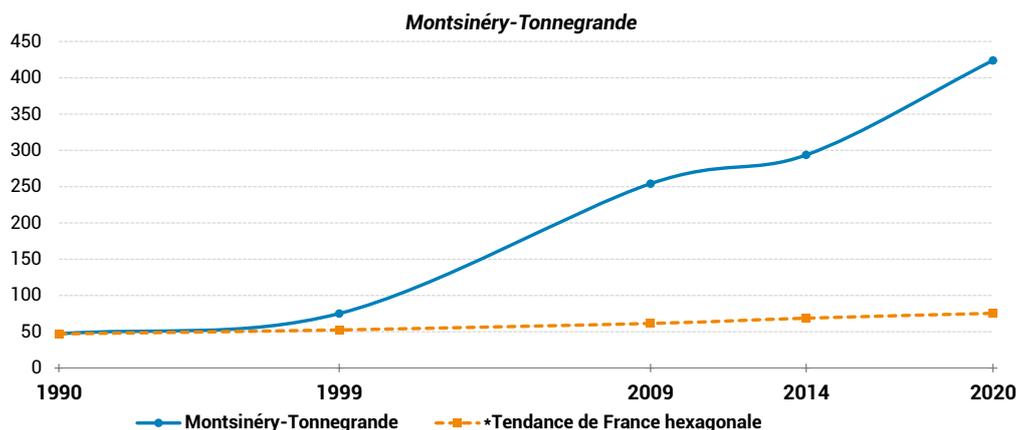


Lecture : En 2020, les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 13,5% de la population de Montsinéry-Tonnegrande, soit 424 personnes.

Près de 13% des habitants de Montsinéry-Tonnegrande sont âgés de 60 ans et plus en 2020. A titre de comparaison, 26% des habitants de France hexagonale appartiennent à cette tranche d'âge.

## Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



\* indique l'évolution qu'aurait connu Montsinéry-Tonnegrande si le territoire avait suivi le rythme observé en France hexagonale

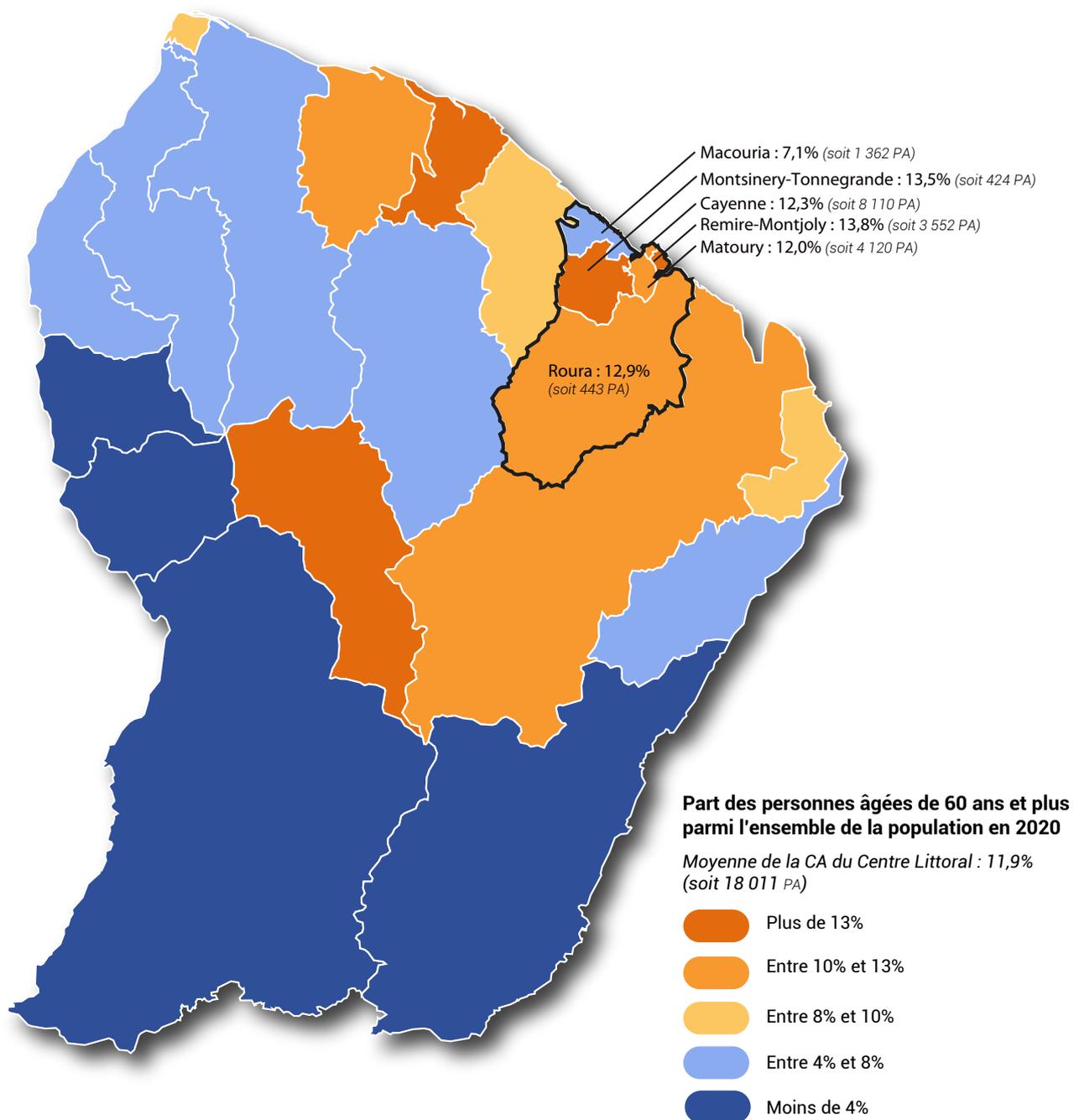
Lecture : En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte 424 personnes âgées de 60 ans et plus. Ce nombre serait de 75 si le territoire avait suivi la tendance de la France hexagonale.

Le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus a crû plus rapidement à Montsinéry-Tonnegrande qu'à l'échelle de la France hexagonale. Si Montsinéry-Tonnegrande avait suivi le rythme d'évolution observé en France hexagonale, le territoire compterait près de 80 personnes âgées de 60 ans et plus en 2020, soit 350 personnes de moins que ce qu'elle ne compte réellement.



## Part des personnes âgées de 60 ans et plus parmi la population totale

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas





## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Personnes âgées de 60 ans et plus par groupe d'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	60-74 ans		75-84 ans		85 ans et plus	
	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	5 981	9,1	1 473	2,2	657	1,0
Macouria	1 141	6,0	178	0,9	42	0,2
Matoury	3 344	9,7	648	1,9	128	0,4
Remire-Montjoly	2 685	10,4	678	2,6	189	0,7
Roura	365	10,6	67	1,9	11	0,3
Montsinéry-Tonnegrande	321	10,2	72	2,3	31	1,0
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>13 837</b>	<b>9,1</b>	<b>3 116</b>	<b>2,1</b>	<b>1 058</b>	<b>0,7</b>
Guyane	19 991	7,0	4 284	1,5	1 396	0,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	271 190	14,3	84 520	4,5	33 875	1,8
France hexagonale	11 054 391	16,9	4 049 330	6,2	2 188 693	3,4
France entière	11 325 581	16,9	4 133 850	6,2	2 222 569	3,3

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Les 13 837 personnes âgées de 60-74 ans représentent 9,1% de la population de la CA du Centre Littoral.

### Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

	Population âgée de 60 ans et plus					Taux d'évolution en % 2014-2020
	1990	1999	2009	2014	2020	
Cayenne	3 212	4 187	5 462	6 432	8 110	+26,1
Macouria	116	221	483	712	1 362	+91,3
Matoury	321	727	1 624	2 859	4 120	+44,1
Remire-Montjoly	477	880	1 799	2 530	3 552	+40,4
Roura	57	108	224	333	443	+32,9
Montsinéry-Tonnegrande	47	75	254	294	424	+44,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>4 230</b>	<b>6 198</b>	<b>9 846</b>	<b>13 161</b>	<b>18 011</b>	<b>+36,9</b>
Guyane	6 298	8 828	14 073	18 813	25 671	+36,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	144 135	190 614	263 502	319 478	389 586	+21,9
France hexagonale	10 786 821	12 028 049	14 086 066	15 750 163	17 292 414	+9,8
France entière	10 930 956	12 218 663	14 349 568	16 069 641	17 682 000	+10,0

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

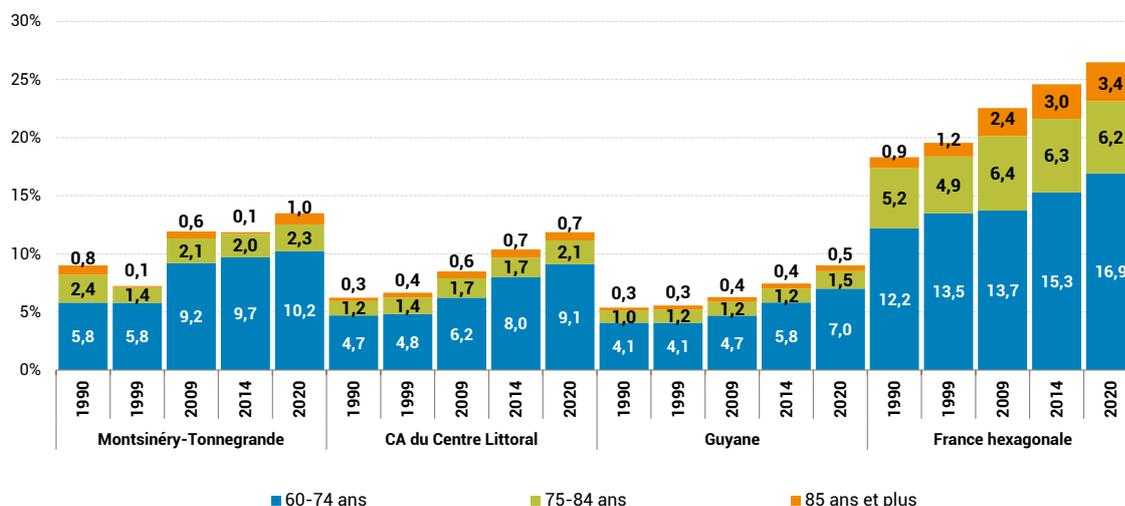
Lecture : Entre 2014 et 2020, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus de la CA du Centre Littoral a augmenté de 36,9%.

# Quels sont les besoins liés au vieillissement de la population ?



## Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



Lecture : 10,2% de la population de Montsinéry-Tonnegrande est âgée de 60-74 ans en 2020.

En 2020, les 420 personnes âgées de 60 ans et plus de Montsinéry-Tonnegrande représentent 13% de la population totale. Pour comparaison, cette part est de 12% pour la CA du Centre Littoral, de 9% pour la Guyane et de 26% pour la France hexagonale. Dans le détail, la répartition est la suivante : 320 personnes de 60-74 ans soit 10%, 70 personnes de 75-84 ans soit 2% et 30 personnes de 85 ans et plus soit 1%.

Entre 2014 et 2020, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus est passé de 290 à 420, leur part a augmenté de 1 point, passant de 12% à 13%. Pour les territoires de comparaison, l'évolution a été de +1 point pour la CA du Centre Littoral, de +2 points pour la Guyane et pour la France hexagonale. Entre 2014 et 2020, le poids des personnes âgées de 60-74 ans est resté plutôt stable (autour de 10%) et celui des 75 ans et plus a augmenté de 1 point, passant de 2% à 3%.

## Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

Montsinéry-Tonnegrande		1990	1999	2009	2014	2020
60-74 ans	Nbre	29	60	196	241	321
	Part (%)	5,8	5,8	9,2	9,7	10,2
75 ans et plus	Nbre	16	15	58	53	103
	Part (%)	3,2	1,4	2,7	2,1	3,3

Lecture : En 2020, 321 personnes sont âgées de 60-74 ans, soit 10,2% de la population de Montsinéry-Tonnegrande.

Les personnes âgées de 60 ans et plus représentent une personne sur dix de la population totale de Montsinéry-Tonnegrande. Dans le détail, leur répartition est la suivante : 10% pour les personnes âgées de 60 à 74 ans et 3% pour celles âgées de 75 ans et plus.

Depuis 1990, si la part des personnes âgées de 75 ans et plus dans la population totale varie peu, celle des personnes âgées de 60 à 74 ans augmente, traduisant un vieillissement de la population important.



# Quels sont les besoins liés au vieillissement de la population ?

Trois groupes se distinguent dans la population âgée de 60 ans et plus :

D'une part les 320 personnes âgées de 60 à 74 ans peuvent être définies comme une population encore active, impliquée dans les réseaux sociaux, aidante à la fois de ses enfants et de ses petits-enfants, mais aussi de ses parents souvent très âgés et dépendants.

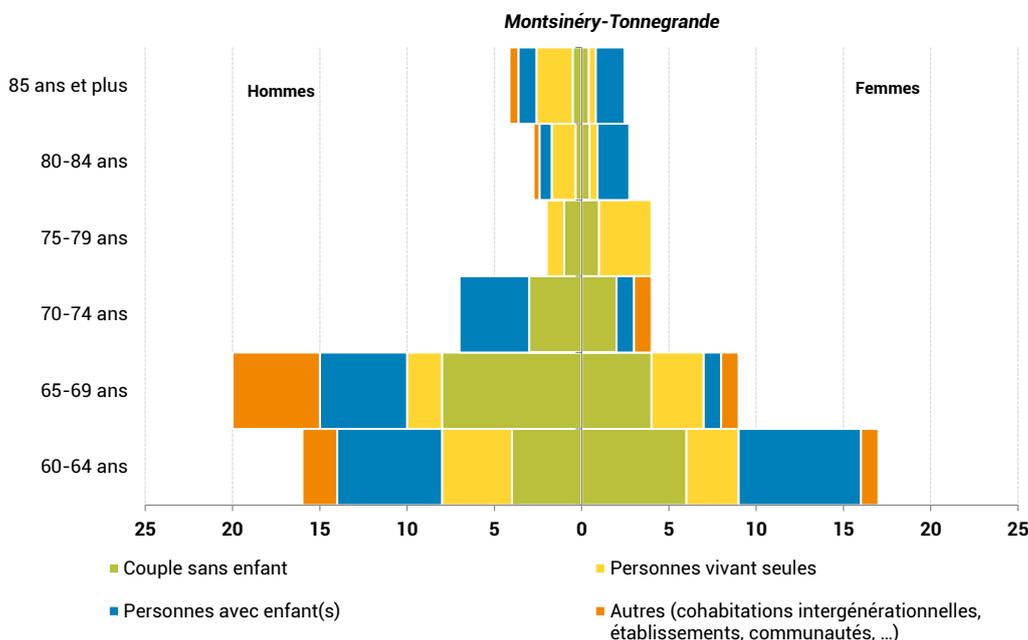
D'autre part, les 70 personnes âgées de 75 à 84 ans possèdent des caractéristiques différentes. En effet, ce sont souvent des personnes qui présentent le risque de se replier sur elles-mêmes. Leurs réseaux sociaux, familiaux et professionnels s'amenuisent progressivement. Certaines se démotivent et ne cherchent plus à entretenir ou créer des liens avec autrui. Elles n'expriment pas de besoin particulier, se lassent et ont tendance à disparaître au regard des politiques publiques.

Enfin, les 30 personnes âgées de 85 ans et plus sont sujettes à une perte d'autonomie qui peut les amener à devoir recourir à des aides de proches aidants ou de professionnels pour rester à domicile. Même si la grande majorité des personnes âgées peuvent être considérées comme autonomes, l'avancée en âge est souvent synonyme d'isolement physique.

En 2020, parmi les 70 personnes âgées de 80 ans et plus vivant à domicile à Montsinéry-Tonnegrande, 36% vivent seules.

## Pyramide des âges de la population des ménages de 60 ans et plus selon la situation familiale

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 30 femmes de 60-64 ans vivent au sein d'un couple sans enfant à Montsinéry-Tonnegrande.

Globalement, la majorité des personnes âgées de 60 ans et plus de Montsinéry-Tonnegrande vivent en couple sans enfant (33%), viennent ensuite les personnes vivant seules, leur part augmentant avec l'âge (16% pour les moins de 75 ans contre 45% pour les 75 ans et plus). On note de fait, une disparition progressive des personnes avec enfant(s) (39% pour les 60-64 ans contre 0% pour les 75-79 ans) et une montée en charge de la part des personnes âgées vivant en établissement à partir de 80 ans (0% pour les moins de 80 ans contre 0% pour les 80 ans et plus).

# Quels sont les besoins liés au vieillissement de la population ?



## Espérance de vie : quelle évolution ? quelles disparités entre les profils ?

**En 70 ans, l'espérance de vie a augmenté de plus de 15 ans.**

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années que vivrait un nourrisson, compte tenu des conditions de mortalité de la période. Bien évidemment ces conditions de mortalité sont appelées à évoluer. Selon l'Insee, l'espérance de vie à la naissance était de 62,5 ans pour les hommes en 1949 et a atteint 79,8 ans en 2019. Pour les femmes, l'espérance de vie qui était de 68,5 ans en 1949 est passée à 85,7 ans en 2019. Plusieurs facteurs contribuent à cet allongement de la vie : le travail est moins pénible physiquement et le nombre d'heures de travail baisse. Les individus sont de plus en plus attentifs à leurs corps, notamment à leur alimentation. L'accès aux soins et leur qualité progressent et l'innovation en matière de santé s'améliore notamment en ce qui concerne la prise en charge de la dépendance des seniors et l'oncologie.

**Relativiser cette évolution en regardant l'espérance de vie en bonne santé**

Les Français vivent de plus en plus longtemps, mais le gain de ces années à vivre n'est pas toujours associé à des années de vie en bonne santé. Un indicateur d'espérance de vie sans incapacité ou en bonne santé permet de mieux apprécier le bénéfice de ces années de vie supplémentaires. On calcule alors le nombre d'années qu'une personne peut compter vivre sans souffrir d'incapacité dans les gestes de la vie quotidienne. En 2018, pour les femmes celle-ci s'élève à 64,5 ans tandis que pour les hommes elle atteint 63,4 ans.

**Espérance de vie et inégalités entre les classes sociales**

Toutefois, ces chiffres restent des moyennes et cachent des disparités selon la classe sociale. Plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée. En effet, parmi les 5 % les plus aisés l'espérance de vie à la naissance des hommes est de 88,4 ans contre 71,7 ans chez les 5 % les plus pauvres, soit 13 ans d'écart. Chez les femmes, cet écart se réduit puisque 8 ans séparent les plus aisées des plus pauvres : l'espérance de vie à la naissance des femmes parmi les 5 % les plus aisées atteint 88,3 ans, contre 80,0 ans parmi les 5 % les plus modestes.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet écart. D'abord, les difficultés financières connues par les 5 % les plus pauvres peuvent limiter l'accès aux soins. D'après l'Insee, chez les 20 % les plus modestes, 1,8 % des personnes interrogées disent avoir renoncé à un examen ou à un traitement médical faute d'argent au cours des douze derniers mois et 5,7 % à un traitement dentaire, soit 6,5 % au total (données 2017). De plus, les cadres, par comparaison aux ouvriers, ont un niveau de vie plus élevé et sont moins soumis aux risques professionnels et à la pénibilité du travail (accidents, maladies, exposition à des produits toxiques). Enfin, les ouvriers ont davantage de comportements à risque que les cadres, le poste de consommation « tabac et boissons alcoolisées » est le seul où les ouvriers dépensent davantage que les cadres malgré leurs revenus inférieurs.

**Les sources sont présentées en Bibliographie.**



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Indice de vieillissement

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

	Indice de vieillissement en 2009	Evolution des personnes âgées de 75 ans et plus entre 2009 et 2014 en		Indice de vieillissement en 2014	Evolution des personnes âgées de 75 ans et plus entre 2014 et 2020 en		Indice de vieillissement en 2020
		Nbre	Part (%)		Nbre	Part (%)	
Montsinéry-Tonnegrande	3,40	-5	-8,3	4,54	+50	+94,4	3,12
CA du Centre Littoral	2,75	+374	+14,2	3,39	+1 178	+39,3	3,31
Guyane	2,97	+587	+16,6	3,55	+1 549	+37,5	3,52
France hexagonale	1,55	+443 859	+8,0	1,64	+278 920	+4,7	1,77

Lecture : En 2009, l'indice de vieillissement est de 3,40 à Montsinéry-Tonnegrande. Entre 2009 et 2014, l'évolution du nombre de personnes âgées de 75 ans et plus a été de -8,3%, soit 5 personnes de moins.

L'indice de vieillissement (nombre de 60-74 ans / 75 ans et plus) calculé pour la population de Montsinéry-Tonnegrande en 2009 était élevé (3,40), ce qui laissait à penser à un vieillissement à venir. Celui-ci s'est confirmé avec une légère décroissance de personnes âgées de 75 ans et plus entre 2009 et 2014. L'indice de vieillissement en 2014 était plus important et on a observé une croissance plus importante du nombre de 75 ans et plus entre 2014 et 2020 (+50 personnes). Au vu de l'indice en 2020, on peut s'attendre à une augmentation de la population des 75 ans et plus sur les prochaines années à un rythme moins important que celui observé depuis 2014.

### Indice de vieillissement dans le détail

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

	Indice de vieillissement en 2009	Evolution des personnes âgées de 75 ans et plus entre 2009 et 2014 en		Indice de vieillissement en 2014	Evolution des personnes âgées de 75 ans et plus entre 2014 et 2020 en		Indice de vieillissement en 2020
		Nbre	%		Nbre	%	
Cayenne	2,10	+92	+5,2	2,47	+273	+14,7	2,81
Macouria	3,65	+14	+13,7	5,03	+102	+86,7	5,17
Matoury	4,98	+173	+63,8	5,43	+332	+74,5	4,31
Remire-Montjoly	3,68	+99	+25,6	4,24	+384	+79,6	3,10
Roura	4,46	-	-	7,12	+36	+88,8	4,72
Montsinéry-Tonnegrande	3,40	-5	-8,3	4,54	+50	+94,4	3,12
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2,75</b>	<b>+374</b>	<b>+14,2</b>	<b>3,39</b>	<b>+1 178</b>	<b>+39,3</b>	<b>3,31</b>
Guyane	2,97	+587	+16,6	3,55	+1 549	+37,5	3,52
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	2,22	+18 028	+22,0	2,20	+18 588	+18,6	2,29
France hexagonale	1,55	+443 859	+8,0	1,64	+278 920	+4,7	1,77
France entière	1,56	+461 886	+8,3	1,65	+297 508	+4,9	1,78

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : L'indice de vieillissement de la CA du Centre Littoral était de 2,75 en 2009. Entre 2009 et 2014, le nombre de personnes âgées a augmenté de 14,2% soit 374 personnes de plus.

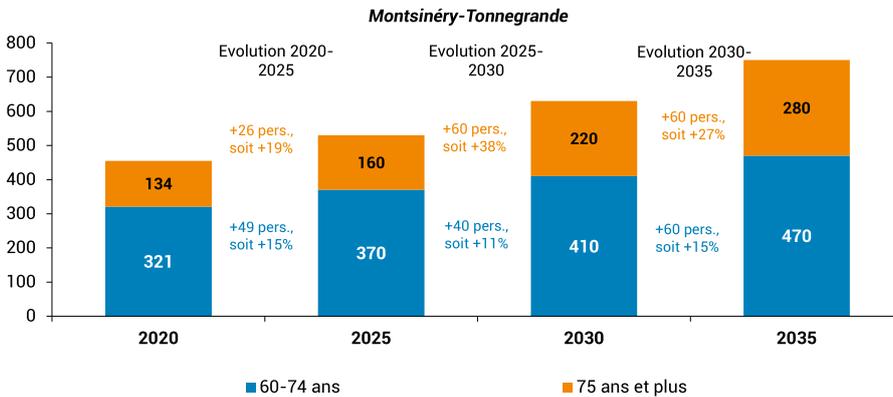
# Quelle évolution attendue des besoins liée à celle des populations âgées ?



La projection de population proposée ici repose sur un prolongement des tendances passées sur le profil des arrivants et partants, une prolongation du rythme d'évolution du parc de logements et la prise en compte des tendances attendues en terme de fécondité et de mortalité.

## Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus à l'horizon 2035

Source : Insee, RP 2020 - Traitements & projections © Compas

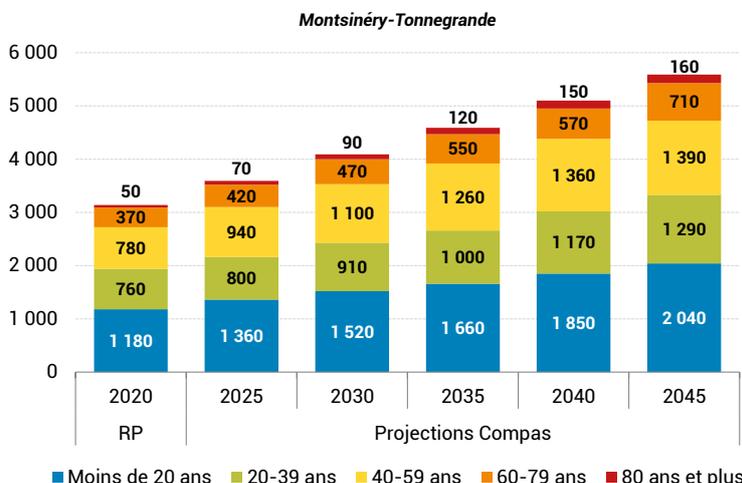


Lecture : Selon les projections, le nombre de personnes âgées de 60-74 ans pourrait augmenter de 49 entre 2020 et 2025.

Selon les projections, si le rythme de construction de logements et les évolutions de population constatées ces six dernières années se poursuivaient, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus pourrait augmenter de 80 personnes, soit +16% entre 2020 et 2025. Dans le détail, cela concernerait une hausse de 50 personnes de 60-74 ans (+15%) et une hausse de 30 personnes de 75 ans et plus (+19%). Sur les cinq années suivantes, le territoire pourrait constater une hausse de 40 personnes de 60-74 ans (+11%) et une hausse de 60 personnes de 75 ans et plus (+38%), soit au total 100 personnes de 60 ans et plus supplémentaire. Finalement, d'ici 2035, Montsinéry-Tonnegrande devrait gagner 300 habitants âgés de 60 ans et plus.

## Projection de la population à l'horizon 2045 par classe d'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements & projections © Compas



D'ici 2045, Montsinéry-Tonnegrande pourrait gagner 2 450 habitants (+78% par rapport au dernier recensement). L'évolution la plus importante en effectif concerne les moins de 20 ans (+860 personnes) mais en valeur relative, les personnes âgées de 80 ans et plus (multiplié par 3).

Lecture : Selon les projections de population, Montsinéry-Tonnegrande pourrait compter 70 habitants de 80 ans et plus en 2025.



# Quelle évolution attendue des besoins liée à celle des populations âgées ?

## Projection de la population à l'horizon 2045 selon les classes d'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements & projections © Compas

	Montsinéry-Tonnegrande					
	RP	Projections Compas				
	2020	2025	2030	2035	2040	2045
60-74 ans	321	370	410	470	490	640
75-84 ans	103	120	160	200	230	240
<b>Total des 60 ans et plus</b>	<b>424</b>	<b>490</b>	<b>570</b>	<b>670</b>	<b>720</b>	<b>880</b>

	Taux d'évolution en %*					
	RP	Projections Compas				
	2020	2025	2030	2035	2040	2045
60-74 ans	+33,4	+15,3	+10,8	+14,6	+4,3	+30,6
75-84 ans	+94,4	+16,5	+33,3	+25,0	+15,0	+4,3
<b>Total des 60 ans et plus</b>	<b>+44,4</b>	<b>+15,6</b>	<b>+16,3</b>	<b>+17,5</b>	<b>+7,5</b>	<b>+22,2</b>

\*Evolutions moyennes calculées sur les 5 années précédentes, sauf pour le RP 2020 (6 années précédentes)

Lecture : En 2025, le nombre de personnes âgées de 60-74 ans pourrait atteindre 370 personnes, soit une hausse de 15,3% entre 2020 et 2025.

L'augmentation de l'espérance de vie, combinée au passage aux âges élevés des générations issues du baby-boom, devrait générer, dans la plupart des territoires de France hexagonale, une augmentation conséquente de la part des populations les plus âgées dans la population.

Les générations issues du baby-boom sont celles nées entre 1945 et le milieu des années 1970. Elles ont commencé à atteindre l'âge de 60 ans depuis 2005, sont entrées dans la classe d'âge des 75 ans et plus à partir de 2020 et entreront dans celle des 85 ans et plus à partir de 2030.

En 2020, Montsinéry-Tonnegrande regroupe 420 habitants de 60 ans ou plus, soit 44% de plus qu'en 2014 (une évolution moyenne annuelle de +6% sur la période 2014-2020, contre +4% pour la population totale).

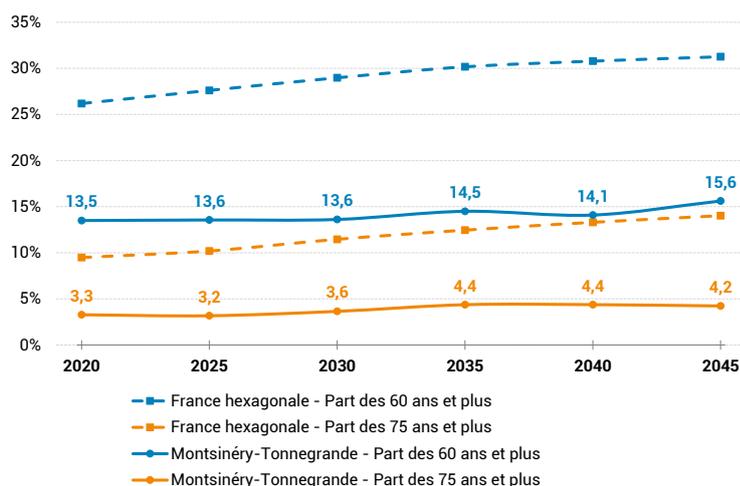
3% de la population de Montsinéry-Tonnegrande est âgée de 75 ans ou plus et 10% de 60-74 ans.

La population de 85 ans et plus pourrait représenter 2% de la population en 2035 et atteindre 80 personnes, contre 30 personnes quinze ans plus tôt.

Les 60 ans et plus

## Projection de la population âgée à l'horizon 2045

Source : Insee, RP 2020 - Traitements & projections © Compas



Lecture : En 2045, les personnes âgées de 60 ans et plus pourraient représenter 15,6% de la population de Montsinéry-Tonnegrande contre 31,3% à l'échelle nationale.

Au dernier recensement de la population, la part de personnes âgées de plus de 60 ans était moins importante sur Montsinéry-Tonnegrande qu'en France hexagonale (13,5% contre 26,2%). En 2045, la tendance devrait être la même. Entre les deux périodes, l'écart devrait s'accroître : 12,7 points en 2020 contre 15,6 points en 2045.

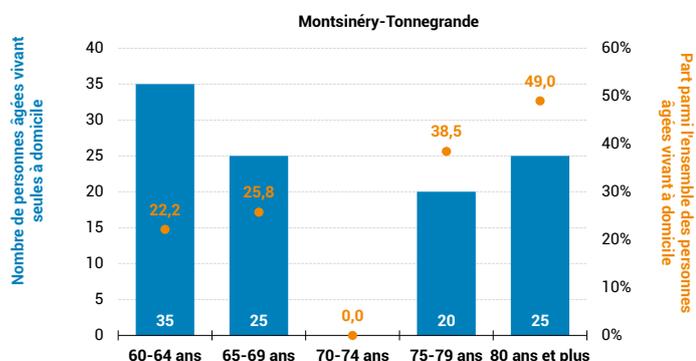
Le vieillissement de la population d'une ville est inévitablement lié à la question de la dépendance. Au-delà de l'APA, il s'agit du développement des services de maintien à domicile dans lesquels les acteurs du social s'investissent souvent fortement. Ils peuvent aussi avoir une fonction de coordination.

# Quelle évolution des besoins en logements pour les personnes âgées ?



## Personnes âgées de 60 ans et plus à domicile vivant seules par groupe d'âge

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 22,2% des personnes âgées de 60-64 ans à domicile vivent seules, soit 35 personnes.

La part des personnes âgées vivant seules à domicile progresse tendanciellement avec l'avancée en âge. En effet, 22% des personnes âgées de 60 à 64 ans vivent seules à domicile contre 49% pour les générations âgées de 80 ans et plus.

Ce constat s'explique encore aujourd'hui principalement pour les plus âgés par une différence d'espérance de vie entre les hommes et les femmes (à l'avantage de ces dernières). Mais les évolutions sociologiques que connaissent les sexagénaires (divorces, séparations, recompositions familiales...) font que ces générations sont plus souvent composées d'adultes vivant seuls que celles qui les ont précédées.

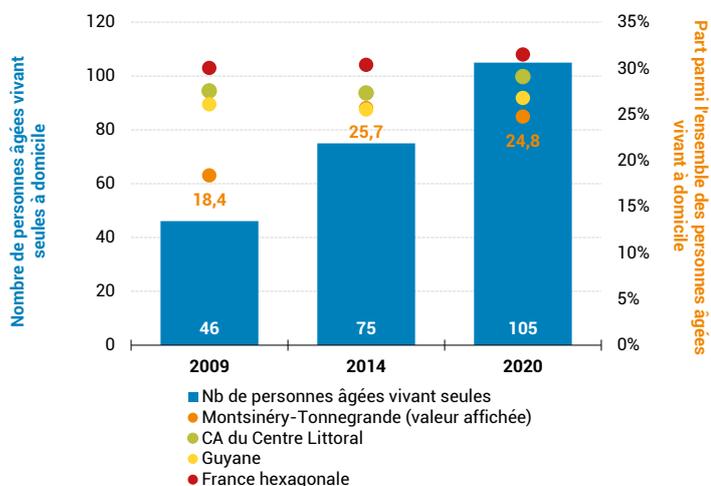
Aussi, leur avancée en âge va participer à l'augmentation à venir de la part des personnes les plus âgées vivant seules à domicile.

Ainsi, les données démographiques prédisent qu'au cours des prochaines décennies la majeure partie de la progression du nombre de personnes âgées de 80 ans et plus à domicile sera due à la progression du nombre de personnes âgées vivant seules.

Derrière l'isolement dans le logement il y a la question de l'isolement social. Le lien entre les deux n'est pas systématique, mais il peut être fort au-delà de 85 ans. La peur de la chute, mais aussi la peur de la nuit peuvent conduire certaines personnes âgées à rechercher un logement adapté (résidence seniors par exemple).

## Évolution des personnes âgées de 60 ans et plus à domicile vivant seules

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 24,8% des personnes âgées de 60 ans et plus vivent seules à domicile, soit 105 personnes.

En 2020, 25% des personnes âgées de 60 ans et plus à domicile vivent seules, soit 110 personnes. Cette proportion est supérieure à celle observée en 2009 (18%). Ainsi, entre 2009 et 2020, la part des personnes âgées de 60 ans et plus vivant seules à domicile augmente à Montsinéry-Tonnegrande. De la même façon, elle augmente à l'échelle de la CA du Centre Littoral.



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Personnes âgées de 60 ans et plus vivant seules à domicile

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Personnes à domicile vivant seules								Ensemble des 60 ans et plus	
	60-64 ans		65-69 ans		70-74 ans		75 ans et plus			
	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)	Nbre	Part* (%)
Cayenne	771	28,4	626	34,7	464	33,7	847	42,8	2 707	34,4
Macouria	121	25,3	95	24,6	78	28,1	56	25,9	350	25,7
Matoury	292	20,1	218	17,9	155	23,3	209	26,9	875	21,2
Remire-Montjoly	344	28,5	220	24,3	159	29,4	323	37,5	1 045	29,8
Roura	13	8,4	13	11,0	13	13,3	38	49,0	76	17,3
Montsinéry-Tonnegrande	35	22,2	25	25,8	0	-	45	43,7	105	24,8
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>1 575</b>	<b>25,5</b>	<b>1 197</b>	<b>26,4</b>	<b>869</b>	<b>28,7</b>	<b>1 517</b>	<b>37,8</b>	<b>5 158</b>	<b>29,1</b>
Guyane	2 105	23,2	1 586	24,6	1 165	27,6	1 902	34,7	6 757	26,8
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	30 144	27,1	26 814	29,5	20 888	31,4	42 454	37,2	120 300	31,4
France hexagonale	950 761	24,0	985 461	25,9	880 229	28,0	2 400 514	42,5	5 216 965	31,5
France entière	980 905	24,1	1 012 275	26,0	901 117	28,1	2 442 968	42,4	5 337 265	31,5

\* Parmi les personnes vivant à domicile

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : 1 575 personnes âgées de 60-64 ans vivent seules, soit 25,5% des 60-64 ans de la CA du Centre Littoral.

### Taille des logements des ménages de 65 ans et plus

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

Ensemble des ménages de 65 ans et plus	Nbre	Part (%)
1 ou 2 pièces	37	22,2
3 pièces	51	30,5
4 pièces ou plus	79	47,3

Lecture : En 2020, 22,2% des ménages de 65 ans et plus de Montsinéry-Tonnegrande vivent dans un petit logement (1 ou 2 pièces), soit 37 ménages et 47% vivent dans un logement de 4 pièces ou plus, soit 79 ménages.

Parmi les ménages de 65 ans et plus de Montsinéry-Tonnegrande en 2020, 22% vivent dans un petit logement (1 ou 2 pièces), soit 37 ménages et 47% vivent dans un logement de 4 pièces ou plus, soit 79 ménages.

Une partie des personnes âgées dispose d'un patrimoine immobilier : la proportion de ménages propriétaires de leur logement est maximale chez les 65 ans et plus. Ce patrimoine constitue une ressource potentielle pour les retraités dans le sens où il peut permettre, au moment de sa liquidation, de financer des dépenses liées à la perte d'autonomie ou l'entrée dans une institution par exemple. Autant de ressources que les aînés locataires ne peuvent pas mobiliser, ce qui peut augmenter leur fragilité (en particulier, ceux dont les revenus sont les plus modestes).

# Quel est le lien à l'emploi des 55-64 ans ?



## L'activité des seniors : quelle évolution de l'âge de départ à la retraite ? Quelle disparité selon les profils ?

### L'âge moyen de départ à la retraite de nouveau en hausse.

Depuis 1963, l'âge moyen de départ à la retraite des salariés du secteur privé n'a cessé de baisser. Il passe de 64 ans à 61 ans entre 1963 et 2007. Suite à la crise de 2008, la tendance s'inverse et l'âge moyen de départ à la retraite remonte jusqu'à 62,5 ans.

### Un objectif : le renforcement du taux d'emploi des seniors

Dans le même temps, la Stratégie Européenne de l'Emploi, et les pouvoirs publics français cherchant à équilibrer les comptes de la sécurité sociale, soutiennent l'emploi des seniors. Diverses réformes ont alors été mises en place comme la modification du système de cotisation, l'instauration d'un système de décote pour inciter à rester plus longtemps en emploi, la suppression des départs anticipés ou encore le report de l'âge légal à la retraite. En 2017, en France hexagonale le taux d'emploi des 50-64 ans est de 61,5%. Un chiffre en augmentation de 8,2 points depuis 2007.

### Des profils différents

Le passage à la retraite ne se fait pas dans les mêmes conditions pour tous les seniors. Considérés comme moins productifs et subissant la discrimination des employeurs, une partie des seniors licenciés peuvent

basculer dans l'inactivité avant d'avoir pu liquider leur retraite. D'autres, basculent vers l'inactivité suite à des problèmes de santé rendant le travail difficile. En effet, la pénibilité du travail est un facteur considérable d'inégalités.

Par exemple, les ouvriers plus exposés à la pénibilité travaillent plus longtemps mais seront moins longtemps à la retraite que les cadres. En effet, les ouvriers et les employés débutent leur carrière plus tôt que les cadres. Ces derniers, plus diplômés, commencent leur carrière en moyenne à 25 ans. Malgré l'augmentation de l'espérance de vie, des disparités perdurent. Les plus aisés vivent en moyenne plus longtemps et percevront donc une retraite plus longuement : les 5 % de personnes les plus aisées ont une espérance de vie supérieure de 13 ans pour les hommes et 8 ans pour les femmes à celles des 5 % de personnes les plus modestes.

Le recul de l'âge de la retraite n'a donc pas les mêmes conséquences selon les PCS, mais aussi selon le sexe. Les femmes dont les carrières sont parfois rythmées par les maternités, perçoivent en moyenne une pension de droit direct inférieure de 42% à celle des hommes en 2017.

**Les sources sont présentées en Bibliographie.**

## Taux d'activité et de chômage des personnes de 55-64 ans

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Personnes âgées de 55-64 ans							
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Nbre d'actifs	Taux d'activité (%)	Nbre d'actifs	Taux d'activité (%)	Nbre de chômeurs	Taux de chômage (%)	Nbre de chômeurs	Taux de chômage (%)
Cayenne	2 059	73,2	1 921	63,5	338	12,0	440	14,5
Macouria	510	78,4	453	66,1	82	12,6	93	13,6
Matoury	1 259	77,1	1 059	64,3	216	13,2	245	14,9
Remire-Montjoly	1 051	78,2	978	68,3	108	8,0	122	8,5
Roura	169	74,4	102	61,5	16	6,8	5	3,0
Montsinéry-Tonnegrande	113	62,8	78	53,1	12	6,7	8	5,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>5 161</b>	<b>75,4</b>	<b>4 591</b>	<b>64,6</b>	<b>771</b>	<b>11,3</b>	<b>913</b>	<b>12,9</b>
Guyane	7 660	71,7	6 282	59,4	1 308	12,2	1 371	13,0
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	74 592	64,3	73 105	57,2	15 045	13,0	15 929	12,5
France hexagonale	2 386 938	60,1	2 397 885	56,1	239 650	6,0	250 914	5,9
France entière	2 461 530	60,3	2 470 990	56,2	254 695	6,2	266 843	6,1

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

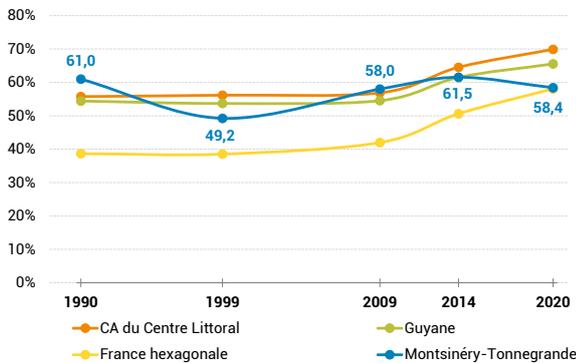
Lecture : la CA du Centre Littoral compte 5 161 hommes de 55-64 ans actifs en 2020, soit un taux d'activité de 75,4%.



# Quel est le lien à l'emploi des 55-64 ans ?

## Évolution du taux d'activité des 55-64 ans

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



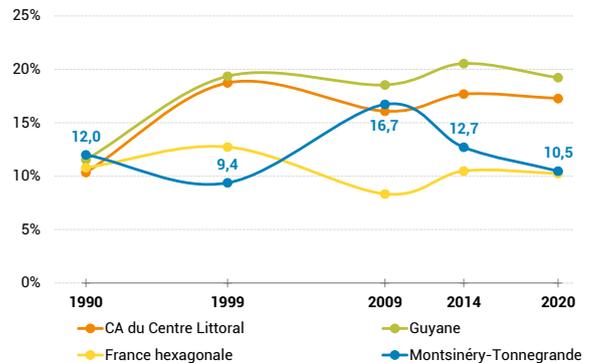
Lecture : En 2020, 58,4% des personnes âgées de 55-64 ans sont actives à Montsinéry-Tonnegrande.

Entre 2009 et 2020, le taux d'activité des personnes âgées de 55 à 64 ans est resté stable et atteint ainsi 58% en 2020.

L'augmentation de l'âge du départ à la retraite s'accompagne aussi d'une augmentation du nombre de personnes en situation de chômage dans ces tranches d'âges. Pour les acteurs du social ce seront aussi des personnes âgées à plus faibles revenus qui pourraient demander à bénéficier des aides sociales extra-légales.

## Évolution du taux de chômage des 55-64 ans

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



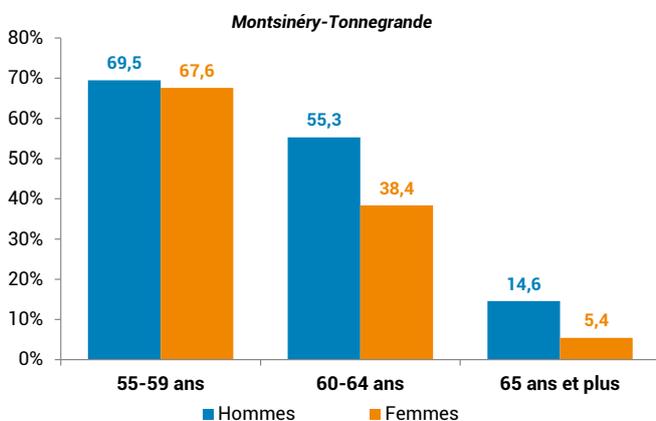
Lecture : En 2020, 10,5% des personnes âgées de 55-64 ans sont au chômage à Montsinéry-Tonnegrande.

Sur les 11 dernières années, Montsinéry-Tonnegrande enregistre une diminution d'environ 6 points du taux de chômage des populations actives âgées de 55 à 64 ans. Cette tendance s'observe dans les territoires de comparaison.

Enfin, Montsinéry-Tonnegrande comptait 20 chômeurs âgés de 55 à 64 ans en 2009, comme en 2020.

## Taux d'activité des seniors selon le sexe

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 69,5% des hommes âgés de 55-59 ans sont actifs en 2020 à Montsinéry-Tonnegrande.

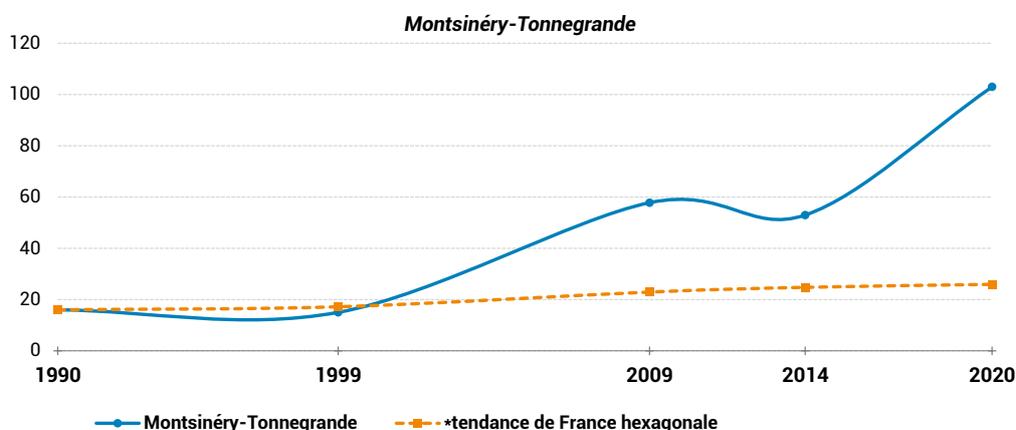
Le taux d'activité diminue avec l'avancée en âge. Entre 55 et 59 ans, 69% des hommes et 68% des femmes sont actifs. Ces proportions diminuent pour les générations âgées de 60 à 64 ans et sont réduites à moins de 15% pour celles âgées de 65 ans et plus.

# Quelles sont les évolutions des populations âgées de 75 ans et plus ?



## Évolution des personnes âgées de 75 ans et plus

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas



\* indique l'évolution qu'aurait connu Montsinéry-Tonnegrande si le territoire avait suivi le rythme observé en France hexagonale

Lecture : En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte 103 personnes âgées de 75 ans et plus. Ce nombre serait de 26 si le territoire avait suivi la tendance de la France hexagonale.

En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte environ 100 personnes âgées de 75 ans et plus, soit 50 personnes de plus qu'en 2014. Si la commune avait suivi le rythme observé à l'échelle de la France hexagonale, elle compterait 80 personnes âgées de 75 ans et plus de moins en 2020, soit 30 personnes environ.

## Évolution des personnes âgées de 75 ans et plus depuis les années soixante

Source : Insee, RP 1968-2020 - Traitements © Compas

	Population âgée de 75 ans et plus					Taux d'évolution en % 2014-2020
	1990	1999	2009	2014	2020	
Cayenne	864	1 314	1 764	1 856	2 129	+14,7
Macouria	20	33	104	118	221	+86,7
Matoury	43	153	271	445	776	+74,5
Remire-Montjoly	91	180	384	483	867	+79,6
Roura	15	25	41	41	77	+88,8
Montsinéry-Tonnegrande	16	15	58	53	103	+94,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>1 049</b>	<b>1 720</b>	<b>2 622</b>	<b>2 996</b>	<b>4 174</b>	<b>+39,3</b>
Guyane	1 542	2 386	3 544	4 131	5 680	+37,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	38 696	56 710	81 780	99 808	118 396	+18,6
France hexagonale	3 849 426	4 132 806	5 515 244	5 959 103	6 238 023	+4,7
France entière	3 888 122	4 189 516	5 597 024	6 058 911	6 356 418	+4,9

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

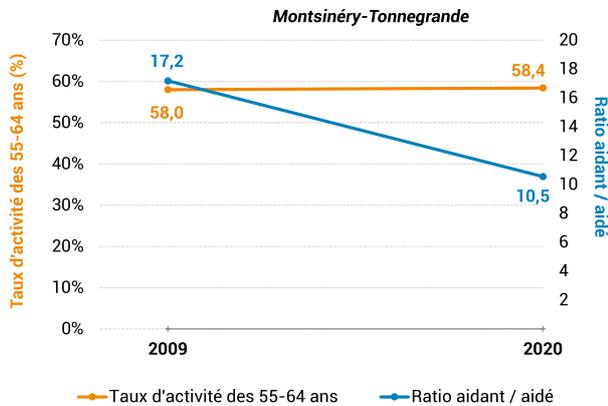
Lecture : Entre 2014 et 2020, le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus de la CA du Centre Littoral a augmenté de 39,3%.



# Quel est le potentiel d'aidants pour les personnes âgées dépendantes ?

## Évolution du taux d'activité des 55-64 ans et du ratio aidant / aidé

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande le taux d'activité des 55-64 ans (aidants potentiels) est de 58,4% et le ratio aidant / aidé de 10,5.

Au cours des 11 dernières années, le taux d'activité des 55-64 ans est resté stable à Montsinéry-Tonnegrande et atteint 58% en 2020. Parallèlement, le ratio aidant/aidé a diminué passant de 17,2 en 2009 à 10,5 en 2020. Se pose alors la question de la possibilité pour les personnes âgées de 55 à 64 ans de combiner à la fois leur travail et l'aide apportée à leurs proches.

La collectivité doit considérer le vieillissement à venir afin d'anticiper différents services, modes d'accompagnement et de prise en charge, adaptés aux multiples profils caractérisant ces aînés (seniors dynamiques et actifs, personnes âgées isolées, en perte d'autonomie, proches aidants....).

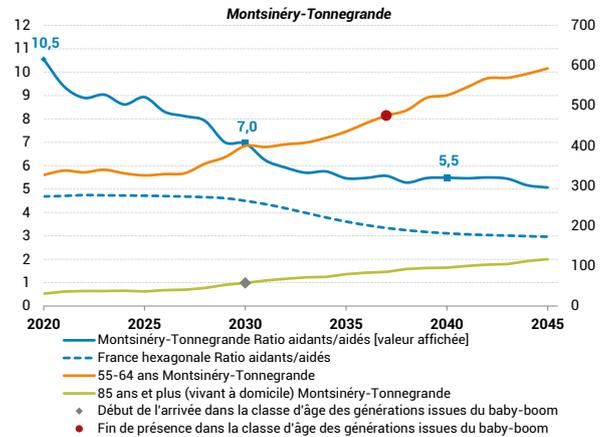
Répondre aux besoins des personnes âgées, notamment en matière d'isolement relationnel, implique en partie une prise en charge par les générations suivantes. Même si le premier aidant est, s'il est encore présent, le conjoint, ces aidants (potentiels) sont souvent âgés d'une soixantaine d'années et n'ont pas toujours de liens familiaux avec les personnes les plus âgées vivant à proximité de chez eux. Ils peuvent être l'expression d'un potentiel de présence ou d'alerte en cas de besoins.

Le ratio aidants/aidés rapporte les 55-64 ans\* (population des aidants potentiels des personnes les plus âgées) aux 85 ans et plus vivant à domicile (population quantitativement représentative du volume de personnes aidées). Ce ratio donne une idée du potentiel en matière d'aide informelle des personnes âgées dépendantes.

La diminution du ratio aidants/aidés oblige les territoires à imaginer et développer de nouvelles réponses pour prévenir l'isolement social des personnes les plus âgées.

## Projection du ratio aidants / aidé à l'horizon 2045

Source : Insee, RP 2020 - Traitements & projections © Compas



Lecture : En 2040, le ratio aidant/aidé devrait atteindre 5,5 à l'échelle de Montsinéry-Tonnegrande.

Montsinéry-Tonnegrande compte, en 2020, 10,5 aidants (personnes âgées de 55-64 ans) pour une personne à aider (personnes âgées de 85 ans et plus vivant à domicile). Le passage, à partir de 2030, des générations issues du baby-boom dans la tranche d'âge des 85 ans et plus pourrait générer un ratio aidants/aidés situé autour de 5,5 aidants pour une personne à aider à l'horizon 2040. Ce ratio est attendu à 3,1 aidants pour une personne à aider en France hexagonale.

### DÉFINITION

Les 55-64 : sont parfois appelés la « génération pivot ». Ils sont susceptibles d'être sollicités à la fois pour venir en appui à leurs parents vieillissants, et pour aider leurs enfants, financièrement ou via la garde de leurs petits-enfants.



## Ratio aidant / aidé et populations concernées

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	55-64 ans (aidants potentiels)	85 ans et plus (vivant à domicile)	Ratio aidant / aidé	Nbre d'actifs de 55-64 ans	Taux d'activité des 55-64 ans
Cayenne	5 839	569	10,3	3 981	68,2
Macouria	1 335	40	33,1	963	72,1
Matoury	3 280	128	25,5	2 318	70,7
Remire-Montjoly	2 776	185	15,0	2 029	73,1
Roura	392	11	36,8	270	69,0
Montsinéry-Tonnegrande	327	31	10,5	191	58,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>13 950</b>	<b>965</b>	<b>14,5</b>	<b>9 752</b>	<b>69,9</b>
Guyane	21 272	1 284	16,6	13 942	65,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	243 851	31 624	7,7	147 697	60,6
France hexagonale	8 239 440	1 758 330	4,7	4 784 823	58,1
France entière	8 483 291	1 789 954	4,7	4 932 520	58,1

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2020, la CA du Centre Littoral compte 13 950 habitants âgés de 55 à 64 ans (les aidants potentiels) et 965 personnes âgées de 85 ans et plus vivant à domicile (personne à aider), soit un ratio aidant / aidé de 14,5.

# LES POPULATIONS FRAGILES



## LES POPULATIONS SELON LES RESSOURCES FINANCIÈRES

Comment se répartissent les richesses du territoire ? \_\_\_\_\_ p.108

Quel est l'impact de la redistribution ? \_\_\_\_\_ p.109

Baromètre - L'inclusion numérique \_\_\_\_\_ p.113

## LES POPULATIONS SELON L'ACCÈS À LA SANTÉ

Quelles sont les réponses existantes sur le territoire pour l'offre de soins ? \_\_ p.115

Les populations accèdent-elles aux services de soins de proximité ? \_\_\_\_\_ p.116

Baromètre - Les besoins potentiels de santé \_\_\_\_\_ p.117

## LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Combien de personnes reconnues en situation de handicap ? \_\_\_\_\_ p.119

# CHIFFRES CLÉS

## LES POPULATIONS FRAGILES



51%



Part des allocataires Caf dont les revenus sont constitués de prestations sociales à hauteur de 50% ou plus

21%



Part des bénéficiaires des minima sociaux parmi les ménages

10%

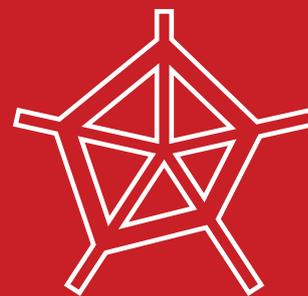


Part des bénéficiaires de la prime d'activité parmi les ménages



18

Indice de fracture numérique



23

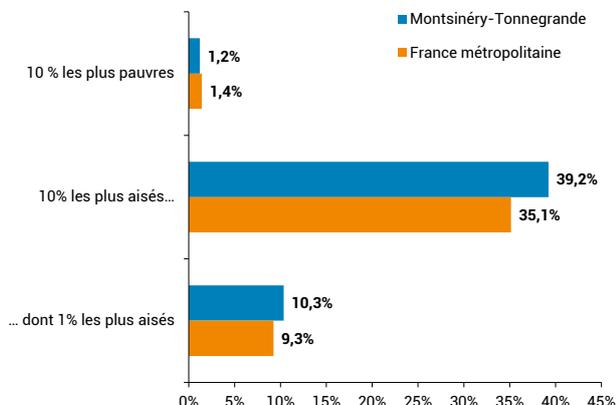
Indice des besoins potentiels en santé



# Comment se répartissent les richesses du territoire ?

## Concentration des revenus au sein des foyers fiscaux

Source : DGI, Impôts des particuliers 2022 - Traitements © Compas



Lecture : En 2022, 10% des foyers les plus aisés de Montsinéry-Tonnegrande concentrent 39,2% des revenus du territoire.

En 2022, le dernier pourcent des ménages (les plus aisés) de Montsinéry-Tonnegrande concentre à lui seul 10% des revenus (en d'autres termes 99% de la population possède 90% des revenus du territoire).

La dispersion des richesses de Montsinéry-Tonnegrande semble plus prononcée qu'à l'échelle de la France hexagonale (inégalités accrues) où l'on mesure une concentration de 9% des revenus par seulement 1% de la population.

### DÉFINITION

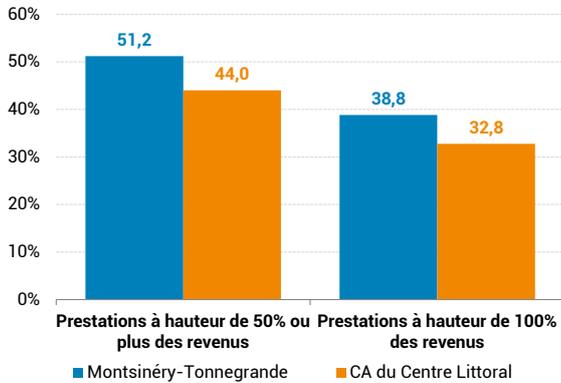
**Foyer fiscal** : les foyers fiscaux, dont il est question ici, diffèrent des ménages fiscaux car leur composition familiale peut changer. En effet, le terme de foyer fiscal désigne l'ensemble des personnes inscrites sur une même déclaration de revenus. Or, il peut y avoir plusieurs foyers fiscaux dans un seul ménage : par exemple un couple non marié où chacun remplit sa propre déclaration de revenus compte pour deux foyers fiscaux.

# Quel est l'impact de la redistribution ?



## Part des allocataires Caf dont les revenus sont constitués de prestations sociales à hauteur de 50% ou plus

Source : Cnaf, 2019 - Traitements © Compas



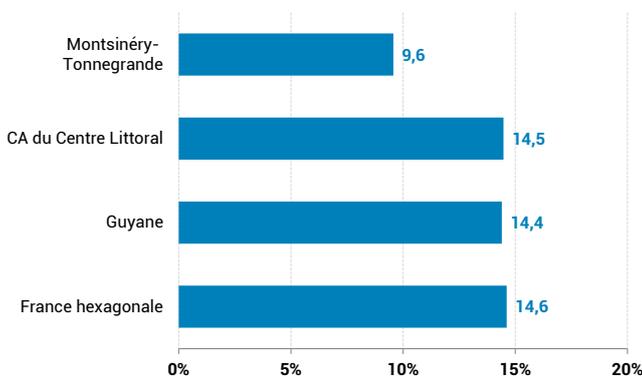
Lecture : Fin 2019, 51,2% des allocataires Caf de Montsinéry-Tonnegrande ont des ressources qui dépendent à 50% ou plus des prestations sociales.

Parmi les 460 ménages de Montsinéry-Tonnegrande connus par la Caf, on recense en 2019 environ 180 allocataires dont les ressources dépendent intégralement des prestations sociales : ils représentent 39% des allocataires.

Les prestations Caf représentent 50% ou plus des ressources des ménages pour 51% des allocataires de Montsinéry-Tonnegrande (environ 240 allocataires).

## Taux de couverture des ménages par la prime d'activité

Sources : Cnaf, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

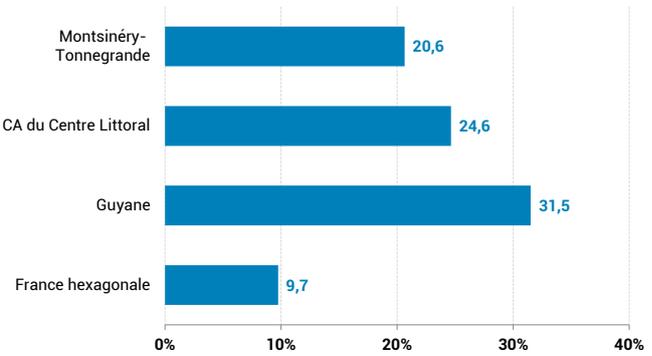


Lecture : Fin 2021, le taux de couverture de la prime d'activité parmi les ménages de Montsinéry-Tonnegrande est de 9,6%.

À la fin de l'année 2021, 100 ménages de Montsinéry-Tonnegrande sont allocataires de la prime d'activité de la Caf. Ainsi, 10% des ménages recensés par l'Insee en 2020 sont couverts.

## Taux de couverture des ménages par les minima sociaux

Sources : Cnaf, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

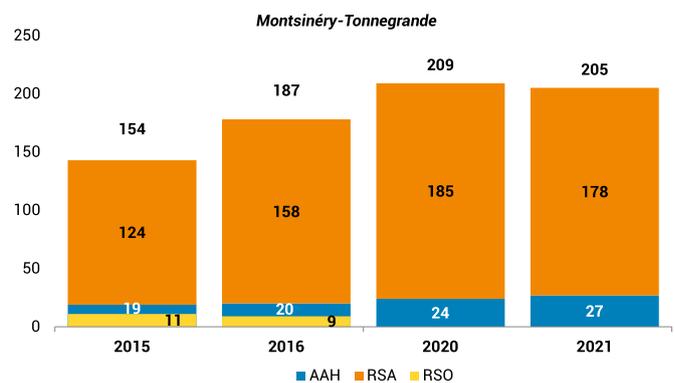


Lecture : Fin 2021, le taux de couverture des minima sociaux parmi les ménages de Montsinéry-Tonnegrande est de 20,6%.

Parmi les 480 allocataires Caf de Montsinéry-Tonnegrande en 2021, on recense environ 210 ménages allocataires des minima sociaux (AAH, RSA ou RSO). Ces allocataires représentent globalement 21% des ménages de Montsinéry-Tonnegrande au dernier recensement de la population.

## Évolution des allocataires des minima sociaux

Source : Cnaf, 2015-2021 - Traitements © Compas



Lecture : Fin 2021, la Caf recense 178 allocataires du RSA et 27 allocataires de l'AAH à Montsinéry-Tonnegrande.

Les minima sociaux de la Caf ne représentent qu'une partie de l'ensemble des minima sociaux de notre système de protection sociale. Cependant, ils recouvrent la très grande majorité des minima sociaux en France (le RSA, l'AAH, le RSO). Depuis 2015, le nombre d'allocataires des minima sociaux a augmenté à Montsinéry-Tonnegrande. En 2021, on compte environ 50 allocataires de plus qu'en 2015. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA.

LES POPULATIONS FRAGILES

## Le non recours aux droits et aux services : quel public est concerné et pour quelles raisons ?

« Le non recours aux droits et aux services renvoie à toute personne qui en tout état de cause ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits et de services à laquelle elle pourrait prétendre » d'après l'observatoire du non recours (ODENORE).

L'ODENORE distingue plusieurs formes de non-recours :

- La non connaissance : l'aide en question n'est pas connue par l'individu
- La non réception : l'aide est connue et demandée mais elle n'est pas obtenue ou pas utilisée
- La non demande : l'aide n'a pas été demandée volontairement ou par contrainte

Le non recours souligne une inégalité dans l'accès aux droits et aux services dont il faut identifier les freins.

Les causes du non-recours sont multiples, elles peuvent se cumuler entre elles et sont étroitement liées aux caractéristiques socio-démographiques des personnes, mais aussi à leur rapport aux administrations et aux services publics durant leur parcours personnel :

- Manque d'information sur ses droits
- Manque de connaissances pour savoir comment poursuivre les démarches ou savoir chercher l'information nécessaire aux démarches
- Complexité des démarches administratives et des formulaires
- Lassitude des démarches administratives
- Poids de la fracture numérique
- Crainte de stigmatisation notamment liée à une position de quémandeur
- Méfiance à l'égard des institutions liée à un parcours administratif complexe
- Insuffisance de l'offre : désintérêt et sentiment de ne pas être concerné notamment chez les jeunes NEET (Neither in Employment nor in Education or Training)

- Les changements répétés des règles d'attribution et/ou la multiplication des conditionnalités de l'offre : crainte de demander une aide et d'en perdre une autre

Ainsi, les personnes les plus précaires économiquement et socialement sont les plus touchées par le non recours :

- Illettrisme et difficultés avec la langue française (allophones)

- Les personnes subissant la fracture numérique, « illectronisme » (notamment les plus âgés et les moins diplômés)

- Les individus ayant peu de diplômes, pouvant être éloignés de l'emploi, et en situation de précarité

- Les personnes ayant des difficultés de mobilité (non véhiculées, handicap)

En 2019, d'après le baromètre DJEPVA, 23% des jeunes déclarent ne pas avoir bénéficié de dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels ils auraient eu droit ; une part en progression depuis 2016.

**Les sources sont présentées en Bibliographie.**



## Allocataires Caf dont les revenus sont constitués de prestations sociales à hauteur de 50% ou plus

Source : Cnaf, 2019 - Traitements © Compas

	Nombre d'allocataires CAF	Allocataires dont le revenu est constitué à 50% ou plus de prestations sociales		Allocataires dont le revenu est constitué à 100% de prestations sociales	
		Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	16 174	7 549	46,7	5 611	34,7
Macouria	3 702	1 665	45,0	1 178	31,8
Matoury	7 223	3 409	47,2	2 572	35,6
Remire-Montjoly	4 629	1 280	27,7	951	20,5
Roura	538	264	49,1	226	42,0
Montsinéry-Tonnegrande	461	236	51,2	179	38,8
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>32 719</b>	<b>14 403</b>	<b>44,0</b>	<b>10 717</b>	<b>32,8</b>
Guyane	55 463	28 490	51,4	22 578	40,7
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	556 016	250 409	45,0	188 082	33,8
France hexagonale	13 229 555	2 645 895	20,0	1 514 859	11,5
France entière	13 785 571	2 896 304	21,0	1 702 941	12,4

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Fin 2019, la CA du Centre Littoral compte 14 403 allocataires Caf dont les ressources dépendent à 50% ou plus des prestations sociales (et parmi eux 10 717 en dépendent totalement), soit 44% de l'ensemble des allocataires Caf.



## TABLEAU DÉTAILLÉ

### Allocataires Caf de la prime d'activité

Sources : Cnaf, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Allocataires de la prime d'activité	Taux de couverture des ménages en %
Cayenne	3 842	15,2
Macouria	974	16,6
Matoury	1 843	16,7
Remire-Montjoly	948	9,9
Roura	82	8,0
Montsinéry-Tonnegrande	95	9,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>7 784</b>	<b>14,5</b>
Guyane	12 162	14,4
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	157 613	20,5
France hexagonale	4 305 600	14,6
France entière	4 463 213	14,8

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Fin 2021, la CA du Centre Littoral compte 7 784 allocataires Caf de la prime d'activité, soit un taux de couverture parmi les ménages de 14,5%.

### Allocataires Caf des minima sociaux

Sources : Cnaf, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Allocataires des minima sociaux	Taux de couverture des ménages en %	Allocataires CAF des minima sociaux en 2021			Taux de couverture des ménages par les minima sociaux en %		
			AAH	RSA	RSO	AAH	RSA	RSO
Cayenne	6 852	27,2	1 134	5 593	125	4,5	22,2	0,5
Macouria	1 554	26,6	218	1 317	19	3,7	22,5	0,3
Matoury	3 172	28,7	419	2 699	54	3,8	24,4	0,5
Remire-Montjoly	1 237	12,9	234	987	16	2,4	10,3	0,2
Roura	221	21,6	37	184	nd	3,6	18,0	-
Montsinéry-Tonnegrande	205	20,6	27	178	nd	2,7	17,9	-
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>13 248</b>	<b>24,6</b>	<b>2 069</b>	<b>10 958</b>	<b>221</b>	<b>3,8</b>	<b>20,4</b>	<b>0,4</b>
Guyane	26 604	31,5	2 988	23 148	468	3,5	27,4	0,6
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	248 760	32,4	43 721	197 590	7 449	5,7	25,7	1,0
France hexagonale	2 870 714	9,7	1 171 465	1 699 249	nd	4,0	5,8	-
France entière	3 119 474	10,3	1 215 186	1 896 839	nd	4,0	6,3	-

nd : donnée non disponible

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Fin 2021, la CA du Centre Littoral compte 13 248 allocataires Caf des minima sociaux (dont 10 958 du RSA et 2 069 de l'AAH), soit un taux de couverture parmi les ménages de 24,6%.



## Cadrement général sur la fracture numérique

En 2019, la France comptait 88% d'utilisateurs d'internet de 12 ans et plus, un chiffre qui ne cesse d'augmenter depuis une vingtaine d'années.

Les plus âgés sont souvent pointés comme étant les premières « victimes » de la fracture numérique. En effet, les plus de 70 ans sont moins souvent internautes que les 18-24 ans, 60% contre 100%. Mais le nombre d'internautes de 70 ans et plus est en augmentation depuis quelques années. Concernant les taux d'équipement, pour le smartphone ou l'ordinateur, là aussi une augmentation progressive est à l'œuvre notamment pour le smartphone.

### Le smartphone devance l'ordinateur pour accéder à internet

Le taux d'équipement d'ordinateur est en baisse pour les moins de 40 ans. L'ordinateur est moins mobile que le smartphone et ne permet pas une connectivité permanente, ce qui conduit à un déséquipement. Cela s'observe surtout pour les ménages les plus pauvres qui par un effet de substitution vont choisir de s'équiper d'un smartphone plutôt que d'un ordinateur et d'un smartphone.

### La fracture numérique se réduit-elle pour autant ?

La fracture numérique ne concerne donc pas uniquement les plus âgés, mais aussi les ménages aux revenus faibles et les moins diplômés.

De plus, il est nécessaire de distinguer accès et usage. Si on regarde la fracture numérique en termes d'équipement elle tend à se réduire notamment entre les âges et malgré des effets de substitution selon la classe sociale. Cependant, si on regarde la fracture numérique en termes d'usage, celle-ci est toujours d'actualité et ne touche pas uniquement les plus âgés, elle touche aussi les moins diplômés et les plus jeunes.

Le manque général d'aisance avec l'informatique et internet est une cause souvent évoquée par les français comme un frein à l'e-administration et ce, d'abord pour les moins diplômés et ensuite les plus âgés.

L'illettrisme numérique appelé « illectronisme », concerne aussi les plus jeunes issus de milieu populaire. Sachant utiliser Snapchat ou Messenger ils peuvent pourtant se retrouver en difficulté quand il s'agit de faire un usage éducatif du numérique. Le confinement avec « école à la maison » a pu alors renforcer certaines inégalités scolaires.

## Les ménages ayant des difficultés dans l'usage du numérique

L'enquête annuelle du CREDOC révèle que l'âge, le niveau de revenu, le territoire, mais aussi le niveau de formation, ont des effets sur l'usage du numérique. En 2019, 77% des français ont un smartphone et 76% un ordinateur. Mais ces taux chutent avec l'âge. Ainsi, 44% des plus de 70 ans ont un smartphone et 58% un ordinateur. Pour les ménages les plus pauvres, les taux d'équipements sont aussi beaucoup plus faibles que ceux des ménages aisés. De plus ils progressent moins rapidement. Enfin, pour les ménages en situation économique difficile, l'équipement en ordinateur est très faible. Le choix se porte beaucoup plus facilement sur le smartphone. Les contraintes financières orientent les ménages vers les smartphones (beaucoup moins faciles d'usage pour l'e-administration).

L'autonomie face à internet est très variable selon le profil des ménages. Ainsi, les personnes ayant au plus un BEPC ou brevet des collèges, les ménages de cinq personnes ou plus, les plus de 70 ans, les personnes en commune rurale (dans une moindre mesure) sont les ménages qui ont le plus de difficultés dans l'usage autonome du web et de l'accès à internet.

Malgré l'autonomie apparente d'une grande partie de la population, seul un adulte sur trois ne voit aucun frein à la réalisation des démarches administratives en ligne.

L'indice © Compas construit ici reprend ces différentes approches liées à l'âge, au niveau de formation et au niveau de revenu. Il y ajoute deux variables importantes : l'absence d'emploi ainsi que l'immigration. L'ajout du chômage est lié à l'importance de l'emploi dans la maîtrise du numérique. Beaucoup d'utilisateurs du numérique ont reçu des formations de la part de leur employeur. Ces formations les ont aussi accompagnés dans le cadre d'un usage personnel. La prise en considération de l'immigration est liée avant tout à la maîtrise de la langue et de l'écrit en français. Pour beaucoup de ménages, l'accès aux plateformes numériques est complexifié par ces non maîtrises.

### DÉFINITION

Indice de rupture face au numérique : nous considérons 6 indicateurs :

- l'âge
- le lieu de vie
- le niveau de formation
- l'activité professionnelle
- le niveau de vie
- l'immigration

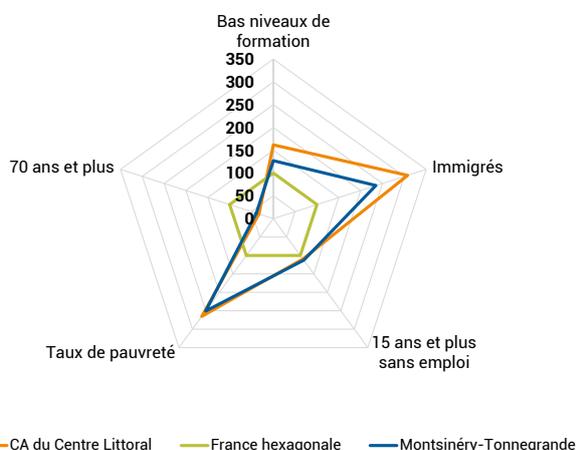
Cinq de ces indicateurs sont notés de 0 à 5 et un de 0 à 3. La somme de ces notes correspond à la valeur de l'indice ; la note maximale possible est donc de 28.



# Baromètre - L'inclusion numérique

## Indice de rupture face au numérique

Source : Insee, RP & RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas



Lecture : Le taux de pauvreté Montsinéry-Tonnegrande est 2,5 fois plus élevé que celui de la France hexagonale.

Le niveau de formation, le rapport à la langue française, la connexion au monde du travail ainsi que l'âge sont autant de facteur aggravants/facilitateurs pour accéder au numérique. L'indice de rupture numérique est de 18 à Montsinéry-Tonnegrande contre 15 en France hexagonale : la situation y est donc moins favorable qu'en moyenne nationale.

Les sur-représentations observées à Montsinéry-Tonnegrande, par rapport à la France hexagonale, pouvant être mises en avant pour les indicateurs composant l'indice sont :

- la part des bas niveaux de formation parmi les 15 ans et plus non scolarisés (33% contre 26%),
- la part des personnes immigrées dans la population (23% contre 10%),
- la part des 15 ans et plus sans emploi (56% contre 50%),
- le taux de pauvreté (36% contre 14%).

## Détail des facteurs de risque relatifs à la rupture numérique

Source : Insee, RP & RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Indice de rupture face au numérique	Bas niveaux de formation parmi les 15 ans et plus non scolarisés		Immigré(e)s dans la population		Personnes sans emploi parmi les 15 ans et plus		Taux de pauvreté estimé	70 ans et plus dans la population	
		Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	20	18 580	45,9	22 995	34,9	27 431	57,6	43,0	3 199	4,9
Macouria	19	4 516	43,2	5 021	26,3	6 967	55,9	41,1	397	2,1
Matoury	20	9 451	46,3	11 139	32,3	13 879	57,5	41,9	1 229	3,6
Remire-Montjoly	16	5 161	29,3	5 696	22,1	8 890	45,0	27,4	1 316	5,1
Roura	18	1 110	46,5	966	28,1	1 174	44,7	35,3	169	4,9
Montsinéry-Tonnegrande	18	639	33,2	735	23,4	1 200	56,3	36,1	159	5,1
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>19</b>	<b>39 456</b>	<b>42,3</b>	<b>46 551</b>	<b>30,6</b>	<b>59 542</b>	<b>54,8</b>	<b>38,2</b>	<b>6 469</b>	<b>4,3</b>
Guyane	20	82 472	50,2	88 095	30,9	113 768	59,2	44,9	8 996	3,2
France hexagonale	15	12 524 596	26,1	6 503 843	10,0	26 852 513	50,0	14,4	8 514 888	13,0

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : L'indice de rupture face au numérique de la CA du Centre Littoral est de 19.

# Quelles sont les réponses existantes sur le territoire pour l'offre de soins ?



## Panorama général de l'offre de soins et des services sanitaires

Sources : BPE, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Nombre de praticiens en exercice		Densité pour 1 000 habitants	Densité pour 1 000 publics cibles	Public cible
	CA du Centre Littoral	Montsinéry-Tonnegrande			
<b>La médecine libérale (hors médecins généralistes)</b>					
Ophthalmologiste	6	0	0,0	0,0	% habitants
Chirurgien dentiste	45	0	0,0	0,0	% habitants
Stomatologie	0	0	0,0	0,0	% habitants
Gynécologue	15	0	0,0	0,0	% femmes de 15 ans et plus
Pédiatrie	5	0	0,0	0,0	% enfants de moins de 10 ans
Dermatologue vénéréologue	4	0	0,0	0,0	% habitants
Oto-rhino-laryngologie	2	0	0,0	0,0	% hab. de moins de 6 ans ou de 75 ans et plus
Psychiatre	0	0	0,0	0,0	% habitants
Cardiologue	5	0	0,0	0,0	% habitants de 50 ans et plus
Pneumologue	2	0	0,0	0,0	% habitants de 50 ans et plus
Gastro-entérologue hépatologie	4	0	0,0	0,0	% habitants de 50 ans et plus
Radiodiagnostic et imagerie médicale	10	0	0,0	0,0	% habitants
<b>Les autres professionnels de santé libéraux</b>					
Infirmier	301	4	1,3	38,8	% hab. de 75 ans et plus
Masseur kinésithérapeute	80	0	0,0	0,0	% hab. de 75 ans et plus
Orthophoniste	14	0	0,0	0,0	% enfants de moins de 10 ans
Orthoptiste	3	0	0,0	0,0	% habitants
Pédicure-podologue	11	0	0,0	0,0	% hab. de 75 ans et plus
Ergothérapeute	6	0	0,0	0,0	% hab. de 75 ans et plus
Psychomotricien	3	0	0,0	0,0	% hab. de moins de 6 ans
Sage-femme	37	1	0,3	1,5	% femmes de 15-44 ans
<b>Les établissements et services à caractère sanitaire</b>					
Audio prothésiste	0	0	0,0	0,0	% hab. de 75 ans et plus
Magasin d'optique	15	0	0,0	0,0	% habitants
Pharmacie	31	0	0,0	0,0	% habitants
Laboratoire d'analyse	8	0	0,0	0,0	% habitants
Ambulances	13	0	0,0	0,0	% hab. de 75 ans et plus
			Moins de deux fois moins que la moyenne nationale		
			Plus de deux fois la moyenne nationale		

Lecture : En 2021, Montsinéry-Tonnegrande compte 1,3 infirmier(ère) pour 1 000 habitants.

LES POPULATIONS FRAGILES



# Les populations accèdent-elles aux services de soins de proximité ?

L'accessibilité potentielle localisée (APL) est un indicateur développé par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) qui permet de tenir compte de la proximité et de la disponibilité des médecins généralistes. Cet indicateur est donc plus précis quant à l'offre de soins que ce que les indicateurs traditionnels de densité médicale peuvent offrir. Il n'est cependant disponible qu'à l'échelle de la commune.

L'APL intègre dans son calcul :

- l'activité des médecins (mesurée par le nombre de consultations ou visites effectuées par le praticien),
- la consommation de soins,
- le temps d'accès au praticien,
- l'âge du médecin généraliste,
- le nombre d'habitants sur le territoire.

Un indicateur d'APL supérieur à 4 consultations par an par habitant (C/an/hab.) (moyenne nationale), équivaut à une offre de soins en médecins généralistes qui répond de manière satisfaisante aux besoins de la population.

À l'inverse, un indicateur inférieur à 2,5 C/an/hab. équivaut à une offre médicale insuffisante, le territoire est qualifié de « sous-dense ».

Entre 4 et 2,5 C/an/hab. le territoire étudié est dans un vivier où l'offre en médecins généralistes répond aux besoins de la population mais pas toujours de manière satisfaisante.

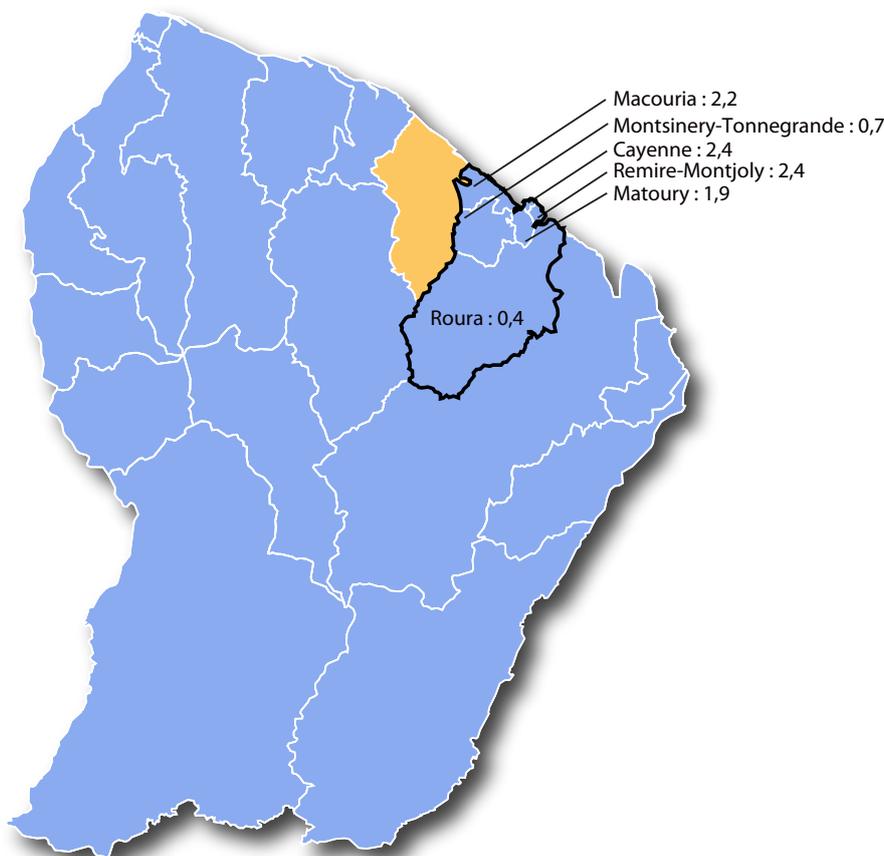
## Accessibilité potentielle localisée aux médecins généralistes de moins de 65 ans

Sources : Drees, 2021 - Traitements © Compas

**L'accessibilité potentielle localisée aux médecins généralistes de moins de 65 ans (nb de consultations ou visites accessibles par habitant par an)**

Moyenne de la Guyane : 1,7      Moyenne de la CA du Centre Littoral : 2,2

- Plus de 4 c/hab/an
- Entre 2,5 et 4 c/hab/an
- Moins de 2,5 c/hab/an



Compte tenu de la structure par âge de la population, les habitants de Montsinéry-Tonnegrande ont accès en moyenne à 0,7 consultation ou visite de médecine générale par an et par habitant.

Ce chiffre reste à 0,7 quand on restreint l'offre de médecine générale à celle fournie par les médecins de 65 ans ou moins (voir carte ci-contre).

Au regard de l'indicateur d'APL, Montsinéry-Tonnegrande dispose d'une offre de soins en médecins généralistes qui ne répond pas aux besoins de la population.

Ce constat, tiré de cet indice, doit cependant être nuancé et croisé avec l'analyse de l'agence régionale de la santé (ARS) concernant les territoires considérés localement comme prioritaires, et par celle, plus qualitative, des acteurs locaux de la santé.



Les collectivités locales ne sont pas les acteurs centraux en matière de soins ou de santé. Cependant, par l'intégration de la dimension sociale dans les besoins de santé le CCAS et la commune peuvent agir pour améliorer la santé des habitants.

Les besoins en matière de santé sont aussi liés à la situation sociale et économique des ménages (qualité de vie, actions de prévention, pratiques sportives, accès aux soins, ...) Nous ne sommes pas tous égaux en matière de santé et les réalités sociales ont un effet important sur la situation des habitants dans ce domaine.

Les populations plus âgées, mais aussi les enfants sont les tranches d'âges où les besoins d'accès aux soins sont les plus importants. De même, les ménages moins formés ou les ménages ayant des emplois « usants » ont des besoins spécifiques sans nécessairement bénéficier de toutes les actions et informations de prévention

L'intérêt est de travailler sur les déterminants sociaux de santé et d'analyser l'adéquation de ces besoins avec l'offre existante. La construction du baromètre@Compas repose donc sur 7 indicateurs différents renvoyant à 4 grands critères que sont l'âge, la profession et catégorie socio-professionnelle, la pauvreté monétaire et la « mise à l'écart de l'emploi ».

Si cet indice de besoins potentiels en santé ne préjuge pas en soi d'une demande effective de soins de la part des publics ou encore de leur recours effectif à une offre de soins, il doit permettre toutefois d'alerter les acteurs d'un territoire sur la possibilité d'un risque encouru ; et ce en questionnant localement le niveau d'adéquation entre l'offre et le besoin.

## DÉFINITION

Indice des besoins potentiels de santé :

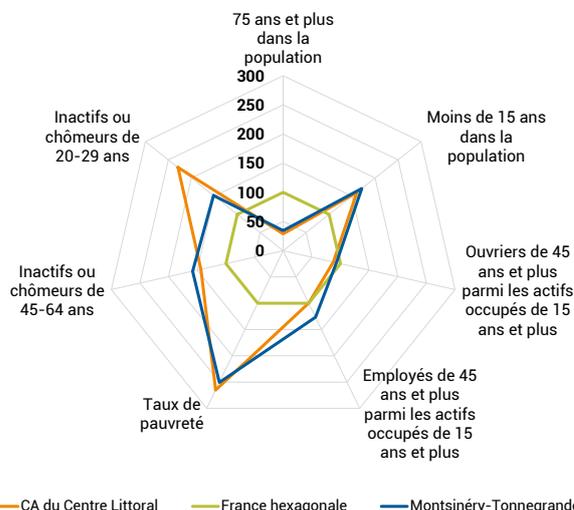
nous considérons 7 indicateurs :

- les personnes âgées de 75 ans ou plus
- les personnes âgées de moins de 15 ans
- les ouvriers de 45 ans et plus
- les employés de 45 ans et plus
- le taux de pauvreté
- les inactifs ou chômeurs de 45-64 ans
- les inactifs ou chômeurs de 20-29 ans

Ces indicateurs sont notés de 0 à 5. Leur somme correspond à la valeur de l'indice ; la note maximale possible est donc de 35.

## Indice des besoins potentiels en santé

Source : Insee, RP & RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas



Lecture : La part de jeunes de moins de 15 ans et plus dans la population totale Montsinéry-Tonnegrande est 1,7 fois plus élevée que celle de la France hexagonale.

L'indice des besoins potentiels en santé est de 23 à Montsinéry-Tonnegrande contre 21 en France hexagonale : la situation y est donc moins favorable qu'en moyenne nationale.

Les sur-représentations observées à Montsinéry-Tonnegrande, par rapport à la France hexagonale, pouvant être mises en avant pour les indicateurs composant l'indice sont :

- la part des moins de 15 ans parmi l'ensemble de la population (30% contre 18%),
- la part des employés de 45 ans et plus parmi les actifs occupés de 15 ans et plus (15% contre 12%),
- le taux de pauvreté (36% contre 14%),
- la part d'inactifs ou chômeurs de 45-64 ans et de 20-29 ans (respectivement 9 contre 6% et 6 contre 4%).



# Baromètre - Les besoins potentiels de santé

## Détail des facteurs des besoins potentiels en santé

Source : Insee, RP & RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Indice de besoins potentiels en santé	75 ans et plus dans la population		Moins de 15 ans dans la population		Ouvriers de 45 ans et plus parmi les actifs occupés de 15 ans et plus	
		Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	22	2 129	3,2	18 315	27,8	1 487	7,4
Macouria	20	221	1,2	6 532	34,2	407	7,3
Matoury	24	776	2,3	10 360	30,1	986	9,6
Remire-Montjoly	20	867	3,4	6 051	23,5	478	4,4
Roura	19	77	2,3	814	23,7	106	7,2
Montsinéry-Tonnegrande	23	103	3,3	948	30,2	75	7,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>21</b>	<b>4 174</b>	<b>2,7</b>	<b>43 020</b>	<b>28,3</b>	<b>3 539</b>	<b>7,2</b>
Guyane	22	5 680	2,0	92 994	32,6	6 125	7,8
France hexagonale	21	6 238 023	9,6	11 522 980	17,7	2 206 613	8,2

	Employés de 45 ans et plus parmi les actifs occupés de 15 ans et plus		Taux de pauvreté estimé	Inactifs ou chômeurs de 45-64 ans		Inactifs ou chômeurs de 20-29 ans	
	Nbre	Part (%)	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	2 486	12,3	43,0	3 764	8,9	4 380	10,4
Macouria	558	10,1	41,1	749	6,4	931	8,0
Matoury	1 371	13,4	41,9	2 110	9,8	2 085	9,7
Remire-Montjoly	1 084	10,0	27,4	1 098	6,3	1 576	9,0
Roura	89	6,1	35,3	155	6,6	208	8,9
Montsinéry-Tonnegrande	146	14,8	36,1	176	9,1	122	6,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>5 734</b>	<b>11,6</b>	<b>38,2</b>	<b>8 051</b>	<b>8,3</b>	<b>9 301</b>	<b>9,6</b>
Guyane	8 098	10,3	44,9	15 914	9,1	22 022	12,5
France hexagonale	3 134 630	11,7	14,4	2 338 129	5,8	1 693 247	4,2

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

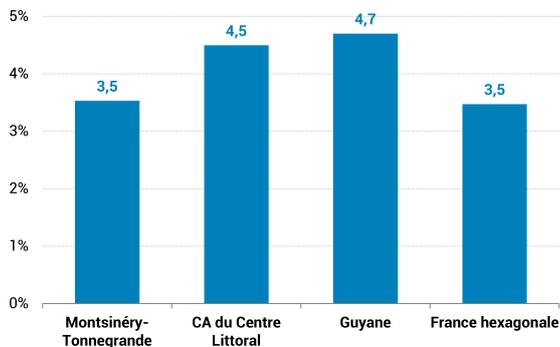
Lecture : L'indice des besoins potentiels en santé de la CA du Centre Littoral est de 21.

# Combien de personnes reconnues en situation de handicap ?



## Allocation d'éducation de l'enfant handicapé

Sources : Cnaf, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Fin 2021, 3,5% des familles avec enfant(s) de Montsinéry-Tonnegrande sont allocataires de l'AAEH.

Fin 2021, Montsinéry-Tonnegrande compte 20 foyers allocataires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AAEH), soit 4% des familles avec enfant(s). Concernant les enfants couverts par l'AAEH, ils sont 20, soit 2% des jeunes de moins de 20 ans de Montsinéry-Tonnegrande.

Les familles qui ont en charge un enfant de moins de 20 ans en situation de handicap peuvent bénéficier de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AAEH). Cette allocation est versée, sans conditions de ressources, par la Caf ou la Msa. Elle permet de faire face aux dépenses, parfois importantes, liées au handicap de l'enfant. Le montant de base (142,70€ par mois depuis avril 2023) peut être augmenté dans certains cas, en particulier si le handicap de l'enfant nécessite des dépenses coûteuses ou entraîne une cessation de l'activité professionnelle de son parent ou encore l'embauche d'une tierce personne. Ces compléments sont déterminés en fonction de la nature du handicap de l'enfant et peuvent varier de 107€ à 1 221€. Les familles monoparentales peuvent bénéficier, selon les mêmes conditions, d'une allocation supplémentaire qui varie de 58€ à 477€.

## Établissements d'hébergement pour enfant en situation de handicap

Source : BPE, 2021 - Traitements © Compas

Equipements et services pour les enfants en situation de handicap	Montsinéry-Tonnegrande	CA du Centre Littoral
Hébergement pour enfants	0	9
Service à domicile et ambulatoire pour enfants	0	11

Lecture : En 2021, Montsinéry-Tonnegrande ne compte aucun établissement d'hébergement pour enfants en situation de handicap.

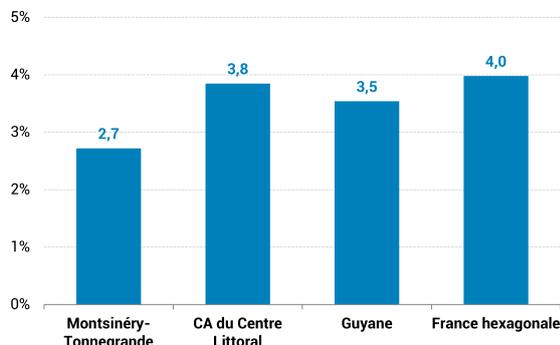
En 2021, Montsinéry-Tonnegrande ne dispose ni d'hébergement ni de services pour les enfants en situation de handicap.



# Combien de personnes reconnues en situation de handicap ?

## Allocation pour adulte handicapé

Sources : Cnaf, 2021 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



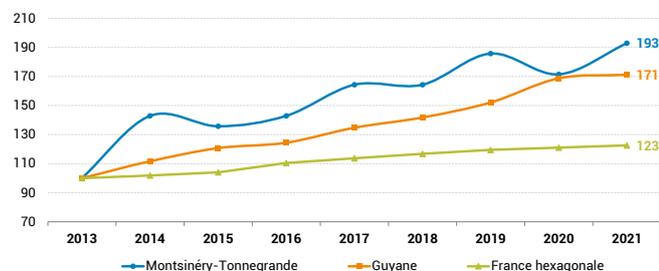
Lecture : Fin 2021, le taux de couverture de l'AAH parmi les ménages de Montsinéry-Tonnegrande est de 2,7%.

30 allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) versée par la Caf sont recensés fin 2021, soit 3% des ménages de Montsinéry-Tonnegrande.

Les adultes handicapés âgés de plus de 20 ans et présentant un taux d'incapacité d'au moins 80% (ou entre 50 et 79% si le handicap entraîne une restriction d'accès à l'emploi reconnue par la CDAPH) peuvent bénéficier de l'Allocation d'adulte handicapé (AAH). Le montant de cette aide varie en fonction de la situation familiale de la personne et de ses revenus. Il est fixé à 971,37€ par mois à partir d'avril 2023 pour une personne seule sans ressource (montant maximum de l'AAH). Il peut être réduit si la personne handicapée perçoit des revenus (pension d'invalidité, revenus d'activité professionnelle, revenus fonciers, pension alimentaire, ...). Le montant de l'allocation sera alors égal à la différence entre la moyenne mensuelle de ses ressources et le montant de base de l'AAH. Si la personne n'a aucun revenu, elle perçoit le revenu maximum de l'AAH soit un montant inférieur à celui du seuil de pauvreté. Dans le cas où elle séjourne dans un établissement de santé, elle ne perçoit que 30% de son allocation soit 271,41€.

## Évolution du nombre d'allocataires de l'AAH (base 100 en 2013)

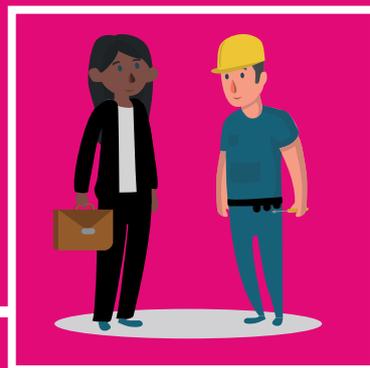
Source : Cnaf, 2013-2021 - Traitements © Compas



Lecture : De 2013 à 2021, le nombre d'allocataires de l'AAH passe de l'indice 100 à l'indice de 193, il augmente de 93% pendant cette période.

Depuis 2013, le nombre d'allocataires de l'AAH de Montsinéry-Tonnegrande a augmenté de 93%, soit 10 allocataires de plus. Pour comparaison, l'évolution a été de +71% pour la Guyane et de +23% pour la France hexagonale. Concernant la période récente (2020-2021), le nombre d'allocataires a augmenté de 13% (5 allocataires de plus) quand dans les territoires de référence l'évolution a été de +1% pour la Guyane et pour la France hexagonale.

# LES ACTEURS ÉCONOMIQUES



## LES ACTIFS RÉSIDENTS

- Quelle est la place de l'emploi dans la vie des habitants ? \_\_\_\_\_ p.123
- Quelle est l'importance du chômage ? \_\_\_\_\_ p.128
- Baromètre - Les impacts de la crise sur l'emploi \_\_\_\_\_ p.130
- Quelles mobilités domicile-travail quotidiennes ? \_\_\_\_\_ p.132
- Quelles inégalités dans l'accès à l'emploi ? \_\_\_\_\_ p.133

## LES PERSONNES EN EMPLOI SUR LE TERRITOIRE

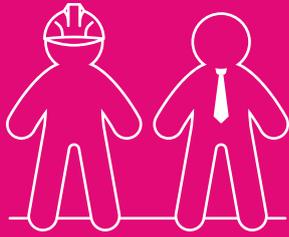
- Qui occupe les emplois du territoire ? \_\_\_\_\_ p.135

## LES ÉTABLISSEMENTS

- Quels sont les emplois du territoire ? \_\_\_\_\_ p.140

# CHIFFRES CLÉS

## LES ACTEURS ÉCONOMIQUES



**387**  
emplois occupés  
sur le territoire



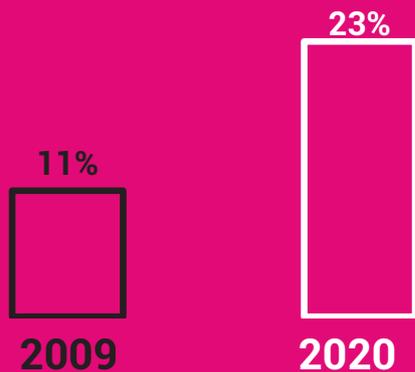
**73%**  
taux d'activité  
féminin  
(25-54 ans)

**0,4**

taux de polarisation des  
actifs de 15-64 ans



**67%**  
des actifs travaillent  
dans une  
autre commune



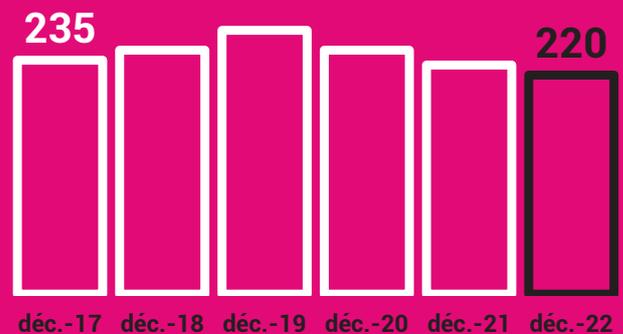
Part des hauts niveaux  
de formation



**33%**  
des 15 ans et plus  
non scolarisés sont  
sans diplôme



**17%**  
Indice de chômage  
estimé



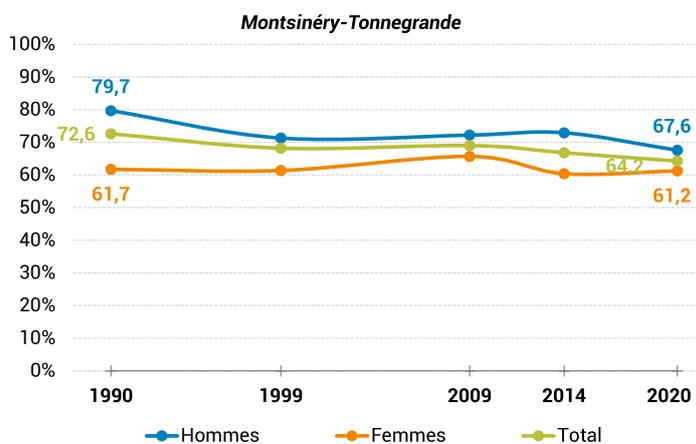
**-15**  
DEFM cat. ABC entre 2017 et 2022

# Quelle est la place de l'emploi dans la vie des habitants ?



## Évolution du taux d'activité par sexe

Source : Insee, RP 1990-2020 - Traitements © Compas

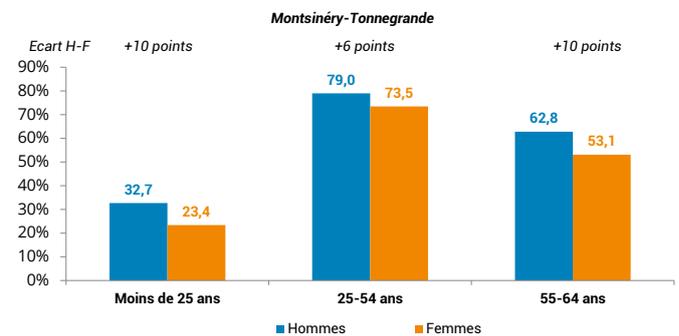


Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, le taux d'activité féminin est de 61,2%.

En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte 1 240 actifs de 15-64 ans dont 620 femmes et 620 hommes. Le taux d'activité des 15-64 ans est de 64% contre 73% en 1990. Dans le détail par sexe, le taux d'activité des femmes est de 61% en 2020 et celui des hommes de 68% (contre respectivement 62% et 80% en 1990).

## Taux d'activité par âge et par sexe

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

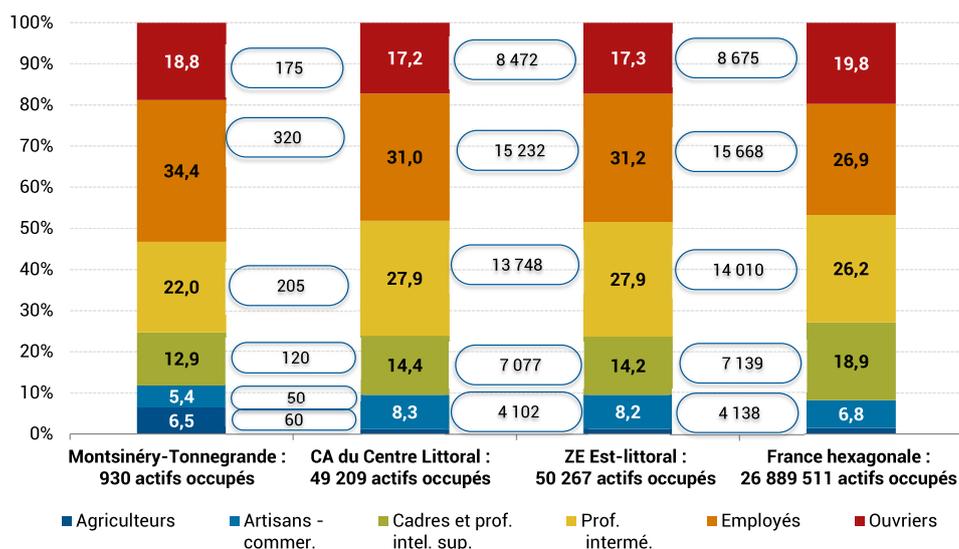


Lecture : En 2020, 79,0% des hommes de 25-54 ans sont actifs à Montsinéry-Tonnegrande.

En 2020, le taux d'activité féminin des 25-54 ans est de 73%. Ce taux d'activité est inférieur de 6 points à celui des hommes. Pour les moins de 25 ans, l'écart est de 10 points en défaveur des femmes (23% contre 33% pour les hommes). Enfin, concernant les actifs de 55-64 ans, le taux d'activité des femmes est plus faible de 10 points à celui des hommes (53% contre 63%).

## Répartition des actifs occupés de 15 ans et plus selon la PCS

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 34,4% des actifs occupés de 15 ans et plus sont employés à Montsinéry-Tonnegrande, soit 320 personnes.

Au regard de la France hexagonale, les actifs occupés de 15 ans et plus employés sont sur-représentés à Montsinéry-Tonnegrande, soit 34% contre 27% en France hexagonale. A l'inverse, on note une sous-représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures qui représentent 13% des actifs occupés de 15 ans et plus à Montsinéry-Tonnegrande.

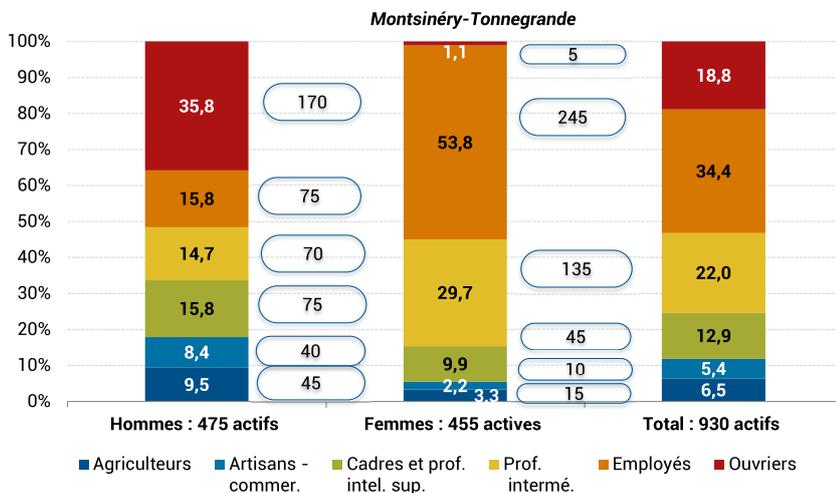
LES ACTEURS ÉCONOMIQUES



# Quelle est la place de l'emploi dans la vie des habitants ?

## Répartition des actifs occupés de 15 ans ou plus par sexe et PCS

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

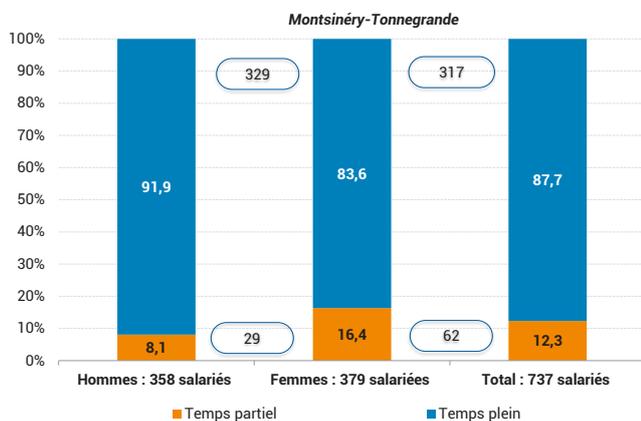


Montsinéry-Tonnegrande compte près de 930 actifs occupés de 15 ans et plus en 2020. Parmi eux, 13% sont cadres ou de professions intellectuelles supérieures et 53% sont ouvriers ou employés. On note que les hommes ont plus souvent tendance à être ouvriers tandis que les femmes sont plus souvent employées.

Lecture : En 2020, 35,8% des hommes actifs occupés sont des ouvriers, soit 170 hommes.

## Répartition des salariés de 15-64 ans selon le temps de travail

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

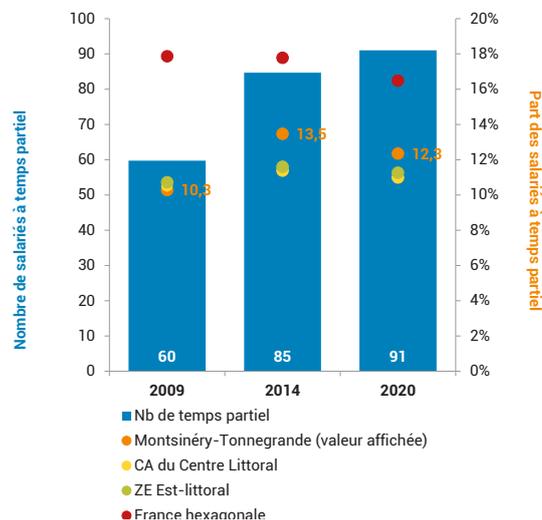


Lecture : 16,4% des femmes salariées de 15-64 ans sont à temps partiel en 2020 à Montsinéry-Tonnegrande.

12% des salariés âgés de 15 à 64 ans occupent un emploi à temps partiel à Montsinéry-Tonnegrande. Le recours au temps partiel est plus important pour les femmes : 16% d'entre elles contre 8% des hommes, soit respectivement 60 femmes et 30 hommes.

## Évolution des salariés de 15-64 ans à temps partiel

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : 12,3% des salariés de 15-64 ans sont à temps partiel en 2020 à Montsinéry-Tonnegrande.

Le nombre de salariés de Montsinéry-Tonnegrande occupant un emploi à temps partiel augmente depuis une dizaine d'années. Il est passé de 60 à 90. De la même façon, leur proportion parmi l'ensemble des salariés a augmenté de 2 points pour atteindre 12% en 2020. A titre de comparaison, cette proportion est de 11% pour la CA du Centre Littoral et de 16% pour la France hexagonale.

## TABLEAU DÉTAILLÉ



### Taux d'activité et taux d'emploi sur le territoire

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Nbre d'actifs de 15-64 ans	Nbre d'actifs de 15-64 ans en emploi	Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
			15-64 ans	25-54 ans	15-64 ans	25-54 ans
Cayenne	28 666	19 816	67,8	80,1	46,9	56,2
Macouria	8 150	5 480	69,8	85,2	47,0	58,5
Matoury	13 789	9 997	64,3	77,5	46,6	57,0
Remire-Montjoly	12 640	10 661	72,6	83,3	61,2	71,6
Roura	1 696	1 428	72,6	85,3	61,2	72,2
Montsinéry-Tonnegrande	1 238	962	64,2	76,0	49,9	59,0
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>66 179</b>	<b>48 344</b>	<b>68,2</b>	<b>80,8</b>	<b>49,8</b>	<b>60,1</b>
Guyane	113 146	76 978	64,4	77,1	43,8	54,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	833 331	591 734	69,2	83,6	49,1	60,3
France hexagonale	30 189 335	26 479 198	74,6	90,7	65,4	80,7
France entière	31 022 666	27 070 932	74,5	90,5	65,0	80,2

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Le taux d'activité des 15-64 ans de la CA du Centre Littoral atteint 68,2% en 2020.

### Évolution des salariés de 15-64 ans à temps partiel

Source : Insee, RP 2009-2020 - Traitements © Compas

	Temps partiel en 2009				Temps partiel en 2020			
	Total		Féminin		Total		Féminin	
	Nbre	Taux (%)	Nbre	Taux (%)	Nbre	Taux (%)	Nbre	Taux (%)
Cayenne	1 381	9,5	906	12,8	2 142	12,3	1 344	15,2
Macouria	254	10,0	156	12,7	533	11,2	346	13,6
Matoury	1 095	15,0	799	21,8	1 072	12,5	716	16,5
Remire-Montjoly	520	8,0	358	11,4	663	7,1	464	9,8
Roura	53	8,8	30	12,3	99	9,5	61	17,1
Montsinéry-Tonnegrande	60	10,3	38	13,2	91	12,3	62	16,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>3 364</b>	<b>10,5</b>	<b>2 288</b>	<b>14,6</b>	<b>4 600</b>	<b>11,0</b>	<b>2 992</b>	<b>14,1</b>
Guyane	5 671	11,8	3 652	16,5	7 631	12,4	4 796	16,1
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	81 681	17,4	56 981	24,2	84 878	17,2	58 783	22,6
France hexagonale	4 072 991	17,9	3 273 032	29,2	3 805 207	16,5	2 932 532	25,4
France entière	4 154 671	17,9	3 330 013	29,1	3 890 085	16,5	2 991 315	25,3

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

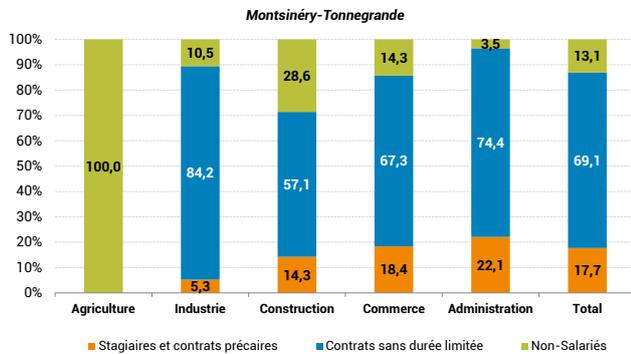
Lecture : En 2020, 2 992 femmes occupent un emploi à temps partiel, soit 14,1% des femmes salariées de la CA du Centre Littoral.



# Quelle est la place de l'emploi dans la vie des habitants ?

## Secteur d'activité et risque de perte d'emploi

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



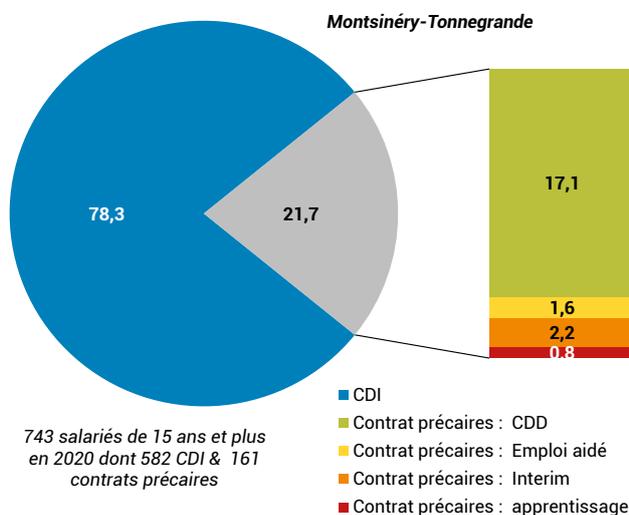
Lecture : Parmi les actifs occupés de 15-64 ans travaillant dans le domaine de l'industrie, 84,2% ont un contrat sans limitation de durée (CDI) à Montsinéry-Tonnegrande.

Tous secteurs d'activités confondus, 69% des actifs occupés de Montsinéry-Tonnegrande occupent un emploi sans limitation de durée, 18% sont stagiaires ou occupent un emploi précaire et 13% ne sont pas salariés.

Le secteur de l'administration est celui qui enregistre la plus forte proportion d'actifs occupés ayant un contrat précaire (stages, contrat à durée déterminée, etc) (22%) tandis que le secteur de l'industrie est celui qui se démarque de par la plus forte part de contrats sans limitation de durée chez les actifs occupés, soit 84%.

## Répartition des salariés de 15 ans et plus selon leur contrat

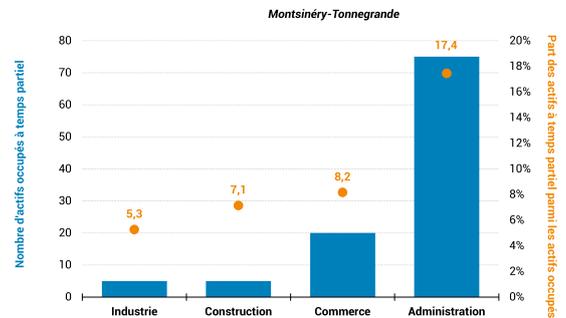
Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : 17,1% des salariés de 15 ans et plus de Montsinéry-Tonnegrande sont en CDD.

## Actifs occupés à temps partiel selon le secteur d'activité

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



Lecture : Parmi les actifs occupés de 15-64 ans travaillant dans le domaine du commerce, 8,2% occupent un emploi à temps partiel, soit 20 personnes à Montsinéry-Tonnegrande.

En 2020, le secteur de l'administration est celui qui compte le plus grand nombre d'actifs occupant un emploi à temps partiel, soit 80 actifs occupés (17% des actifs occupés de ce secteur).

Par ailleurs, les actifs à temps partiel sont sous-représentés dans le secteur de l'industrie : ils représentent 5% des actifs de ce secteur, soit 10 actifs occupés travaillant dans cette branche.

En 2020, le nombre de salariés en contrat précaire s'élève à 161, soit 22% des salariés de 15 ans et plus de Montsinéry-Tonnegrande. La proportion atteint 23% sur la zone d'emploi.

Parmi les 161 salariés en contrat précaire de Montsinéry-Tonnegrande, 127 occupent un CDD, soit 17% de l'ensemble des salariés de 15 ans et plus, et 79% des salariés en contrats précaires.

## TABLEAU DÉTAILLÉ



### Actifs occupés de 15-64 ans selon le secteur d'activité

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas

	Agriculture		Industrie		Construction		Commerce		Administration	
	Nbre d'actifs occupés	Dont % des contrats sans durée limitée (CDI)	Nbre d'actifs occupés	Dont % des contrats sans durée limitée (CDI)	Nbre d'actifs occupés	Dont % des contrats sans durée limitée (CDI)	Nbre d'actifs occupés	Dont % des contrats sans durée limitée (CDI)	Nbre d'actifs occupés	Dont % des contrats sans durée limitée (CDI)
Cayenne	122	43,6	1 145	68,3	1 276	54,2	8 216	64,3	9 072	71,2
Macouria	218	29,8	430	75,4	446	53,6	1 671	72,6	2 682	73,8
Matoury	100	46,8	705	73,6	975	53,3	3 587	63,0	4 621	71,4
Remire-Montjoly	74	28,6	631	75,8	579	51,5	3 871	69,6	5 502	78,6
Roura	254	2,5	370	93,5	84	41,9	290	66,8	408	81,2
Montsinéry-Tonnegrade	35	0,0	95	84,2	70	57,1	245	67,3	430	74,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>804</b>	<b>24,0</b>	<b>3 377</b>	<b>74,9</b>	<b>3 429</b>	<b>53,2</b>	<b>17 881</b>	<b>66,0</b>	<b>22 715</b>	<b>73,6</b>
Guyane	1 695	19,6	6 589	82,1	4 965	53,8	27 765	56,7	35 952	69,1
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	18 222	36,1	42 543	74,3	38 340	56,6	231 713	65,5	261 190	72,1
France hexagonale	637 569	30,5	3 229 065	86,3	1 711 215	68,1	12 574 028	73,1	8 321 989	77,4
France entière	655 791	30,6	3 271 608	86,2	1 749 555	67,8	12 805 741	72,9	8 583 179	77,2

Valeurs inférieures à celle la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle la CA du Centre Littoral

Lecture : En 2020, la CA du Centre Littoral compte 3 377 actifs occupés de 15-64 ans ayant un emploi dans l'industrie, dont 74,9% ont un contrat sans limitation de durée.

### Salariés en contrat précaire parmi l'ensemble des salariés de 15 ans ou plus

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas

	Les salariés en contrat précaire en 2020		Evolution 2014-2020	
	Nb	%	Nb	%
Cayenne	4 457	25,2	+853	+23,7
Macouria	1 048	21,8	+398	+61,2
Matoury	2 178	24,8	+194	+9,8
Remire-Montjoly	1 581	16,9	+343	+27,7
Roura	159	15,0	-22	-12,4
Montsinéry-Tonnegrade	161	21,7	+1	+0,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>9 583</b>	<b>22,6</b>	<b>+1 765</b>	<b>+22,6</b>
Guyane	16 052	25,8	+2 547	+18,9
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	107 670	21,5	+4 512	+4,4
France hexagonale	3 625 714	15,5	+197 733	+5,8
France entière	3 733 384	15,7	+202 245	+5,7

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : 22,6% des salariés de 15 ans et plus de la CA du Centre Littoral occupent un emploi précaire en 2020.

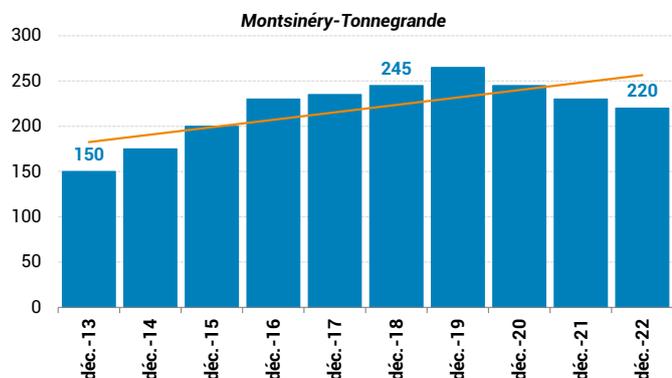


# Quelle est l'importance du chômage ?

Les actifs résidents

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC

Source : Dares, 2013-2022 - Traitements © Compas

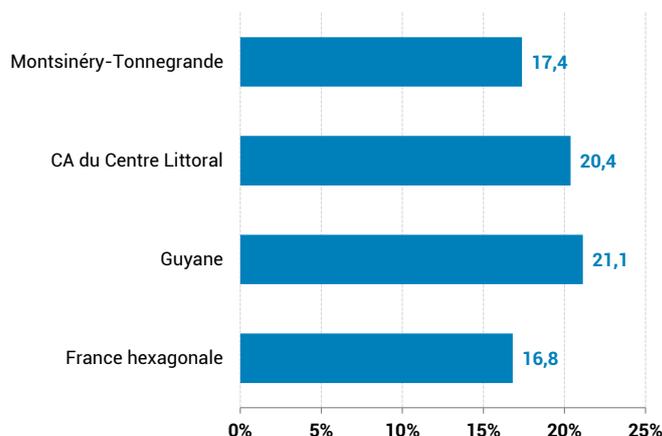


Lecture : Au 31/12/2022, Montsinéry-Tonnegrande compte 220 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C.

Depuis fin 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C augmente à Montsinéry-Tonnegrande, soit 70 DEFM de plus. Leur nombre atteint ainsi 220 personnes fin 2022.

## Indice de chômage estimé

Sources : Dares, 2022 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

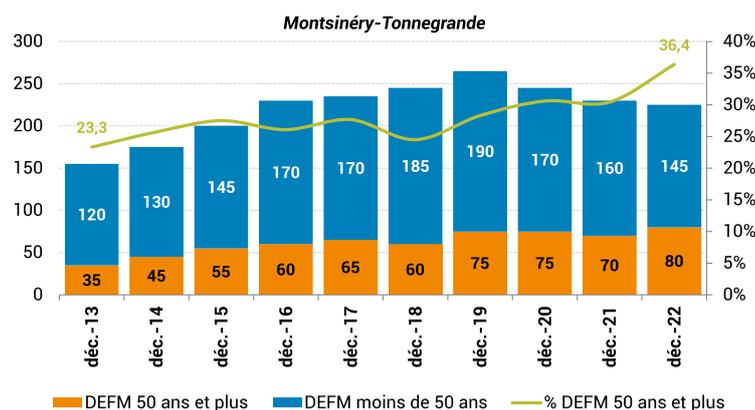


Lecture : Au 4ème trimestre 2022, l'indice de chômage estimé atteint 17,4% à Montsinéry-Tonnegrande.

Avec près de 220 demandeurs d'emploi recensés au 4ème trimestre 2022, l'indice de chômage estimé à Montsinéry-Tonnegrande est de 17%, soit un niveau proche de celui observé à l'échelle de la France hexagonale.

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories A, B et C

Source : Dares, 2013-2022 - Traitements © Compas



Lecture : Au 31/12/2022, Montsinéry-Tonnegrande compte 80 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C âgés de 50 ans et plus.

Montsinéry-Tonnegrande compte 80 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C âgés de 50 ans et plus au 4ème trimestre 2022, soit environ 50 de plus que fin du 4ème trimestre 2013. Dans le même temps, leur part parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C a augmenté passant de 23% à 36%.

### DÉFINITIONS

**Taux de chômage** : le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs dans la population active. Est considéré ici comme chômeur une personne âgée de plus de 15 ans qui n'a pas travaillé la semaine de référence de l'enquête, est disponible dans les 15 jours et recherche activement un emploi. La définition du ministère de l'emploi est une définition administrative et comptabilise alors les demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi dans différentes catégories (A, B et C).

**Demandeur d'emploi en fin de mois** : personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

**Indice de chômage** : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A rapportés à l'ensemble des actifs



## Demandeurs d'emploi en fin de mois - Catégories ABC

Sources : Dares, 2020-2022 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Demandeurs d'emploi en fin de mois - cat. ABC		Evolution 2021-2022		Indice de chômage* (%)
	31/12/2021	31/12/2022	Nbre	Part (%)	31/12/2022
Cayenne	6 540	6 560	+20	+0,3	22,5
Macouria	1 660	1 695	+35	+2,1	20,6
Matoury	3 415	3 415	+0	-	24,3
Remire-Montjoly	1 745	1 635	-110	-6,3	12,7
Roura	215	190	-25	-11,6	10,9
Montsinéry-Tonnegrande	230	220	-10	-4,3	17,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>13 805</b>	<b>13 715</b>	<b>-90</b>	<b>-0,7</b>	<b>20,4</b>
Guyane	24 085	24 260	+175	+0,7	21,1
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	291 000	280 390	-10 610	-3,6	33,1
France hexagonale	5 432 675	5 146 210	-286 465	-5,3	16,8
France entière	5 723 675	5 426 600	-297 075	-5,2	17,2

\* DEFM parmi l'ensemble des actifs

nd : donnée non disponible

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

Lecture : Au 31/12/2022, la CA du Centre Littoral compte 13 715 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories ABC, soit 20,4% des actifs (indice de chômage).

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories A, B et C

Source : Dares, 2020 - 2022 - Traitements © Compas

	Demandeurs d'emploi en fin de mois - cat. ABC			Demandeurs d'emploi en fin de mois - cat. ABC 50 ans et plus		
	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Cayenne	6 660	6 540	6 560	1 740	1 705	1 590
Macouria	1 635	1 660	1 695	340	375	390
Matoury	3 300	3 415	3 415	900	900	920
Remire-Montjoly	1 760	1 745	1 635	470	435	405
Roura	225	215	190	65	60	60
Montsinéry-Tonnegrande	245	230	220	75	70	80
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>13 825</b>	<b>13 805</b>	<b>13 715</b>	<b>3 590</b>	<b>3 545</b>	<b>3 445</b>
Guyane	23 795	24 085	24 260	5 805	5 815	5 825
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	296 510	291 000	280 390	92 875	93 190	89 885
France hexagonale	5 781 755	5 432 675	5 146 210	1 494 160	1 472 075	1 408 030
France entière	6 078 265	5 723 675	5 426 600	1 587 035	1 565 265	1 497 915

Lecture : Au 31/12/2022, la CA du Centre Littoral compte 3 445 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie ABC âgés de 50 ans ou plus.



# Baromètre - Les impacts de la crise sur l'emploi

Les actifs résidents

## L'impact de la crise économique sur l'emploi

Cet indice regroupe principalement les caractéristiques d'emplois des ménages des territoires. La crise de 2008/2014 a permis de construire un modèle pour la mesure des effets en matière de pertes d'emplois selon les territoires. Le premier impact a été celui sur les personnes à emploi précaire. Ce sont ensuite les secteurs d'activités fragiles qui ont le plus souffert (à l'époque le bâtiment et l'industrie). Enfin, les conséquences sur les actifs ont concerné des tranches d'âges spécifiques. En début de crise, les jeunes ont été concernés par le chômage et en seconde partie les seniors (50 ans et plus). Dans un premier temps, les actifs les plus formés ont été moins touchés par le chômage que les actifs à faible niveau de formation, dans un second temps les hauts niveaux de formation ont connu un rebond d'activité important, ce qui n'a pas été le cas des moins formés.

Enfin, la question de la mobilité des actifs est devenue un élément clé de l'insertion professionnelle pour les ménages à plus bas niveau de qualification. Ainsi, plus le niveau de qualification est faible et plus la possession d'un véhicule devient un élément important dans l'accès à l'emploi. Les emplois les moins qualifiés sont devenus des emplois nécessitant une forte mobilité : soit une mobilité entre le domicile et le travail<sup>1</sup>, soit une mobilité au sein de l'emploi<sup>2</sup>.

Ainsi, à partir de cette analyse passée, il est possible de mesurer les effets sur l'emploi. A partir de la connaissance des actifs par quartier, il est possible de mesurer quels seront les territoires les plus fortement concernés par la crise économique. L'analyse par secteur d'activité ou type d'emploi permet également de mettre en évidence les ménages qui pourraient être les premières victimes de la crise économique : structure de ces ménages (couples, personnes seules, familles monoparentales, par âge, par nombre d'enfants, par lien au logement,...). Cette connaissance doit permettre aux collectivités d'anticiper les effets de la crise à venir et donc d'être actives en amont (actions de formation, aides à la mobilité, développement de l'économie sociale et solidaire,...).

1 / « les activités industrielles sont de moins en moins urbaines, les zones d'activité se sont développées en périphérie des grandes agglomérations de même que les zones commerciales, les espaces de stockage ne sont plus en milieu urbain, le développement d'une agriculture plus industrielle a fait progresser l'emploi ponctuel en milieu rural, ... »

2 / « conduite de camionnettes, livraison de colis, gardiennage, activités de maintien à domicile, ... »

## DÉFINITION

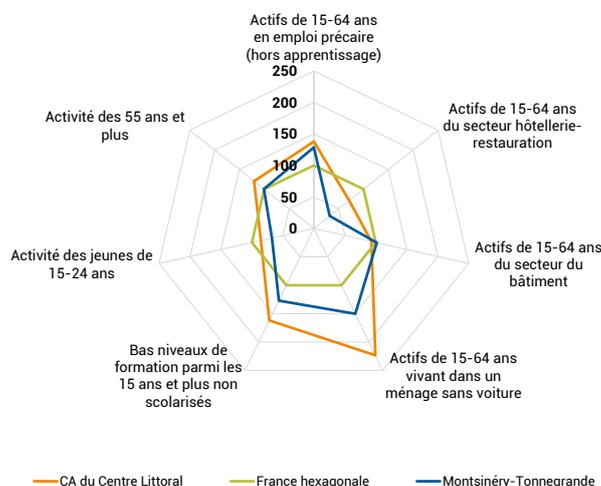
Indice d'impact de la crise économique sur l'emploi : nous considérons 8 indicateurs :

- les actifs de 15-64 ans en emploi précaire
- les actifs de 15-64 ans du secteur de l'hôtellerie-restauration
- les actifs de 15-64 ans du secteur du bâtiment
- les actifs de 15-64 ans du secteur de la fabrication de matériel de transport
- les actifs de 15-64 ans vivant dans un ménage sans voiture
- les bas niveaux de formation parmi les plus de 15 ans non scolarisés
- l'activité des jeunes de 15/24 ans
- l'activité des seniors de 55 ans et plus

Ces indicateurs sont notés de 0 à 5. Leur somme correspond à la valeur de l'indice ; la note maximale possible est de 40.

## Indice de l'impact de la crise économique sur l'emploi

Source : Insee, RP & RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas



Lecture : La part d'actifs de 15-64 ans vivant dans un ménage sans voiture à Montsinéry-Tonnegrande est 1,5 fois plus élevée que celle de la France hexagonale.

L'indice de l'impact de la crise économique sur l'emploi est de 18 à Montsinéry-Tonnegrande contre 24 en France hexagonale : la situation y est donc moins favorable qu'en moyenne nationale.

Les sur-représentations observées à Montsinéry-Tonnegrande, par rapport à la France hexagonale, pouvant être mises en avant pour les indicateurs composants l'indice sont :

- la part des salariés de 15 ans et plus en emploi précaire (hors apprentissage) (13% contre 10%),
- la part des actifs de 15-64 ans vivant dans un ménage sans voiture (16% contre 11%),
- la part des 15 ans et plus non scolarisés avec de bas niveaux de formation (33% contre 26%).



## Détail des facteurs de risque de l'impact de la crise économique sur l'emploi

Source : Insee, RP & RP fichiers détail 2019 - Traitements © Compas

	Indice de l'impact sur l'emploi	Salariés de 15 ans et plus en emploi précaire (hors apprentissage)		Actifs de 15-64 ans du secteur hôtellerie-restauration		Actifs de 15-64 ans du secteur du bâtiment		Actifs de 15-64 ans du secteur de la fabrication de matériels de transport	
		Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)	Nbre	Part (%)
Cayenne	23	4 118	14,4	902	3,1	1 299	4,5	<10	-
Macouria	20	948	11,6	109	1,3	430	5,3	<10	-
Matoury	24	2 042	14,8	316	2,3	908	6,6	<10	-
Remire-Montjoly	17	1 468	11,6	299	2,4	653	5,2	11	0,1
Roura	18	153	9,0	42	2,5	89	5,3	nd	-
Montsinéry-Tonnegrande	18	155	12,5	14	1,1	71	5,7	nd	-
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>22</b>	<b>8 883</b>	<b>13,4</b>	<b>1 681</b>	<b>2,5</b>	<b>3 449</b>	<b>5,2</b>	<b>24</b>	<b>0,0</b>
Guyane	20	15 074	13,3	2 619	2,3	5 015	4,4	160	0,1
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	18	96 168	11,5	23 881	2,9	38 080	4,6	456	0,1
France hexagonale	24	2 937 505	9,7	1 076 427	3,6	1 693 378	5,6	341 155	1,1
France entière	20	3 033 673	9,8	1 100 308	3,5	1 731 458	5,6	341 611	1,1

	Actifs de 15-64 ans vivant dans un ménage sans voiture		15 ans et plus non scolarisés avec de bas niveaux de formation		Jeunes de 15-24 ans actifs		55 ans et plus actifs	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cayenne	9 658	33,7	18 580	45,9	4 111	38,3	3 981	68,2
Macouria	1 426	17,5	4 516	43,2	1 068	33,8	963	72,1
Matoury	3 102	22,5	9 451	46,3	1 748	31,1	2 318	70,7
Remire-Montjoly	1 489	11,8	5 161	29,3	1 039	33,0	2 029	73,1
Roura	277	16,3	1 110	46,5	137	31,8	270	69,0
Montsinéry-Tonnegrande	203	16,4	639	33,2	97	27,7	191	58,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>16 156</b>	<b>24,4</b>	<b>39 456</b>	<b>42,3</b>	<b>8 200</b>	<b>35,0</b>	<b>9 752</b>	<b>69,9</b>
Guyane	35 631	31,5	82 472	50,2	16 275	34,8	13 942	65,5
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	152 241	18,3	547 040	41,5	89 490	36,1	147 697	60,6
France hexagonale	3 299 813	10,9	12 524 596	26,1	3 138 300	40,9	4 784 823	58,1
France entière	3 452 054	11,1	13 071 636	26,5	3 227 789	40,8	4 932 520	58,1

Valeur inférieure à celle de la CA du Centre Littoral

Valeur proche de celle de la CA du Centre Littoral

Valeur supérieure à celle de la CA du Centre Littoral

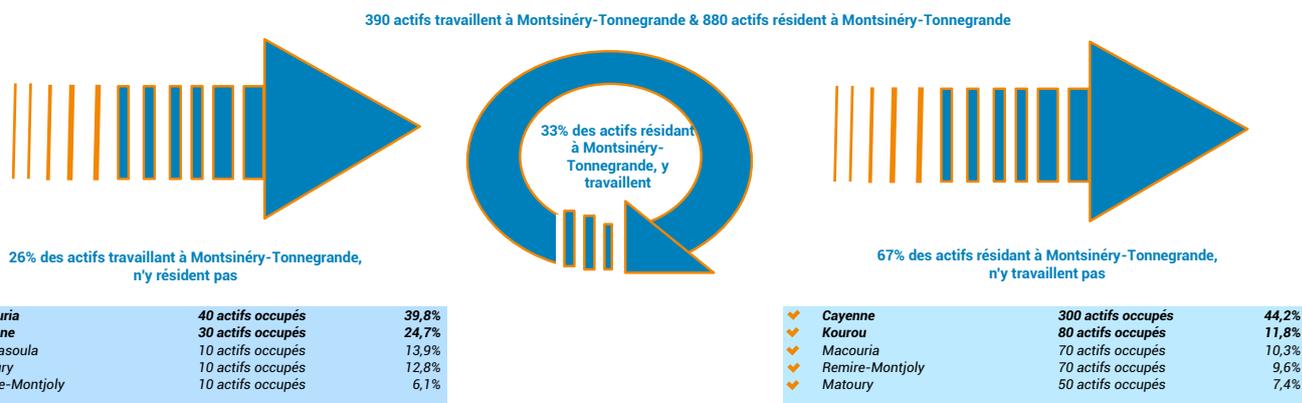
Lecture : L'indice de l'impact de la crise économique sur l'emploi de la CA du Centre Littoral est de 22.



# Quelles mobilités domicile-travail quotidiennes ?

## Mobilités professionnelles journalières

Source : Insee, Fichiers détail 2020- Traitements © Compas

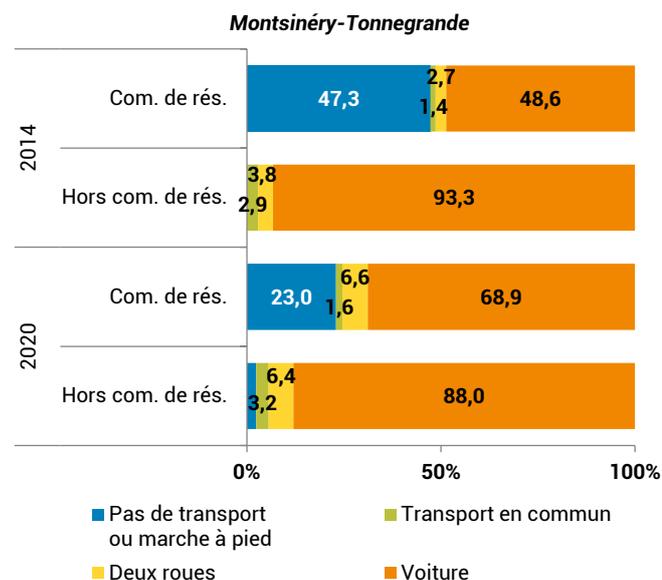


Lecture : En 2020, 40 actifs occupés habitant à Macouria viennent travailler tous les jours à Montsinéry-Tonnegrande, représentant 39,8% des actifs occupés à Montsinéry-Tonnegrande.

En 2020, 100 actifs viennent quotidiennement travailler à Montsinéry-Tonnegrande (26% de l'ensemble des actifs travaillant sur le territoire). 590 actifs résidant à Montsinéry-Tonnegrande sortent quotidiennement du territoire pour aller travailler (67% des actifs résidents de la commune). Enfin 33% des actifs résidents sont sédentaires (290 au total).

## Moyen de transport des actifs occupés

Source : Insee, RP 2014-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 68,9% des actifs travaillant sur leur commune de résidence utilisent la voiture pour se rendre à leur travail.

Le fait de travailler ou non sur sa commune de résidence influe nécessairement sur le mode de transport utilisé pour rejoindre son emploi. D'autant plus si l'on réside au cœur d'une ville centre (proximité de l'emploi, réseau de transport en commun...). En 2020 sur Montsinéry-Tonnegrande, 23% des actifs travaillant sur leur commune de résidence utilisent la marche à pied pour se rendre à leur travail, la voiture et les deux roues constituent les deux moyens de transports les plus utilisés pour ceux travaillant en dehors de la commune.

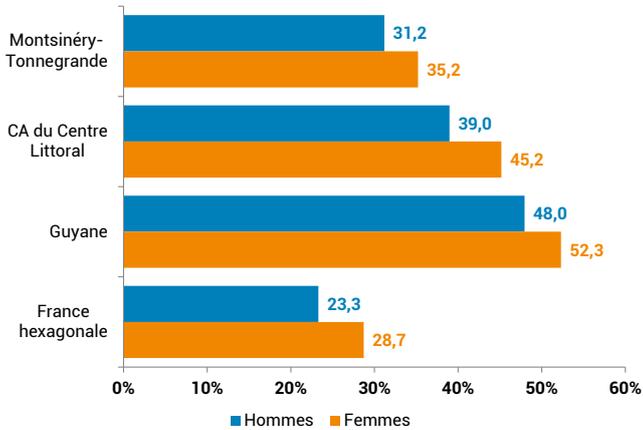
Comme dans la plupart des territoires, la voiture est le mode de déplacement domicile/travail le plus utilisé. Or, l'acquisition du permis est souvent difficile pour les jeunes issus de ménages en situation de difficultés sociale et économiques. Les acteurs en charge de lever les freins à l'emploi doivent pouvoir accompagner ces jeunes dans l'acquisition du permis (aide financière ciblée, mise en place de contreparties par du temps bénévole, ...).

# Quelles inégalités dans l'accès à l'emploi ?



## Répartition des 15 ans et plus non scolarisés et sans diplôme selon le sexe

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

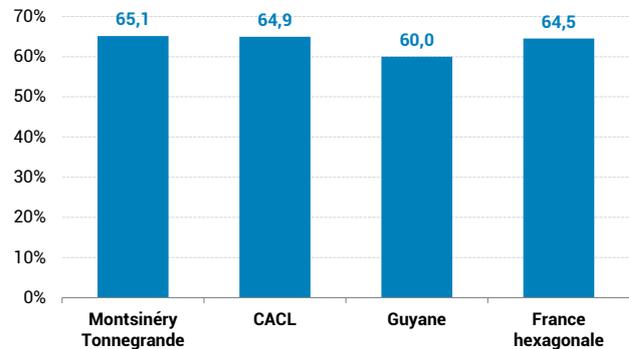


Lecture : En 2020, 31,2% des hommes de 15 ans et plus non scolarisés de Montsinéry-Tonnegrande n'ont pas de diplôme.

En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, comme dans les territoires de comparaison, les femmes sont en proportion plus nombreuses à ne pas avoir de diplôme. Ainsi, 35% des femmes de 15 ans et plus non scolarisées n'ont pas de diplôme contre 31% pour les hommes.

## Répartition des actifs occupés de 15-64 ans en CDI à temps plein

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 65,1% des actifs occupés de 15-64 ans de Montsinéry-Tonnegrande ont un emploi à temps plein sans limitation de durée (CDI).

En 2020, 65% des actifs occupés de Montsinéry-Tonnegrande ont un emploi à temps plein sans limitation de durée. Cette proportion est similaire à celle observée en France hexagonale.

## Actifs occupés de 15-64 ans en CDI à temps plein

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Actifs occupés de 15-64 ans			
	Hommes		Femmes	
	Nbre en CDI à temps plein	Part (%) parmi les actifs occupés	Nbre en CDI à temps plein	Part (%) parmi les actives occupées
Cayenne	6 345	62,9	6 143	63,2
Macouria	1 691	63,2	1 887	67,3
Matoury	3 174	62,1	3 080	63,1
Remire-Montjoly	3 745	69,2	3 786	72,1
Roura	582	63,7	301	58,5
Montsinéry-Tonnegrande	285	57,1	285	61,6
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>15 822</b>	<b>64,0</b>	<b>15 483</b>	<b>65,5</b>
Guyane	25 313	59,1	20 871	61,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	180 986	61,0	175 842	59,6
France hexagonale	9 452 669	69,2	7 628 494	59,5
France entière	9 633 654	69,1	7 804 336	59,5

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

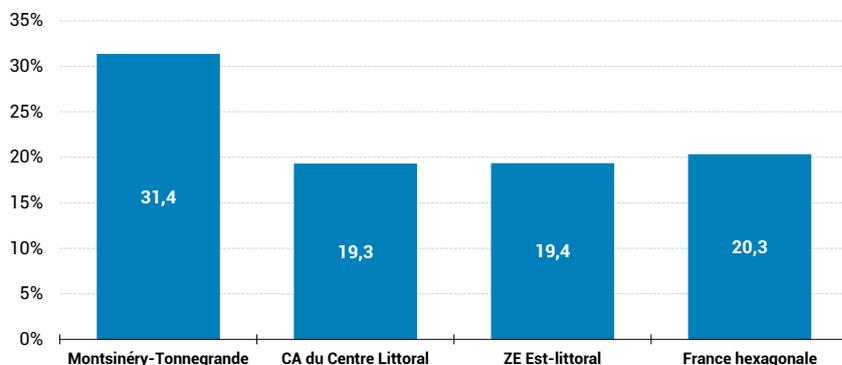
Lecture : En 2020, 15 483 femmes occupent un emploi à temps plein sans limitation de durée (CDI), soit 65,5% des femmes actives de la CA du Centre Littoral.



# Quelles inégalités dans l'accès à l'emploi ?

## Taux de déqualification

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



### DÉFINITION

Taux de déqualification : part des actifs de 15-64 ans de hauts niveaux de formation occupant un emploi d'employé ou d'ouvrier.

Lecture : En 2020, la part d'actifs de 15-64 ans de hauts niveaux de formation occupant un emploi d'employé ou d'ouvrier est de 31,4% à Montsinéry-Tonnegrande.

La déqualification concerne 31% des actifs occupés ayant un haut niveau de formation de Montsinéry-Tonnegrande. En effet, parmi les 260 actifs ayant un haut niveau de formation, 80 occupent un emploi d'ouvrier ou d'employé. Le taux de déqualification enregistré à Montsinéry-Tonnegrande est supérieur de 11 points à celui observé à l'échelle de la France hexagonale.

## Déqualification

Source : Insee, RP Fichiers détail 2008- 2019 - Traitements © Compas

	Déqualification*			
	2008		2019	
	Nbre	Taux (%)	Nbre	Taux (%)
Cayenne	1 250	27,5	1 491	22,9
Macouria	184	28,0	294	18,8
Matoury	332	18,7	614	22,0
Remire-Montjoly	329	11,0	808	14,7
Roura	13	7,7	54	18,4
Montsinéry-Tonnegrande	18	17,9	75	31,4
<b>CA du Centre Littoral</b>	<b>2 125</b>	<b>20,8</b>	<b>3 337</b>	<b>19,8</b>
Guyane	2 814	18,6	4 604	19,2
Ensemble des DROM (hors Mayotte)	28 974	20,1	47 732	23,8
France hexagonale	1 654 682	19,2	2 266 838	20,2
France entière	1 683 655	19,3	2 314 571	20,3

\* part des actifs de 15-64 ans de hauts niveaux de formation occupant un emploi d'employé ou d'ouvrier parmi les actifs de hauts niveaux de formation en emploi

\*\* part des actifs de 15-64 ans de hauts niveaux de formation occupant un emploi d'employé ou d'ouvrier et de chômeurs de hauts niveaux de formation parmi les actifs de hauts niveaux de formation (occupant un emploi ou non)

Valeurs inférieures à celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs proches de celle de la CA du Centre Littoral

Valeurs supérieures à celle de la CA du Centre Littoral

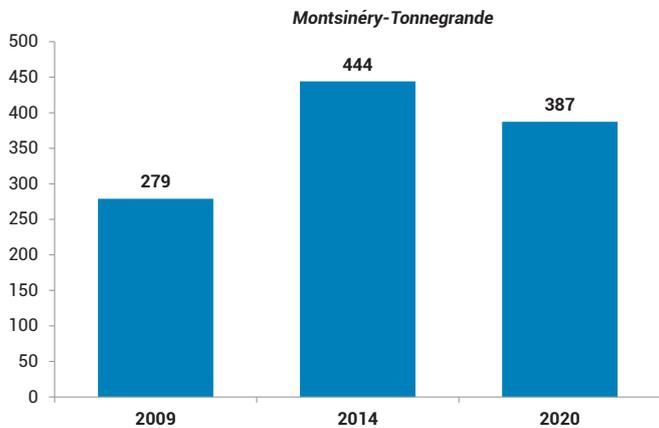
Lecture : En 2019, 3 337 actifs de 15-64 ans de haut niveau de formation de la CA du Centre Littoral occupent un emploi d'employés ou d'ouvriers, soit un taux de déqualification de 19,8%.

# Qui occupe les emplois du territoire ?



## Évolution du nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas

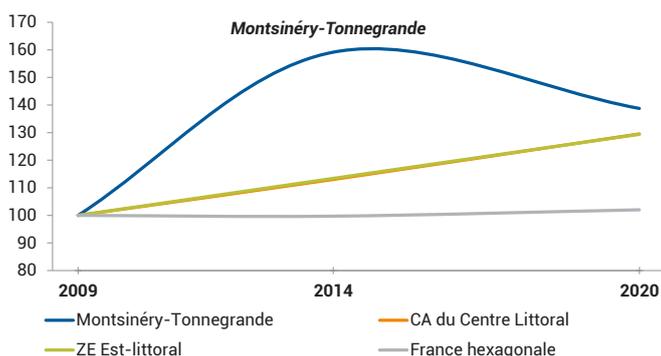


Lecture : En 2020, Montsinéry-Tonnegrande compte 387 emplois occupés par des actifs de 15-64 ans.

Entre 2009 et 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, le nombre d'emplois occupés par des actifs a augmenté, soit 110 emplois de plus. Ainsi, Montsinéry-Tonnegrande compte 390 emplois occupés par des actifs de 15-64 ans en 2020.

## Évolution du nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans (en base 100)

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas

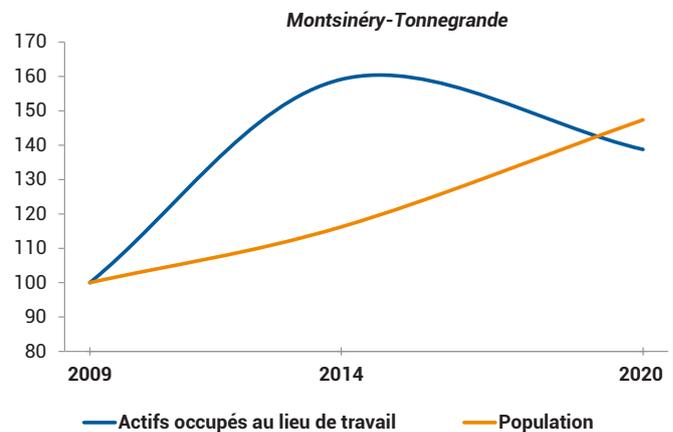


Lecture : De 2009 à 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, le nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans passe de l'indice 100 à l'indice 139, il a augmenté de 39% pendant cette période.

Comme dans la zone d'emploi Est-littoral, le nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande augmente entre 2009 et 2020, soit une hausse de 39%.

## Comparaison de l'évolution des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans et de celle de la population (en base 100)

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas

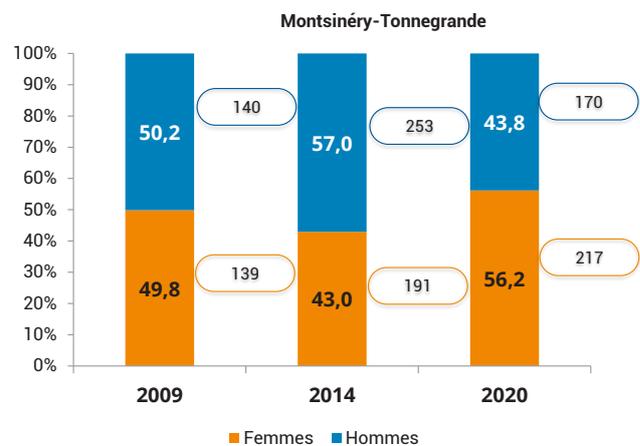


Lecture : De 2009 à 2020, le nombre d'habitants à Montsinéry-Tonnegrande passe de l'indice 100 à l'indice 147, il a augmenté de 47% pendant cette période.

A l'instar de l'évolution du nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande, le nombre d'habitants du territoire a augmenté entre 2009 et 2020, soit une hausse de 47%.

## Évolution de la répartition des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans selon le sexe

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, 56,2% des emplois sont occupés par des femmes de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande, soit 217 emplois.

La part d'emplois occupés par des femmes actives de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande a augmenté entre 2009 et 2020, soit 6 points de plus. Ainsi, 56% des emplois sont occupés par des femmes en 2020.



## Qui occupe les emplois du territoire ?

### Inégalités femmes-hommes : quid de la répartition des rôles aujourd'hui ?

**Les femmes consacrent moins de temps au travail domestique sans qu'il soit davantage pris en charge par les hommes.**

En 1974, les femmes consacraient 5h32 par jour au travail domestique quand les hommes y consacraient seulement 2h03. Aujourd'hui, la situation a certes évolué mais cette évolution reste marginale. En 2010, les femmes consacrent 4h07 par jour aux tâches domestiques quand les hommes y consacrent 2h36. Cet écart se creuse encore à l'arrivée d'un enfant.

Cependant, l'enquête emploi du temps ne permet pas de mesurer la charge mentale portée par les femmes. Celles-ci se retrouvent encore à assumer une double journée : leur journée de travail et leur journée consacrée au travail domestique.

**Le taux d'activité des femmes rejoint celui des hommes mais à quel prix ?**

De 1975 à 2015 le taux d'activité des femmes (25-49 ans) est passé de 59 à 84 %. Toutefois, ce taux d'activité peut cacher aujourd'hui une forme de précarité de l'emploi, notamment pour les femmes qui assurent une grande partie des métiers du care (aides à domicile, femmes de ménage, caissières...).

Les trois quarts des emplois à temps partiels sont occupés par des femmes et 1,1 million de femmes souhaitent travailler davantage et sont en temps partiel subi contre 420 000 hommes. La probabilité pour une femme non diplômée d'être en temps partiel subi plutôt que choisi est 2,5 fois supérieure à celle d'une femme qui dispose d'un bac, selon le Ministère du Travail. Une grande partie des travailleurs pauvres sont des femmes peu qualifiées.

Les écarts de salaires selon le sexe et la persistance de déséquilibres dans la prise en charge des tâches domestiques expliquent pour une grande part ce constat. De plus, les femmes issues des classes populaires songent davantage à réduire leur temps de travail en raison du coût de la garde des enfants, quand les femmes cadres ont davantage de revenus pour financer un mode de garde.

**Un niveau de vie en baisse suite à une séparation : un impact fort pour les femmes des classes populaires**

L'inégalité des revenus entre hommes et femmes vivant en couple est le premier effet qui pèse sur les revenus après une séparation. La mise en commun des ressources dans le couple élève le niveau de vie des femmes, la séparation met fin à cette redistribution. L'impact est massif. Si l'on ne tient pas compte des pensions alimentaires et des prestations sociales, le niveau de vie des femmes baisse de 35 %, en moyenne quand celui des hommes augmente de 24%. Les femmes de milieu populaire sont les plus touchées : elles perdent 62 % de leur niveau de vie initial en moyenne. Parmi les deux millions de familles monoparentales, dans 82 % des cas ce sont des mères seules avec enfants. Toutes les couches sociales sont concernées, mais ces mères isolées sont en moyenne moins diplômées et en situation de précarité.

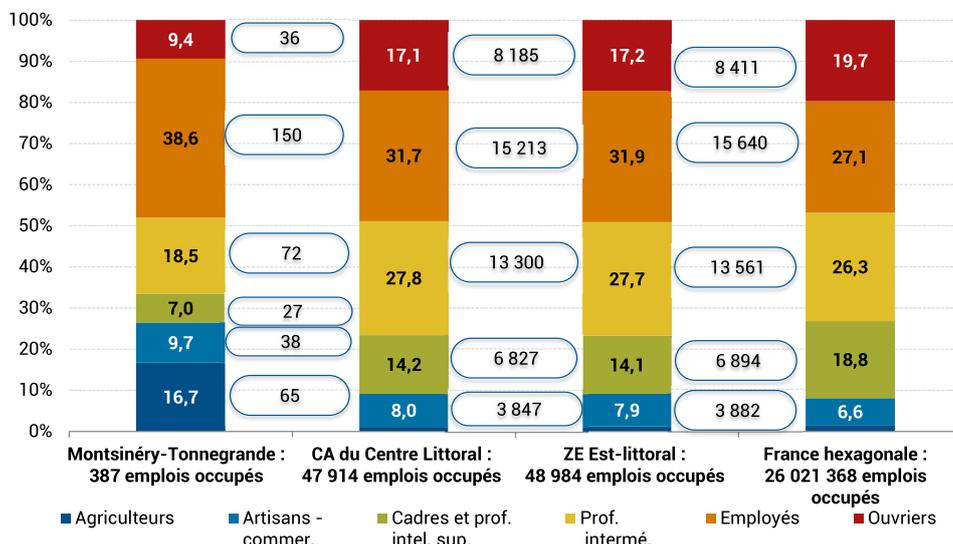
**Les sources sont présentées en Bibliographie.**

# Qui occupe les emplois du territoire ?



## Répartition des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans selon la PCS

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



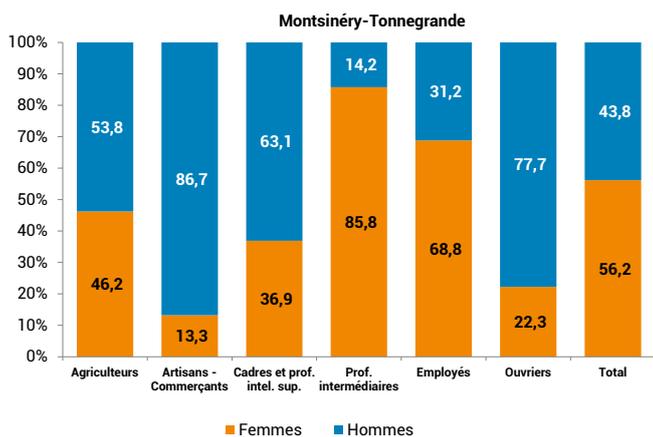
Au regard de la France hexagonale, les emplois d'agriculteurs sont sur-représentés à Montsinéry-Tonnegrande, soit 17% contre 1% en France hexagonale.

A l'inverse, on note une sous-représentation des emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures qui représentent 7% des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande.

Lecture : En 2020, 9,4% des emplois sont occupés par des ouvriers de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande, soit 36 emplois.

## Répartition des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans selon la PCS et le sexe

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas

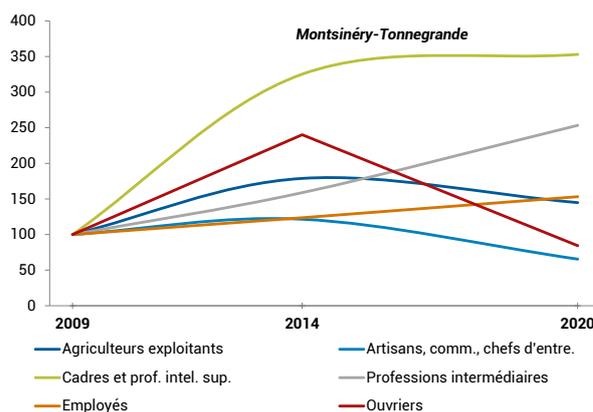


Lecture : En 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, 36,9% des emplois de cadres et de professions intellectuelles supérieures sont occupés par des femmes de 15-64 ans.

En 2020, on note une sur-représentation des emplois occupés par des femmes de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande pour les professions intermédiaires. 86% des emplois de cette catégorie sont occupés par des femmes, soit 60 emplois. A contrario, les emplois occupés par des hommes sont sur-représentés parmi les artisans, commerçants, chefs d'entreprise : 87% soit 30 emplois.

## Évolution du nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans selon la PCS (en base 100)

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas



Lecture : De 2009 à 2020, le nombre d'emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande passe de l'indice 100 à l'indice 353.

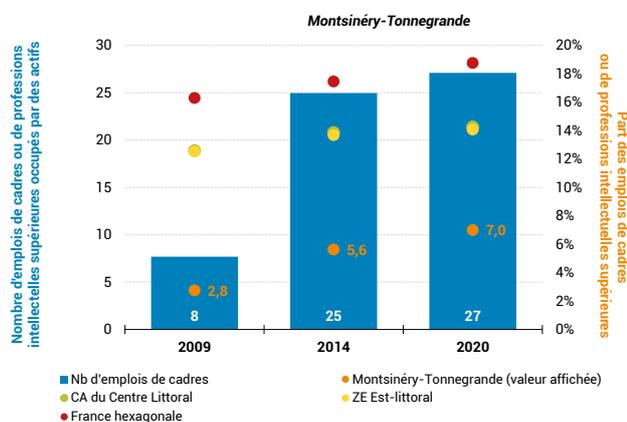
Entre 2009 et 2020, le nombre d'emplois de cadres occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande a été multiplié par 3 passant de 10 à 30 actifs. A l'inverse, le nombre d'emplois occupés par des ouvriers est à la baisse (-16% sur la même période).



# Qui occupe les emplois du territoire ?

## Évolution des emplois de cadres ou de professions intellectuelles supérieures occupés par des actifs de 15-64 ans

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas

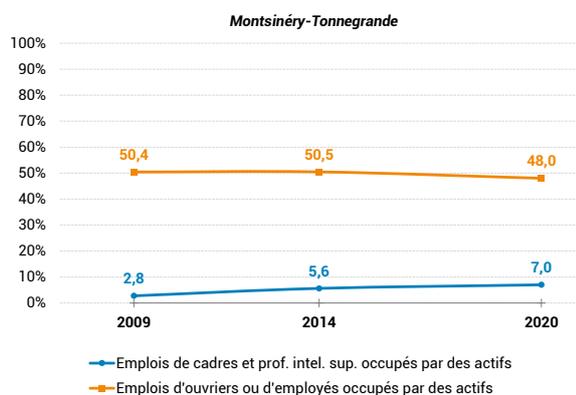


Lecture : En 2020, les emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 7,0% de l'ensemble des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande.

En 2020, les 30 emplois de cadres ou de professions intellectuelles supérieures occupés par des actifs de 15-64 ans à Montsinéry-Tonnegrande représentent 7% des emplois. A titre de comparaison, cette part était de 3% en 2009.

## Évolution des emplois de cadres ou de professions intellectuelles supérieures et des emplois d'ouvriers ou d'employés occupés par des actifs de 15-64 ans

Source : Insee, RP Fichiers détail 2009-2020 - Traitements © Compas

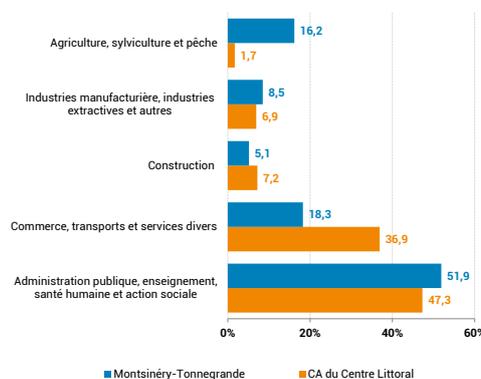


Lecture : En 2020, la part d'emplois d'ouvriers ou d'employés occupés par des actifs de 15-64 ans est de 48,0% à Montsinéry-Tonnegrande.

Entre 2009 et 2020, à Montsinéry-Tonnegrande, la part d'emplois de cadres ou de professions intellectuelles supérieures occupés par des actifs de 15-64 ans a augmenté de 4 points. L'évolution est différente concernant les emplois d'ouvriers ou d'employés : leur part parmi l'ensemble des emplois diminue.

## Répartition des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans selon le secteur d'activité

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas

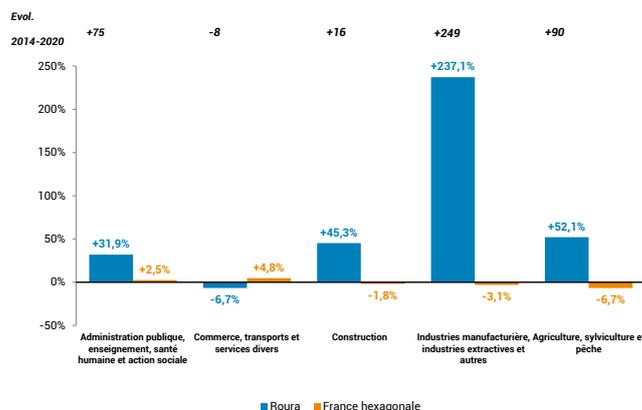


Lecture : En 2020, 51,9% des emplois occupés par des actifs de 15-64 ans le sont dans le secteur de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale à Montsinéry-Tonnegrande.

Le secteur de l'administration publique et enseignement est celui qui regroupe le plus grand nombre d'actifs occupés travaillant à Montsinéry-Tonnegrande : 52% des actifs soit 200 personnes.

## Évolution du nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans selon le secteur d'activité

Source : Insee, RP Fichiers détail 2014-2020 - Traitements © Compas



Lecture : Entre 2014 et 2020, le nombre d'emplois occupés par des actifs de 15-64 ans dans le secteur du commerce, des transports et des services divers a diminué de 2,4% à Montsinéry-Tonnegrande.

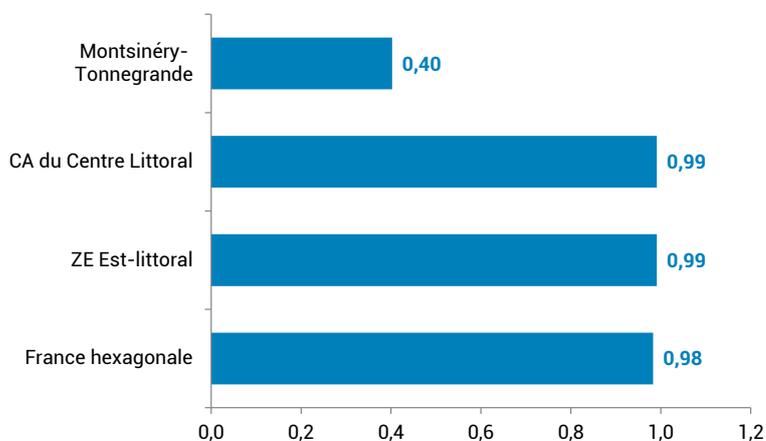
Le secteur de l'administration publique et de l'enseignement, qui concentre le plus d'actifs occupés à Montsinéry-Tonnegrande, a vu son nombre d'actifs rester stable entre 2014 et 2020.

# Qui occupe les emplois du territoire ?



## Taux de polarisation de l'emploi des 15-64 ans

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, le taux de polarisation de l'emploi des 15-64 ans est de 0,40 à Montsinéry-Tonnegrande.

Avec 960 actifs occupés vivant à Montsinéry-Tonnegrande et 390 emplois occupés par des actifs de 15-64 ans, le territoire enregistre un taux de polarisation de 0,40. Cela est inférieur au taux enregistré par la CA du Centre Littoral.

### DÉFINITION

Taux de polarisation de l'emploi : rapporte le nombre d'emplois situés sur la commune, au nombre d'actifs occupés (ayant un emploi) résidant sur la commune.

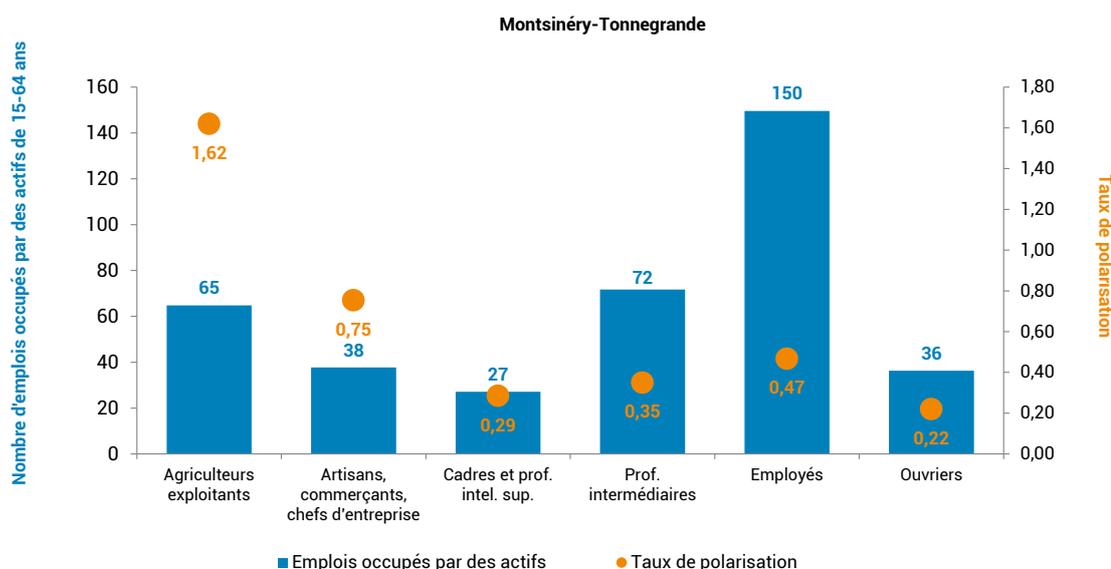
Un taux proche de zéro caractérise une commune résidentielle, qui ne dispose que de très peu d'emplois. Un taux nettement supérieur à 1 caractérise une ville qui attire chaque jour un nombre élevé d'actifs occupés.

Il y a équilibre lorsque le taux est égal à un. Dans ce cas, les départs quotidiens vers le lieu de travail sont équivalents en volume aux arrivées quotidiennes d'actifs occupés, ou tous les emplois sont occupés par des actifs de la commune (pas de départs et pas d'arrivées).



## Taux de polarisation de l'emploi des 15-64 ans selon la PCS

Source : Insee, RP Fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



Lecture : En 2020, le taux de polarisation des emplois d'ouvriers est de 0,22 à Montsinéry-Tonnegrande.

Les artisans, commerçants et chefs entreprise enregistrent le plus fort taux de polarisation, soit 0,75. En effet, 50 actifs occupés vivant à Montsinéry-Tonnegrande appartiennent à cette catégorie quand le territoire dispose de 40 emplois occupés par des actifs de 15-64 ans dans cette même catégorie.



# Quels sont les emplois du territoire ?

## Nombre d'établissements

Source : Sirene, 1er janvier 2023 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Nombre d'établissements actifs	Nombre d'établissements participant au système productif	Part pour 1000 habitants (%)*
Montsinéry-Tonnegrande	653	622	198,0
CA du Centre Littoral	27 886	24 924	164,1
ZE Est-littoral	28 503	25 530	160,4
France hexagonale	12 007 413	9 483 846	145,3

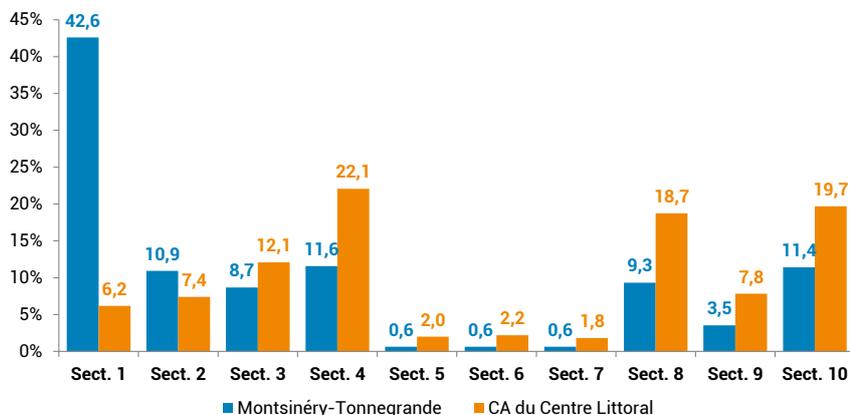
\*Insee RP 2020

Lecture : Montsinéry-Tonnegrande compte 653 établissements actifs au 1er janvier 2023 dont 622 participant au système productif, soit 198 établissements participant au système productif pour 1 000 habitants.

Au 1er janvier 2023, Montsinéry-Tonnegrande compte 653 établissements actifs dont 622 participant au système productif (soit 95% des établissements). Montsinéry-Tonnegrande compte ainsi 198 établissements participant au système productifs pour 1000 habitants. Pour comparaison, ce taux est de 164% pour la CA du Centre Littoral, 160% pour la zone d'emploi Est-littoral et de 145% pour la France hexagonale.

## Répartition des établissements productifs selon le secteur d'activité

Source : Sirene, 1er janvier 2023 - Traitements © Compas



Sect. 1	Agriculture, sylviculture et pêche
Sect. 2	Industrie manufacturière, industries extractives et autres
Sect. 3	Construction
Sect. 4	Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration
Sect. 5	Information et communication
Sect. 6	Activités financières et d'assurance
Sect. 7	Activités immobilières
Sect. 8	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs
Sect. 9	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale
Sect. 10	Autres activités de services

A Montsinéry-Tonnegrande, la répartition des établissements productifs montre une part plus importante du secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche par rapport aux autres secteurs (43% des établissements productifs). Viennent ensuite les secteurs du commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (12%), des autres activités de services (11%) et de l'industrie manufacturière, industries extractives et autres (11%). Sur la CA du Centre Littoral, c'est le secteur du commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration qui compte le plus d'établissements productifs.

## DÉFINITIONS

Le répertoire Sirene contient toutes les entreprises actives à la création du répertoire et celles créées depuis. Pour les personnes morales de droit public et les administrations, le répertoire est exhaustif depuis 1983. L'intégration complète du secteur privé agricole date de 1993.

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'unité légale. Il produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...

L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Établissement participant au système productif : Le caractère productif se rapproche de la notion du caractère marchand de la comptabilité nationale. Les établissements de codes NAF 68.20A et 68.20B (location de logements, location de terrains et d'autres biens immobiliers) ont ainsi été enlevés.

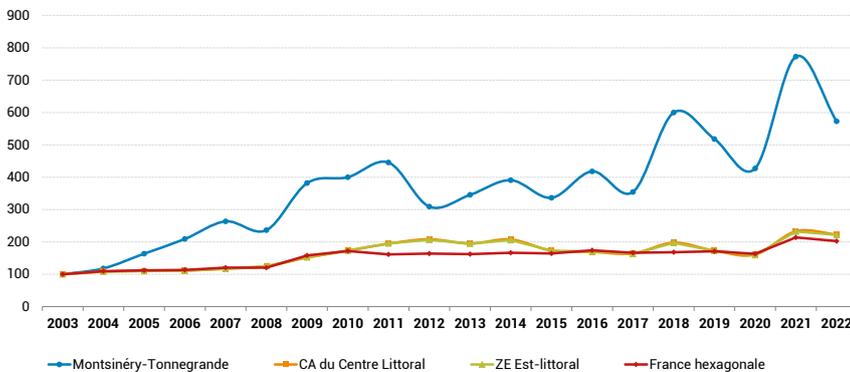
Lecture : Le secteur du Commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration regroupe 11,6% des établissements participant au système productif à Montsinéry-Tonnegrande en 2023.

# Quels sont les emplois du territoire ?



## Évolution des créations d'établissements productifs depuis le début des années 2003 (en base 100)

Source : Sirene, 1er janvier 2003-2022 - Traitements © Compas



Lecture : De 2003 à 2022, le nombre de créations d'établissements participant au système productif à Montsinéry-Tonnegrande passe de l'indice 100 à l'indice 573.

À l'échelle nationale, l'évolution de la création d'établissements productifs montre une accélération à partir de 2009. Cela correspond au début de l'auto-entreprise. Aujourd'hui, près d'une création d'entreprise sur deux est une auto-entreprise. Il est également à noter qu'en période de crise, il y a souvent plus de création de petites entreprises.

Sur Montsinéry-Tonnegrande, 63 établissements ont été créés en 2022, contre 11 en 2003, soit 52 créations d'établissements en plus entre les deux années (+473%). Sur la dernière année, la création d'établissement s'est ralentie sur le territoire (22 créations en moins).

### DÉFINITION

**Création d'établissement** : depuis le 1er janvier 2007, la notion de création d'établissement correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production, en cohérence avec la notion de création d'entreprise qui s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons.

Les créations d'établissements correspondent aux établissements du répertoire Sirene qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- 1) l'immatriculation d'un nouvel établissement avec création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production ;
- 2) le cas où l'établissement redémarre une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siret, en général pour un entrepreneur individuel) ;
- 3) le cas où l'établissement redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- 4) la reprise par un établissement nouvellement immatriculé de tout ou partie des activités et facteurs de production d'un autre établissement lorsqu'il n'y a pas de continuité économique entre la situation du cédant et celle du reprenneur.

On considère qu'il n'y a pas continuité économique de l'établissement si, parmi les trois éléments suivants, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'établissement, l'activité économique et la localisation.



# Quels sont les emplois du territoire ?

## Établissements de l'Économie Sociale et Solidaire

Source : Sirene 1er janvier 2023 & Insee, RP 2020 - Traitements © Compas

	Établissements de l'économie sociale et solidaire				
	Nombre	Part parmi les établissements actifs (%)	Part pour 1000 habitants* (%)	Nombre de créations d'établissements ESS en 2022	Part de créations d'établissements ESS** en 2022(%)
Montsinéry-Tonnegrande	64	9,8	20,4	2	3,2
CA du Centre Littoral	4 161	14,9	27,4	123	4,5
ZE Est-littoral	4 303	15,1	27,0	127	4,6
France hexagonale	1 047 133	8,7	16,0	26 025	2,4

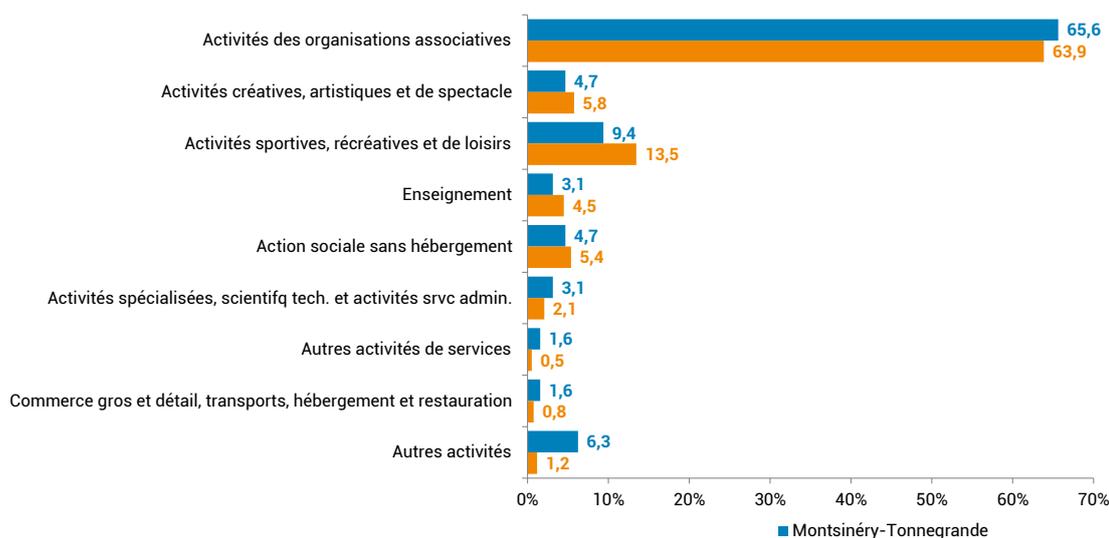
\*Insee RP 2020

\*\* Nombre de créations d'établissements ESS parmi l'ensemble des créations d'établissements

Lecture : L'Économie Sociale et Solidaire regroupe 64 établissements à Montsinéry-Tonnegrande en 2023, soit 9,8% de l'ensemble des établissements actifs. Cela représente 20,4 établissements ESS pour 1 000 habitants. 2 établissements ESS ont été créés en 2022, soit 3,2% de l'ensemble des créations d'établissements.

## Répartition des établissements de l'ESS selon le secteur d'activité

Source : Sirene 1er janvier 2023 - Traitements © Compas



Lecture : Les activités des organisations associatives représentent 65,6% des établissements de l'ESS à Montsinéry-Tonnegrande en 2023.

En 2023 à Montsinéry-Tonnegrande, 66% des établissements de l'ESS concernent le secteur des activités des organisations associatives. Viennent ensuite les secteurs des activités sportives, récréatives et de loisirs (9%) puis des autres activités (6%). Sur la CA du Centre Littoral, c'est également le secteur des activités des organisations associatives qui est le plus représenté (64%).

### DÉFINITION

La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 définit officiellement le périmètre de l'économie sociale et solidaire (ESS). Celle-ci comprend les quatre familles traditionnelles en raison de leur régime juridique (associations, fondations, coopératives et mutuelles) et inclut une nouvelle catégorie, les entreprises de l'ESS, adhérant aux mêmes principes :

- poursuivre un but social autre que le seul partage des bénéficiaires ;
- une lucrativité encadrée (notamment des bénéficiaires majoritairement consacrés au maintien et au développement de l'activité) ;
- une gouvernance démocratique et participative.

La variable ESS des établissements du fichier Sirene définit un champ plus large que la liste affichée par le CNCRES (Conseil National des Chambres Régionales de l'Économie Sociale), qui se restreint aux entreprises employeuses de l'ESS.



## [Migrants : Comment mesurer l'évolution des populations migrantes qui arrivent sur le territoire ?](#)

[www.insee.fr/](http://www.insee.fr/)  
[www.amnesty.fr/](http://www.amnesty.fr/)  
[www.irdes.fr/](http://www.irdes.fr/)  
<https://rm.coe.int/>

## [Précarité énergétique : Comment mesurer la précarité énergétique ?](#)

ONPE – 2019 Étude thématique  
ONPE – 2018 Tableau de bord de la précarité énergétique  
[www.precarite-energie.com](http://www.precarite-energie.com) (1)  
[www.precarite-energie.com](http://www.precarite-energie.com) (2)  
<https://onpe.org>

## [Quels sont les enjeux liés au logement sur le territoire ?](#)

Rapport d'information n°5033 déposé par la délégation aux outre-mer sur l'habitat en outre-mer (Mme Ramlati Ali, M. Hubert Julien-Laferrière et Mme Karine Lebon), enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 Février 2022 :  
[www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/om/l15b5033\\_rapport-information#\\_Toc256000020](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/om/l15b5033_rapport-information#_Toc256000020)

## [Quelles sont les tendances et modalités de vente des logements sociaux ?](#)

[www.ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr)  
[www.dossierfamilial.com](http://www.dossierfamilial.com)

## [Stages de troisième : inégalités sociales et territoriales à l'œuvre](#)

INJEP Analyses et Synthèses – Février 2018 n°10  
<https://injep.fr>  
[www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)

## [Familles recomposées : quelle évolution ? quels besoins sociaux ?](#)

Centre d'observation de la société - Mai 2017  
Insee Première n°1788 – Janvier 2020 (données 2018)  
DREES Études et résultats n°0947 – Janvier 2016  
Insee Première n°1788 – Janvier 2020 (données 2018)  
« De plus en plus de familles recomposées », Centre d'observation de la société, 15/05/2017 [www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr)  
« En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile », INSEE Première, janvier 2020, n°1788 [www.lecompas.fr](http://www.lecompas.fr)  
« Petites surfaces, surpeuplement, habitat dégradé : des conditions de logement plus difficiles après une séparation », DREES : Études et résultats, janvier 2016, n°0947 [www.drees.solidarite-sante.gouv.fr](http://www.drees.solidarite-sante.gouv.fr)

## [Espérance de vie : Quelle évolution ? Quelle disparité entre les profils ?](#)

Observatoire de la société – Janvier 2020  
DREES - Octobre 2019 n°1127  
Insee Première - Février 2018 n°1687  
Centre d'observation de la société – Avril 2020 et Février 2015  
[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (1)  
[www.drees.solidarite-sante.gouv.fr](http://www.drees.solidarite-sante.gouv.fr)  
[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (2)  
[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (3)

## [L'activité des seniors : Quelle évolution de l'âge de départ à la retraite ? Quelle disparité selon les profils ?](#)

CNAV - Rapport du Conseil d'orientation des retraites - Novembre 2019  
Insee Focus n°119 – Juillet 2018  
« Les retraités et la retraite » Panoramas de la DREES 2019 – Insee première n° 1372 octobre 2018  
[www.cor-retraites.fr](http://www.cor-retraites.fr)  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr) (1)  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr) (2)  
[www.drees-solidarites-sante.gouv.fr](http://www.drees-solidarites-sante.gouv.fr)



[Cliquez sur les liens pour accéder aux articles](#)



## [Le non recours aux droits et aux services : quel public est concerné et pour quelles raisons ?](#)

Philippe Warin La vie des idées – Juin 2010 et Septembre 2012

Observatoire du non recours (ODENORE)

Défenseur des droits – Avril 2017

Baromètre DJEPVA sur la jeunesse réalisé par l'INJEP et le CREDOC – 2019

Philippe WARIN, « Ceux qui ne demandent rien », Alternatives économiques, Hors-série n °56, Septembre 2012 <https://www.alternatives-economiques.fr>

Philippe WARIN, « Qu'est-ce que le non recours aux droits sociaux », La vie des idées, Juin 2010 <https://laviedesidees.fr>

Philippe WARIN, « Ce que demande la non-demande », La vie des idées, Octobre 2018 <https://laviedesidees.fr>

DEFENSEUR DES DROITS, « Relations des usagers et usagères avec les services publics : le risque du non-recours », Enquête sur l'accès aux droits, Volume 2, Avril 2017 [www.lecompas.fr](http://www.lecompas.fr)

## [Inégalités femmes-hommes : quid de la répartition des rôles aujourd'hui ?](#)

Enquête Emploi du temps réalisée par l'INSEE 1974-1975 et 2009- 2010

Centre d'observation de la société – Juillet et novembre 2019

Centre d'observation de la société – Juin 2016 et novembre 2017

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (1)

[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (2)

[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (3)

[www.observationsociete.fr](http://www.observationsociete.fr) (4)



## A

**L'allocation pour adulte handicapé (AAH)** permet de garantir un revenu minimum aux personnes handicapées de plus de 20 ans (ou de plus de 16 ans, si il n'est plus considéré comme étant à charge pour le bénéfice des prestations familiales.) et jusqu'à l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'incapacité de 50 % à 79 %. Ce droit est ouvert dès lors que la personne handicapée ne peut prétendre à un avantage vieillesse, invalidité ou rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à celui de l'AAH.

**Actifs** : La population active regroupe les actifs ayant un emploi et les chômeurs. Ne font pas partie de la population active les personnes qui, bien que s'étant déclarées au chômage, précisent qu'elles ne recherchent pas d'emploi.

**Actifs occupés** : Population active ayant un emploi (ou actifs ayant un emploi). Au sens du recensement, la population active ayant un emploi (ou les actifs ayant un emploi) comprend les personnes qui déclarent être dans une des situations suivantes : - exercer une profession (salariee ou non), même à temps partiel ; - aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ; - être apprenti, stagiaire rémunéré ; - être chômeur tout en exerçant une activité réduite ; - être étudiant ou retraité tout en occupant un emploi.

**Âge atteint** : L'âge est la durée écoulée depuis la naissance. L'âge par génération (ou âge atteint dans l'année ou encore âge en différence de millésimes) est la différence entre l'année de collecte de l'information et l'année de naissance.

**Âge révolu** : L'âge est la durée écoulée depuis la naissance. L'âge en années révolues est l'âge atteint au dernier anniversaire

**Allocataires Caf** : Les allocataires des Caisses d'Allocations Familiales sont les personnes qui perçoivent au moins une allocation au regard de leur situation familiale et/ou monétaire. La notion d'allocataire est une notion de foyer (à rapprocher des ménages au sens Insee) et non d'individu. Ainsi, compter des allocataires signifie compter des foyers constitués de personnes seules ou de plusieurs personnes (familles). Les Caf gèrent deux types de prestations : - Les prestations légales, dont les barèmes et les conditions d'attribution sont fixés nationalement (ex : allocations familiales, allocation logement, etc..) - Des aides d'action sociale (aides financières individuelles, interventions de travailleurs sociaux, ...), gérées par chacune des Caf et dont les conditions d'attribution sont spécifiques à chaque caisse. Les données disponibles concernent uniquement les bénéficiaires de prestations légales.

## B

**Bas niveaux de formation** : Sont considérées comme de bas niveaux de formation les personnes de 15 ans et plus non scolarisées, n'ayant aucun diplôme, ou ayant un Certificat d'études primaires, un Bepc ou un brevet des collèges. La population scolarisée est exclue.

## C

**Catégorie de demandeurs d'emplois A ; B ; C** :  
Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (plus de 78 heures au cours du mois)

**Chômeurs** : Il existe deux définitions du chômage. La première est celle de l'Insee, qui utilise les normes du Bureau international du travail. Un chômeur est une personne âgée de plus de 15 ans, qui n'a pas travaillé la semaine de référence de l'enquête (même une heure), se trouve disponible dans les 15 jours et recherche activement un emploi. La seconde est celle du ministère de l'emploi : elle comptabilise les demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi dans différentes catégories. Il s'agit donc d'une définition administrative.

Pôle emploi enregistre les demandeurs d'emploi en trois principales catégories :

- catégorie A : tous les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité le mois précédent (1). C'est la catégorie de base, la plus commentée.
- catégorie B : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite, moins de 78 heures le mois précédent.
- catégorie C : demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures le mois précédent.

(1) Le « mois précédent » ne signifie pas que ces personnes exercent régulièrement une telle activité.

**Clap (Connaissance Locale de l'Appareil Productif)** : système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif est de fournir des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les différentes activités des secteurs marchand et non marchand.



**Contrats précaires** : Sont considérés comme contrats précaires les contrats à durée déterminée, les contrats d'intérim, les emplois aidés, les apprentis et les stagiaires rémunérés. La part des salariés en contrats précaires donne une indication de la stabilité d'accès à l'emploi de la population salariée résidant sur le territoire.

## E

**Emplois stables** : Nous considérons en emploi stable les salariés à temps complet et sans limitation de durée (CDI ou fonction publique).

## F

Une **famille monoparentale** est constituée d'un adulte isolé ayant la charge d'un ou plusieurs enfant(s). L'adulte est dans 90% des cas la mère. Par « enfant » on entend les personnes à charge âgées de moins de 25 ans. On ne considère que les enfants célibataires.

Une **famille nombreuse** est une famille comprenant au moins trois enfants de moins de 25 ans.

## H

**Hauts niveaux de formation** : Sont considérées comme de hauts niveaux de formation les personnes de 15 ans et plus non scolarisées, de niveau bac + 2 et plus. La population scolarisée est exclue.

## I

**Impôts directs** : Ensemble des impôts sur le revenu des personnes physiques (IRPP), taxe d'habitation (TH), contribution sociale généralisée (CSG), contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS), prélèvement libératoire sur valeurs mobilières et autres prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine.

L'**indice de vieillissement des générations âgées** rapporte la population âgée de 60 à 74 ans à la population âgée de 75 ans et plus. Cet indicateur permet d'appréhender, sans réaliser de projections de populations, l'évolution programmée de la population âgée et ainsi le vieillissement à venir de la population. En effet, le rapport entre ces deux générations donne une idée du remplacement des générations pour la décennie suivante. Plus ce rapport est élevé, plus la génération des 60-74 ans est importante par rapport à la génération des 75 ans et plus, et plus la population des personnes âgées est susceptible d'augmenter dans la décennie à venir. Et inversement, plus ce rapport est faible, plus la population des 75 ans

et plus est susceptible de diminuer dans la décennie à venir. Cet indicateur est surtout significatif pour les comparaisons entre territoires. En effet, il ne prend pas en compte les taux de mortalité (l'intégralité de la génération des 60-74 ans n'atteindra pas l'âge de 75 ans et plus), ni les migrations susceptibles d'intervenir sur la décennie. Il doit être considéré avec d'autant plus de précautions si le territoire comprend des structures d'accueil des personnes âgées.

**Indice de chômage estimé** : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A rapportés à l'ensemble des actifs

**Iris** signifie « îlots regroupés pour l'information statistique ». C'est la plus petite division territoriale statistique définie par l'Insee. Un Iris résidentiel regroupe toujours environ 2 000 habitants. En ville, un Iris correspond à peu près à l'idée la plus commune du « quartier ». Il peut être de superficie très différente selon la densité de population.

## L

Les **logements du secteur social** selon l'Insee, sont :

- les logements appartenant à des organismes HLM (Habitation à loyer modéré) ou à d'autres bailleurs de logements sociaux (par exemple, logements détenus par les sociétés immobilières d'économie mixte - SEM) et qui sont soumis à la législation HLM pour la fixation de leur loyer ;
- les logements en dehors du champ des organismes de HLM mais pratiquant un loyer HLM. Remarque : Les logements-foyers, les résidences pour personnes âgées ou handicapées ne font partie des logements du secteur social.

Un **logement vacant** est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants : - proposé à la vente, à la location ; - déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ; - en attente de règlement de succession ; - conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ; - gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...)

## M

**Médiane** : Si l'on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de patrimoine, de niveaux de vie..., la médiane (D5 ou Q2) partage la population en deux sous-populations égales.



Un **ménage**, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Le nombre de ménages et le nombre de résidences principales sont égaux.

Remarque : les personnes vivant dans des habitations mobiles, les marinières, les sans-abris, et les personnes vivant en communauté (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, maisons de détention...) sont considérées comme vivant hors ménage.

Les **minima sociaux** visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ce sont des prestations sociales non contributives, c'est-à-dire qu'elles sont versées sans contrepartie de cotisations. Le système français de minima sociaux comporte divers dispositifs dont un spécifique aux départements d'outre-mer (Dom). Le RSA qui vise à lutter contre les exclusions est un des plus connus. Les autres allocations visent des publics spécifiques confrontés à un risque de grande pauvreté, par exemple :

- les chômeurs de très longue durée, avec l'allocation de solidarité spécifique (ASS) pour ceux ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ;
- les personnes handicapées (allocation aux adultes handicapés - AAH) ;
- les personnes âgées (minimum vieillesse).

**Mobilité professionnelle journalière** : Part (ou nombre) d'actifs qui arrivent ou sortent du territoire pour aller travailler.

## N

**Naissances** : Les statistiques annuelles, concernant les naissances domiciliées, sont élaborées par l'Insee à partir des bulletins statistiques de l'état civil. Le lieu de l'événement est celui du domicile de la mère.

**Niveau de vie** : Revenu disponible du ménage rapporté au nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour toutes les personnes d'un même ménage.

**Nombre de pièces l'un logement** : Le nombre de pièces d'habitation est le nombre de pièces à usage d'habitation (y compris la cuisine si sa surface est supérieure à 12m<sup>2</sup>), ainsi que les pièces annexes non cédées à des tiers (chambres de service...). Ne sont pas comptées les pièces à usage exclusivement professionnel ainsi que les entrées, couloirs, salles de bain, etc.

**Nouveaux arrivants** : Les nouveaux arrivants sur la commune correspondent aux populations nouvellement arrivées sur la commune. Le recensement de la population considère comme immigrants les personnes qui résident sur la commune et n'y résidaient pas l'année précédente quel que soit leur parcours résidentiel intermédiaire.

## P

**Petites résidences principales** : Ce sont les résidences principales composées de 1 ou 2 pièces. Sont dénombrées les pièces à usage d'habitation (y compris la cuisine si sa surface excède 12 m<sup>2</sup>) ainsi que les pièces annexes non cédées à des tiers (chambres de service...). Ne sont pas comptées les pièces à usage exclusivement professionnel ainsi que les entrées, couloirs, salles de bain, ...

La **population « comptée à part »**, comprend les personnes qui habitent hors de la commune, mais qui y ont gardé une résidence : les étudiants qui poursuivent leurs études dans une autre ville, les militaires ou personnes âgées qui ont conservé un logement mais qui ne vivent plus dans la commune notamment.

La **population « municipale »** comprend toutes les personnes qui vivent effectivement dans la commune. On y trouve aussi bien les ménages qui demeurent en logement individuel, que les étudiants en cité-universitaire, les personnes âgées en maison de retraite, ou les personnes en habitat mobile, etc.

La **population non scolarisée** comprend les personnes non inscrites dans un établissement d'enseignement.

La **population totale** d'une commune est la somme de la population municipale et de la population comptée à part. La somme des populations totales des communes n'est pas équivalente à la population française, car elle comprend des doubles comptes. Un étudiant « compté à part », par exemple, peut être enregistré dans deux communes à la fois au sens de la population totale, une fois dans la commune de ses parents, une fois là où il étudie. Seule la population municipale est dite « sans double compte » : la somme est égale à la population totale.

Les **prestations sociales** : ensemble des prestations familiales, de logement, minima sociaux (revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité active, allocation adulte handicapé, allocation de parent isolé, allocation de solidarité aux personnes âgées).



Les **professions et catégories socioprofessionnelles** (« PCS ») constituent un classement de la population en grands ensembles cohérents : six catégories d'actifs, auxquelles il convient d'ajouter les retraités et une catégorie « divers », regroupant les chômeurs n'ayant jamais travaillé, les militaires du contingent, les étudiants, les femmes (et les hommes) au foyer, etc. Les catégories d'actifs sont divisées en fonction de plusieurs critères : le type d'emploi, le statut (indépendant ou non), la qualification, la rémunération, etc. Les six principales sont : agriculteurs, artisans commerçants et chefs d'entreprises, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, employés et ouvriers.

## Q

**Quartiles** : Si l'on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de patrimoine, de niveaux de vie..., les quartiles (au nombre de 3 : de Q1 à Q3) sont les valeurs qui la partagent en 4 sous-populations d'effectifs égaux. Le 1er quartile (resp. 3e quartile) est le seuil en dessous (resp. au-dessus) duquel se situent les 25 % des ménages (ou personnes) ayant le plus faible (resp. haut) salaire, revenu, patrimoine, niveau de vie...

## R

**Ratio aidants / aidés** : De manière schématique, les proches des personnes âgées et notamment leurs enfants susceptibles d'aider les personnes âgées peuvent être assimilés aux 55 à 64 ans (populations des aidants). Le rapport entre les 55-64 ans (population des aidants) et les 85 ans et plus (population à aider) donne une idée du potentiel en matière de soutien à domicile des personnes âgées dépendantes par leur famille.

Une **résidence principale** est un logement, occupé de façon permanente et à titre principal par un ménage, le nombre de ménages est donc égal à celui des résidences principales. Le nombre de résidences principales comprend les logements ordinaires (voir ci-dessus), mais aussi toutes les autres formes de logements (foyers, habitat de fortune, roulotte, etc.).

**Résidence secondaire ou occasionnelle** : La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir ; c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées. Les résidences secondaires correspondent aux logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances, y compris les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques. Les logements occasionnels regroupent les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille).

Le **revenu médian** d'une population donnée (des ménages, des personnes seules, des familles monoparentales, etc.) est celui qui partage cette population en deux, autant gagnent moins, autant gagnent davantage.

**RSA (Revenu de solidarité active)** : Entré en vigueur le 1er juin 2009 en France hexagonale et le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer, cette prestation remplace le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de parent isolé (API) pour les personnes privées d'emploi. Il apporte une incitation financière aux personnes sans ressource qui reprennent un emploi (le RSA garantit à quelqu'un qui reprend un travail que ses revenus augmentent). Enfin il complète les ressources des personnes dont l'activité professionnelle ne leur apporte que des revenus limités.

## S

**Sédentaires** : Au recensement de la population les sédentaires sont les populations qui résidaient sur la même commune l'année précédente.

**Seuil de pauvreté** : Il est égal à 60 % du niveau de vie médian de l'ensemble des personnes vivant en France hexagonale.

**Sirene (Système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements)** : Ce système dont la gestion a été confiée à l'Insee enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements, quelle que soit leur forme juridique et quel que soit leur secteur d'activité, situés en métropole, dans les Dom (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion et Mayotte) et à Saint-Pierre et Miquelon. Les entreprises étrangères qui ont une représentation ou une activité en France y sont également répertoriées.

Le **solde migratoire** est la différence entre les entrées (immigrants) et les sorties (émigrants) d'un territoire donné, à titre permanent, pour une année donnée.

Le **solde naturel** correspond à la différence entre les naissances et les décès.

**Surpeuplement / Sous peuplement** : Le fichier détail de l'Insee permet de construire des indicateurs de peuplement basés sur le nombre de pièces et la composition des ménages.

Pour réaliser notre estimation, le nombre de pièces nécessaire au ménage est décompté de la manière suivante :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque couple,
- une pièce pour chaque adulte (personne de 19 ans et



plus) non en couple,  
- une pièce pour deux enfants s'ils ont moins de 6 ans, quel que soit leur sexe,  
- une pièce par enfant de 6 à 18 ans.

Exceptions : une personne seule en studio est réputée satisfaire la norme et un couple en studio est en surpeuplement modéré (plutôt qu'accentué).

Pour chaque norme d'occupation, on retient l'écart entre le nombre de pièces réel et le nombre de pièces nécessaire. On associe à chacun de ces écarts relatifs un indicateur de peuplement (IP).

## T

La **taille moyenne des ménages** reflète le nombre de personnes vivant par ménage (ou résidence principale).

**Taux d'activité** Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (personnes en emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

**Taux de couverture des ménages par les minima sociaux** : Part ou nombre d'allocataires parmi les ménages d'un territoire.

**Taux de déqualification** : Part des hauts niveaux de formation occupant un emploi d'employé ou d'ouvrier parmi les hauts niveaux de formation en emploi.

**Taux de pauvreté** : Pourcentage de la population dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Les taux de pauvreté sont diffusés dans les zones comptant au moins 1000 ménages ou 2000 personnes, dans lesquelles au moins 11 ménages et au moins 200 personnes sont pauvres. Lorsque les taux sont compris dans l'intervalle [0;5], la valeur exacte n'est pas affichée et est remplacée par 5%.

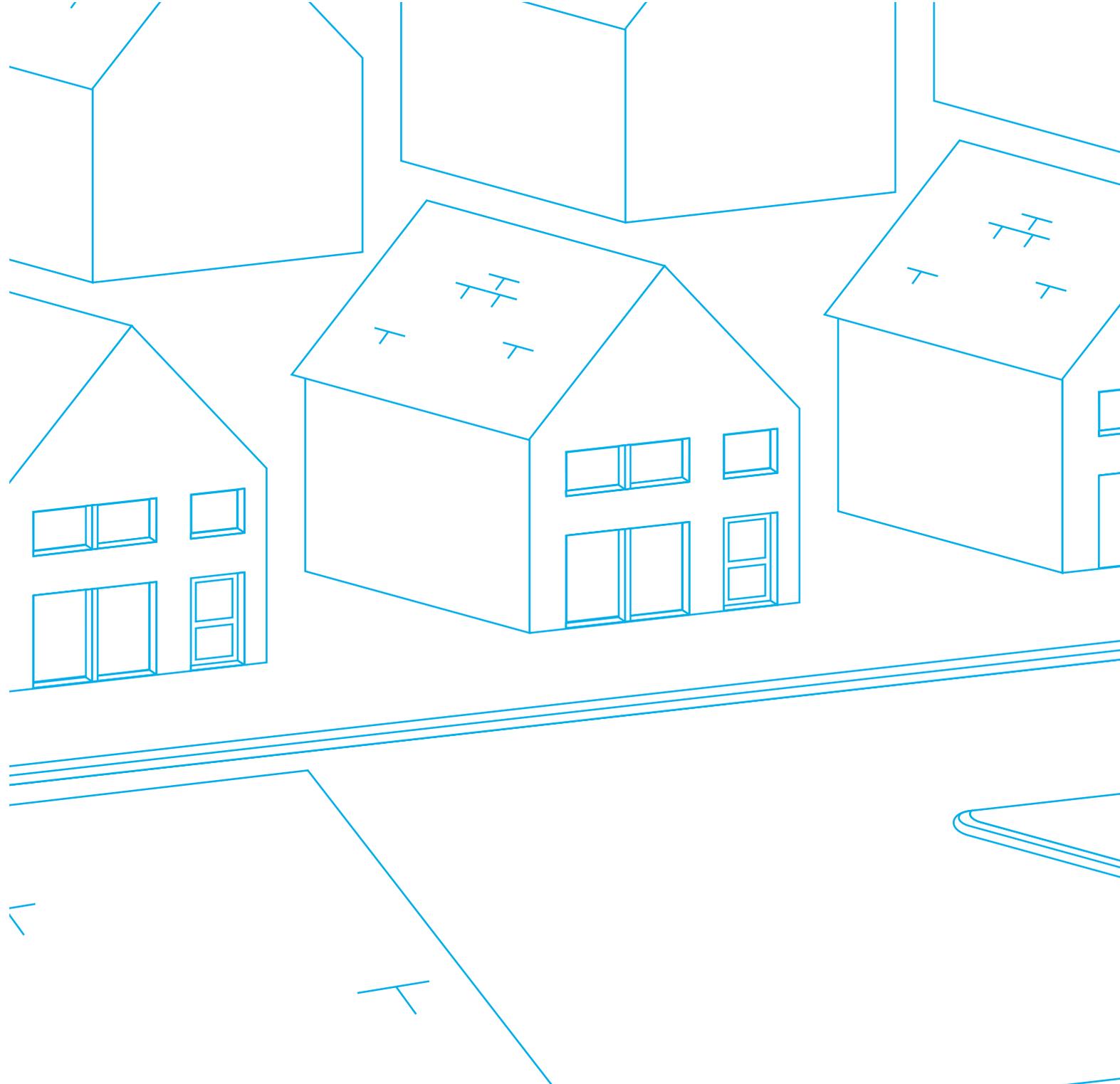
**Taux de polarisation de l'emploi** : Le taux de polarisation rapporte le nombre d'emplois situés sur la commune, au nombre d'actifs occupés (ayant un emploi) résidant sur la commune. Un taux proche de zéro caractérise une commune résidentielle, qui ne dispose que de très peu d'emplois. Un taux nettement supérieur à un caractérise une ville qui attire chaque jour un nombre élevé d'actifs occupés. Il y a équilibre lorsque le taux est égal à un. Dans ce cas, les départs quotidiens vers le lieu de travail sont équivalents en volume aux arrivées quotidiennes d'actifs occupés, ou tous les emplois sont occupés par des actifs de la commune (pas de départs et pas d'arrivées).

Le **taux estimé de fécondité** est le rapport entre la moyenne des naissances au cours des trois dernières années et la population féminine âgée de 15 à 44 ans (en âge d'avoir des enfants). Il diffère de l'indice conjoncturel de fécondité calculé par l'Insee.

**Temps partiel** : La répartition des actifs ayant un emploi selon qu'ils occupent leur emploi principal à temps partiel ou à temps complet est réalisée sur la base de la déclaration des personnes concernées.

## Z

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.



[contact@compas-tis.com](mailto:contact@compas-tis.com)

Tél. : 02 51 80 69 80



[www.lecompas.fr](http://www.lecompas.fr)

## Expert des politiques sociales dans les territoires

Le Compas se développe depuis près de 30 ans grâce à son savoir-faire reconnu, ses outils et méthodes continuellement renouvelés, ses valeurs humaines, son réseau et ses partenariats bien ciblés.

### Nos engagements :

- > Contribuer au mieux-vivre des habitants et mettre en évidence les besoins invisibles
- > Capitaliser les connaissances et les questionnements pour éclairer les enjeux sociaux
- > Tisser une relation de confiance pour construire ensemble les politiques de demain



***Le diagnostic qui suit a été construit sur une démarche de capitalisation de connaissances autour des enjeux sociaux de votre territoire. Il l'a été aussi en s'appuyant sur l'expertise que le Compas a construite depuis plus de 20 années de réalisation d'Analyses de Besoins Sociaux et 25 années d'expériences dans le développement d'observatoires sociaux locaux.***

L'analyse des besoins sociaux (ABS), au-delà d'une obligation légale pour les CCAS, est avant tout une opportunité pour l'ensemble des acteurs de la réponse sociale de votre commune. Le diagnostic a été construit dans cet esprit. Il vise avant tout à poser les enjeux sociaux de votre territoire (quartiers, communes, intercommunalité) dans leur diversité.

En effet, l'ABS ne doit pas être seulement un outil au service du CCAS, mais également permettre d'impliquer tous les acteurs qui interviennent auprès des ménages ayant besoin d'une forme de solidarité. Il peut tout autant s'agir de la recherche d'un mode de garde pour ses enfants que d'une intervention dans le cadre d'un besoin lié à un handicap ou à une difficulté financière.

Dès lors, le diagnostic doit permettre d'interroger les besoins sociaux dans toute leur diversité. Il doit pouvoir être diffusé à tous les acteurs concernés par la réponse sociale. Il est à la fois au service du CCAS ou CIAS pour la construction de sa réponse aux enjeux sociaux de son territoire et à la fois au service des partenaires locaux de l'action sociale communale (autres collectivités locales, institutions, associations, services de la ville et de l'EPCI). Il doit aussi pouvoir être utilisé tant par les élus, les membres du Conseil d'Administration du CCAS ou du CIAS que par les professionnels ou bénévoles associatifs (et donc habitants du territoire).

Ce diagnostic intègre une dimension prospective qui est nécessaire dans le cadre de l'élaboration d'une analyse des besoins sociaux permettant la construction d'une réponse sur plusieurs années.

Pour ce faire, au-delà d'une projection démographique, nous avons fait le choix d'intégrer une analyse sur les fragilités révélées par la crise sanitaire de la COVID et les risques sociaux pour les années à venir. Cette crise va amplifier pour certains publics les besoins de solidarités de proximité (face à l'accès aux droits, la fracture numérique, l'isolement des personnes âgées, la fragilité des familles et des enfants, l'accès à l'éducation, ...). Dans ces différents enjeux, le diagnostic pose les constats, les analyse pour votre territoire et interroge les politiques publiques à mettre en œuvre.

Le document est construit à partir d'une entrée « public ». Celle-ci permet une démarche plus facilement opérationnelle pour les services d'un CCAS ou d'un CIAS. Les tableaux de bord proposés, les cartes, tableaux, graphiques, commentaires et analyses peuvent être réutilisés dans différents temps de réflexion en dehors même de l'ABS. Chacun des chapitres peut être isolé et diffusé comme un document indépendant. Mais l'atout de ce travail est de mettre en évidence la diversité des besoins sociaux de votre territoire et la nécessité d'une prise en charge globale de celle-ci.

Le décret de juin 2016 définit l'ABS ainsi : « L'analyse des besoins sociaux consiste en un diagnostic sociodémographique à partir des données d'observation sociale du territoire ». Cependant, celui-ci n'est que la première étape permettant de faire évoluer les réponses apportées aux personnes fragilisées, notamment dans ces périodes de crises (économiques, sanitaires, sociales, ...). Pour cela le décret de juin 2016 prévoit la possibilité de mettre en œuvre des entrées thématiques à la suite du diagnostic. Le cœur de l'ABS se situe dans ces analyses thématiques où tous les acteurs concernés peuvent se retrouver pour construire ensemble les réponses sociales locales de demain.

Dès lors, si l'Analyse des Besoins Sociaux est une obligation pour les CCAS elle doit être avant tout une véritable opportunité.

Une opportunité tout d'abord pour la population de la commune et notamment celle qui peut « se faire oublier » ou être « invisible ». Une part importante de la population ne fait que très peu de demandes, voire souvent ne recourt pas aux droits auxquels elle pourrait prétendre.

A cette réalité du non recours ou du sous usage des politiques publiques vient s'ajouter l'isolement. L'ABS doit permettre de rendre visible une réalité cachée. Cachée par les personnes concernées elles-mêmes, mais aussi « cachée » dans nos discours ou actions de communication. En effet, il est toujours plus difficile de communiquer sur les enjeux sociaux que sur d'autres sujets.

Une opportunité ensuite pour permettre de partager une connaissance des questions sociales avec des non spécialistes. Une ABS réussie est une ABS qui sort de la seule sphère du social pour interagir avec d'autres politiques publiques telles que l'urbanisme, la politique éducative de la commune, la mobilité, l'économie ou encore la politique de la ville si elle existe. Il faut donc qu'au sein des services de la ville ou de l'intercommunalité il y ait aussi une implication dans la démarche d'ABS.



## Avant-propos

Une opportunité enfin pour construire un partenariat renforcé dans l'analyse et par conséquent dans l'action. Une ABS passe obligatoirement par une implication des partenaires (associatifs, institutionnels, autres services ou acteurs du territoire, personnes qualifiées, ...). Celle-ci devra se faire à la fois dans l'analyse (partage des données et observations respectives) et à la fois dans la restitution (ce travail doit aussi être accessible à tous les acteurs impliqués).

En effet, le CCAS ne pourra pas porter seul les réponses aux enjeux qui ressortent de l'ABS. L'implication des partenaires est une nécessité pour construire des réponses ambitieuses. Ce partenariat doit se concevoir tant avec les partenaires externes qu'avec les services de la commune ou de l'EPCI.

Les habitants sont aussi les partenaires de la démarche. Ils peuvent l'être au travers de l'implication des associations, mais aussi à partir de la participation d'instances de démocratie participative aux temps de travail ou encore par des entretiens et enquêtes ciblées.

L'ABS est donc une démarche généreuse. Le diagnostic est le pilier de celle-ci mais ne peut pas être une finalité. Il est l'outil nécessaire afin de permettre une ABS construite sur des bases solides. Il est là à la fois pour faire apparaître les fragilités souvent peu visibles (ou peu regardées), faciliter le dialogue avec les non spécialistes et faciliter la construction d'un projet social de moyen et long terme (avec la définition de priorités) qu'il soit ambitieux.

*Ce diagnostic doit être le point de départ d'une action sociale partenariale basée sur un socle de connaissances fiable et solide.*

